



**HAL**  
open science

# Reconfigurations territoriales soutenables des déplacés dans les plaines orientales de Colombie

Diego Botero-Cabal

► **To cite this version:**

Diego Botero-Cabal. Reconfigurations territoriales soutenables des déplacés dans les plaines orientales de Colombie. Géographie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2016. Français. NNT : 2016PA01H042 . tel-01818366

**HAL Id: tel-01818366**

**<https://theses.hal.science/tel-01818366>**

Submitted on 19 Jun 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Université Paris 1  
Panthéon-Sorbonne

École Nationale  
Supérieure d'Architecture  
de Paris-La Villette



École Doctorale de Géographie de Paris

## THÈSE

Pour l'obtention du grade de

**DOCTEUR DE L'UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON-SORBONNE**

Discipline: Géographie

Mention : Architecture, Ville, Environnement

présentée et soutenue publiquement par

**Diego BOTERO-CABAL**

le 16 décembre 2016

Titre:

## **Reconfigurations territoriales soutenables des déplacés dans les plaines orientales de Colombie**

Directeur de thèse: **Christian Pédelahore de Loddis**

Jury :

**Anne Collin Delavaud** (Rapporteur).

**Alejandro Angulo Novoa** (Rapporteur).

**Jean-Pierre le Dantec** (Examinateur).

**Antonella Tufano** (Examinatrice).

**Graciela Torre** (Examinatrice).

**Christian Pédelahore de Loddis** (Dir.).

Docteure en géographie. Professeure (émérite) IHEAL, Paris III.

Docteur, démographe. Professeur UEC, dir. de recherches, Bogotá.

Ingénieur, architecte-urbaniste. Professeur des Ensa.

Docteure architecte urbaniste.

Architecte-urbaniste.

Architecte-Urbaniste. Professeur des Ensa, dir. de rech. Ahttep.

## Résumés

### **Reconfigurations territoriales soutenables des déplacés des plaines orientales de Colombie.**

Territoires historiquement marginalisés, le département du Vichada et la municipalité de La Primavera, situés dans le bassin de l'Orénoque, sont au centre d'un boom agricole. À l'origine de celui-ci se trouvent des groupes paramilitaires, la guérilla et les narcotrafiquants qui essaient de contrôler la production de coca. Le boom attire des investissements de tout type, résultant en une contre-réforme agricole se traduisant par une accumulation de terres de façon violente et illégale. Ce scénario contient les conditions pour que des nouvelles vagues de paysans se déplacent en masse vers les bidonvilles des grandes villes.

Parallèlement, la Colombie est dans une conjoncture de négociations entre le gouvernement et la guérilla, afin de mettre fin à la guerre. Le point clé de l'agenda est le développement durable des campagnes et la démocratisation de l'accès à la terre.

Cette situation dichotomique représente une opportunité pour l'essor des laboratoires de développement alternatifs et durables qui pourraient bénéficier à l'ensemble de la sous-région. C'est cette actualité territoriale brûlante que nous cherchons, dans ce travail à analyser et à caractériser.

Notre recherche a pour terrain La Primavera, territoire nettement rural de 14.000 habitants disséminés sur une très large région, sans infrastructures de base, et où un groupe norvégien a acheté 72.000 hectares de savane pour y développer un projet agroindustriel, ayant besoin de main-d'œuvre intensive. Le projet, en cours de réalisation, prévoit de créer un village durable et autosuffisant pour 1.000 familles. C'est ce projet et son contexte spatial, historique et démographique que nous étudions dans ses dimensions innovantes telles que la prise en compte du grand territoire, des réseaux régionaux de villages la mise en œuvre de solutions sociales, économiques et environnementales alternatives afin d'en éclairer en filigrane les impacts et les apports théoriques et pratiques.

### **Mots-Clés**

Développement-durable, Reconfigurations, Personnes-déplacées-internes, Territoires, Migrations, Agro-village, Rural, Frontière.

## **Sustainable territorial reconfigurations of displaced people in the eastern savannas of Colombia.**

Territories historically marginalised, the department of Vichada and the municipality of La Primavera, located in the Orinoco basin, are at the centre of an agrarian boom. At the origin of this, there are paramilitaries groups, guerrilla and drug traffickers, who are trying to control the coca production. The boom is attracting investment of any kind, resulting in an agrarian counter-reform materialised in an accumulation of land, in a violent and illegal manner. This scenario contains the conditions for new IDP waves moving to slums in the large cities.

Meanwhile, Colombia is in a conjuncture with the negotiations between the government and the guerrillas to end the war. The key point of the agenda is sustainable development of the countryside and the democratisation of access to the land.

This dichotomous situation represents an opportunity to introduce alternative and sustainable development laboratories, which could benefit the whole region. It is this burning territorial actuality that we seek in this work to analyze and characterize.

The terrain of our study is La Primavera, a distinctly rural area with 14,000 people scattered over a wide extension without basic infrastructure; where a Norwegian group bought 72,000 hectares of savannah in order to develop an agro-industrial project, which will need intensive manpower. The project, under construction, plans to create a sustainable and self-sufficient village of 1,000 families. It is this project and its spatial historical and demographic context that we study in its innovative dimensions such as the inclusion of the large territory, regional networks of villages, the implementation of alternative social, economic and environmental solutions, in order to enlighten in detail the impacts and theoretical and practical contributions.

### **Key words**

Sustainable development, Reconfigurations, Internal Displaced People, Territories, Migrations, Agro-village, Rural, Frontiers.

## En hommage aux victimes de un demi-siècle d'insensé conflit

*« C'était la dernière chose qui restait d'un passé dont l'anéantissement ne se consommait pas, parce qu'il continuait à s'annihiler indéfiniment, en se consommant en lui-même, se finissant à chaque minute mais sans jamais terminer de se finir. »*

*Cent ans de solitude  
Gabriel García Marquez*

## Remerciements

Tout d'abord, je souhaite exprimer ma gratitude au Professeur Christian PÉDELAHORE DE LODDIS sans qui, cette enrichissante expérience n'aurait jamais eu lieu. Ses qualités scientifiques, la connaissance profonde de l'Amérique Latine et son esprit intellectuel font de lui la clef de cette réalisation. Ses conseils avisés et son encouragement à approfondir sur l'aspect théorique et philosophique durant cette entreprise, m'ont permis d'envisager la recherche avec un bagage historique intégral, en la rendant passionnante et plaisante.

Je tiens à remercier vivement au Père Alejandro ANGULO NOVOA SJ, Directeur du département Démographie et Peuplement, Universidad Externado de Colombia, Directeur du laboratoire CIDS (Centre de recherche sur la Dynamique Sociale, Centre de Recherche et Education Populaire / Programme pour la Paix (CINEP/PPP). Je lui suis reconnaissant de m'avoir fait bénéficier tout au long de ce travail de sa grande connaissance de la problématique sociale colombienne, de sa rigueur intellectuelle et de sa sagesse.

Anne COLLIN DELAUAUD et Alejandro ANGULO qui ont accepté d'être rapporteurs et pour le temps qu'ils ont accordé à la lecture de cette thèse et à l'élaboration de leur rapport. Je souhaite les remercier vivement ici pour le temps passé, pour leur enthousiasme.

Je suis très honoré de la présence à mon jury de thèse et je tiens à remercier: Antonella TUFANO, Graciela TORRE, Anne COLLIN DELAUAUD, Jean-PIERRE LE DANTEC, Alejandro ANGULO et Christian PÉDELAHORE DE LODDIS d'avoir bien voulu faire partie du jury.

Je remercie également à Luis Guillermo GUERRERO, directeur du Cinep à Bogotá pour sa disponibilité et le temps qu'il m'a accordé. Au Père Diego JARAMILLO, Président de la Corporación Minuto de Dios, et à son équipe pour les ateliers et ses conseils tout au long de la recherche. À Germán GARCIA DURAN, directeur de Fundación Río Urbano, pour ses travaux scientifique sur le terrain d'étude.

Un grand merci à Olav KJØRVEN, directeur de l'UNICEF pour les partenariats public qui a donné le premier support à mon projet ; à Ole Martin SIEM, directeur de Prestige Group et du projet Cimarron en Colombie, qui a toujours jugé crucial la réalisation de cette recherche pour avoir une approche réaliste et scientifique à son projet.

Mes derniers remerciements s'adressent à ma famille, ma femme Liv et mes enfants Nora et Sebastián qui ont su m'encourager avec leur soutien et amoureuse présence inconditionnels, en ayant beaucoup de patience dans les moments difficiles.

# Sommaire

<b>RESUMES .....</b>	<b>1</b>
PREAMBULE.....	7
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>8</b>
PRELUDE .....	8
DOMAINE DE RECHERCHE.....	9
UNE FRACTURE SPATIALE ANTHROPIQUE.....	10
TERRAIN D'OBSERVATION.....	12
APPROCHE .....	12
OBJECTIFS .....	14
<b>CONTENU DE LA RECHERCHE .....</b>	<b>15</b>
CONTEXTE SOCIO-SPATIAL .....	15
PHENOMENE DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES.....	17
REVERSIBILITE DU PHENOMENE PDI EN COLOMBIE.....	19
REINSTALLATIONS HUMAINES RURALES DURABLES.....	21
CORPUS.....	22
METHODOLOGIE.....	26
<b>I. LES DEPLACES, UNE QUESTION SOCIO-SPATIALE.....</b>	<b>34</b>
VICHADA : UN NOUVEAU « ELDORADO » .....	34
LES PLAINES ORIENTALES : LA SPATIALITE OUVERTE.....	48
LA COLOMBIE : LE SUMMUM DU PARADOXE .....	56
PERSPECTIVE MONDIALE .....	80
<b>II. PROSPECTION DES PLAINES ORIENTALES .....</b>	<b>92</b>
CONTEXTE GLOBAL .....	92
LE PAYS, UNE SITUATION SPECIFIQUE .....	93
LE VICHADA : LA DERNIERE FRONTIERE .....	104
LA PRIMAVERA : LE NOYAU.....	137
DEVELOPPEMENT DE LA REGION .....	146
L'ANTINOMIE DE LA CAPITALE.....	148
PANORAMA NATIONAL .....	154
PARADIGMES MONDIAUX.....	167
LA QUESTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE .....	171
<b>III. CIMARRON, L'ETUDE DE CAS .....</b>	<b>178</b>
LE PROJET CONCRET.....	178
LE DEPARTEMENT.....	186
LA REGION.....	193
LA METROPOLE .....	204
LE GRAND « TUGURIO » .....	213
LE PAYS.....	219
LE MONDE.....	224
VISIONS DIVERGENTES.....	227

<b>IV. VILLAGES AGROINDUSTRIELS ANALOGUES .....</b>	<b>230</b>
PROJECT JARI, BRESIL.....	230
INSTALLATIONS AGROINDUSTRIELLES COLOMBIENNES .....	243
CIMARRON, L'AGRO-VILLETTE NORVEGIENNE.....	253
<b>CONCLUSIONS .....</b>	<b>265</b>
LES PLAINES ORIENTALES, L'EPICENTRE GORDIEN DE LA SPATIALITE COLOMBIENNE : .....	265
LA REVERSIBILITE DE PHENOMENE DES PERSONNES DEPLACEES : .....	266
BIBLIOGRAPHIE .....	274

## Préambule

L'espace sacré conçu comme le Ventre de formation de l'être, utilisé par les Indiens d'Amazonie en Colombie, est une maison communale ancestrale appelée *Maloca*<sup>1</sup>. La nuit, celle-ci est le centre de la connaissance où des histoires sont racontées, avec des conseils pour la vie, des mythes et des légendes, en constituant la quotidienneté de la communauté et de leurs ancêtres. C'est la mémoire et la conscience collective, qui représente l'univers dans son intégralité ; où il y a tout ce qui soutient le monde et ce qui y est contenu. (El cuerno de fuego 2011)<sup>2</sup>

Dans une *Maloca* cohabitent plusieurs familles, avec des liens de parenté, qui partagent l'espace intérieur. La *Maloca* contient les éléments nécessaires pour la nourriture, où les produits du travail agricole, de la chasse et de la pêche arrivent, et sont préparés et mangés. Chaque famille a son propre fourneau et un endroit pour accrocher les hamacs. Traditionnellement, cette construction est entourée de deux jardins : l'intérieur appelé le *jardin potager* (avec des plantes comme : bananes, papayes, mangues et ananas) et le *jardin de manioc* où on cultive le manioc (yucca). (Wikipedia 2013)<sup>3</sup> En dehors de leurs *jardins potagers*, ils cultivent également de grandes parcelles défrichées de la forêt, qui sont renouvelées tous les deux ou trois ans, en raison de la faible fertilité du sol amazonien.

Plusieurs morphologies de Malocas existent dans la forêt amazonienne ; pourtant, la plus remarquable en termes de correspondance représentative formelle et conceptuelle, est celle de la tribu Yanomami, dont la forme organique ronde rappelle, métaphoriquement, les fourmilières des *Atta colombica*<sup>4</sup>.

Ces indigènes ont une conception sociétale égalitaire, où tous les individus sont similaires. Dans leurs structures sociales la notion de « chef » n'existe pas, et les décisions sont consensuelles, souvent précédées de longs débats participatifs. Le monde spirituel est un élément fondamental de la vie des amazoniens, qui reflète une ontologie cosmique dans laquelle l'anthropique et la nature s'entrecroisent, où chaque créature, rocher, arbre et montagne a son propre esprit.

---

<sup>1</sup> Maloca, en dialecte amazonien, donne l'idée de « le lieu de la mère » ou « le site de la racine », principalement en ce qui concerne l'essence de la « *maloca des ancêtres* », qui est seulement accessible à la plus haute vision du « *chef savant* ». Oscar Freire, (2009) *La maloca de los sabedores*.

<sup>2</sup> El cuerno de fuego. (2011). *Significado de la Maloca*. Consulté le 5 Septembre, 2013, sur <http://cuernodefuego.blogspot.no/2011/02/significado-de-la-maloca.html>

<sup>3</sup> Wikipedia. (2013). *Maloca*. Consulté le 29 janvier 2014, sur <http://en.wikipedia.org/wiki/Maloca>

<sup>4</sup> Atta est un des nombreux genres de fourmis tropicales champignonnistes très abondantes en Amazonie.

# Introduction

## Prélude

« (...) Dans les champs déjà secs et abandonnés, des voies métalliques ont été posées. Les hommes, inclinés sur la terre, clouaient des longs barbelés d'acier pour soutenir les lignes sur lesquelles, quelques mois plus tard, se déplaceraient des rapides locomotives jetant à l'air des brumes noires, en traînant derrière elles des longues queues de wagons qui transportaient le charbon vers la capitale. Toutes les couches sociales sont venues pour former le village de Timbalí. En commençant par les étrangers qui ont marché sur cette terre là – bonne et accueillante – comme la dominant, comme la menaçant, jusqu'au mendiant, jusqu'à la prostituée. Parmi les hommes attirés par le vertige est arrivé un matin de tiède été, Rudecindo Cristancho. Il était haut, maigre, d'apparence faible ; le dos toujours incliné ; les yeux bas ; la bouche fermée hermétiquement ; avec les mots à peine pour se faire entendre à moitié ; les mains grandes, nerveuses, décharnées ; longues et maigres les jambes. Cela pour le physique. Et pour l'esprit, il était résigné jusqu'au sacrifice ; mais pas par héroïsme, par ignorance. Il n'a jamais su qui étaient ses parents, ni cela l'intéressait de l'apprendre. Ses souvenirs commençaient à une époque très lointaine : il travaillait dans une ferme comme commissionnaire, et souffrait des coups de fouet du propriétaire chaque fois qu'il n'accomplissait pas entièrement ses tâches. Peut-être depuis lors, était née cette résignation totale, complète, terrible, car son âme avait été cruellement déformée par la vie même (...) » (Soto Aparicio 1974)<sup>5</sup>

Le livre « *La rébellion des rats* », de Fernando Soto Aparicio<sup>6</sup>, condense la tragédie humaine de la campagne colombienne, à travers l'histoire du boom minier et la naissance d'un village, Timbali, au début des années 1960, dans le département de Boyacá. Ce récit synthétise le cercle vicieux et les dynamiques à l'œuvre derrière les causes de la migration et des misères rurales du pays, qui ont donné origine à 50 années de conflits internes armés en Colombie, encore non résolu.

---

<sup>5</sup> Soto Aparicio, Fernando (1974) *La rebelión de las ratas*. Bedout S.A. Bogotá, Colombie. (Traduction personnelle.)

<sup>6</sup> Écrivain colombien (1933) né à Boyacá province de la Colombie. Ses œuvres dénonçant implicitement la violence, l'injustice y les inégalités sociales.

## Domaine de recherche

En Colombie, il y a plus de 3 millions de *Rudecindos* qui survivent dans des « *tugurios* »<sup>7</sup> surpeuplés autour des grandes villes, car c'est la misère qui engendre la surpopulation, et non le contraire. (Acot 2006)<sup>8</sup> La campagne, d'ailleurs, est désertée pour le mirage urbain, qui existe surtout dans l'imaginaire collectif des zones rurales. Des histoires de *Rudecindos* se répètent dans tout le Tiers Monde, où 100 millions d'êtres humains sont sans abri, et 600 millions habitent des « *tugurios* ». (United Nations Centre for Human Settlements 1996)<sup>9</sup> Ceci est le paradoxe de la civilisation machiniste globalisée ; où le phénomène des déplacements internes devient une question internationale.

En 2008, la population mondiale dépasse 50% d'habitants urbains. Dans cette perspective, les villes du monde doivent absorber, jusqu'à 2050, la totalité de la croissance démographique planétaire, tandis que la population rurale décroîtra de 600 millions.

Actuellement, 4,962'962,962 d'habitants est un nombre clé du développement durable, qui correspond à la surface biologiquement productive de la Terre : 13.400'000.000 d'hectares (Global Footprint Network 2012)<sup>10</sup>, divisée par l'empreinte écologique moyenne de chaque homme, 5,7 hectares (Best Foot Forward Limited 2011)<sup>11</sup>. La population actuelle du monde est de 7.048' 565.000 (Worldmeters 2012)<sup>12</sup> ; il y a donc, 2 milliards d'habitants au-dessus de la capacité théorique de durabilité de la Terre.

Or, ce n'est pas la nature, qui nous transcende, qui est l'enjeu ; mais l'humanité comme réalité physique, qui est en jeu. Les changements climatiques sont le revers des cataclysmes sociaux. La question essentielle est donc, est-ce que l'homme va devenir le *deus ex machina* de cette *Chronique d'une mort annoncée* ?<sup>13</sup>

---

<sup>7</sup> « *Tugurio* » dérive du mot latin « *tugurium* » un terme qui se réfère à une maison précaire ou installée hors la loi. Le concept peut être lié à des maisons qui sont construites au-delà des règles de planification urbaine dans une région. Les « *tugurios* » surviennent lorsque les gens sont incapables d'accéder à un logement adéquat et ainsi de se retrouver dans des installations humaines irrégulières. Ces installations sont connues en Amérique Latine comme *tugurios*, *favelas*, *chobolas*, *barrios* ou villes d'émergence dépendant du pays. <http://definicion.de/tugurio/>. C'est l'équivalent de « *slum* » et « *shanty town* » en anglais, et « *bidonville* » en français.

<sup>8</sup> Acot, Pascal. (2006). *Catastrophes climatiques désastres sociaux*. Paris : Presses Universitaires de France

<sup>9</sup> The United Nations Centre for Human Settlements UNCHS (Habitat). (1996) *100 Million Homeless in World Most Are Women and Dependent Children*. Consulté le 23 Novembre 2009 <http://www.un.org/Conferences/habitat/unchs/press/women.htm>

<sup>10</sup> Global Footprint Network (2012). Global hectare. Consulté le 20 Juin 2012 <http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/glossary/#biocapacity>

<sup>11</sup> Best Foot Forward Limited. (2011). *The Future Centre*, Consulté le 21 Juin 2012 <http://www.ecologicalfootprint.com/>

<sup>12</sup> Worldmeters. (2012). *Worldometers.info*. Consulté le 21 Juin 2012 <http://www.worldometers.info/fr/>

<sup>13</sup> Roman écrit par l'écrivain colombien Gabriel García Márquez.

Le projet de recherche que nous proposons s'inscrit dans le cadre de la problématique des personnes déplacées internes (PDI)<sup>14</sup> dans les pays du Tiers Monde, vue sous l'angle des questions du développement durable. Celle-ci se centre sur les migrations rurales collectives définitives qui ont leur origine dans des événements extrêmes, tels que la misère et la violence. (P. Domenach 1995)<sup>15</sup> En Amérique Latine le phénomène des PDI est général, et le cas particulier de la Colombie est l'un des plus dramatiques. Dans ce pays, la région des plaines orientales représente 2% de la population totale et est la moins dense ; pourtant, c'est la région qui contribue au plus haut flux de PDI, 20%, des arrivants à Bogotá. L'absence d'infrastructure basique dans la région est la cause primaire de cette situation ; cependant, les plaines orientales ont un potentiel énorme dû à la présence de l'unité écologique la plus grande du pays, avec une surface de 700.000 km<sup>2</sup> de hautes plaines néo-tropicales<sup>16</sup>, soit 60% de la surface totale du pays. De plus, la région occupe une position stratégique sur le bassin du fleuve Orénoque, dans une zone de transition entre cordillère des Andes et forêt Amazonienne.

## Une fracture spatiale anthropique

Pour illustrer quantitativement le paradoxe des PDI en Colombie, est suffisante la comparaison démographique suivante. Dans la municipalité de La Primavera, dans les plaines orientales, habitent 14.000 habitants sur une extension de 21.420 Km<sup>2</sup>, soit 0,66 personnes/km<sup>2</sup>. Par contre à Ciudad Bolívar, le plus grand « *tugurio* » de Bogotá, la densité est de 18.200 personnes/km<sup>2</sup>, ( Alcaldía de Bogotá 2009)<sup>17</sup> c'est à dire 27.575 fois plus élevée, et trois fois plus dense que les 6,029 personnes/km<sup>2</sup> de Tokyo (Tokyo Metropolitan Government 2012)<sup>18</sup>. Le résultat est une population de PDI à Bogotá de près de 2 millions personnes entassées dans des « *tugurios* », qui constituent près de 22% de sa population urbaine.

Du point de vue démographique on constate un contraste exacerbé entre une densité rurale très faible, synonyme d'isolement ; et une densité urbaine des « *tugurios* » très élevée. Ces deux réalités sont les extrêmes opposés d'un même fait socio-spatial.

Si bien les données démographiques sont des indicateurs, ils ne définissent pas, par eux-mêmes, le niveau de vie des habitants. À la comparaison quantitative de la population doit correspondre symétriquement une étude qualitative spatiale, où le facteur anthropique sert à tracer un parallèle entre les faciès ruraux et urbains. Or, ces espaces

---

<sup>14</sup> Personnes déplacées internes

<sup>15</sup> Domenach, H, Picouet, M. (1995). *Les migrations*. Paris : Presses Universitaires de France

<sup>16</sup> À comparer avec les 543 965 km<sup>2</sup> de la France métropolitaine.

<sup>17</sup> Alcaldía de Bogotá, (2009) *Conociendo la localidad de Ciudad Bolívar: Diagnóstico de los aspectos físicos, demográficos y socioeconómicos*. Secretaría Distrital de Planeación.

<sup>18</sup> Tokyo Metropolitan Government (2012). Overview of Tokyo. Consulté le 14 Novembre 2012 <http://www.metro.tokyo.jp/ENGLISH/PROFILE/overview03.htm>

sont la résultante physique de la conjugaison de plusieurs facteurs, qui incluent des variables culturelles, géographiques, économiques et environnementales. L'identification des caractères de ces espaces, permettent de dresser un portrait qualitatif de l'habitat humain.

La contradiction qualitative des espaces entre le monde rural des paysans -potentiels PDI- et les « *tugurios* » des PDI, ex-paysans, est beaucoup plus tranchée que celle quantitative et démographique. Tandis qu'à la campagne, le milieu spatial est une combinaison d'espaces naturels, transformés par l'homme ; les « *tugurios* » sont, par contre, une fabrique urbaine densément tissée, anthropique par antonomase, où les espaces naturels sont quasiment inexistantes. À travers une analyse parallèle de ces deux milieux, nous cherchons à identifier les rapports de causalité et les facteurs déterminants de ces évolutions spatiales. Cette étude comparative du phénomène PDI, depuis son origine dans les campagnes jusqu'à son dénouement dans les « *tugurios* », aide à appréhender les processus de mutations et leur acteurs. Cela nous permet de caractériser cette brèche éco-culturelle.

« (...) *Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. (...)* » (G. H. Brundtland 1987)<sup>19</sup> Telle, est la définition acceptée par l'ONU, formulée par l'ex Premier Ministre Norvégienne Gro Harlem Brundtland en 1987, qui évoque les objectifs de façon théorique. Cependant, le précurseur du concept de développement durable actuel est Giovanni Botero<sup>20</sup>, qui, au XVI<sup>ème</sup> siècle, depuis une position quantitative, analyse les rapports entre démographie, économie, géographie et ressources, explorant les causes-effets de la croissance démographique. (Botero 1589)<sup>21</sup> Sa conclusion est qu'il s'agit de trouver le juste équilibre entre la « *virtus generativa* »<sup>22</sup> et la « *virtus nutritiva* ».<sup>23</sup>

Depuis cette perspective, le développement durable devient une boîte à outils et une méthodologie. Dans les pays du Tiers Monde, l'un des facteurs limitant l'essor du développement durable est l'abandon du lien avec le monde rural. Si le symptôme primaire de cette faillite territoriale actuelle est l'exode paysan, il est intéressant d'étudier les mécanismes de fixation des paysans dans la campagne et les tentatives

---

<sup>19</sup> Brundtland, G. H. (1987). *Our Common Future*. Oxford: Oxford University Press: United Nations World Commission on Environment and Development.

<sup>20</sup> Jésuite italien né en 1544 dans le Piémont ; est un penseur politique et homme de lettres de la Renaissance.

<sup>21</sup> Botero, Giovanni (1589). *Della ragion di Stato : cause della grandezza e della magnificenza delle città*. Venezia.

<sup>22</sup> Fécondité humaine.

<sup>23</sup> Habilité à produire des subsistances.

actuelles de renversement des flux migratoires, qui essaient de rendre le monde rural viable, autant que faire se peut.

## Terrain d'observation

Dans notre recherche, l'étude des espaces se centre sur la municipalité de La Primavera, dans la région des plaines orientales, un milieu nettement rural, avec en miroir l'observation analytique du « *tugurio* » Ciudad Bolívar de Bogotá, exemple saillant de densité urbaine.

La Primavera, est une commune de seulement 14.000 habitants disséminés sur une très large extension (21.420 Km<sup>2</sup>)<sup>24</sup> avec un seule villette de 3.000 personnes, sans infrastructures de base.

Un groupe d'investisseurs norvégiens est propriétaire de 72.000 hectares de savane à la Primavera pour y développer un projet agroindustriel, qui a besoin de main-d'œuvre intensive dans le secteur agricole ainsi que de nouveaux habitants<sup>25</sup>, générant au moins 1.500 emplois directs. Ceci implique de résoudre, parallèlement, les nécessités de logements et de développer le tissu des PME de transformation. Du fait de la localisation isolée du terrain, loin de tout centre urbain doté d'infrastructure et des sources de main d'œuvre, le projet prévoit de créer une villette durable autosuffisante pour 1.000 familles, doté d'infrastructures complètes et des services de base pour 20.000 habitants. La conception de cette villette, comporte une prise en compte globale de la région, du territoire et des autres villettes ; et la mise en œuvre de solutions sociales, économiques et environnementales alternatives. Ce projet, en cours de réalisation, constitue notre terrain d'observation principal, *in situ* et *in vivo*.

## Approche

Celle-ci est anthropologique holiste, posant les interactions spatiales entre l'homme et la nature comme cœur de l'étude ; étant la nature ici entendue comme objet et l'être humain comme sujet. (Latour 1997)<sup>26</sup> (Berque 2000)<sup>27</sup> Dans ce cadre, l'étude des temporalités constitue notre fil d'Ariane qui relie symétriquement les deux composantes.

---

<sup>24</sup> À comparer avec les 19 399 km<sup>2</sup> de la région Picarde.

<sup>25</sup> À peu près 5.000 habitants.

<sup>26</sup> Latour, B. (1997). *Nous n'avons jamais été modernes*. Paris: Éditions La Découverte.

<sup>27</sup> Berque, Augustin. (2000). *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*. Paris: Belin, collection Mappemonde

Le contexte physique-culturel de notre recherche est un hybride ; le résultat du métissage de la conception amazonienne proche des Indiens Makuna,<sup>28</sup> et de celle des Blancs hispanophones. (Descola 2005)<sup>29</sup> Ce mélange suppose la superposition d'ontologies contraires : d'une part, celle dualiste européenne et de l'autre, celle moniste des indigènes. Dans le premier cas, elle sépare les « humains » des « non-humains » en catégories distinctes, tandis que dans le deuxième les Indiens regroupent les humains et la nature, faune et végétaux, dans un même ensemble comportant attributs et caractéristiques similaires. Cette ambivalence se reflète aussi dans la perception géographique, où la distance et les limites du territoire sont définis par des éléments naturels du paysage tels que : sylve, hydrologie et reliefs.

C'est à partir de cette cosmovision, tant physique que mentale, dialectique, que nous tentons de développer un point de vue bionique ou bio mimétique<sup>30</sup>, écoumènal, en opposition aux démarches sectorielles. Cela signifie l'étude des milieux naturels afin d'en dégager des principes et des processus identifiables. Ceci implique d'enquêter sur les racines et les sources d'inspiration de la fabrication spatiale de ces territoires ; et d'évaluer celles-ci en les référant aux productions urbaines et architecturales contemporaines.

Dans une perspective d'intégration métaphorique, la ville s'assimile à une forêt, à un organisme évoluant avec des fonctions définies, considérée comme un habitat naturel. Ceci inclut les biomes<sup>31</sup> spécifiques, conformés par des communautés végétales et animales en interaction ; l'ensemble étant régi par la succession écologique, dont l'efficacité, la symbiose et la synergie sont les attributs clés.

Symétriquement, nous questionnons également les limites des approches purement biologiques qui assimilent l'architecture au règne végétal. Ces structures organiques spécialisées interagissant entre elles, se s'appuyant réciproquement, créant des communautés autosuffisantes. Le bâtiment, considéré comme un organisme vivant, possède ainsi des systèmes structuraux, épidermiques et circulatoires ; et il abrite des fonctions respiratoires, nutritives, énergétiques et de recyclage. Ces éléments déploient une haute flexibilité et durabilité, avec une moindre consommation énergétique, de pollution et d'opération.

---

<sup>28</sup> Indigènes de la forêt amazonienne de la Colombie orientale.

<sup>29</sup> Descola, Philippe. (2005). *Par-delà nature et culture*. Paris : Éditions Gallimard.

<sup>30</sup> Benyus, J. (2007-2009). *Nature as model, measure and mentor*. Missoula, Montana, USA: Biomimicry Institute. Consulté en 2008 from [www.biomimicry.net/](http://www.biomimicry.net/).

<sup>31</sup> Biome : (du grec bios = vie), appelé aussi macroécosystème, est un ensemble d'écosystèmes caractéristique d'une aire biogéographique et nommé à partir de la végétation et des espèces animales qui y prédominent et y sont adaptées. Il est l'expression des conditions écologiques du lieu à l'échelle régionale ou continentale. Shelford, Victor E. (1963) *The Ecology of North America*. Urbana, University of Illinois Press

## **Objectifs**

Nous cherchons à déjouer les visions par trop surplombantes et sectorielles, et tentons de les insérer dans une approche intégratrice, en nous appuyant sur des analyses croisées issues de l'observation de nos terrains concrets.

Cela nous permet de détecter et de caractériser les émergences de pratiques de développement durable dans un pays du Tiers Monde ; approche englobante, qui questionne et explore tour à tour les nouvelles équations et les disjonctions spatiales des flux migratoires, (PDI). Cela comporte une vision plus large, multidimensionnelle, du développement durable, de l'architecture et l'aménagement urbain et territorial ; une vision transversale entrelaçant espace et temps, homme et nature.

# Contenu de la recherche

## Contexte socio-spatial

### 1. Une nouvelle colonisation

Marginalisés du développement du reste de la Colombie jusqu'à l'an 2000, le département du Vichada (Fig. 1) et la municipalité de La Primavera, (Fig. 2) situés à l'est du pays dans le bassin de l'Orénoque, sont à présent au centre d'un nouveau boom, cette fois agricole, qui commence à peine.

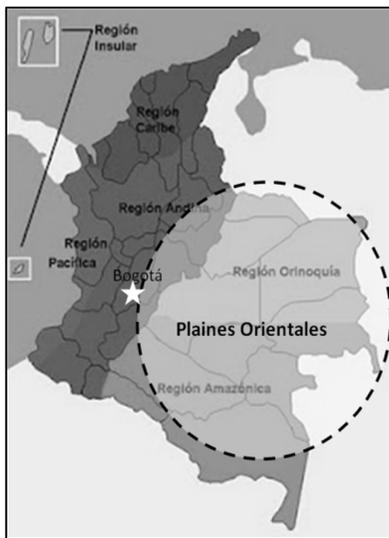


Fig. 1 Les plaines orientales en Colombie  
Graphique élaborée par l'auteur



Fig. 2 Département du Vichada dans les plaines orientales.  
Graphique élaborée par l'auteur

À l'origine de l'intérêt soudain pour cette région des plaines orientales, se trouvent des groupes hors-la-loi : paramilitaires, guérilla et narcotrafiquants, qui essaient de contrôler les routes de narcotiques vers les États-Unis et l'Europe. Le résultat de cette lutte est une véritable contre-réforme agricole qui se traduit par une accumulation de terres<sup>32</sup>, de façon violente et illégale. (ACNUR 2007)<sup>33</sup>

Ce mouvement de colonisation est encouragé, postérieurement, par le projet « *La renaissance du bassin de le haut Orénoque : Un mégaprojet pour le Monde* » (Ministerio

<sup>32</sup> La Colombie a l'un des pires indices d'accumulation de terres au monde : 52% des terres sont aux mains de 1,15% de la population et 70% des propriétés ont 6% des terres. *Rapport sur le développement humain 2011*. Programme des Nations Unies pour le développement.

<sup>33</sup> ACNUR. Agencia de la ONU para los Refugiados (2007). *Diagnóstico Departamental Vichada*. Bogota: Oficina en Colombia del Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo.

de Agricultura de Colombia 2004)<sup>34</sup>, lancé en 2004 par le gouvernement ; qui consiste à développer 6,3 millions d'hectares de plaines<sup>35</sup>, dont l'épicentre est le département de Vichada. La région devient, ainsi, un nouveau « *Eldorado* », attirant de gros investissements privés légaux et illégaux, nationaux et étrangers (Bermúdez Liévano 2013)<sup>36</sup>. À cette situation nationale, s'ajoute le fait qu'en 2012 entre en vigueur l'Accord de Libre Échange entre les États-Unis et la Colombie (Ministerio de Comercio, Industria y Turismo 2012)<sup>37</sup>, qui favorise les grands monopoles agroindustriels transnationaux<sup>38</sup>, en détriment des petits producteurs. (ETC Group 2008)<sup>39</sup> Dans ce scénario toutes les conditions sont réunies pour que l'histoire de Timbalí et Rudecindo se répète ; et que des nouvelles vagues de PDI viennent grossir les rangs de la population des « *tugurios* » des grandes villes.

Parallèlement, la Colombie est dans un moment conjoncturel, dans lequel le gouvernement et la guérilla des Farc sont assis à la table de négociations, à la Havane, pour mettre fin à la guerre. Le point clé de l'agenda des négociations est : « *Politique de développement agricole intégral* » (Semana 2012)<sup>40</sup>, axée sur le développement durable de la campagne et la démocratisation de l'accès à la terre.

Cette situation dichotomique entre boom économique chaotique et négociation politique pour la paix, paradoxalement, représente une opportunité privilégiée pour initier des laboratoires de développement alternatif et durable, qui pourraient bénéficier à l'ensemble de la région des plaines orientales.

## 2. Une question englobante

Les migrations sont inhérentes aux êtres humains, sont le reflet du plus primitif instinct de conservation des espèces animales, y compris l'humaine. Avant la révolution agricole l'homme est un migrant permanent, dépendant de la chasse et de la cueillette. La mobilité territoriale constante est le mode de vie dominant, disparu avec l'agriculture et les subséquentes installations humaines.

---

<sup>34</sup> Ministerio de Agricultura de Colombia. (2004). *El renacimiento de la Orinoquia Alta de Colombia: un megaproyecto para el mundo*. Bogotá: Papel y Plástico Impresores Ltda.

<sup>35</sup> L'équivalent à 63.000 km<sup>2</sup>, soit les régions de la Bourgogne et Provence-Alpes-Côte d'Azur ensemble.

<sup>36</sup> Bermúdez Liévano, A. (2013). *Otra sospechosa compra de tierras en La Primavera*. La silla vacía. Consulté le 21 août, 2013, sur <http://www.lasillavacia.com/historia/los-baldios-comprados-por-paraisos-fiscales-un-nuevo-chicharron-para-minagricultura-45101>

<sup>37</sup> Ministerio de Comercio, Industria y Turismo. (2012). *TLC.gov.com*. Consulté le 26 août, 2013, sur <http://www.tlc.gov.co/publicaciones.php?id=727>

<sup>38</sup> Les trois plus grandes compagnies de semences brevetées du monde partagent 47% du marché mondial: Monsanto (US) 23%, DuPont (US) 15%, et Syngenta (Suisse) 9%.

<sup>39</sup> ETC Group. (2008). *À qui appartient la nature?* Consulté le 26 août, 2013, sur <http://www.etcgroup.org/fr/content/%C3%A0-qui-appartient-la-nature>

<sup>40</sup> Semana. (2012). *Los puntos de la agenda*. Semana.com. Consulté le 21 août, 2013, sur <http://www.semana.com/nacion/articulo/los-puntos-agenda/263987-3>

À présent, les déplacements massifs sont l'un des principaux problèmes mondiaux des dernières cinquante années. Les causes immédiates de ce phénomène sont principalement : les disparités socioéconomiques extrêmes et la présence de conflits armés. Pourtant, la genèse de cette situation est, bien souvent, le transfert aux pays du Tiers Monde, d'un modèle de développement dérivé de la Révolution Industrielle.

Dans ce contexte, les phénomènes de déplacements internes et les migrations internationales ont une liaison séquentielle de causalité, dont la manifestation première est l'abandon extrême auquel sont soumises les zones rurales dans le pays moins développés. Quand des populations rurales qui vivent dans des conditions de marginalisation endémique, sont en même temps assaillies par des évocations de « *terre promise* » dans les villes, elles finissent par succomber à ces pressions en prenant la décision de laisser le « *rien* » pour un « *peut-être* ». C'est le moment de déclenchement de la spirale de l'émigration, le point de départ d'une dynamique qui transcende barrières culturelles et frontières géographiques.

Ce processus commence quand, arrivant en ville, les paysans dépourvus de préparation pour affronter la vie urbaine, terminent dans des anneaux de misère, les « *tugurios* », en une aliénation totale. C'est le brisement du mirage urbain, et le dévoilement de la réalité de la ville non durable des pays en développement ; qui n'a pas la dynamique, ni les capacités, d'absorber aux immigrants de la campagne dans son système productif et de services sociaux de base. Dans la ville, d'ailleurs, la pression pour une ascension socioéconomique retombe sur les classes moyennes, qui voient dans les pays plus développés l'opportunité d'une mobilité sociale. C'est le deuxième pas de la migration, devenue internationale, caractérisée par un fort flux intra régional partant des pays moyennement développés.

## **Phénomène des Personnes Déplacées Internes.**

### **1. Vision globale**

Les grandes migrations au niveau mondial ont pour résultat une crise humanitaire globale marquée par : 100 millions d'êtres humains sans abri, équivalent à 1,6% de la population du monde ou à la population du Mexique ; et 600 millions de personnes qui habitent des « *tugurios* », soit 9% de la population de la planète ou les États Unis, le Brésil et le Mexique mis ensemble.

D'autre part, 1.300 millions de personnes vivent en pauvreté absolue dans le monde, l'équivalent de 20% de la population mondiale ou à la population de la Chine en 2009. 800 millions personnes souffrent de la faim chaque jour, représentant 12,3% de la population mondiale ou l'Europe et le Mexique combinés. 1.750 millions personnes

n'ont pas d'accès à l'eau potable, soit 27% de la totalité de la population ou la somme de la Chine, des États Unis et de la Russie. 1.500 millions n'ont pas d'accès aux services basiques de santé, équivalent à 23% des habitants de la planète ou à la population de la Chine et la Russie combinées. De ces populations, près de 70% sont des femmes et des enfants. (United Nations Committee on Economic, Social and Cultural Rights 1995)<sup>41</sup>.

Parallèlement, la population urbaine continue d'augmenter et conséquemment le nombre des personnes sans-abris et qui habitent dans des quartiers sous-intégrés. 31,6% des habitants urbains du monde sont sans-abris ou habitent des « *tugurios* », tandis qu'en Afrique ce pourcentage est proche de 61,1%, en Asie de 42% et en Amérique Latine de 31,8%. Ces chiffres pointent l'existence d'un rapport direct entre sans-abris, « *tugurios* » et monde urbain. (The Department of Economic and Social Affairs of the United Nations 2007).<sup>42</sup>

## 2. Représentations locales

Au début du XXe siècle, la population de la Colombie est de 4 millions d'habitants ; actuellement, elle est de 48 millions avec plus de 4,5 millions de PDI. Significativement, en 2011, le pays est classé par le PNUD troisième en inégalité sociale au monde, derrière Haïti et l'Angola.<sup>43</sup> L'élément aggravant est constitué par la présence du narcotrafic, qui accélère le flux des PDI et cause la déforestation de 50.000 hectares de forêt amazonienne et de 100.000 hectares de forêts andines.

Depuis les années 30, la migration massive vers les villes est le facteur primordial de la croissance de la population urbaine dans le pays, laquelle accroît de 32% en 1940 à 80% en 2008. Entre 1951 et 1973, ce phénomène se concentre dans les quatre principales villes de Colombie : Bogotá, Medellín, Barranquilla et Cali, dont la croissance démographique augmente de 5% à 25%. (DANE 2008)<sup>44</sup>.

Bogotá, capitale de la Colombie, est un exemple des conséquences du phénomène des PDI dans un contexte urbain, et de la situation générale de l'Amérique Latine, où 33% de la population habite dans des « *tugurios* » autour des grandes villes. (UNEP/UNESCO 2009)<sup>45</sup>

---

<sup>41</sup> The United Nations Centre for Human Settlements UNCHS (Habitat). (1996). *100 Million Homeless in World Most Are Women and Dependent Children*. Istanbul,: Consulté le 23 November 2009 <http://www.un.org/Conferences/habitat/unchs/press/women.htm>.

<sup>42</sup> The Department of Economic and Social Affairs of the United Nations. (2007). *World Urbanization Prospects*. United Nations publication. New York, USA.

<sup>43</sup> Report sur l'inégalité sociale publié par la Banque Mondiale et le PNUD, en utilisant l'indice Gini de la distribution des revenus.

<sup>44</sup> Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas. (2008). *Encuesta de calidad de vida*. DANE, Bogotá.

<sup>45</sup> UNEP/UNESCO. (2009). *Homeless*. Consulté le 25 Novembre 2009 [http://www.youthxchange.net/main/b236\\_homeless-q.asp](http://www.youthxchange.net/main/b236_homeless-q.asp).

Entre 1940 et 2000, le taux de croissance de la population de Bogotá est de 36% par an, pour atteindre une population de 8 millions d'habitants en 2005 (Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas 2008)<sup>46</sup>, dont 227.000 PDI sans-abris dans les rues de la ville et près de 2 millions (Consultoría para los derechos humanos y el desplazamiento 2008)<sup>47</sup>, qui habitent dans les « *tugurios* ». (Departamento Administrativo de Estadísticas 2011)<sup>48</sup>

La situation de Bogota est un exemple de développement non durable, conséquence d'une planification régionale « *urbain-centrée* », dans un cadre national fragmenté. Le centralisme des secteurs industriels, financiers et de services dans la ville, attire davantage de flux migratoires régionaux et nationaux, ce qui résulte en une expansion spatiale et démographique incontrôlée de la capitale. Le conflit interne armé et les acteurs de la violence : paramilitaires, guérilla, narcotrafic et corruption interviennent, donc, comme des catalyseurs de cet exode rural.

## Réversibilité du Phénomène PDI en Colombie

### 1. Hypothèse première

Pour tenter d'illustrer la prémisse qui est à l'origine de la dynamique migratoire des PDI, et ainsi essayer de comprendre sa réversibilité ; on part d'une symétrie métaphorique de deux phénomènes astrophysiques : l'étoile mourante ou à neutron, et l'étoile vivante ou en fusion. L'étoile mourante finit par consommer tout son combustible arrêtant la fusion nucléaire, et cessant ainsi de produire sa propre énergie. À ce point se produit un effondrement gravitationnel dû au refroidissement et une conséquente contraction, et l'étoile s'effondre sur elle-même sous la pression d'une très élevée densité. C'est la naissance d'une étoile à neutron, mieux connue comme Trou Noir. Celui-ci est considéré comme le stade ultime d'un effondrement gravitationnel, quand il dépasse une certaine masse critique, « (...) lorsque la force de gravité est suffisamment grande pour dépasser l'effet de la pression (...) qu'il empêche toute forme de matière ou de rayonnement de s'en échapper (...) ».<sup>49</sup> Cet objet céleste n'émet pas lui-même de rayonnement, mais il peut néanmoins être détectable par son action sur son environnement. (La Recherche 2009)<sup>50</sup> De l'autre côté, l'étoile vivante est exemplifiée par le Soleil, l'étoile du système solaire. Celle-ci est en fusion, produit sa propre énergie et a un effet gravitationnel

---

<sup>46</sup> Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas. (2008). *Encuesta de calidad de vida*. DANE, Bogotá.

<sup>47</sup> Consultoría para los derechos humanos y el desplazamiento. (2008). *Municipios de llegada 1999-2005*. Bogota: Sistema de Información Sisdhes.

<sup>48</sup> Departamento Administrativo de Estadísticas. (2011). *Mercado Laboral*. DANE. Bogotá

<sup>49</sup> Définition de Trou Noir de Wikipédia. [http://fr.m.wikipedia.org/wiki/Trou\\_noir](http://fr.m.wikipedia.org/wiki/Trou_noir)

<sup>50</sup> La Recherche. (2009). *La recherche*. Consulté le 09 septembre, 2013, sur : <http://www.larecherche.fr/idees/back-to-basic/supernovae-01-03-2009-87783>

balancé réciproque sur le reste des planètes du système, qui exercent de la gravitation entre eux. C'est un système équilibré d'entités indépendantes et interactives.

Le but de cette métaphore est d'expliquer des possibilités de renverser les processus, de métamorphose d'étoile vivante et système balancé, (ville et région durables), en étoile mourante ou Trou Noir, (méga-villes et campagne non durables, Bogotá et les plaines orientales).

Le point de départ de cette hypothèse est que le facteur détonant du phénomène PDI, est l'extrême déséquilibre existant entre le monde urbain et le rural ; et que pour arrêter le flux migratoire des paysans vers les villes, il faut implanter à la campagne des éléments citadins manquants, pour les rendre attractifs aux paysans, en les fixant dans leurs territoires. Cela se résume en : services primaires, infrastructures de base, emploi, sécurité physique, sociale et alimentaire, et culture.

Pour y arriver, une reconfiguration territoriale se projette, comportant une redistribution démographique régionale liée à la conformation de réinstallations humaines, et sous les paramètres du développement durable.

## **2. Hypothèses secondaires**

Derrière le postulat principal, se situent d'autres questions qu'il importe d'explorer afin de tester leur pertinence et leur domaine de validité :

- a) Quel concept de développement durable est applicable pour les plaines orientales de la Colombie ?
- b) Les réinstallations humaines dans les plaines orientales impliquent-elles une reconfiguration territoriale et une redistribution démographique de la région ?
- c) Le développement rural durable arrête-t-il et renverse-t-il le flux des PDI vers les villes ?
- d) Le retour des habitants des « *tugurios* » de Bogotá vers les plaines orientales est-il viable ?
- e) La municipalité de La Primavera est-elle une localisation pertinente pour le développement d'un projet pilote ?
- f) Le projet *Cimarron* représente-t-il une masse critique pour une réinstallation humaine durable ?
- g) Quelles interactions et synergies sont dynamisables entre un développement agroindustriel étranger et une communauté locale ?
- h) Le projet étudié constitue-t-il un modèle alternatif post-conflit repliable dans la région des plaines orientales ?

## Réinstallations humaines rurales durables

La révolution industrielle marque le moment de rupture de l'équilibre entre la campagne et la ville, de la croissance urbaine organique liée à la bio capacité de la région. Avec l'arrivée de la machine, les activités et les installations humaines changent leurs sources d'inspiration et leurs interrelations. C'est l'ère machiniste où ville et architecture sont conçues comme des mécaniques ; (Curt McNamara 2008)<sup>51</sup> basées sur la consommation d'énergie, transformation de matières et production de déchets. Dérivée de ces mutations spatio-fonctionnelles, une grande révolution géo-démographique a lieu et s'exprime à travers des flux migratoires massifs vers les villes. Les métropoles deviennent les centres de concentration politique, économique et populationnelle.

Dans cette perspective, le sujet de la recherche explore les procédures et les mécanismes qui tentent de retrouver un équilibre géo-biotique entre ville et campagne dans les pays du Tiers Monde ; ceci encadré par des paramètres du développement durable, avec une approche bio régionaliste, où la campagne est le scénario. (Berg 1978)<sup>52</sup> Cela signifie une vision régionale intégrale, prospectant la création d'un réseau de pôles de développement, qui doivent assurer l'autosuffisance et la durabilité de la région. Une redistribution équilibrante de la population dans le territoire s'établit, favorisant une nouvelle densité ; accompagnée de solutions non traditionnelles d'usage de la terre, transport, infrastructure, construction et services. Cette approche prétend aboutir à un aménagement du territoire et une architecture bioniques, ancrés sur des principes proactifs.

Dans ce contexte, les réinstallations humaines se présentent, en effet, comme un moyen pour atteindre ces objectifs. Celles-ci fonctionnant comme ponts entre la ville et la campagne, en tant que noyau régional et porte d'entrée à la ruralité ; mais surtout d'élément de cohésion territoriale, en devenant le catalyseur du développement durable. Le caractère des nouvelles installations humaines, et par conséquent leur image, forme, échelle et fonction, correspondent à une fusion entre la ville et la campagne ; un hybride qui permet l'accès aux avantages du monde urbain, tout en gardant les racines rurales et l'intégration à l'environnement naturel. Comme résultante, l'essence et la fonction des centres est d'agir comme charnière entre le rural et l'urbain, en faisant partie intégrante du progrès, suscitant ainsi, un sens de lieu et d'appartenance, et conséquemment d'appropriation de l'espace aux individus et aux communautés. Ce processus comporte une lecture symétrique des cultures urbaine et rurale locales, et des implications écoumènales sur les comportements des individus et

---

<sup>51</sup> Curt McNamara, P. (2008). *Biomimicry Nature's Design Principles*. Sustainable Building. Salt Lake City : ASHRAE Conference.

<sup>52</sup> Berg, P. (1978). *Reinhabiting A Separate Country: A Bioregional Anthology of Northern California*. San Francisco: Planet Drum.

des groupes, pour les interpréter et analyser dans de nouveaux tissus socio-spatiaux composites.

Du point de vue économique et écologique, les pôles sont intrinsèquement liés aux activités rurales mais y introduisant des qualités urbaines telles que : le traitement et la transformation de matières premières agraires en produits finis, afin de générer leurs propres dynamiques économiques et une synergie territoriale. Ceci doit encourager la création de systèmes productifs innovateurs et symbiotiques, qui permettent l'accès à des technologies autrement inaccessibles aux petites structures traditionnelles.

En ce qui concerne le sujet social, y compris la politique, la construction des nouvelles communautés implique une autosuffisance en matière de ressources humaines, fondée sur une société participative et sur l'égalité d'opportunités. Les résultats envisagés sont des communautés socialement diversifiées, démocratiques et auto déterminantes ; propriétés qui doivent se refléter dans des propositions d'aménagement et d'architecture plus équitables, en priorisant la collectivité sur le privé.

## **Corpus**

### **1. Le contexte général**

Concernant la localisation géographique de la Colombie, sa position continentale est stratégique. Le pays est situé dans l'angle nord-ouest de l'Amérique du Sud et est considéré comme la charnière entre l'Amérique du Sud et l'Amérique Centrale. Cette nation englobe une surface de plus de 1,1 millions de kilomètres carrés<sup>53</sup>, et est la seule d'Amérique du Sud à posséder côtes sur la mer des Caraïbes (1.760 km) et sur l'océan Pacifique (1.448 km). Les pays frontaliers sont : le Venezuela, l'Equateur, le Pérou, le Brésil et le Panama. (Fig. 3)<sup>54</sup> (Fig. 4)<sup>55</sup>.

Quant à l'aspect physique, le pays est divisé en cinq régions : la zone côtière du Pacifique ; celle côtière des Caraïbes ; la région Andine formée par trois chaînes de montagnes qui sont la partie finale de la Cordillère des Andes ; la région de l'Amazonie ; et celle du bassin de l'Orénoque.

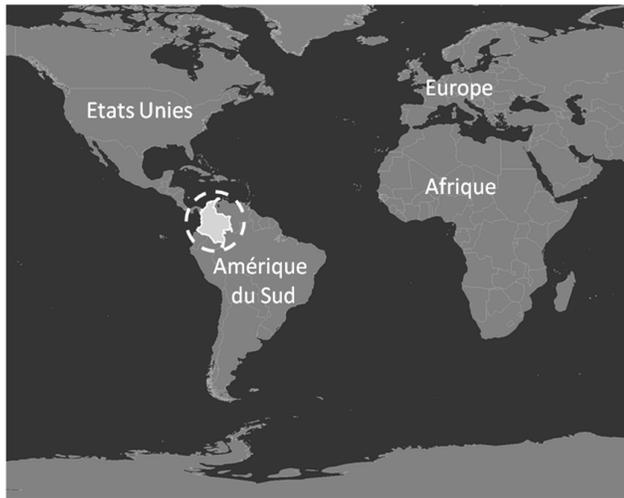
---

<sup>53</sup> À comparer avec les 543.965 km<sup>2</sup> de la France métropolitaine.

<sup>54</sup> Carte de la Colombie. <http://informalsettlements.blogspot.no/>

<sup>55</sup> Carte de la Colombie. [www.americas-fr.com/geographie/cartes/carte\\_amerique\\_latine.htm](http://www.americas-fr.com/geographie/cartes/carte_amerique_latine.htm)

La Colombie suit, comme la majorité des pays Latino-Américains, le « *modèle occidental* » de développement et les politiques néo-libérales. De ce point de vue, le développement durable constitue un outil pour équilibrer trois composantes : société, nature et économie ; dans une perspective à long terme, qui devient l'unité de mesure pour définir la durabilité.



**Fig. 3 La Colombie dans le monde**  
Graphique élaborée par l'auteur



**Fig. 4 La Colombie en Amérique Latine**  
Graphique élaborée par l'auteur

Dans cette région du monde, le problème systémique qui empêche d'atteindre le développement durable, est l'abandon du monde rural ; le déséquilibre entre la ville et la campagne, qui génère le déplacement des paysans vers les centres urbains. Ceci comporte deux conséquences immédiates : la baisse de production de la campagne et la création d'anneaux de misère autour des villes. À l'origine de cette situation se trouve le processus historique de l'Amérique latine, partant de la colonisation espagnole et finissant au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, avec un développement embryonnaire, fruit d'une industrialisation sans dynamique propre et d'économies non autonomes.

La Colombie, et d'autres pays d'Amérique du Sud, ont des problèmes structurels endémiques tels que les monopoles des services, des opportunités, de la tenure de la terre et des moyens de production ; qui les empêchent d'atteindre un haut niveau de développement. Dans ces conditions, la transposition du développement durable selon les paramètres du « *modèle occidental* », est fragmentaire et décontextualisée. On peut néanmoins citer trois indicateurs souvent utilisés, afin de construire une approximation de la réalité. Le premier est l'empreinte écologique, qui en Colombie est de 1,9 hectares/personne sur une bio-capacité de 4 hectares/personne, ce qui met en évidence un rapport positif de 2,1 hectares de réserve ; à comparer avec l'empreinte écologique mondiale de 2,7 hectares/personne sur une bio-capacité de 1,8

hectares/personne, qui aboutisse à un rapport déficitaire de -1,51. (Global Footprint Network 2010)<sup>56</sup> Ceci classe le pays en 20<sup>ème</sup> position en termes d'empreinte écologique mondiale.

Le deuxième indicateur est le PIB<sup>57</sup> national qui est de 333.4 milliard d'US\$ pour 46 millions d'habitants, ce qui donne un PIB per capita de 6,070 d'US\$<sup>58</sup> ; plaçant le pays en 80<sup>ème</sup> position à niveau mondial<sup>59</sup>. Pourtant, l'économie colombienne se positionne à la 3<sup>ème</sup> place en Amérique Latine, après le Brésil et le Mexique. Le troisième indicateur est celui du Développement Humain (IDH)<sup>60</sup> qui place la Colombie à la 91<sup>ème</sup> position, considérée comme de haut développement humain.

Au vu de ces résultats, l'on constate que les chiffres du développement humain et de croissance économique, ne sont pas congruents avec la richesse écologique de la Colombie. Ceci est corroboré par le fait qu'en 2011, le pays est classé troisième en inégalité sociale au monde<sup>61</sup>. Cela révèle une réalité socio-économique paradoxale : le pays est très riche en ressources naturelles, mais la richesse nationale est concentrée dans les mains d'une portion très réduite de colombiens ; ce qui dénote une symétrie éclairante avec la distribution mondiale de la richesse.

## 2. Le cœur de la recherche

Vichada ou la « *terre des hommes pour des hommes sans terre* », comme ses habitants l'appellent, est un département dans lequel plus de 50% des habitants sont des colons venant de toutes les régions du pays et d'ailleurs dans le monde. La dynamique démographique de cette zone est conditionnée par des facteurs liés au contrôle territorial exercé par l'État et aux processus de colonisation, soutenus par l'expansion de l'agriculture et les bénéfices de l'économie extractive<sup>62</sup>. Cela stimule l'implantation spontanée de réinstallations de natifs à l'intérieur du territoire départemental, faisant place à une sédentarisation accélérée de la population indigène, impliquant l'altération de leur mode de vie.

---

<sup>56</sup> Global Footprint Network. (2010). *National ecological footprint and biocapacity for 2007*. Oakland, USA: Foot print network org.

<sup>57</sup> PIB: produit intérieur brut.

<sup>58</sup> Rapport des indicateurs de croissance 2012 de la Banque Mondiale.

<sup>59</sup> Projections 2013 du Fond Monétaire International.

<sup>60</sup> Human Development Report 2013 *The Rise of the South: Human Progress in a Diverse World*. United Nations Development Programme.

<sup>61</sup> Report sur l'inégalité sociale publié par la Banque Mondiale et le PNUD, en utilisant l'indice Gini de la distribution des revenus.

<sup>62</sup> L'économie extractive est une stratégie néolibérale d'exploitation des ressources naturelles, qui s'appuie sur le support de l'État pour favoriser un développement économique orienté vers le rendement à court-terme.

Du point de vue environnemental, le département possède deux types d'écosystèmes : la savane native de herbes, de buissons, d'arbres et de palmiers qui recouvre environ 70% du département ; et la forêt amazonienne qui couvre 30% du territoire. (Sánchez et Cochrane 1985)<sup>63</sup> Socialement, le département présente des très mauvais indicateurs de développement par rapport au plan régional et national. Cela se traduit par des infrastructures socioéconomiques précaires, une faible population et une structure institutionnelle incertaine. (DANE 2009)<sup>64</sup>

C'est dans ce contexte spatio-temporel, où se trouve le projet *Cimarron*, initiative privée norvégienne localisée dans la municipalité de La Primavera<sup>65</sup>, (Fig. 5) à la frontière avec le Venezuela. Ceci est un développement agroindustriel de 72.000 hectares (Fig. 6), centré sur des activités d'élevage et d'agriculture : race bovine brangus, palme à huile, caoutchouc et pin caraïbe ; dirigées vers la production et transformation de la viande, de l'huile de palme, du caoutchouc et de la colophane.

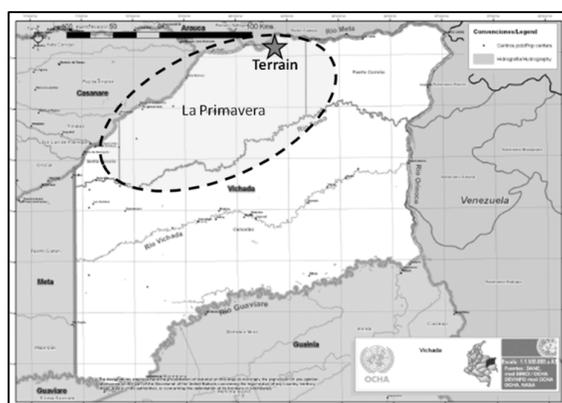


Fig. 5 La Primavera dans le département du Vichada  
Graphique élaborée par l'auteur

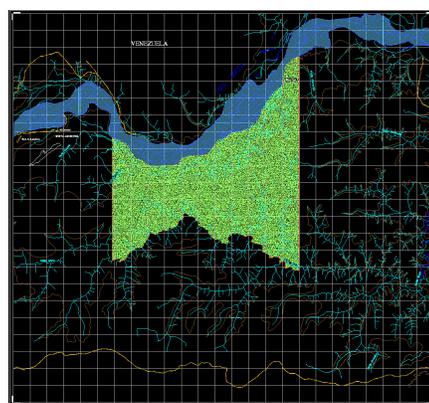


Fig. 6 Terrain du Cimarron  
Graphique élaborée par l'auteur

La Primavera est une commune très peu dense, (14.000 habitants sur 21.420 Km<sup>2</sup>)<sup>66</sup> avec un seule village de 3.000 personne, et nettement déficiente en infrastructure et en services de base ; ceci contraint le projet *Cimarron* à prévoir la création une installation humaine pour 1.000 familles,<sup>67</sup> afin de couvrir les besoins de main-d'œuvre dans le secteur agraire, d'au moins 1.500 emplois directs. Dû à la localisation isolée du terrain et aux conditions de la commune, cette installation est dotée d'infrastructures

<sup>63</sup> Sánchez et Cochrane, L. F. (1985). *Paisajes Suelos y Clima de los Llanos Orientales de Colombia*. Sistemas de Producción Pecuaria Extensiva. Brasil, Colombia Venezuela. CIAT (Centro Internacional de Agricultura Tropical). Cali

<sup>64</sup> DANE, (2009) *Censo 2005, Sistema 59 Cálculos* : Econometría S.A. Bogotá

<sup>65</sup> Le Printemps en français

<sup>66</sup> À comparer avec les 19 399 km<sup>2</sup> de la région de la Picardie.

<sup>67</sup> À peu près 5.000 habitants, qui est le nombre minimum d'habitants urbains pour créer une commune en Colombie.

complètes et de services de base pour une population de 20.000 personnes, en correspondance avec une vision intégrale et à long terme de la région.

Ce projet, et son développement actuel, constitue le cas d'étude central de la thèse. Compte tenu du fait que ses promoteurs sont des étrangers (norvégiens) qui veulent proposer leur différence, ceci permet une approche plus responsable et innovatrice du point de vue socio-environnemental ; mais surtout éloigné des préjugés socioéconomiques et culturels propres à l'idiosyncrasie colombienne. Le projet se positionne, donc, comme un exemple de développement rural durable inclusif, éludant le paradigme d'enclave, et fondé sur une synergie et une symbiose entre des entrepreneurs privés et une communauté locale. Cela, en attendant qu'il puisse servir de modèle alternatif de développement territorial et régional au modèle traditionnel, dans le bassin de l'Orénoque et avec une vision post-conflit.

Dans cet esprit, l'étude des expériences précédentes sont stratégiques pour ne pas répéter les erreurs du passé. « (...) *On nous a donné cette terre ; et sur cette plaque chauffée à blanc, on veut que nous semons des graines de quelque chose, pour voir si quoi que ce soit pousse. Mais rien ne poussera ici. (...) cette terre durcie, où rien ne bouge et où on marche comme en reculant (...)* » (Rulfo 1953)<sup>68</sup>

## Méthodologie

### 1. Démarche

La démarche d'investigation proposée associe une vision mondiale, à un encrage contextuel, La Primavera, en passant par Vichada et la Colombie. À travers des effets de zoom, nous proposons ainsi « *dé-zoomer* » pour avoir une perspective ample, et de « *zoomer* » pour pouvoir en étudier les détails. Ce processus d'aller-retour du macro au micro et vice-versa, nous permet d'évaluer l'objet d'étude sous différents angles, afin de construire des visions complémentaires intégrées. Des explorations pendulaires entre holisme et réductionnisme, permettent d'explorer l'ensemble de l'environnement de notre objet et ses interactions, (Smuts 1926)<sup>69</sup> en les décomposant pour étudier sa structure et son fonctionnement. (Nagel 1961)<sup>70</sup>

---

<sup>68</sup> Rulfo, J. (1953). *Nos han dado tierra*. Dans J. Rulfo, *El llano en llamas* (p. 40). Mexico D.F.: Fondo de Cultura Económica. (Traduction de l'auteur)

<sup>69</sup> Smuts, Jan. (1926) *Holism and Evolution*. Londres: Macmillan & Co Ltd.

<sup>70</sup> Nagel, E. (1961) *The Structure of Science. Problems in the Logic of Science Explanation*. New York, Harcourt, Brace & World.

## 2. Méthode

La méthode retenue pour ce travail est une combinaison des approches qualitatives et quantitatives ; en correspondance avec la volonté de développer des visions universelles et contextuelles parallèles, représentant la dialectique théorico pratique du travail de recherche.

Dans ce cadre, l'aspect quantitatif permet d'objectiver l'objet d'étude, « *installations humaines rurales durables* », en devenant conceptuel et universalisable. Symétriquement, les analyses qualificatives rendent possible la subjectivation de l'objet, dévoilant ses propres spécificités, inhérentes au cas du *Cimarron* de La Primavera.

## 3. Cadre conceptuel

L'exploration du caractère ontologique du domaine, de la problématique et des objets de recherche, doivent conduire à la définition de concepts autonomes, afin d'établir un cadre conceptuel commun, sur lequel disséquer leurs composantes, rapports et interactions.

Dans ce contexte, les trois thèmes d'étude interagissent.

- a) *Phénomène des PDI* : cet élément est dérivé du concept de migration, et est donc, de caractère spatio-temporel avec un facteur anthropologique comme axe principal. Il a aussi une nature quantitative en termes de nombre d'individus, de trajets, permanences, cycles, et rapport à l'espace. L'aspect qualitatif, par contre, est associé aux causes, buts et effets.
- b) *Développement durable* : ce concept est attaché à la notion de croissance, et a deux connotations de nature différente. D'une part, il est quantitatif en tant que mesurable, avec des unités précises, associées à des chiffres qui permettent de faire des calculs mathématiques. D'autre part il est qualitatif car on peut lui attribuer des valeurs liées aux sens et aux propriétés physiques des objets ; lesquelles sont descriptives et donc plus complexes à analyser et à extraire. Parallèlement, on trouve des variables sociales et environnementales, et leurs résultantes économiques, qui se combinent avec une autre variable qualitative, celle de la temporalité.
- c) *Réinstallations humaines rurales* : ce thème est relié à l'idée écuménale réciproque d'appropriation et d'appartenance ; ainsi qu'à la notion spatiale de territoire. Cet objet est l'envers du phénomène des PDI, en caractère, facteurs et nature, suivant un processus spatial inverse.

#### 4. Plan de la recherche

En partant du tripode, Phénomène des PDI - Développement Durable - Réinstallations Humaines, on propose le plan de recherche suivant qui contient les corrélats et la logique de l'étude. (Fig. 7)

Au centre de la recherche se place la Problématique du Phénomène des PDI, dont la Colombie est le pays avec le chiffre le plus haut du monde. À fin d'explorer la faisabilité de la Réversibilité du Phénomène des PDI, qui est l'hypothèse de la recherche, on essaie d'analyser le phénomène à partir du contexte englobant du développement, avec une approche centrée sur le concept de développement durable, lequel est le domaine de l'étude. En disséquant cette notion on détermine ses variables : société, environnement et économie, et ensuite leurs interactions. On définit, ainsi, le vecteur à utiliser envers la problématique et l'hypothèse de la recherche. Dans ce cas particulier, le vecteur choisi est le développement social, qui sert d'indicateur pour établir une lecture diagnostique du phénomène des PDI, et de vérificateur des possibilités de la réversibilité du phénomène.

Parallèlement, on réalise un état de l'art spatiotemporel du concept de développement durable, pour déterminer les paradigmes opérants et prospectifs, tout en maintenant une interface symétrique avec les variables de la notion. Ces modèles sont tamisés à travers deux matrices existentielles antinomiques qui comportent deux visions-actions opposées, l'une partant du global/central et l'autre du régional/local. Les cosmovisions correspondantes, impliquent des structurations démo-spatiales divergentes, ce qui aboutit à des notions de territorialités contradictoires ; introduisant ainsi, l'axe géographique dans l'étude.

Intrinsèque à l'idée de territoire se trouve la périmétration, ou délimitation spatiale, qui dans le contexte du phénomène des PDI conduit à la ruralité. Conséquemment, on explore le domaine des frontières agraires, en étudiant le processus expansif frontalier et la subséquente débordation qui génère des nouvelles frontières. Celles-ci correspondent au point de convergence entre la spatialité et la démographie, binôme immanent du phénomène des PDI.

Dans ce contexte, la démographie est circonscrite au domaine des migrations, dont la problématique de la recherche fait partie intégrante. On effectue une analyse corrélationnelle entre migrations et nouvelles frontières, centrée sur la colonisation exogène et la conflictualisation réactive. On examine l'expulsion comme mécanisme régulateur territorial, et sa corrélation avec les migrations rurales forcées. Ensuite, on considère la métamorphose de ces dernières en migrations urbaines, à travers le facteur d'accrétion ; et la dynamique de l'effet de centripétation des villes, qui génère le phénomène des PDI.

Arrivant à la problématique des PDI du côté démo-spatial, on part en deux directions : celle antithétique de l'hypothèse de Réversibilité du Phénomène des PDI, focalisée sur les reconfigurations démo-spatiales, qui aboutit aux Réinstallations Humaines, sujet de la recherche ; d'autre part, on se centre sur l'exacerbation du phénomène PDI dans les villes, matérialisée en « *tugurios* », et sa spontanéité en tant que Réinstallations Humaines.

Se situant dans le sujet, on présente une vision prospective pour *Cimarron*, qui est le terrain d'étude appliqué. Parallèlement, on réalise une contextualisation géo anthropologique du projet, en partant du local et régional pour terminer dans le national. Comme élément final, on propose une caractérisation du sujet contextualisé, projeté sur le phénomène des PDI.

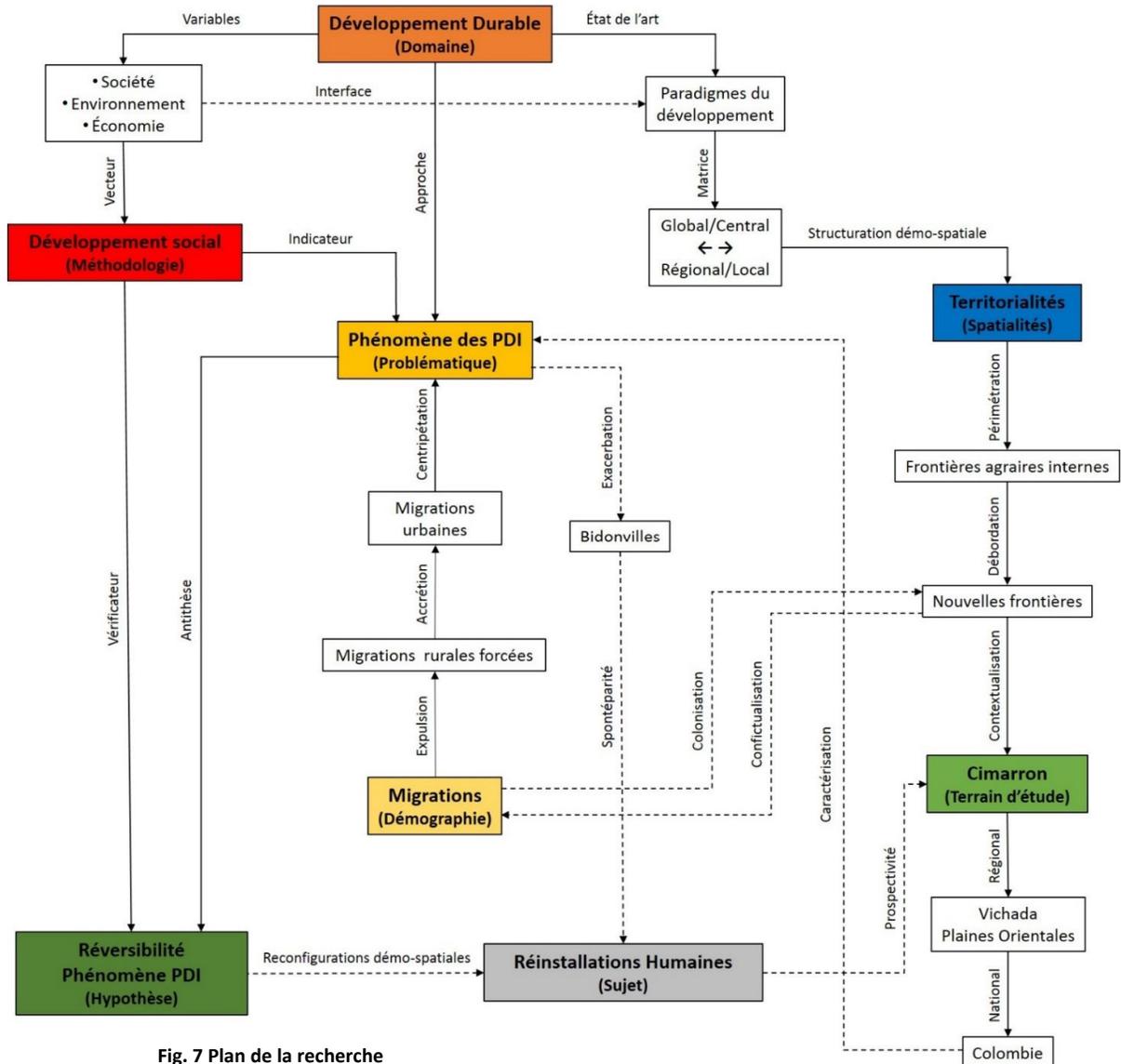


Fig. 7 Plan de la recherche

## 5. Niveaux de recherche

En tenant compte de l'absence d'informations brutes disponibles sur certains thèmes, spécialement en Colombie, nous proposons différents niveaux de recherche pour tenter une restitution et une compréhension de nos objets d'étude et de leurs interactions.

- a) *Recherche exploratoire* : c'est le point de départ qui permet de structurer l'ensemble de l'étude et d'en fixer les paramètres. En permettant de mieux comprendre le fonctionnement du phénomène PDI, elle clarifie les variables du développement durable. Elle comporte une investigation historique et une investigation qualitative ; afin d'en définir les caractéristiques et de les confronter à l'hypothèse principale.
- b) *Recherche descriptive* : vise à obtenir une information objective sur le phénomène des PDI et le développement durable en Amérique Latine ; l'approfondissement de cette question est fondé sur les données de nos recherches exploratoires, afin d'en identifier leurs interrelations.
- c) *Recherche analytique* : implique une investigation causale et une investigation de simulation. En partant des observations de la recherche descriptive, elle constitue une étude des corrélations entre les éléments du phénomène PDI et le développement durable, afin d'en déduire des liens de cause à effet et de travailler des scénarios contrôlés ; dont on peut moduler les variables et analyser les résultats.

## 6. Interactions

En raison de la complexité de l'objet de recherche, s'envisage comme instrument d'approfondissement une vision transversale impliquant : le domaine du développement durable, le sujet des installations humaines, et la problématique des PDI ; dans laquelle sont croisés les contextes spatio-temporels du projet. (Fig. 8)

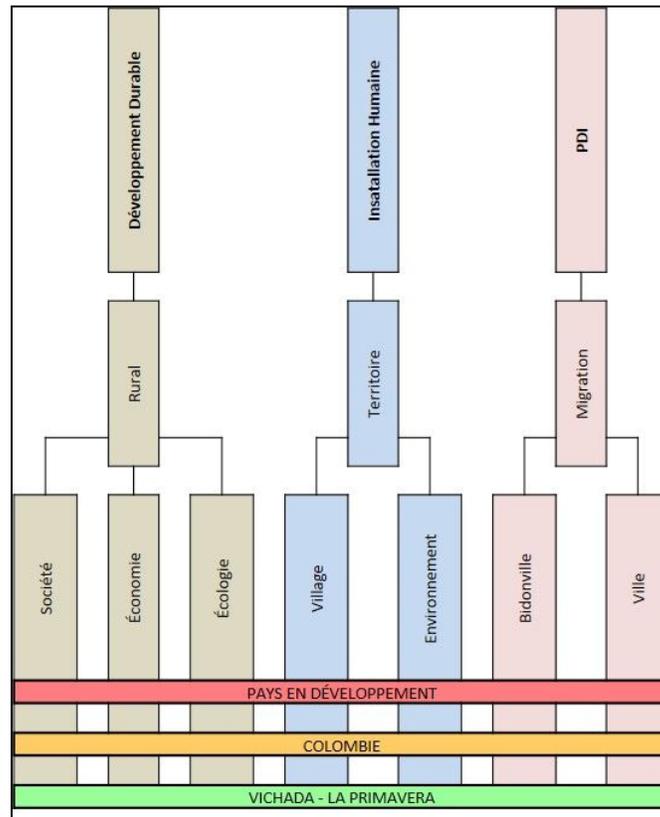


Fig. 8 Vision transversale

## 7. Composants

Du fait de l'ambiguïté des définitions de certains éléments, nous proposons une exploration conceptuelle initiale comportant deux types d'investigations : l'une historique sur les sujets de la recherche ; et l'autre qualitative, centrée sur la description de la situation actuelle des recherches. Un « *état de l'art* » sur le développement durable, le phénomène des PDI et les réinstallations humaines rurales, qui servent de fondations pour structurer les paramètres d'encadrement de l'étude. Cette exploration se limite aux pays du Tiers Monde, en particulier en ce qui concerne le domaine du développement durable qui est encore très vaste.

Ensuite on développe une investigation centrée sur les interactions entre les objets de l'étude, afin d'analyser leurs dynamiques, fonctions, et effets réciproques. La quatrième investigation est causale, afin d'évaluer l'impact des effets des variables spécifiques. La cinquième investigation est de simulation, dirigée à anticiper l'évolution du projet *Cimarron*, sur la base des conclusions de l'investigation causale.

La sixième partie est l'énoncé, la définition du concept « *installation humaine rurale durable* » pour La Primavera, et des paramètres dans lesquels ce concept opère. Elle sera accompagnée d'un processus de vérification, en confrontant la formulation *a priori*

du concept avec sa réalisation *a posteriori*, affermissant ainsi son cadre conceptuel et contextuel. (Fig. 9)

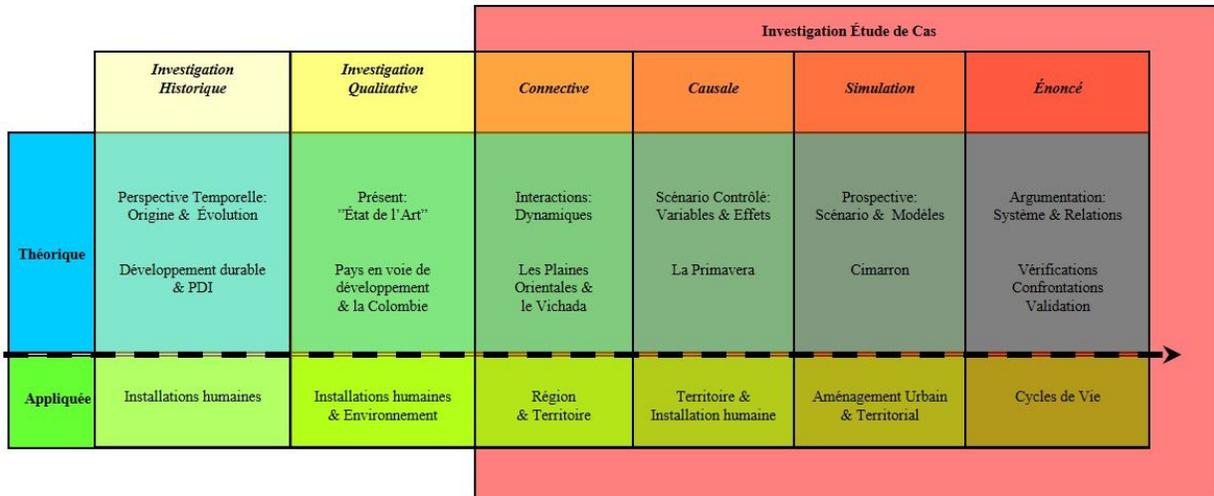


Fig. 9 Composants de la recherche

## 8. Outils de recherche

- Analyses documentaires* : point de départ de l'investigation, elles constituent un essai de synthèse théorique et pratique, sur nos thèmes de recherche. Cette analyse qualitative permet de rendre compte du niveau actuel de connaissance sur le sujet.
- Analyse statistique* : examen des données quantitatives et identification des grandes tendances. Cette analyse a un caractère descriptif, permettant de déterminer les variables des processus observés et de tenter des projections tendanciennes.
- Simulation* : partant des analyses documentaires et statistiques, étude des éléments et des variables permettant d'identifier des scénarios, d'analyser des résultats et d'en tirer de premières conclusions.

## 9. Valeur heuristique

La grande opportunité, et parallèlement le grand défi de cette recherche, est d'accompagner un projet spatial concret et grandeur nature depuis ses prémisses. Cette dualité complémentaire entre pragmatisme et idéalisme, rend ce sujet d'étude particulièrement intéressant ; car il suppose un dialogue à double sens et une interaction entre deux domaines, intrinsèquement interdépendants.

Du point de vue pratique, ce terrain immense, isolé dans une région abandonnée et dépeuplée, lié à un projet pionnier de redéveloppement rural durable, représente *per*

se une tâche complexe. Il faut y ajouter des données encore inédites, des variables socioéconomiques imprévisibles, et des conditions géographiques et environnementales difficiles. La réalisation de ce projet signifie la construction physique d'une installation humaine et la création d'une communauté nouvelle ; le tout dans un cadre politique incertain, sous la pression d'importants intérêts économiques et dans un contexte social volatil. (Solano 2013)<sup>71</sup>

Du point de vue opératoire, compte tenu de l'idéologie progressiste des promoteurs scandinaves et de la conjoncture historique que vit la Colombie présente, ce projet offre une possibilité de choix d'étudier l'exploration de voies alternatives aux : « *nouvelles installations humaines rurales* » ; lié au domaine du développement durable dans les pays du Tiers Monde et à la problématique du phénomène des PDI.<sup>72</sup> Celui-ci, croyons-nous, marque le caractère original de notre terrain et constitue l'effort scientifique de notre recherche.

## 10. Structure

(Fig. 10)

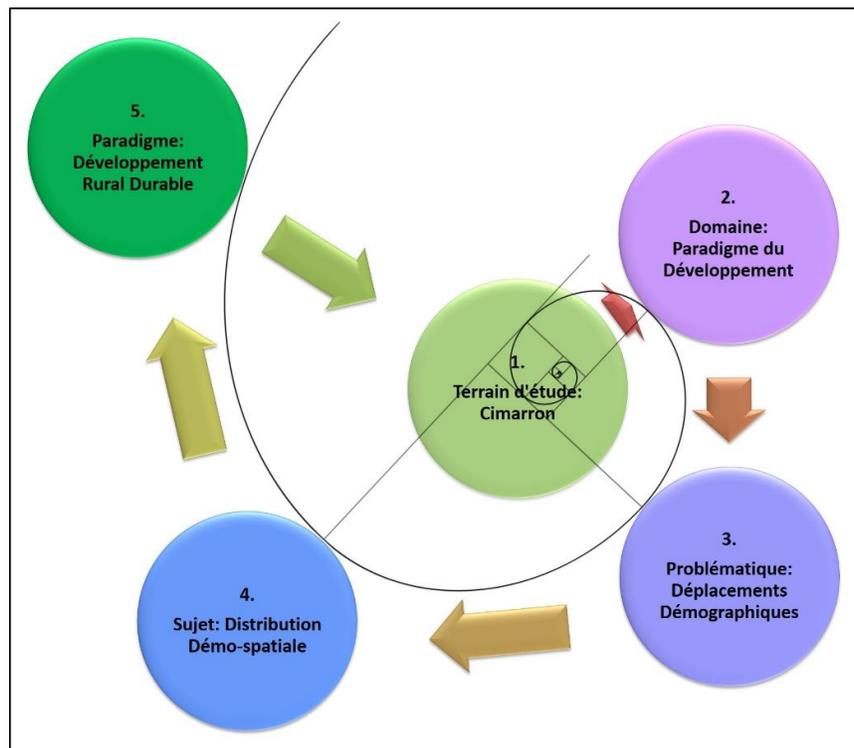


Fig. 10 Structure connective analytique en spirale

<sup>71</sup> Solano, V. (Réalisateur). (2013). *Ley 9.70* [Film-documentaire]. [http://www.youtube.com/watch?v=kZWAqS-El\\_g](http://www.youtube.com/watch?v=kZWAqS-El_g)

<sup>72</sup> Personnes Déplacées Internes.

# I. Les déplacés, une question socio-spatiale vitale

## Vichada : un nouveau « *Eldorado* »

### 1. Le facteur démo-temporel : colonisation

La colonisation du Vichada est une histoire de flux migratoires constantes, qui sont le reflet des situations conflictuelles spatio-temporelles et sociales du pays. Partant des missions évangélisatrices religieuses de la colonie, suivies de la guerre d'indépendance de l'Espagne, des exploitations extractives comme le caoutchouc, des guerres politiques internes ; pour arriver à son apogée confrontationnel hétérogène actuel, qui fusionne tous les éléments antérieurs avec un détonant émergent catalytique : le narcotrafic.

Le processus colonisateur du département a trois vagues critiques : la première est de caractère commercial sur la rivière Orénoque appuyée sur l'activité extractive, dans le XVII<sup>ème</sup> siècle, qui encore est fonctionnelle mais avec une dynamique d'échange frontalier avec le Venezuela. La deuxième est basée sur l'élevage bovin qui commence dans le XVIII<sup>ème</sup> siècle avec les missions-domaines des jésuites, et qui continue jusqu'aujourd'hui avec des gros éleveurs. Celle-ci se concentre initialement dans les savanes au nord du Vichada et après s'étend vers le sud. La troisième vague est dispersée et du type paysanne, qui commence au début du XX<sup>ème</sup> siècle et s'accroît dans les années 1940 et 1950 avec le boom du caoutchouc. Ce flux se transforme, avec le temps, en minifundium agricole et d'élevage au long des rivières Vichada et Guaviare au sud du département. Une dernière vague, en progrès, commence il y a vingt ans comportant des déplacés de l'activité de cocaïère du voisin département du Guaviare. (Raush 1987)<sup>73</sup>

Le département du Vichada est un cas *sui generis* des Plaines Orientales, étant le plus éloigné et étendu de tous. Historiquement il a la connotation socio-spatiale de confins de la dernière frontière, où « *le monde civilisé se termine* ». Du point de vue démo scalaire, par contre, il est considéré la plus vaste terre de promesse en friche, et l'espérance ultime des dépossédés. Parallèlement, comme conséquence de sa géographie, et de sa déconnectivité spatiale et fonctionnelle du centre du pays, cette région est le dernier échelon du processus développemental de la Colombie.

La dynamique populationnelle primaire de cette partie des plaines est : résiduelle, conséquentielle et extrinsèque. Cela veut dire, que le peuplement du département est la conséquence du processus colonisateur conflictuel des régions limitrophes, qui produisent des expulsions populationnelles excédentaires. Le Vichada est, jusqu'à il y a quelques

---

<sup>73</sup> Raush, J. (1987). *Región olvidada: los llanos en la historia de Colombia*. Bogotá: Revista de la Academia de Historia del Meta.

décennies, le refuge final des exclus de la frontière agricole des plaines orientales ; le récipient des éjectés ethniques et fonciers, victimes de la vague secondaire de colonisation latifundiste. À mesure que le chevauchement colonisateur se consolide dans les régions voisines, devenant des éjecteurs démographiques, le département accueille des flux de déplacés forcés internes aliénés. Ceci est le cas des indigènes Guahibos, qui trouvent leur dernier lieu d'abris nomadique dans les plaines du Vichada. (Cuervo 1999)<sup>74</sup>

Ce processus démo expulseur génère une occupation spatiale spontanée, de fait, des vastes territoires en friche, mais qui ont des propriétaires sur le papier. Ces latifundistes souvent se répartissent sur une carte géographique les terrains, en prenant possession légale dans une étude de notaire à la capitale du pays, sans jamais aller sur le site. Celle-ci est une tradition culturelle colonialiste qui donnait prestige et un halo de puissance aux gros propriétaires, mais que ne comporte pas une activité agraire productive. Depuis les années 1980 jusqu'au 2004, la guérilla se consolide comme l'autorité unilatérale dans le département, devenant intermédiaire social et l'administratrice de la justice en utilisant la force et l'intimidation. C'est ainsi que cette organisation armée, dans une action de rapprochement avec la communauté déplacée, « *légalise* » les invasions foncières des colons, expropriant effectivement les terrains. Cette stratégie renforce la présence du groupe insurgent et l'acceptation des paysans qui les voient comme des revendicateurs de leur droit à la terre.

Parallèlement, les latifundistes accusent la guérilla de la spoliation foncière, et s'organisent en groupes paramilitaires d'autodéfense ; en initiant une contreréforme agraire à feu et à sang dans laquelle non seulement récupèrent leurs terres, mais usurpent les minifundium aux colons primaires. La confrontation pour les territorialités, entre ces deux forces extrêmes, s'intensifie plaçant à la population civile inermes entre deux feux croisés. Les groupes paramilitaires émulant ceux guérilleros, dans un effet miroir, utilisent les mêmes pratiques violentes dissuasives telles que l'extorsion, l'enlèvement, l'assassinat, le déplacement. Cette situation dégénère dans un va-et-vient du contrôle géo anthropologique des deux côtés, contraignant les habitants à une permanente adaptation en fonction du groupe dominant momentané ; ce qui anéantit les liens de solidarité collective les remplaçant par une loi de silence et défiance à caractère mafieux. Ceci est la ratification de la « *loi de la plaine* », toujours en vigueur, et de la région comme une territorialité détachée juridiquement et administrativement du pouvoir central. (Suárez 1999)<sup>75</sup>

---

<sup>74</sup> Cuervo, L. M. (1999). Expansión metropolitana y globalización en Bogotá. *Ponencia presentada al V Encuentro de la Red Iberoamericana de Investigadores sobre Globalización y Territorio*, (p. 22). Toluca.

<sup>75</sup> Suárez, A. (1999). *Tesis de grado: Configuraciones y dinámicas de la violencia organizada en Colombia*. Bogotá: Universidad Nacional, Departamento de Sociología.

Actuellement, le département continue à être le moins dense et le dernier du pays, en termes de développement qualitatif et quantitatif. Pourtant, à partir du début du XXI<sup>ème</sup> siècle, cette région devient un pôle d'attraction très puissant pour des investisseurs nationaux et internationaux. C'est l'effet conjoncturel des facteurs politiques internes et externes, économiques nationaux et internationaux, et sociétaux inhérents au pays. D'une part, la politique coercitive gouvernementale initiale contre la guérilla et la postérieure ouverture aux dialogues de paix ont créé une impression de pacification dans le département, appuyée sur le binôme armée nationale-groupes paramilitaires. D'autre part, la politique de développement agraire du bassin de l'Orénoque, à travers le projet du Ministère d'Agriculture : « *La renaissance du bassin de le haut Orénoque : Un mégaprojet pour le Monde* », génère des attentes d'investissements publics en infrastructure et subsides pour les projets privés entrepris. Ceci est renforcé par une politique d'ouverture vers l'extérieur liée à la mondialisation, qui comporte des accords bilatéraux de libre-échange et de changement climatique. Du côté économique, la politique néolibérale nationale stimule le capitalisme sauvage et la concentration du pouvoir économique, lequel se traduit en accaparement foncier et exploitation agraire extensive dans les zones périphériques de la frontière agricole. Parallèlement, l'économie de la cocaïne se consolide dans cette région limitrophe avec le Venezuela, considérée stratégique pour le trafic international des drogues. Comme conséquence des éléments politiques et économiques soulignés, des attentes des habitants du département, et d'autres régions, se génère un flux migratoire pour le moment naissant. Symétriquement, la tendance globale du « *land-grabbing* » ou « *spoliation foncière exogénique* » de la part des intérêts des pays industrialisés et émergents comme la Chine, l'Inde et le Brésil commence aussi à se percevoir dans le Vichada. Des multinationales telles que : Cargill, Mónica Semillas et Poligrow sont déjà installées dans les plaines du département ; tandis que les principaux conglomerats économiques nationaux ont initié leur offensive pour monopoliser les meilleures terres de la région, c'est le cas de Rio Paila Castilla, Grupo Santo Domingo et Grupo Aval. (Oxfam America 2014)<sup>76</sup>

Selon les données du Dane<sup>77</sup> (2005), le taux de croissance démographique urbaine et rurale du Vichada est 3,8% annuel, très supérieurs au 1.18% de la moyenne nationale. Dans les 40 dernières années, le nombre des habitants se multiplie par 4, atteignant actuellement un total<sup>78</sup> calculé de 55.872 habitants. De ceux-ci, 24.580 d'individus sont des natifs, ce qui représente 44% du total, avec une majorité des groupes Sikuaní. Compte tenu du caractère nomade de ces groupes, l'état colombien déclare réserves indigènes environ deux millions

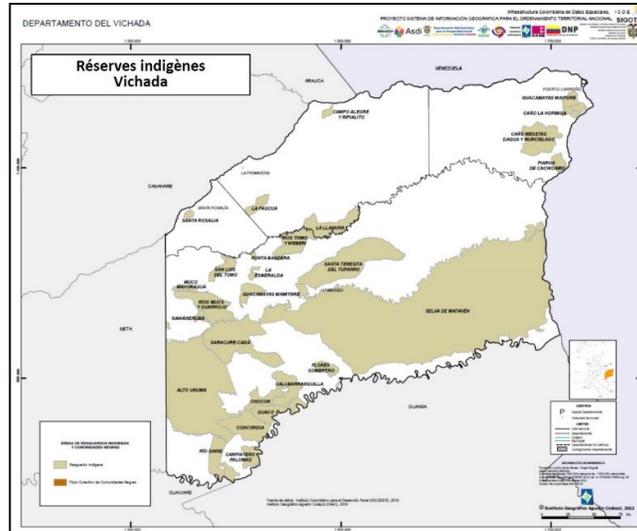
---

<sup>76</sup> Oxfam America. (2014, novembre 14). *The politics of poverty*. Récupéré sur [Oxfamamerica.org/](http://oxfamamerica.org/politicsofpoverty.oxfamamerica.org/2013/10/cargill-misses-the-point-on-land-acquisitions-in-colombia/)  
<http://politicsofpoverty.oxfamamerica.org/2013/10/cargill-misses-the-point-on-land-acquisitions-in-colombia/>

<sup>77</sup> Proyecciones de población Dane, Censo 2005 (Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas.)

<sup>78</sup> Censo DANE (2008)

d'hectares dans les aires de Tres Matas, Palmarito, Guanape, Chupave, la Victoria, Puerto Príncipe, San José de Orocué et Santa Rita de la municipalité de Cumaribo, et dans la municipalité de Puerto Carreño. (Fig. 11)



**Fig. 11 Réserve indigène département de Vichada**

Source : Sistema de Información Geográfica para la Planeación y el Ordenamiento Territorial–(SIG-OT) 2010

[http://sigotn.igac.gov.co/sigotn/EXPEDIENTE/PDF/Vichada\\_Resguardos\\_Negras\\_V2\\_2012\\_01\\_18.pdf?](http://sigotn.igac.gov.co/sigotn/EXPEDIENTE/PDF/Vichada_Resguardos_Negras_V2_2012_01_18.pdf?)

Pourtant, les conditions sociales de ces groupes sont inférieures aux moyennes nationales, comme conséquence des déplacements forcés qui génèrent une perte d'autonomie, d'appropriation et d'identité culturelle, et la destruction de leur façon de production traditionnelle. Cette dernière est définie par la « *chagra* » comme unité basique de production agricole et de sécurité alimentaire, le « *troc* » comme système d'échange, et la « *minga* » comme méthode de travail solidaire communautaire. (González 2012)<sup>79</sup> D'autre part, leur production se réoriente vers la demande du marché en trainant une exploitation épuisante des ressources naturelles. À ce scénario s'ajoutent la médiocrité des terres assignées par l'état, et la faible couverture des services publics ; ce qui résulte en des taux élevés de mortalité infantile, analphabétisme et misère. Cela se reflète dans les indices de conditions (qualité) de vie (ICV)<sup>80</sup> et l'indice de développement humain (IDH),<sup>81</sup> lesquels sont inférieures à la moyenne nationale. Nonobstant ces données et de la présence de plantations illicites de coca, le Vichada n'a pas les taux élevés de violence d'autres

<sup>79</sup>González, F. (2012). Prólogo. Dans E. Piña Rivera, *Entre la frontera del desarrollo y el desarrollo de la frontera* (pp. 14-15). Bogotá: Colección Territorio, Poder y Conflicto.

<sup>80</sup> ICV de la Colombie: 78.79. ICV de Vichada est le plus bas du pays derrière Chocó qui a 0,731. Elles n'existent pas des données pour le département. Source: Cálculos PNDH con base en DANE-ECH 2004

<sup>81</sup> IDH de la Colombie : 0.7867. IDH de Vichada est le plus bas du pays derrière Chocó qui a 0,680. Elles n'existent pas des données pour le département. Source: Cálculos PNDH con base en DANE-ECH 2004

départements de l'Orénoque, ayant le plus bas du pays en 2003 avec un indice d'homicides très faible (2,19 par cent mille habitants).<sup>82</sup>

D'autre part, la population métisse « *llanera* » et les colons des migrations successives, sont localisés primordialement au nord du département dans des installations humaines au long de la rivière Meta, sur la frontière avec le Venezuela. Puerto Carreño, La Primavera et Santa Rosalía sont les centres les plus importantes, suivies de La Esmeralda et Nueva Antioquia. La majorité des migrants proviennent des grandes villes de la zone andine du pays, et leur principales activités sont commerciales, et occasionnellement l'élevage et l'agriculture de subsistance ; pourtant c'est l'économie de la coca le facteur d'attraction prépondérant des flux migratoires urbain-ruraux. En ce qui concerne les métis, ils sont la minorité démographique du département dédiée aux activités agraires en minifundium. (Bustamante Salazar 2007)<sup>83</sup> (Fig. 12)

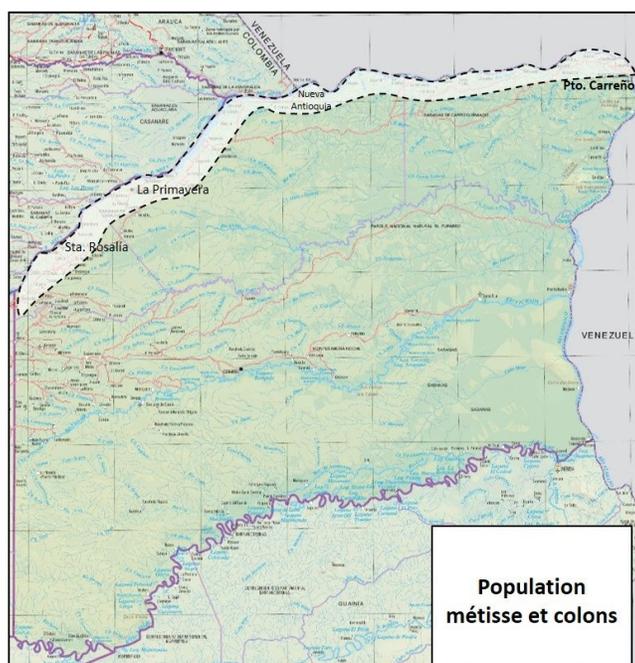
La distribution démographique sur le territoire du Vichada est primordialement rurale. 62,4% de la population habite à la campagne dans des petits groupements d'habitations, des fermes, des maisons dispersées et des réserves indiens ; tandis que 37,6% est située dans les zones urbaines. Paradoxalement, au cours des 20 dernières années, le taux d'occupation territoriale du département augmente significativement, et seulement dans la période 1985-1993, ceci est 73,5%. Pourtant, la densité populationnelle du département reste l'une des plus bas du pays (0,93 habitants/km<sup>2</sup>.);<sup>84</sup> situation qui impacte l'expansion de la couverture des services sociaux de base. (Becerra 2009)

---

<sup>82</sup> À comparer avec le 33,4 de la Colombie; et le 1,59 de la France. Données de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. (2009)

<sup>83</sup> Bustamante Salazar, P. P. (2007). *La evangelización en el Vichada en un contexto conflicto armado*. Santiago de Chile: Facultad de ciencias sociales. Departamento de ciencia política y relaciones internacionales. Universidad Alberto Hurtado.

<sup>84</sup> À comparer avec le 38 hab. /km<sup>2</sup> de la Colombie ; et le 112 hab./km<sup>2</sup> de la France. Données du CIA World Factbook (2005)



**Fig. 12** Progrésión distribution de la population de Vichada  
 Source : Censo DANE (2008) Censo general 2005.  
[www.dane.gov.co/censo/files/libroCenso2005nacional.pdf](http://www.dane.gov.co/censo/files/libroCenso2005nacional.pdf)

Le département est divisé en 4 municipalités : Puerto Carreño, Cumaribo, La Primavera et Santa Rosalia, lesquelles ont la population suivante. (Fig. 13)

Municipalité	Population		
	Total	Urbaine	Rurale
Puerto Carreño	13288	10032	3256
LaPrimavera	10616	4829	5787
Santa Rosalia	3250	1862	1388
Cumaribo	28718	4312	24406
<b>Total</b>	<b>55135</b>	<b>21045</b>	<b>33857</b>

**Fig. 13** Distribution de la population division politique  
 Source : Censo DANE (2008) Censo general 2005.  
[www.dane.gov.co/files/Censo2005/regiones/vichada.pdf](http://www.dane.gov.co/files/Censo2005/regiones/vichada.pdf)

La capitale du département, Puerto Carreño, est le pôle urbain le plus important et la municipalité démo réceptrice primaire de la région, nonobstant son excentricité géographique ; tandis que la municipalité de Cumaribo est celle éjectrice du département, suivie de La Primavera et Santa Rosalía. Or, le phénomène de déplacement comporte des connotations au-delà des facteurs nettement quantitatifs ; ceci est le cas de l'impact qualitatif, que les personnes déplacées, ont sur la population totale du département expulseur. L'impact est « élevé » ou « très élevé » quand plus de 10% de la population est déplacée dans une période de huit ans ; les cas les plus extrêmes sont Arauca et Vichada. (Fig. 14) Cette situation est extrapolable à niveau municipal, où l'exode et la réception de personnes déplacées génère des retentissements proéminents.

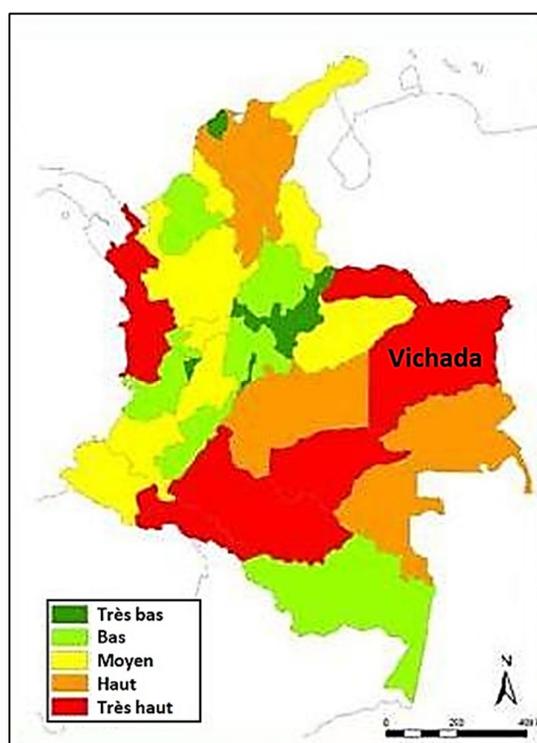


Fig. 14 Impact des PDI sur le département d'expulsion. 2000-2007 (2010)

Source : *Scripta Nova* Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales - RUPD  
<http://www.ub.edu/geocrit/sn/sn-359.htm>

Les déplacements forcés dans le Vichada, entre 1997 et 2011, sont 12.896<sup>85</sup> (Fig. 15) ce qui représente 23,39% du total des habitants du département en 2005. Ce chiffre est démesuré et a des implications causalistiques, géographiques et sociétales, complexes. C'est ainsi que le front 16 de la guérilla des Farc sont responsables de 55,7% de la population déplacée, suivie par les démobilisés des autodéfenses et guérilla avec 13,7% ; tandis que les bandes criminelles impliqués dans le trafic de drogue ont expulsé 1,9% de la population. La région

<sup>85</sup> Données du RUPD (Registre Unique de Population Déplacée)

la plus affectée par ce phénomène est celle de Cumaribo, où les Farc et les narco-trafiquants ont une guerre ouverte pour le contrôle de la production de la coca ; frappant directement les indigènes qui habitent la zone. (Fig. 16)

Municipalité éjectrice	Année de départ															Total Général	
	N.D.	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		2011
Cumaribo	56	20	46	29	107	311	420	164	613	792	1.266	2.536	2.462	692	395	20	9.929
La Primavera	81	34	22	36	90	60	127	40	21	75	172	215	148	97	2		1.220
Puerto Carreño	28	25	24	35	43	111	194	126	75	105	136	194	89	36	8		1.229
Santa Rosalía	26	13	10	0	54	73	54	19	27	88	43	74	32	5			518
Total	191	92	102	100	294	555	795	349	736	1.060	1.617	3.019	2.731	830	405	20	12.896

Fig. 15 Personnes déplacées par municipalité 1997-2011

Source : RUPD Corte 28 Febrero 2011

Auteurs	Déplacés (1997-2011)
Autodéfense-Paramilitaires	1.767
Bandes criminelles	249
Force publique	94
Guérilla	7.190
Plus d'un acteur	712
Non disponible	877
Non identifié	1.226
Autres	781
<b>Total</b>	<b>12.896</b>

Fig. 16 Auteurs et chiffre de PDI en Vichada 1997-2011

Source : RUPD Corte 28 Febrero 2011

Cette situation se reflète dans les chiffres d'expulsion dans le département, qui entre 2001 et 2007, ont un accroissement significatif de 558 personnes (116 ménages) à 3019 personnes (801 ménages) expulsés, soit une augmentation de 541%. Pendant cette période la municipalité de Cumaribo éjecte 77% des déplacés du département, tandis que Puerto Carreño expulse 9,6%, La Primavera 9,5% et Santa Rosalía 4%. Seulement en 2007, la municipalité de Cumaribo expulse 2.536 personnes, c'est à dire 84% de la population totale de cette année. Il est relevant d'annoter que 61,5% de la population du département est indigène, ce qui implique à son tour que la dynamique d'expulsion de la population indigène, a une participation de 15,3% du total du département. Cumaribo est le principal expulseur 1.769 (89,9%) de natifs, suivie de Santa Rosalia 71 (3,6%), puis Puerto Carreño 68 (3,4%) et La Primavera dernier, 61 (3,1%). (Gobernación del Vichada 2014)<sup>86</sup>

<sup>86</sup> Gobernación del Vichada. (2014, novembre 20). *Dinámica del desplazamiento*. Récupéré sur Gobernación del Vichada: [http://www.vichada.gov.co/index.php?option=com\\_content&view=article&id=110&Itemid=335](http://www.vichada.gov.co/index.php?option=com_content&view=article&id=110&Itemid=335)

D'autre part, il est important de souligner le type de mobilité des déplacés, afin de mieux comprendre la dynamique des flux migratoires du Vichada. Des 12.896 expulsions, 82,8% correspondent au type interdépartemental, cela veut dire qu'ils sont expulsés au dehors du territoire ; 8,1% sont inter municipales à l'intérieur du département ; 6% sont intra municipales rurale-urbaine ; 2,4% intra municipales rurale-rurale et 0,1% du type intra municipal urbain-rural. (Fig.17)

Municipalité éjectrice	Type mobilité						Période 1997-2011
	Inter départementale	Inter municipale	Intra municipale				
			Rurale-rurale	Rurale-urbaine	Urbaine-urbaine	Urbaine-rurale	
Cumaribo	8471	751	237	437	33	0	9929
La Primavera	791	224	17	151	37	0	1220
Puerto Carreño	1092	4	11	112	8	2	1229
Santa Rosalía	326	170	0	22	0	0	518
Total	10680	1149	265	722	78	2	12896

Fig. 17 Déplacements – Type de mobilité par Municipalité  
Source : RUPD Corte 28 Febrero 2011

Il est évident, que le Vichada devient dans la dernière décennie un département démo expulseur de ces habitants natifs, et paradoxalement a une croissance démographique notable dans la même période. Parallèlement, les déplacements forcés centrifuges sont individuels, ce qui implique une contrainte sélective à fuir. (Fig. 18) (Fig. 19) Il y a, donc, un corrélat entre la pression du flux exogène arrivant dans le département, le flux endogène partant, le croissant accaparement de terres et la diminution du minifundium.

Municipalité éjectrice	Type déplacement 1997-2011		
	Individuelle	Collective	Total
Cumaribo	9922	7	9929
La Primavera	1220	0	1220
Puerto Carreño	1229	0	1229
Santa Rosalía	518	0	518
Total	12889	7	12896

Fig. 18 Type de déplacements. Individuel-collectif 1997-2011  
Source : RUPD Corte 28 Febrero 2011

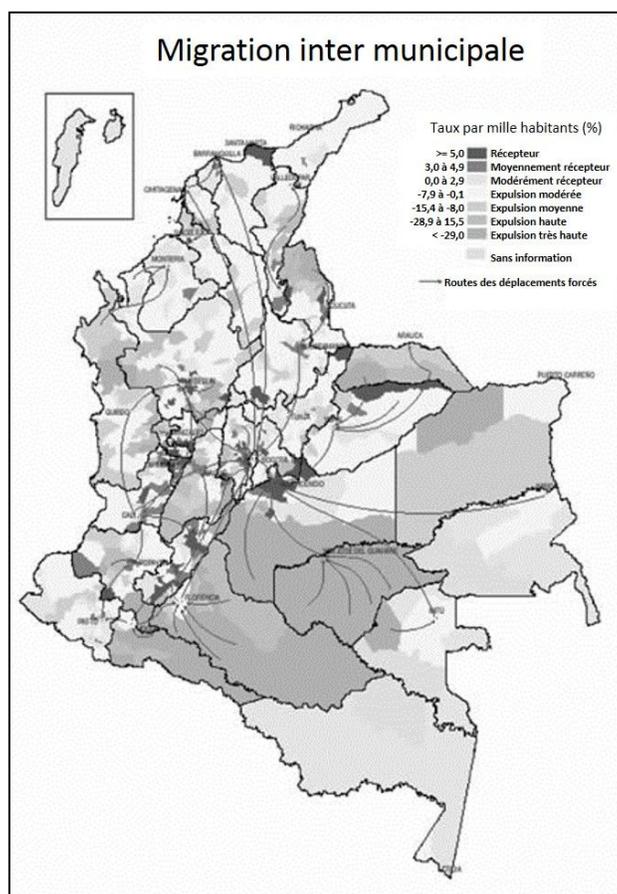


Fig. 19 Migration inter municipales et routes de déplacements forcés

Source : DANE 2005

[https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/conciliacenso/7\\_Proyecciones\\_poblacion.pdf](https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/poblacion/conciliacenso/7_Proyecciones_poblacion.pdf)

On devine que la conjoncture socio-spatiale et économique de Timbali est en train de se rééditer, et les histoires de misère sociétale de *Rudecindo* se répètent irréductiblement, avec un arrière-plan environnemental catastrophique. Cette fois, dans le département le plus étendue, le moins dense et le plus abandonné de la Colombie, qui se transforme dans les 15 dernières années, en pôle d'attraction des gros intérêts économiques nationaux et internationaux ; et conséquemment, en épicerie de mutations spatiales et sociétales conflictuelles profondes, d'antinomies ontologiques et cosmologiques. Ceci dans un contexte spatiotemporel de frontière, interne et externe, qui est le scénario anthropogéographique de la municipalité de La Primavera, aire du projet **Cimarron**.

## 2. Le facteur spatio-temporel : frontière

Dans le cas du Vichada, l'élément spatiotemporel de frontière est intrinsèque à son histoire et nature. Pour l'imaginaire de la Colombie andine centraliste, ce département est « *l'autre pays* », « *l'autre Colombie* », « *l'espace autre* », « *le non territoire* ». C'est la limite du maîtrisable ; lieu des marginalités et des résistances géo anthropologiques. Ceci se circonscrit dans la notion inachevée de nation unitaire, imaginée avec un sens d'appartenance et de postérité ; car il n'a pas une mémoire collective commune, ni des identités prétérites partagées. C'est l'opposé du « *mythe de la frontière* » d'Alistair Hennessy<sup>87</sup>, qui la conçoit comme un creuset ethnoculturel forgeur de la nation et de la citoyenneté américaine. (Hennessy 1978)<sup>88</sup>

Le Vichada, qui est la région frontalière des frontières, est concomitamment en dehors de la frontière, en étant la frontière en soi. Cette double connotation oblige à une approximation dialectique du concept de frontière. Cette exploration part d'une approche encyclopédique du terme « *frontière* ». Sa définition étymologique est : « *Mot composé de front et -ière, littéralement « partie la plus en avant ».* (Wiktionary.org 2014)<sup>89</sup> « *L'ancien sens de frontière est front d'une troupe et façade.* » (Dictionnaire de la langue française Le Littré 2014)<sup>90</sup> Tandis que la définition encyclopédique est : « *Limite du territoire d'un État et de l'exercice de la compétence territoriale.* » ; « *Limite séparant deux zones, deux régions caractérisées par des phénomènes physiques ou humains différents.* » ; « *Délimitation, limite entre deux choses différentes.* » (Dictionnaire Larousse 2014)<sup>91</sup> Ces définitions ont un caractère spatial de point de tangentialité des objets ; ce sont des visions géométriques abstraites statiques, archétypales. Elles ne comportent pas les dynamiques socio-spatiales contextuelles et leurs corrélats confrontationnels.

Du point de vue cosmovisionnel de la frontière, le conflit fondamental entre la perception occidentale et celle indigène, est que ce concept n'existe pas dans la culture native des Plaines Orientales de la Colombie. Dans le « *Plan de Vie* »<sup>92</sup> du peuple indien Cofán, ils affirment : « (...) *Nous n'avions pas de limites. Les limites sont arrivées après.* »<sup>93</sup> Cet énoncé

---

<sup>87</sup> Professor d'histoire Université de Warwick, Angleterre, spécialisé en histoire des Amériques.

<sup>88</sup> Hennessy, A. (1978). *The Frontier in Latin American History*. Albuquerque: Histories of the American Frontier Series. Ray Allen Billington and Howard R. Lamar.

<sup>89</sup> Wiktionary.org. (2014, octobre 22). *Frontière*. Récupéré sur Wiktionnaire: <http://fr.wiktionary.org/wiki/fronti%C3%A8re>

<sup>90</sup> Dictionnaire de la langue française Le Littré. (2014, octobre 22). *Frontière*. Récupéré sur Littré.org: <http://www.littre.org/definition/fronti%C3%A8re>

<sup>91</sup> Dictionnaire Larousse. (2014, octobre 22). *Frontière*. Récupéré sur Editions-larousse.fr: <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/fronti%C3%A8re/35408?q=fronti%C3%A8re#35379>

<sup>92</sup> C'est l'équivalent indigène du Plan d'aménagement territorial.

<sup>93</sup> Pan de Vida del Pueblo Cofán. 21 de Abril de 2010. [http://asociacionminga.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=149:pueblo-cofan-primero-en-el-pais-en-elaborar-su-plan-de-salvaguarda&catid=33:publicaciones&Itemid=38](http://asociacionminga.org/index.php?option=com_content&view=article&id=149:pueblo-cofan-primero-en-el-pais-en-elaborar-su-plan-de-salvaguarda&catid=33:publicaciones&Itemid=38)

transpose le discours de frontière au domaine existentiel, car c'est la définition réciproque entre l'homme et l'espace. Pour les indigènes, dans leur vision moniste, l'homme est partie intégrale de la nature, en constituant une unicité ; étant impossible de la compartimenter sans fragmenter l'homme en soi. Donc, il n'y a pas des frontières spatiales dans les territoires environnementaux et par conséquent l'appropriation individuelle des spatialités est inconcevable. Pour eux il n'existe pas le sujet humain et l'objet écologique dualiste occidental, ce qui rend inconciliables ces approches opposées sur la territorialité.

D'autre part, dans la culture centraliste andine, la frontière est une hérédité tangible innéquivoque. Pour eux, la frontière interne est la ligne tranchante que sépare « *la culture* » de « *la nature* », « *le civilisé* » de « *le sauvage* », « *le vide* » de « *l'occupé* ». Dans ce contexte, cette frontière est synonyme de barrière monolithique presque infranchissable. Une démarcation spatiale des territorialités qui inclut en excluant, mais qui est toujours en expansion unilatérale centrifuge à partir du centre hégémonique ; en anéantissant les ethnicités précédentes par la voie du déplacement, la décomposition des structures sociétales ou le génocide.

Le modèle occidental crée des stratégies pour justifier des changements sociétaux à imposer sur les mondes périphériques, vus comme des espaces en friche avec des réalités sociales invisibilisées reniées. Ceci afin de les incorporées dans un projet unificateur civilisant, dans un colonialisme interne institutionnalisé. Ces mondes-autres sont existentiellement définis comme des réalités contraires, primitives et chaotiques ; en affirmant ainsi le fait culturel propre, stigmatisant comme des sauvageries « *ultra-murs* » les autres. (Foucault 2008)<sup>94</sup> De cette façon, les conceptions périphériques de l'univers, sont déclarées inviables et par conséquent elles doivent être décomposée et absorbées pour les anthropiser.

La satanisation des cultures de frontière comporte la configuration d'une altérité vidé et remplie de laideur et mythes, contraires au paradigme esthétique, scientifique et morale du rationnel occidental. Paradoxalement, ce processus d'occupation de l'espace-autre et de la non-culture, se fait principalement par des colons métis urbains. La supplantation cosmovisionnelle frontalière est mise en vigueur par des hybrides basés sur des hérédités hispaniques des prétendus néo-européens. Cette imposture du sens de l'être est une réminiscence tardive du mythe de « *l'homo novus* » de l'humanisme occidental, traduit dans celui du « *bon sauvage* ». (Corujo 2006)<sup>95</sup> Pourtant, la population colombienne est majoritairement métisse.

---

<sup>94</sup> Foucault, M. (2008). *Hay que defender la sociedad*. Madrid: Akal.

<sup>95</sup> Corujo, Y. V. (2006, octobre 27). *La formación del hombre nuevo. Un problema de todos los tiempos*. Récupéré sur Publicaciones de la Universidad de Oriente: <http://ojs.uo.edu.cu/index.php/stgo/article/viewFile/14506201/47>

Ce processus d'expansion de la frontière est l'expression ontologique de délimitation spatiale, qui implique l'appropriation humaine des géographies-autres au-delà de la sienne. Dans ce contexte, les frontières internes agricoles sont bidimensionnelles : spatiales et temporelles. D'une part, les lignes de démarcation territoriale impliquent un espace déterminé qui contient ; et d'autre part, dans la dynamique du temps, ces lignes sont fronts d'expansion qui changent à travers la colonisation. (Reboratti 1991)<sup>96</sup>

Or, les frontières ont des définitions variables, dépendant du contexte et de l'approche. Elles sont des lignes qui séparent, des zones tangentielles de rencontre, ou des scénarios vacants. D'ailleurs, elles sont de caractère naturel, inéluctables et imperméables, ou de caractère politique, artificielles et fragmentaires ; mais surtout excentriques et confinaires. C'est un imaginaire sociétal avec des effets spatiaux tangibles ; elle peut être virtuelle, éphémère et disjonctive, et parallèlement barrière et ouverture.

Dans ce cadre spatiotemporel dualiste, il y a deux interprétations basiques du concept de frontière. La première est dans une perspective systémique, où la limite est identifiée comme valve. Celle-ci est une approche monolithique de muraille, qui est perméable bidirectionnellement à travers des points de franchissement. Cette vision correspond à la signification traditionnelle de frontière entre deux pays, qui est la ligne de délimitation entre entités politiques symétriques, laquelle sert à différencier plus que séparer. C'est la confirmation des identités établit par les limites. (Simmel 1986)<sup>97</sup>

La seconde interprétation correspond à une évolution qualitative de la première. Le caractère filtrant du contenant spatial, succombe aux pressions du contenu social, le perméabilisant dans un processus dynamique des temporalités. Celle-ci est la frontière agricole interne qui est définie par un système hégémonique central de catégorisation, auto définissant et excluant. C'est un processus unilatéral d'ouverture centrifuge, de discontinuité de la ligne de démarcation, entre deux entités hétérogènes et asymétriques. Le filtre frontalier devient membrane mitrale qui ouvre le passage au flux du centre, en refermant celui du flux périphérique. Dans la logique centraliste andine, est le processus naturel du flux civilisateur que s'épand sur l'espace-autre non civilisé, qui doit être absorbé par le système annulaire.

Le Vichada est un département qui a la double connotation de frontière systémique, en tant que frontière internationale avec le Venezuela, et de frontière processuelle comme limite du développement agraire interne. Or, le caractère systémique marqué par l'inamovible des confins entre les des pays, qui théoriquement est muraille et filtre qui définissent identité,

---

<sup>96</sup> Reboratti, C. (1991). *Fronteras agrarias en América Latina*. *GeoCrítica* 87. Barcelona: Departamento de Geografía Humana de la Universidad de Barcelona.

<sup>97</sup> Simmel, G. (1986). Puente y puerta. Dans G. Simmel, *El individuo y la libertad: ensayos de crítica de la cultura* (pp. 29-34). Barcelona: Península.

n'accomplit pas cette fonction, car dans le contexte spatiotemporel historique les plaines des deux pays sont fluides, et donc, processuelles. La « *llanerité* » est une particularité identitaire commune aux deux côtés de la limite politique, étant cette dernière circonstancielle. Analogiquement, le caractère processuel de la frontière agricole interne est récent, car historiquement, cette région est considérée comme un pays à part du reste de la Colombie, séparé par un imaginaire frontalier monolithique. Seulement dans les dernières décennies le caractère fluide centrifuge avec le centre du pays se consolide, et le pays des plaines commence son incorporation colonisatrice interne, dans un processus expansif d'invisibilité et négation culturelle, accompagné d'anéantissement socio-spatial.

Il y a, cependant, une optique diverse d'aborder la thématique des bordures internes, une plus organique et plurivoque. Partant de la perception de frontière comme un espace d'intersection, d'altérité où collisionnent des temporalités historiques asynchroniques, celle-ci constitue un lieu de juxtaposition des dynamiques géo anthropologiques, de conjoncture culturelle interactionnelle. C'est une approche osmotique de la frontière, de porosité et d'opportunité binaire ; de reconnaissance des autres réalités sociales et spatiales. (Martins 1996)<sup>98</sup> Cette vision relativiste comporte une subjectivation de la frontière, incluant les perceptions existentielles et universelles indigènes, métisses et occidentales. Ceci signifie une compénétration réciproque, d'échange et compromis ; en opposition à l'absolutisme univoque centraliste.

Dans ce cadre, l'hégémonie<sup>99</sup> du centre du pays, comme définisseur des visions cosmiques et spatialités, est remplacée par l'égalémonie,<sup>100</sup> ce qui implique une revendication des multiplicités en contre-voie des axes fragmentaires centre-périphérie, et culture-nature. Ainsi, la frontière ne cherche pas l'unité identitaire qui discrimine un dedans d'un dehors ; mais plutôt la déterritorialisation et la reterritorialisation, la diversité spatiale métamorphique. (Deleuze 1977)<sup>101</sup> Ceci ne correspond pas à un paradigme structurel pivotant, car il est un système transformatif acentré, d'expérimentation et réinvention sociale et géographique continue. C'est l'espace convergentiel des temporalités disparates qui comporte des rythmes hétéroclites des réalités parallèles : des temps lents de la quotidienneté locale corrélat des temps hâtifs du capitalisme ; de l'écoumène tel qu'espace anthropisé subjectivé dérive de l'espace naturel contextuel.

La frontière devient hybridité sociétale et spatiale, contexte liminaire. Le lieu de transition à mi-chemin, intermédiaire culturel transversal. La spatialité entre deux réalités, qui étant les

---

<sup>98</sup> Martins, J. d. (1996, maio). O tempo da fronteira. Retorno à controvérsia sobre o tempo histórico da frente de expansão e da frente pioneira. *Tempo Social*, pp. v.8, n.1 p.25-70.

<sup>99</sup> Condition de conduire, domination, suprématie.

<sup>100</sup> Condition d'égalité. Expression de l'auteur.

<sup>101</sup> Deleuze, G. e. (1977). Rizoma (Introducción). Dans G. e. Deleuze, *Mil mesetas. Capitalismo y esquizofrenia* (p. 61). Valencia: Pre-textos.

deux elle n'est aucune ; le lieu du non-lieu, de la pluri appartenance imaginaire. C'est le « *Nepantla* » aztèque, le concept qui représente la condition de celui qui « *est attrapé entre deux cultures* ». (Anzaldúa 2007)<sup>102</sup> Cette perception de frontière la transforme en lieu de rencontre perméable, de flux et reflux géographiques, temporels et anthropologiques. C'est le point de départ d'une localité vers une globalité ; de la rupture de l'hégémonie et l'homogénéité excluante ; de l'aperture incluante à la diversité existentielle et cosmovisionnelle, résultante de parcours humains divergentes dans des contextes spatiotemporelles contraires et asynchroniques. C'est le retour à la métaphore de la Maloca comme moyen de redéfinition des rapports entre l'univers indigène et celui occidental ; où la spatialité de frontière est une opportunité, une charnière, une altérité à la barrière, perçue comme une bio espace organique évoluant.

## Les Plaines Orientales : la spatialité ouverte

### 1. Unité spatio-identitaire

Cette région, aussi connue comme l'Orénoque, est l'unité écologique productive la plus vaste de la Colombie, avec 310.000 km<sup>2</sup>,<sup>103</sup> ce qui représente 27% de la superficie du pays. La population de cette unicité bio géographique est de 1.450.786 habitants<sup>104</sup>, qui correspondent à 3,26% de la population nationale, dont 63% habite au piémont. Ces données démo-spatiales se traduisent en une densité régionale de 4,7 habitantes/km<sup>2</sup>, en contre-position à une densité nationale de 39 habitants/km<sup>2</sup>; une différence quantitative significative qui résulte des contradictions qualitatives anthropologiques remarquables entre les plaines orientales et le reste du pays. (García Gutiérrez 2010)<sup>105</sup>

L'Orénoque est conformée par 5 départements : Arauca, Casanare, Meta, Vichada et Guaviare, dont le plus large est le Vichada avec 100.242 km<sup>2</sup> et seulement 60.446 habitants, pour une densité de 0,6 habitants/km<sup>2</sup>. Ce département est aussi le plus étendu de la Colombie et en même temps le moins peuplé ; tandis que la distribution de sa population est 38% urbaine et 62% rurale, étant le territoire le plus rural du pays. (Fig. 20 (Fig. 21)

Les plaines orientales sont, par antonomase, la région des grandes frontières. Historiquement est la frontière démo agricole interne du pays, tandis que politiquement est la frontière externe internationale de la Colombie. Dans les deux définitions, celles-ci ont une connotation de frontière ouverte. Internement c'est la dernière limite traversable, le refuge ultime où les habitants de l'intérieur du pays échappent des contingences socioéconomiques et politiques; alors que internationalement sont les confins avec le

---

<sup>102</sup> Anzaldúa, G. (2007). *Borderlands/La Frontera; The New Mestiza*. San Francisco: Aunt Lutebooks.

<sup>103</sup> À comparer avec les 301.230 km<sup>2</sup> de l'Italie.

<sup>104</sup> À comparer avec les 1.324.169 habitants de Milan.

<sup>105</sup> García Gutiérrez, E. (2010). *Demografía, educación y salud de la orinoquia*. Villavicencio: Slideshare.net.

Venezuela, ceux-ci franchables aussi, car la « *llaneridad* »<sup>106</sup> est une identité géo culturelle atemporelle, qui comporte la spatialité intégrale des plaines au-delà des lignes territoriales politiques. Nonobstant l’imaginaire limitrophe de la région, de limitation et contention démo spatiale, l’immensité de la spatialité géographique transperce les bornages artificiels anthropiques. L’horizon infini transcende la culture et les hommes ; la nature ubiquitaire forge une vision cosmique et existentielle intrinsèques à la scalarité de la spatialité propre.

Dans ce contexte spatio-temporel et sociétal sont localisés le département du Vichada et la



Fig. 20 Localisation des Plaines Orientales. (2014)  
Source : Instituto Colombiano de Antropología e Historia

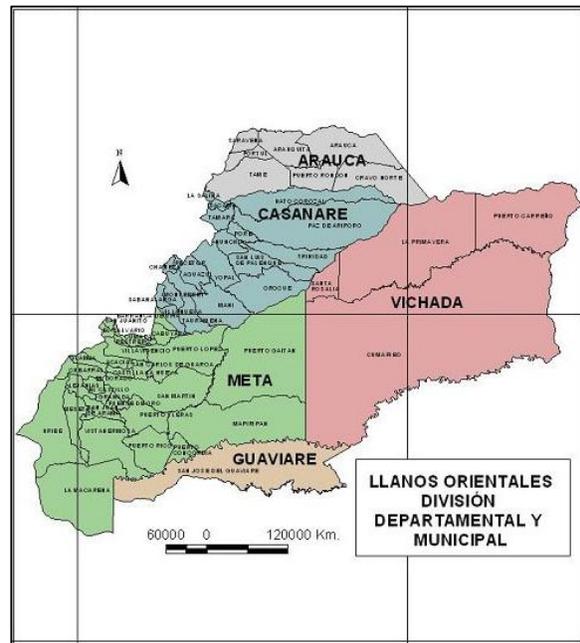


Fig. 21 Division politique des Plaines Orientales (2014)  
Source : Instituto Colombiano de Antropología e Historia

commune de La Primavera, où se trouve le projet *Cimarron*, objet de la recherche. Ce département est défini par ses habitants comme : « *terre des hommes pour des hommes sans terre* ». Celle-ci est une définition ontologique basée sur des rapports anthropo-géographiques, entre sujet humain et objet spatial. La première partie de la phrase a une connotation qualitative humaine de la spatialité, une prédestination humaine de la géographie ; tandis que la deuxième partie fait référence à une dénégation appartenantielle de l’espace, une absence implicite d’appropriation géographique de la part des hommes. C’est donc, une déclaration promettant de terres de promesse pour les dépossédés, qui résume le caractère de territoire en friche, de frontière ouverte et de colonisation.

<sup>106</sup> C’est la culture inhérente aux plaines colombiennes et vénézuéliennes.

## 2. Démographie : cyclique intermittente

Le processus de peuplement du Vichada est lié à l'histoire de colonisation de l'Orénoque, qui est antinomique à la dynamique démographique du reste de la Colombie. Ceci en raison des géographies divergentes de la région andine fragmentaire et de celle unitaire des plaines orientales. Alors que la multiplicité spatiale des Andes colombiens génère des territorialités écumènales contenues et appropriées, et des pluralités sociétales conséquentes ; l'unispatialité des grandes savanes de l'est comporte une vaste territorialité homogène, ouverte et temporaire, avec une uniformité sociale étendue. Cette différence se met en évidence dans le caractère sédentaire des cultures précolombiennes des Andes, contrastant avec celui nomade des indigènes des savanes.

Parmi les différents groupes qui peuplent les plaines, on trouve ceux qui habitent la forêt tropicale, connaisseurs de l'agriculture et donc sédentaires ; et ceux qui habitent les savanes, des tribus nomades de cueilleurs proprement dit « *llaneros* »<sup>107</sup> : les Guahibos ou Sikuani, les Chiricoas, les Yaruro et les Guamo. Les données les plus anciennes sur ces indigènes datent de 1531, à l'arrivée du conquistador Nicolas de Federman, qui est le premier à avoir contact avec les Guahibos, tribu dominante de la région. Celle-ci, ensemble aux Chiricoas, occupent les savanes le long de la rivière Meta et des forêts galeries sur les rives du Vichada. (Hernández de Alba 1948)<sup>108</sup> Cet explorateur allemand découvre les plaines orientales en cherchant « *El Dorado* », car à contresens des autres conquistadors, il ne suit pas la route traditionnelle à travers les Andes colombiens. Par contre, il franchit les plaines vénézuéliennes pour joindre les plaines colombiennes par le nord, en profitant de leur continuité géographique.

Cette coïncidence exploratoire, dévoile l'unitarité spatiale et sociale des territoires plats communs aux deux pays, ainsi comme une cosmovision et un sens d'existence propre correspondante, et divergente à celle européenne. La territorialité en tant que modèle d'appropriation des spatialités, de fragmentation anthropique contenante et contenue, et de temporalités permanentes, échappe à la conception psychique des aborigènes des plaines. Cette contradiction perceptuelle des composantes spatiotemporelles, correspond au paradoxe entre sédentarisme et nomadisme. Ceci signale des dissimilitudes sociétales et écumènales remarquables entre les indigènes des plaines et ceux des Andes, de l'Amazonie et les européens. Dans le domaine perceptif spatial, le facteur différentiel le plus répercutant est la mobilité cyclique des communautés natives. Cette migration sempiternelle dans un espace ouvert infini, comporte un détachement des micro-espaces temporaires pendulaires illimités, et paradoxalement un très fort sens d'appartenance et d'identité avec la macro-spatialité des vastes plaines. Cette perception qui nie le territoire

---

<sup>107</sup> Appartenant aux « *llanos* » ou plaines.

<sup>108</sup> Hernández de Alba, G. (1948). *Tribes of the North Colombian lowlands. Handbook of South American Indians*. Washington: J.H. Steward ed.

en privilégiant la région, où la propriété de l'espace et des ressources naturels est inexistant, implique une conception spatiale holistique où la nature transcendante, corrélât des variables climatiques, détermine la permanence spatiotemporelle vitale des hommes immanents. Ceci correspond à la conception moniste des indigènes amazoniens, étant l'être humain dépendant de la nature dont il est un élément à part entière.

Quand les européens arrivent, dans cette région sont établies des communautés indigènes qui combinent des stratégies ponctuelles d'exploitation des ressources naturelles, dépendant des écosystèmes spécifiques. Ceux-ci sont leurs dimensionneurs spatiaux qui ont une référence bio territoriale de bio capacité de l'usage des sols. Ainsi, les vegas des grandes rivières sont occupées principalement par des installations d'horticulteurs, tandis que dans les aires inter fluviales, savanes et les forêts galeries des petits cours d'eau, nomadisent des groupes comme les Sikuanis qui obtient leur subsistance de la chasse, la cueillette et l'échange avec les groupes riverains. Dans ce contexte, les nomades jouent un rôle essentiel dans le commerce qui est régulé par une monnaie de coquillage, la « *quiripa* », reconnue dans toutes les zones de la région et des pays voisins. Cette monnaie facilite, d'une part, l'échange des produits incluant : l'huile de tortues, du poisson, des résines, des couvertures, de l'or et du curare ; et d'autre part, l'intégration d'un système de marché comprenant les plaines orientales, la zone andine, la Guyane et le nord de l'Amazonie.

Du point de vue sociétal, les communautés sont assez réduites comme conséquence de leur dépendabilité survivancière des activités de cueillette. L'unité de base de l'organisation politique est la bande, qui est une subdivision locale de la tribu. Cela a un chef avec pouvoir héréditaire patrilinéaire, qui commande les capitaines de sept ou huit familles ; chaque famille comprenant une trentaine de personnes. En matière de guerre, la bande agit ensemble ; mais pour chasser les familles travaillent séparément. Contrairement aux bandes, les familles sont matriarcales et exogames, ce qui garantit une résistance génétique et des liens inter groupaux cohésifs. D'autre part, les unions polygames et homosexuelles sont courantes, pratiques offensantes pour la morale catholique des conquistadors européens. Comme la majorité des indigènes de l'Amérique du Sud, ceux-ci adorent le soleil et la lune, mais ils ne rendent pas hommage aux morts ; il y n'a pas des rites funéraires, ni sépulture. Quand quelqu'un meurt, sur leurs longues marches, il est superficiellement enterré ou tout simplement abandonné. (Gumilla 1731)<sup>109</sup> L'absence d'un territoire fixe comporte, donc, un déracinement de la mémoire des défunts, une temporalité humaine éphémère.

L'ethnohistoire documentaire des plaines orientales, et en particulier de l'Orénoque, est très rare, et ses sources européennes. Elle est basée sur des documents préparés par des missionnaires, des voyageurs et des représentants de la couronne espagnole, sur la

---

<sup>109</sup> Gumilla, J. (1731). *L'Orénoque illustré et défendu*. Madrid: Manuel Fernández.

quotidienneté indigène au cours des processus de conquête et colonisation. Comme des éléments historiques complémentaires de cette ethnohistoire, restent uniquement des sources orales des groupes natifs de la région, qui tendent à être une mémoire collective fragmentaire et entrelacée avec le mythe. Des études affirment que la complexité socioculturelle des indigènes de la région est sous-estimée en raison de la catastrophe démographique qui entraîne le contact avec les conquistadors. Les premiers rapports du XVI<sup>ème</sup> siècle, et certains du XVII<sup>ème</sup> siècle, indiquent l'existence des installations le long des grands fleuves, et même dans les régions de savane, et des intenses activités d'échanges commerciaux internes et interrégionaux, y compris avec des indigènes des Caraïbes. Ces populations sont anéanties par une combinaison de facteurs exogènes tels que : la maladie, la guerre, le déplacement et l'asservissement des indigènes qui ont suivi l'intrusion des européens dans leurs territoires. (Morey 1975)<sup>110</sup>

L'arrivée des espagnols aux plaines de l'est de la Colombie représente une collision ethnoculturelle, qui part des antagonismes de caractère existentiel irréductibles, avec des géographies et des temporalités antithétiques. Cette confrontation conceptuelle de l'espace, aboutit à une superposition culturelle initiale et une inféodation violente subséquente, dans laquelle le rationnel européen, s'autodéfinissant comme le « *civilisé* », finit pour s'imposer. Ce processus commence à travers l'évangélisation forcée, appuyée par des missions de communautés catholiques, qui cataloguent péjorativement les natifs comme des « *barbares* », « *sauvages* », « *irrationnels* », « *hordes errantes* ». (Pineda Camacho 1985)<sup>111</sup> Cette stratégie de domination constitue une offensive contre les fondements existentiels des aborigènes, un déracinement et une supplantation culturels primaires, suivi d'un arrachage spatiotemporelle secondaire.

Cette transgression culturelle européenne des axiomes géo anthropologiques des indigènes « *llaneros* », qui a des effets désintégrateurs sur les sociétés aborigènes, se situe en deux contextualités diverses mais interagissantes. D'un côté, les natifs sédentaires, qui habitent dans le piémont fertile des plaines, sont dépouillés de leurs terrains par des colonisateurs espagnols et déplacés du territoire. Ceci génère un flux migratoire forcé vers la spatialité ouverte des plaines, où il y a des installations indigènes préexistantes et des tribus itinérantes. (A. Gómez, *Colonización y Conflictos Sociales en los Llanos Orientales* 1986)<sup>112</sup> De l'autre côté, dans le grand espace des plaines, les européens conduisent un processus de sédentarisation institutionnel, dans lequel les groupes natifs sédentaires sont absorbés,

---

<sup>110</sup> Morey, N. (1975). *Ethnohistory of the Colombian and Venezuelan Llanos*. Ph.D, diss. Salt Lake City: University of Utah, Department of Anthropology.

<sup>111</sup> Pineda Camacho, R. (1985). *Historia Oral y Proceso Esclavista en el Caquetá*. Bogotá: Fundación de Investigaciones Arqueológicas Nacionales. Banco de la República.

<sup>112</sup> Gómez, A. (1986). *Colonización y Conflictos Sociales en los Llanos Orientales*. Bogotá: Instituto Colombiano de Antropología.

alors que les tribus nomades sont forcées au sédentarisme ou obligées à se déplacer dans des régions excentrées.

Ce changement de mode de vie imposé aux indigènes, signifie une désidentification et une déculturation qui comporte une mutation ontologique, et conséquemment, une décomposition des structures sociétales existantes, et une disruption des réseaux des interactions sociales inter groupales et spatiales inter régionales construits. Cette transformation est accompagnée par un processus rapide de métissage ; ce qui produit en Colombie une situation qualitative endémique particulière, liée à une problématique identitaire culturelle, unitaire nationale et socioéconomique formative.

Les grands gestionnaires de cette métamorphose culturelle, dans les plaines orientales, sont les jésuites. Dans sa fonction évangélisatrice, cette congrégation catholique en profite des syncrétismes mythologiques des cultures pour effectuer une éviction existentielle indigène. Afin d'effectiviser leur stratégie catéchisante, ils sédentarisent les groupes natifs en instaurant les « *haciendas-misiones* » ou les « *domaines-missions* ». Celles-ci fixent spatialement des communautés nomades ou déplacées, autour des exploitations d'élevage extensives, des territorialités fragmentaires implantées par les espagnols. Ce système socio-spatial économique facilite le métissage et donne origine à une culture très singulière, qui encore subsiste dans la « *llaneridad* » des plaines d'aujourd'hui.

Ce processus d'hispanisation pendant la période de la conquête et la subséquente colonisation, dérive dans une structure commerciale indigène dénaturante qui incorpore le sujet, le natif, comme monnaie d'échange mercantile. Cette contrainte à l'esclavage comme système de troc de la part des européens, corrompt celui des alliances symbiotiques qu'existe auparavant ; lequel stimule les interactions inter groupales et l'intégration des jeunes de différentes ethnies. Le système extractiviste européen, ajouté à la déculturation et sédentarisation concentrée des indigènes dans les missions, déterminent l'effondrement du vaste réseau exogamique et commercial qui sont à la base de la cohésion sociale territoriale des plaines. (Reichel-Dolmatoff 1944)<sup>113</sup>

Pendant les XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles, la chasse aux indigènes devient une activité courante dans les plaines. Ce trafic de personnes a comme propos l'approvisionnement de main d'œuvre aux plus de quatre cents moulins à sucre, propriété des anglais, français et hollandais dans les Guyanes. (Tienda de Cuervo 1734)<sup>114</sup> Ceci génère un flux migratoire forcé, un déplacement spatial qui comporte un déracinement radical des natifs, aboutissant à une décomposition sociétale conflictuelle. Dans ce contexte géo-social, la présence des

---

<sup>113</sup> Reichel-Dolmatoff, G. (1944). *La cultura material de los indios Guahíbo*. Bogotá: Revista del Instituto Etnológico Nacional, vol. I.

<sup>114</sup> Tienda de Cuervo, B. (1734). *Los motivos de creación del cargo de Virrey en el Nuevo Reino de Granada y sus causas para su posterior abolición*. San Idelfonso: D.G.S.N. Archivo Cancillería Ecuador. Col. Vacas Galindo.

« *domaines-missions* » signifie l'implantation des limites physiques arbitraires du « *monde civilisé* » ; où les indigènes trouvent un refuge sauvegardant contre l'esclavage, en contrepartie de leur soumission d'esprit. Ces installations se constituent en premières frontières anthropiques des plaines, au-delà desquelles il y a un monde chaotique et sauvage, « *sans foi ni loi* ». Ces territoires périphériques en friche se transforment, ainsi, en espace ouvert illimité qui n'appartient pas, ni identifie pas. C'est la spatialité réservée, initialement, aux peuples natifs nomades et rebelles, et postérieurement partagée avec des hors la loi échappés de la région andine.

Depuis la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle, les plaines orientales sont considérées comme l'endroit idéal des délinquants pour évader la justice du centre du pays. Ces migrations conduisent à la création de communautés dans les zones frontalières, qui répliquent les dynamiques socioéconomiques de leurs régions d'origine, en instaurant des nouvelles formes de contrôle sur ces territoires, en particulier par rapport aux flux migratoires ultérieurs. Ces territoires, donc, servent pendant des siècles comme refuge pour rebelles considérés comme des marginaux sociaux : guérilleros, bandits, malfaiteurs, etc. (Silva 1898)<sup>115</sup> Dans ce territorialité ouverte, les migrations transandines spontanées exécutent une stratégie empirique d'appropriations spatiales limitantes, lesquelles mènent à une confrontation spatio-temporelle directe avec les tribus itinéraires qui voient leur mobilité cyclique obstruée. C'est l'émergence du conflit sempiternel entre les flux sédentarisants des colons de la frontière agraire mobile des plaines et les aborigènes nomades. Dans ce contexte confrontationnel entre un dualisme exogène et un monisme endogène non perméable aux pratiques « *civilisatrices* » européennes, démarre un processus d'extermination des indigènes nomades, qui s'étend au long du XX<sup>ème</sup> siècle. Cet anéantissement ethnique s'appuie sur l'argument que les natifs sont un obstacle et une menace permanente pour la colonisation ; laquelle est définie comme : « (...) *la transformation des espaces naturels en richesse sociale, à travers l'investissement de travail o capital de façon permanente sur des terres incultivées, ce qui conduit à un espace social rural ou urbain (...)* » (Domínguez 1985)<sup>116</sup>

La pratique binaire, anthropologique et géographique, d'appropriation territoriale colonisatrice et annihilation de groupes ethniques natifs, produit un dépeuplement massif des plaines orientales ; comportant une substitution démographique, une fragmentation spatiale et une exploitation agraire extensive. Ce changement populationnel commence avec la chasse aux aborigènes à des fins d'esclavage dans les XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles, se transmutant dans les XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles en un phénomène d'occupation territoriale pour établir des cultures et élevage extensif. Ceci aboutit à une valorisation des nouvelles

---

<sup>115</sup> Silva, E. (1898). *Informe de Eliseo Silva enviado al Ministro de Gobierno*. Bogotá: A.N.C. Sec. República F. Mingobierno.

<sup>116</sup> Domínguez, C. A. (1985). *Amazonía Colombiana*. Bogotá: Biblioteca Banco Popular.

possessions qui progressivement sont incorporées au régime foncier centraliste et à la dynamique économique du pays.

Les deux phases de la mutation démo spatiale des plaines ont des différences quantitatives et qualitatives fondamentales. Dans la première, les raisons sont confessionnelles et économiques ; l'endoctrinement religieux avec les « *missions* » qui sédentarise et concentre la population, et la vente d'esclaves qui déplace et regroupe les natifs. Dans ces cas-là, les buts qualitatifs sont la soumission et l'exploitation des individus, en supplantant la culture indigène par celle européenne ; tandis que ceux quantitatifs sont le déplacement et la densification démographiques, qui correspondent à une stratégie socio-spatiale d'efficience. La seconde phase, par contre, répond au dépouillement territorial et la négation culturelle des natifs nomades par la voie de la disparition physique. C'est à dire, l'institutionnalisation de l'ethnocide, qui reste encore en vigueur de manière voilée jusqu'à présent.

Le conflit interethnique dans les plaines orientales est le reflet des flux migratoires colonisateurs aliénants, qui depuis l'arrivée des espagnols entreprennent une appropriation spatiale des territoires et des ressources naturelles par coup de force. Ces actions récurrentes déclenchent des mouvements de résistance des indigènes nomades, pour lesquels le « *blanc* » est l'ennemie « *qui a tout volé* » ; tandis que pour les colons, basés sur l'adage des plaines : « *ni âne est bête, ni l'indio<sup>117</sup> est gent* », celui-ci est considéré un « *sauvage belliqueux* » qui doit disparaître. Ces positions antagoniques qui partent des préceptes territoriaux dérivées des conceptions de l'être antinomiques, engendrent de la haine identitaire irréductible. Ceci dégénère en une situation factuelle d'auto justice où les colons, appuyés par le pouvoir central et protégés par son absence, exécutent la loi de leurs propres mains. Est l'incubation de la très connue « *ley del llano* » ou « *loi de la plaine* », qui se base sur la justice privée, toujours en vigueur dans cette région du pays.

Ce processus de colonisation des plaines, qui est cyclique, est le miroir des conflits politiques violents dans la région inter andine du pays. Depuis son indépendance en 1819, la Colombie vive des luttes de pouvoir intestines fragmentaires entre régionalisme et centralisme. C'est l'héritage des territorialités précolombiennes, superposées par la notion de nation des espagnols. Ces confrontations sempiternelles originaires des zones des Andes, accompagnées de niveaux de tension sociétale très élevés, dérivent en flux migratoires forcés collectifs excentriques, qui ont toujours leur soupape de sûreté dans les plaines orientales. Pourtant, celle-ci est une solution anthropo-urbaine palliative aux frictions sociales des villes, qui ne résout pas cette problématique, mais que la projette dans des géographies lointaines, dispersées et sans contrôle, en attendant sa dissipation spontanée.

---

<sup>117</sup> Indien : Qui appartient aux populations autochtones de l'Amérique (autrefois les *Indes occidentales*). Définition du Dictionnaire Larousse.

La croissance démographique du pays et l'occupation de territoires avant isolés et en friche, accentue le phénomène de colonisation des plaines orientales dans les dernières décades. C'est ainsi qu'à l'habituel flux de déplacés urbains, s'ajoutent des investisseurs agraires traditionnels et des classes émergentes de corrompus et narcotrafiquants ; et avec eux une colonisation de deuxième génération, singularisée par une tendance expansionniste territoriale et d'accaparement de terres. Ceci résulte en une consolidation exacerbante du latifundisme seigneurial et l'émergence de latifundistes parvenus, qui bouleversent la spatialité et fonction territoriale, mais surtout la structure sociétale, la tenure foncière et le pouvoir politique régional.

Ce nouveau contexte géo démographique, est le paroxysme historique du conflit existentiel et spatial cyclique entre hispanité et indigénité. Le cercle vicieux contradictoire de la fragmentalité et de l'unicité territoriale qui génère des fractures ethnoculturelles, partant des dynamiques de violence spirales rétro alimentaires. Dans ce scénario, les natifs sont réduits au point d'extinction : qualitativement leur identité moniste, leur spatialité illimitée, et leur temporalité itinéraire sont anéanties ; tandis que quantitativement leur population et leurs territoires sont presque disparus. Paradoxalement, les colonisateurs primaires qui annihilent ethniquement et culturellement les aborigènes des plaines, et qui s'approprient de leurs territoires solidaires ; aujourd'hui ils sont déplacés par la force, vers les centres urbains, par des colonisateurs secondaires dans un processus d'englobement territorial privatif. C'est la métaphore du mythe d'Ouroboros, le serpent qui se mord la queue, du cycle infini d'auto génération destructive.

## **La Colombie : le summum du paradoxe**

### **1. Démographie dispersive**

La Colombie est le pays au monde avec le plus élevé nombre de PDI ; plus de 4,7 millions en 2013 d'après les chiffres officiels et plus de 5,2 millions selon la HCR des Nations unies. (Agence des Nations Unies pour les Réfugiés 2014)<sup>118</sup> Ce qui représente près de 11% de la population totale. (Fig. 22)

La différence de chiffres entre l'état et la HCR sont conséquence de la précision des mesures. Tandis que entre janvier à juin 2013, les bureaux de terrain du HCR ont enregistré 61 déplacements de groupes de plus de 50 personnes dans le pays ; le Service pour les victimes du Gouvernement, entre janvier et avril, ont enregistré seulement six déplacements de groupe.

---

<sup>118</sup> Agence des Nations Unies pour les Réfugiés. (2014). *Profil d'opérations 2014 - Colombie*. Consulté le 21 mai, 2014, sur <http://www.unhcr.fr/pages/4aae621e24.html>

Type de population	Déc 2013		Déc 2014		Déc 2015	
	Total pays	Assistés par HCR	Total pays	Assistés par HCR	Total pays	Assistés par HCR
Déplacés internes	5 200 000	400 000	5 740 000	425 000	5 840 000	410 000

Fig. 22 Chiffres prévisionnels HCR des Nations Unies.

Source : Report Appel Global du HCR – Colombie. (2014)

<http://www.unhcr.fr/52bbead90.html>

Parallèle à cette situation interne, la Colombie est le pays avec le plus grand nombre d'émigrants en Amérique du Sud. Cela est révélé par la dernière étude «*Profil de migration de la Colombie 2012*», (Organización Internacional para las Migraciones 2013)<sup>119</sup> menée par l'immigration en Colombie, le Département national de la statistique (DANE) et le ministère des Affaires étrangères. L'étude estime à 4,7 millions les colombiens qui habitent à l'étranger, mais d'autres organisations migratoires parlent d'un chiffre d'environ 6 millions d'émigrants. Ceci constitue le 12,5% de population nationale.

Ces nombres sont éloquentes de la magnitude des flux migratoires de la Colombie, 9,9 millions ou 23,5% de la population, et suggèrent une corrélation entre les flux internes et ceux internationaux.

## 2. Genèse géo anthropologique

Afin d'essayer de comprendre le phénomène PDI en Colombie, une perspective historique des migrations dans le contexte géographique du pays, apporte des clés sur l'origine et l'évolution des déplacements humains internes et des relations sociales et spatiales.

Avant l'arrivée des espagnols en Amérique du Sud, le territoire connu aujourd'hui comme la Colombie, est déjà un cas identitaire particulier dans l'ensemble des peuples indigènes du sous-continent. La Cordillère des Andes<sup>120</sup> précolombienne est largement dominée, spatialement et culturellement, par le groupe natif des Incas, qui ont consolidé un empire long 4 000 kilomètres<sup>121</sup> avec une surface de 950 000 km<sup>2</sup>,<sup>122</sup> allant du nord du Chili et l'Argentine jusqu'au l'extrême sud de la Colombie, en traversant le Pérou, la Bolivie et l'Équateur. (Fig. 23)

Cette empire représente une unité culturelle avec une langue commune, le quechua ; une capitale administrative et politique, Cuzco ; et un souverain absolu, l'Inca, roi-dieu tout-

<sup>119</sup> Organización Internacional para las Migraciones. (2013). *Perfil Migratorio de Colombia 2012*. Bogotá: OIM.

<sup>120</sup> Mot dérivée de l'ancienne langue Aymara et du quechuan *Andi*, signifiant *Haute Crête*. Online etymology dictionary. (2014) <http://www.etymonline.com/index.php?term=Andes>

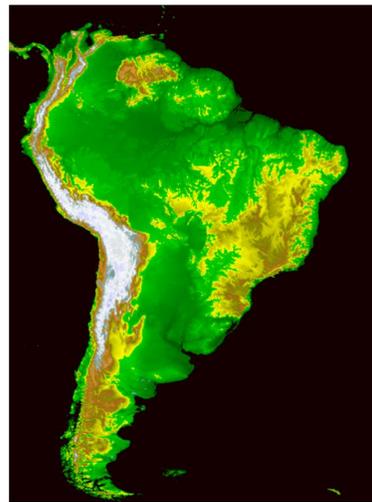
<sup>121</sup> Á comparer avec les 3 905 Km de distance entre Lisbonne et Moscou.

<sup>122</sup> Á comparer avec les 543.965 km<sup>2</sup> de la France métropolitaine, pays plus vaste d'Europe.

puissant. Pourtant, le grand facteur d'unicité de cette domination est la spatialité, définie par la géographie de la cordillère, qui donne origine à une « *andinité* » ; comportant une identité partagée malgré la diversité des communautés. (Fig. 24) La topographie de la chaîne montagneuse, qui génère des conditions climatiques et de sols spécifiques, détermine la culture, celle-ci entendue dans son sens étymologique de la culture de la terre, qui implique un *modus vivendi* et une ontologie autochtone. Ce caractère andin est enraciné dans la diète alimentaire, les vêtements, la musique, l'écoumène et la personnalité des habitants d'un contexte spatio-temporel commun, lié à la morphologie massive des hauts plateaux des Andes centrales.



**Fig. 23 L'empire Inca. Introduction to Economics Systems. Patti Roenbeck (2013-2014)**  
 Source: <http://clasweb.clas.wayne.edu/Multimedia/IncaCaranqui/images/05-Inca/01-The%20Inca%20Empire/>



**Fig. 24 Topographie Cordillère des Andes. Skyscraperslife. Foro Latinoamericano Paisajes Naturales.**  
 Source: <http://www.skyscraperlife.com/fotograf%ED-la/30331-paisajes-naturales>

L'empire Inca s'évanouit au nord en correspondance avec l'extrême sud de la Colombie, une coïncidence qui ne semble pas fortuite. La frontière septentrionale de l'empire est marquée, au Massif des Pastos, par une rupture géographique de l'unité de la cordillère des Andes, qui à partir de ce point-là se dissipe par la dispersion spatiale du massif central, formant trois chaînes de montagnes parallèles indépendantes. (Fig. 25) Ceci comporte la conformation des valles inter andines avec des déconnexions spatiales remarquables, devenues par la suite, sociétales. Une évidence géo-anthropologique qui semble confirmer cette théorie, est la présence du « *Chemin du Seigneur* », aujourd'hui connu comme le Réseau Routier Andin ou Chemin Inca. Ceci est le plus ancien réseau routier de l'Amérique Latine, initié il y a 1400 ans par des peuples pré-inca tels que les *chimú*, *mochica* et *pastos*; et qui communique l'Argentine, le Chili, la Bolivie, le Pérou, l'Equateur et la Colombie. Ayant une longueur de 6.000 kilomètres et une vaste voirie de 23.000 kilomètres, est l'épine dorsale de la puissance politique et économique de l'empire Inca ; pourtant, cet énorme

réseau routier disparaît au sud de l'actuelle Colombie où il n'y a que 142 kilomètres de voies. (Oquendo 2014)<sup>123</sup> (A. K. Gómez 2008)<sup>124</sup> (Fig. 26)



Fig. 25 Massif des Pastos. Geografía colombiana, relieve. Jhon Jairo Arias (2009)  
Source: <http://www.absolut-colombia.com/características-del-relieve-colombiano/>



Fig. 26 Qhapaq Ñan, Chemin Inca (2008)  
Source: <http://es.scribd.com/doc/19194007/UDENAR-Periodico-5>

Cette fracture géographique du territoire de la Colombie implique une diversité bio climatique et une subséquente fragmentation culturelle ; en opposition avec celle incaïque dans ses conceptions de l'existence, du cosmos et de la société. En partant de la trifurcation spatiale des Massives des Pastos et Colombien, le concept d'unicité territoriale, politique, administrative et identitaire disparaît, et seulement une langue commune, le *chibcha*,<sup>125</sup> reste comme élément unitaire.

Une situation parallèle se produit au nord du Chili, où la spatialité unitaire du haut plateau andin des Incas disparaît dans la région du Golfe de Penas, laissant la place à la zone la plus élevée et abrupte de la Cordillère des Andes, une géographie fragmentaire qui fractionne la démographie, la culture et l'identité. Cette dispersion démo-spatiale est encore évidente dans les actuels territoires du Chili et de la Colombie, où l'indigénéité, en tant que unité ethnique, est en train de se réduire ; ceci étant le cas des peuples Mapuche et Aymara i Chili

<sup>123</sup> Oquendo, C. (2014, juin 22). Qhapaq Ñan, el camino vivo de Suramérica. *El Tiempo* .

<sup>124</sup> Gómez, A. K. (2008, octobre). *Universidad de Nariño - Periódico*. Consulté le juin 23, 2014, sur <http://es.scribd.com/doc/19194007/UDENAR-Periodico-5>

<sup>125</sup> Les Chibchas, étaient une communauté précolombienne vivant autour de l'actuelle ville de Bogota. La langue *chibcha*, s'étendait d'Amérique centrale (Costa Rica) au cap Guayaquil (Equateur). Jose Virgilio Becerra, *Les Muisca : une culture précolombienne de la Colombie et ses antécédents*, Université Panthéon-Sorbonne, Paris, 1999, 3 vol. 800 p. (thèse)

et des indigènes colombiens, qui sont des minorités localisées à la frontière des zones de développement, luttant pour survivre à l'extinction. En contraposition, les ethnies de le haut plateau andin maintiennent un fort sens d'appartenance et d'identité, et font partie du processus économique, même si marginalement. (E. Piña Rivera 2012)<sup>126</sup>

La segmentation longitudinale de la spatialité du pays, (Fig. 27) résulte en une séquence de compartimentations territoriales confinées dans l'autosuffisance de leur espace contenu. Ceci implique une tension centripète des territoires dans leur nature intrinsèque, générant des cellules géo-démographiques isolées et enfermées sur elles-mêmes. La diversité des accidents géographiques incluant : hauts plateaux, vallées, plaines, gorges, conforment des microclimats dépendant de l'altitude, qui vont du côtière tropical et la forêt tropicale, aux landes et les desserts. Cette variété éco climatique fragmentaire aboutisse à une diversité ethnique hétéroclite, différant dans l'alimentation, habillement, métier, écoumène, vision du monde et organisation sociétale.

C'est ainsi qu'un indigène de l'Amazonie a presque rien à partager avec un natif Muisca du haut plateau de Bogotá, et ceux-ci peu en commun avec un indien Caraïbe de la côte Atlantique ou un indigène Patía de la côte Pacifique. Les différences sont tellement frappantes qu'il y a des groupes d'artistes, les Muiscas ; de naturalistes, les Yucunas ; de mystiques, les San Agustin, d'architectes, les Kogis ; de nomades, les Guajiros ; et d'anthropophages, les Motilones. Les divergences ontologiques, parfois irréconciliables, entre les tribus natives basées sur une géographie partitive ; donnent origine à des territoires-états très jalousement démarqués et défendus. Conséquemment, la surface globale du pays est fractionnée en « *caciczgos* »<sup>127</sup>, gouvernés par des « *caciques* »<sup>128</sup> ou chefs indigènes.

Dans ce contexte, le sens d'appartenance et d'unicité est lié seulement au territoire local, le « *caciczgo* », et son « *cacique* » ; tandis que le concept identitaire à niveau régional et du pays est inexistant. (Fig. 28)

---

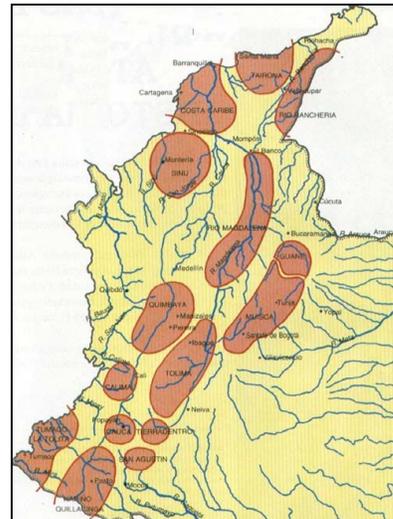
<sup>126</sup> Piña Rivera, E. (2012). *Entre la frontera del desarrollo y el desarrollo de la frontera*. Bogotá: Odecof-Cinep.

<sup>127</sup> Caciczgo : M. 1. Condition de cacique. Hist | 2. Territoire qu'avait le cacique. | 3. Coloq. L'autorité ou le pouvoir du chef d'une ville ou d'une région. *Diccionario esencial de la lengua española 2006* Real Academia Española.

<sup>128</sup> Cacique : 1. Hist. Seigneur des vassaux dans un état ou d'un village indien. 2. Individuel dans une communauté ou un groupe exerçant un pouvoir abusif. 3. Coloq. Individu dans une ville ou une région qui exerce une influence excessive dans les affaires politiques. *Diccionario esencial de la lengua española 2006* Real Academia Española.



**Fig. 27 Relief de la Colombie.**  
**Regiones Naturales de Colombia. (2010)**  
 Source : <http://claseprueba.blogia.com/>



**Fig. 28 Cultures Indigènes de la Colombie.**  
 Source: <http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/revistas/credencial/febrero1993/febrero1>.

### 3. Superposition spatio-culturelle exogène

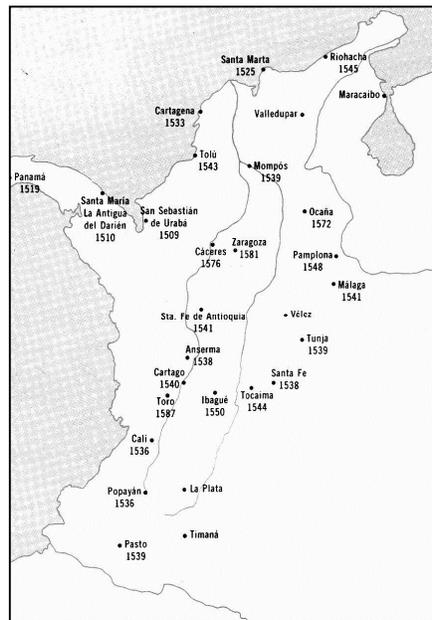
À l'arrivée des espagnols, la situation démo-politique de la Colombie est celle-là : un ensemble de territoires-état indépendants. La première période de la conquête espagnole est de pillage, d'enrichissement rapide des « *conquistadors* » et de retour doré en Europe. Ce sont des flux migratoires pendulaires de la péninsule ibérique, dont le but est pécuniaire individuel motivé par une convoitise vorace, sous l'égide de la couronne espagnole, qui prenait sa part du butin. Pendant cette phase, le chaos règne, et seulement quelques naissantes entités administratives permanentes se forment ; telles que les « *fondations* » liés aux missions catholiques, qui ne se composent que de petits villages, lesquels servent d'avant-postes pour l'exploration, la conquête et la colonisation des terres de l'intérieur du continent.

En dépit de l'évidente fragmentation du processus conquérant, l'agglutinement sous un seul drapeau et pouvoir, celui du roi espagnol, est un événement sans précédents dans le territoire de la future Colombie. C'est la première fois qu'il y a un dénominateur commun, qui comporte une langue, une culture, une religion, une vision de vie et de l'univers partagés. Cette particularité exogène du territoire, transplantée d'un contexte humain et géographique homogène européen, succombe à la spatialité fracturée, à la vaste échelle spatiale native, et à son hétérogénéité bio climatique.

La période de la conquête est remplacée par une étape de consolidation territoriale espagnole à travers la fondation de centres urbains, où le pouvoir administratif de la couronne s'institue. Ceci implique une évolution spatio-temporelle des flux migratoires, lesquels deviennent plus permanents en temporalité et fixes à une spatialité particulière,

comportant une appropriation, y compris les habitants indigènes, et un sens d'appartenance territoriale. C'est le début de la colonisation, laquelle est marquée par une division politique et administrative des territoires, générant des frontières anthropiques inexistantes auparavant, méconnaissant celles spatiales des natives.

Ces partitions territoriales arbitraires provoquent des conflits avec les peuples indigènes, ceci malgré une politique espagnole de superposition culturelle et spatiale sur les symboles et les éléments sacrés des indiens. Suivant cette logique, les installations humaines européennes sont établies au même endroit des anciens villages natifs, et les lieux religieux érigés sur ceux des indigènes. Ce dualisme entre une mimésis écoumène et une diégèse<sup>129</sup> territoriale, génère une dichotomie politique et administrative de l'état colonial ; dans laquelle le pouvoir central formel émane de la couronne espagnole, tandis que le pouvoir réel est exercé, de manière autonome, par des colonisateurs sur des territoires des réalités géo climatiques concrètes. Les luttes intestines entre les conquistadors pour le control de ces territoires sont sanguinaires ; ce qui met en évidence une fragmentation administrative et politique conséquente à la géographie interrompue. L'idée de nation et d'identité unitaire sont inexistantes, marquant une continuité avec la période précolombienne. (Fig. 29)



**Fig. 29 Premières installations en Colombie dans le XVIème siècle. (2004)**

Source : SOCIALES J-A Institución Educativa Nuestra Señora del Carmen. César Augusto Vargas.  
[www.socialesjaiensec.blogspot.no](http://www.socialesjaiensec.blogspot.no)

<sup>129</sup> La diégèse : antonyme de mimésis ; représente tout « l'univers spatio-temporel désigné par le récit rapportant des faits vrais ou imaginaires ». Définition de Gérard Genette <http://fr.wikipedia.org/wiki/Di%C3%A9g%C3%A8se>

Le caractère semi permanent des nouvelles migrations ibériques et leur superposition spatiale sur les installations natives, contraint une vague migratoire interne forcée des indigènes. Ceux-ci sont dépossédés et déplacés vers la périphérie des territoires dans des régions de frontière et terres en friche. Ce processus de soumission conduit à feu et à sang, produit des spirales d'haine interethniques, qui donne origine au déchaînement d'une crise de déplacements, marginalisation et violence qui encore subsiste.

#### 4. Fragmentation anthropo-spatiale intrinsèque

Le concept d'unité territoriale nationale, reste un imaginaire des autorités espagnoles basées dans le Vieux continent. Le territoire du pays réel continu dans sa fragmentation politique, dans une transition continue du « *cacique* » et le « *cacicazgo* » indigène, à « *l'encomendero* » et la « *encomienda* »<sup>130</sup> espagnole. Cela est une mutation quantitative du pouvoir ethnique, qui reste, pourtant, qualitativement encadrée dans des principes équivalents.

Comme conséquence de sa localisation, dans le coin nord-occidental de l'Amérique du Sud, le territoire de la future Colombie est la porte du subcontinent, le carrefour démographique et d'échanges de produits ; c'est le passage obligé des migrations aurifères et esclavagistes, arrivant du nord et partant du sud. La région est la plaque tournante des ethnies, conceptions existentielles et cosmiques de trois continents : l'Amérique, l'Europe et l'Afrique. Les flux migratoires européens sont principalement de caractère aventureux, motivés par l'avidité pour l'or et le commerce d'esclaves ; elles sont des migrations itinérantes. D'autre part, il y a des migrations colonisatrices institutionnelles, dont le but est de s'approprier et s'établir dans les nouveaux territoires ; ce sont les envoyés de la couronne espagnole et de l'église catholique en mission évangélisatrice.

Le creuset démographique résultant de ce carrefour anthropologique a un facteur aggravant commun pour deux de ses composants : le déplacement forcé. Dans le cas des indigènes, ils sont déplacés internement par la violence dans leur propre territoire, tandis que les nègres sont des déplacés internationaux, « *chassés* » en Afrique et vendus comme des esclaves en Amérique. Ce double précédent aliénant perpétré par des parvenus espagnols, dans un contexte démo-spatial historiquement disjoignant, pose les fondements d'une culture opportuniste, où tout est permis appuyé sur la violence. Le scénario complexe est, d'une part, un groupe ethnique local qui ayant un sens d'appartenance et identitaire liés à un territoire particulier, lui est usurpé ; une deuxième ethnie exogène transplantée qui perd son identité territoriale et sociétale, et qui est interdit d'en avoir une autre ; et finalement un groupe dominant déraciné qui n'a pas une cohésion sociale, ni un sens de permanence.

---

<sup>130</sup> Commanderie: « *Bénéfice dont étaient pourvus les dignitaires de certains ordres religieux militaires* ». Définition Dictionnaire Larousse. (2014)

C'est une situation de décomposition et recomposition des structures sociétales et spatiales complexe.

D'une perspective spatio-temporelle, les groupes indigènes sont déplacés, initialement, car ils ne se réduisent pas en esclavage, ni collaborent avec les envahisseurs européens ; ce premier exode vers la frontière agricole abandonnée, est la genèse d'une paysannerie appauvrie et isolée encore présente. Ce phénomène entraîne « l'importation » de main-d'œuvre africaine, qui d'abord est soumise mais qui après se rebelle, s'enfuyant vers des zones forestières au-delà de la frontière agricole, où les espagnols ne les retrouvent pas. Ce déplacement de la survivance naufrageant, est à l'origine des communautés africaines méprisées, qui restent en arrière de tout processus intégrateur jusqu'aujourd'hui.

En partant de ce contexte social et géographique, la transition de la colonie espagnole à l'indépendance du territoire imaginaire du pays, est une continuité dans laquelle la notion de nation est éthérée, et par conséquent celle de territoire national. Comme auparavant, le changement est de caractère quantitatif, substituant les acteurs, en perpétuant des principes qualitatifs inamovibles. De « l'encomienda » coloniale surgit, comme une extension naturelle créole<sup>131</sup>, le « gamonalismo »<sup>132</sup> (De La Cadena 2004)<sup>133</sup>, et ainsi « l'encomendero » est remplacé par le « gamonal ». Le « gamonalismo » est un système de pouvoir local : politique, religieux et judiciaire, qui émerge au cours de la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, similaire au féodalisme du moyen âge européen. (González Prada 1908)<sup>134</sup> Cela est exercé par des grands propriétaires foncier, « terratenientes », qui élargissent leurs terres et pouvoir sociopolitique dans des territoires géographiquement indépendants, en expropriant par des moyens illégaux et violents les petits propriétaires et les communautés indigènes. (Haya de la Torre 1976)<sup>135</sup>

Ce modèle de pouvoir fragmentaire et de nation fragmentée, basés sur des réalités hétérogènes et conflictuelles, persiste depuis près de deux siècles. Pendant cette période il y a des métamorphoses formelles, des accommodements mimétiques superficiels aux changements temporels, mais la structure systémique reste inaltérée. En fait, la Colombie du XXI<sup>ème</sup> siècle préserve le dualisme administratif et politique hérité de la colonie, où la carte de division politique centraliste diffère de celle des régions ethniques, qui

---

<sup>131</sup> Créole : « Se dit d'une personne blanche née dans les anciennes colonies européennes. » (De l'espagnol *criollo*, et du portugais *crioulo*) Définition Dictionnaire Larousse. (2014)

<sup>132</sup> Selon Deborah Poole terme dérive du nom de : « une plante vivace, pratiquement indestructible, de la famille des liliacées, le Gamon, [qui] se développe même dans les terrains les plus difficiles et est parfois classée comme un parasite, dont la croissance et propagation se fait au détriment de leurs voisins moins agressives » [Poole, 1988: 372]

<sup>133</sup> De La Cadena, M. (2004). *Indígenas y mestizos. Raza y cultura en el Cusco*. Lima: IEP.

<sup>134</sup> González Prada, M. (1908). *Horas de lucha*. Lima: El progreso literario.

<sup>135</sup> Haya de la Torre, V. R. (1976). *Teoría y táctica del aprismo*. Lima: Editorial Juan Mejía Baca.

correspondent à une division naturelle liée à la géographie du pays, coïncidant avec la distribution démographique précolombienne. Fig. 30) (Fig. 31)

Les ethno régions sont des entités spatiales qui comprennent des facteurs identitaires climatiques, environnementaux, sociétaux et existentiels, lesquels constituent des liaisons étroites qui les agglutinent à l'intérieur, en les dissociant les uns des autres. Ainsi, un *Pastuso*, au sud de la Colombie, a un caractère andin plus proche aux équatoriens et péruviens qu'aux *Costeños* de la côte caraïbe du pays ; et ceux-ci parallèlement se ressemblent, culturellement et physiquement, plus à un cubain. Ce fractionnement démographique du territoire national est, donc, un élément intrinsèque de la *colombianité*, une réalité historique et un conditionnement propositionnel.

L'unicité nationale du pays et sa division territoriale administrative interne, sont un héritage paradoxal de la Colonie espagnole, car l'expérience historique de délimitation des territoires des pays européens est basée sur des guerres externes. Ceci contraint la collaboration des souveraines et seigneurs féodaux afin de survivre, conduisant à la pacification interne et à la démarcation de ses territoires. En Colombie, et en général en Amérique Latine, l'absence de guerres externes prévient l'association des fiefs pour conformer des unités territoriales nationales accordées, pour se défendre d'un ennemi externe commun. Ce facteur favorise la consolidation de petits pouvoirs territoriaux dans les régions, qui se superposent contradictoirement aux divisions politiques centralistes de la Colonie.



Fig. 30 Division politique de la Colombie (2013)  
Source : <http://mapa-de-colombia.blogspot.no/2013/04/el-mapa-de-colombia.html>



Fig. 31 Régions ethniques de la Colombie. (2013)  
Source : <http://mapa-de-colombia.blogspot.no/2013/04/mapa-de-colombia-con-regionalismos.html>

## 5. Dynamique migratoire interne

Le processus de conceptualisation de l'idée de nation et de territoire national, est imposé par les conquistadors espagnols. Cette démarche impositive est dominée par une dynamique de violence, en partant par la superposition géoculturelle, la subjugation physique, la discrimination et le déplacement forcé. Ceci est le point de départ de la formation d'une nation qui ne l'était pas et ne l'avait jamais été. C'est la naissance d'une prétendue unicité territoriale, construite sur la déchirure des tissus sociétaux préexistants.

Ce précédent encadre près de 200 ans de conflits internes intermittamment interrompus, devenant une véritable « tête de Méduse ». La dichotomie originaire des configurations spatiales et anthropologiques émergentes, entre un centralisme urbain enrichi et puissant, et un périphérisme rural appauvri et marginal, marque une rupture fracassante entre le monde citadin et celui paysan. Tandis que la ville se concentre sur elle-même, la campagne se désagrège créant des forces contraires, qui génèrent une double spirale antinomique. Cette dynamique fractionnelle démo-spatiale et économique, produit des tensions territoriales qui résultent en un état de belligérance perpétuelle, devenu *modus vivendi*, nourri par des acteurs caméléonesques qui mutent et se mimétisent en fonction du contexte historique-temporel. La pierre angulaire causale, pourtant, demeure immuable : le paradigme sociétal et économique exogène implanté, qui exclue une vision de l'être et de l'univers endogène, en ignorant le bagage démo-géographique de l'ensemble du territoire. C'est le paradoxe entre une vision contextuelle verticale univoque et une horizontale plurielle, dans un pays fragmenté par une large hétérogénéité sociale, où il n'existe pas une perception commune du conflit et de sa causalité, ni un espace public pour sa résolution.

Le dernier maillon de la chaîne séquentielle de violence et du flux de PDI en Colombie, a sa genèse il y a 50 ans. Cette phase du conflit interne sempiternel est une nouvelle expression d'une crise de la problématique de la ruralité, jamais résolue. À différence des guerres précédentes, celle-ci n'est pas une confrontation entre élites cherchant leur insertion dans le pouvoir préétabli, mais cette fois-ci elle est conduite par des dirigeants populaires des groupes d'autodéfense paysanne, dont le but est la destruction et substitution du pouvoir existant. (Comisión de estudios sobre la Violencia 1987)<sup>136</sup> C'est la naissance du groupe guérillero des *Farc*,<sup>137</sup> de l'idéologie communiste, lequel représente, au moins initialement, la résilience de certaines aires paysannes qui se refusent à disparaître à cause des pratiques du capitalisme sauvage dans le secteur agricole. Ces pratiques, comprenant l'agro-industrie et la colonisation de la campagne, produisent des effets spatio-culturels désastreux pour le monde rural, tels que la dépayssannisation et l'expansion de la frontière agricole.

---

<sup>136</sup> Comisión de estudios sobre la Violencia. (1987). *Colombia: violencia y democracia*. Bogotá: Universidad Nacional.

<sup>137</sup> Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie)

Dans ce processus, la variable « *violence* » est une constante qui catalyse le phénomène PDI, lequel est un symptôme manifeste d'une problématique paysanne aggravée ; déclenchée par des questions territoriales irrésolues, inhérentes à une appropriation spatiale illégitime, une citoyenneté exclusive, une identité fragmentaire et un sens d'appartenance provisoire. La combinaison de ces facteurs est le bouillon de culture de dynamiques sociétales complexes, qui aboutissent à une spirale de violence rétroactionnaire ; un cercle vicieux dans lequel existe une causalité directe entre pauvreté rurale et violence. Par contre, la violence liée aux flux migratoires forcés internes, est associée à une croissance rapide et inégale de la richesse, une exacerbation de la brèche entre riches et pauvres dans un contexte spatio-temporel réduit. Cette violence est attachée aux contradictions qui émergent des transformations sociales et économiques abruptes dans des zones d'expansion accélérée, où l'État est dans une institutionnalité tardive laissant un vide normative, qui est rempli à la force par des acteurs sociaux violents. C'est donc, l'écart entre l'expansion démo géographique et économique, et la capacité présente de l'État, ce qui génère des espaces pour la violence. (Bejarano 1997)<sup>138</sup>

Des études sociologiques suggèrent que le niveau de pauvreté ce n'est pas un corrélat du niveau de violence, au contraire, ils sont inversement proportionnels ; tandis que l'inégalité des conditions de vie du coefficient GINI a une correspondance avec les degrés de violence. (Departamento Nacional de Planeación 1998)<sup>139</sup> Dans la même direction pointent des études qui affirment que la misère ne produit pas des déplacements, mais ce sont les déplacements qui engendrent misère.

Dans une perspective historique, la violence et le subséquent conflit interne armé, ont un rapport effectif avec les mouvements de colonisation interne des frontières agricoles, et la résultante intégration des nouvelles territorialités au système socioéconomique du pays, basés sur la structure agraire excluante du pouvoir central. (Fajardo Montaña 1986)<sup>140</sup> Ce processus, qui éclate les dernières décennies, favorise l'accaparement des terres agricoles les plus productives de la périphérie développante et l'exploitation extensive; ce qui comporte une expansion inusitée de la frontière agricole vers la forêt tropicale humide et les montagnes andines, entraînant la détérioration environnementale, la réduction de cultures temporaires, et le déplacement des paysans vers les centres urbains ou vers des zones de colonisation plus périphériques. (Fajardo Montaña 1993)<sup>141</sup> (Fajardo Montaña

---

<sup>138</sup> Bejarano, J. A. (1997). *Colombia: inseguridad, violencia y desempeño económico en las áreas rurales*. Bogotá: Fonade y Universidad Externado de Colombia.

<sup>139</sup> Departamento Nacional de Planeación . (1998). *La Paz: el desafío para el desarrollo*. Bogotá: Tercer Mundo Editores.

<sup>140</sup> Fajardo Montaña, D. (1986). *Haciendas, campesinos y políticas agrarias en Colombia, 1920-1980*. Bogotá: Centro de Investigaciones para el Desarrollo.

<sup>141</sup> Fajardo Montaña, D. (1993). *Espacio y sociedad. La formación del régimen agrario en Colombia*. Bogotá: Corporación Aracacuara.

2001)<sup>142</sup> L'extension de l'espace agraire méconnaît les territorialités démographiques et environnementales, ce qui implique l'accentuation de la crise paysanne centenaire et des tensions démo géographiques intrinsèques, projetées sur les contextes spatiaux urbains et ruraux. La croissante monopolisation foncière agricole, en détriment des petits fermiers, constitue le goulot d'étranglement de la structure agraire pour un développement équitable de la frontière. La correction de cette situation représente une mesure curative, non préventive, traumatique car elle signifie une restructuration sociétale et propriétaire, comportant une redistribution de terres déjà occupées. (Berry 2002)<sup>143</sup>

En correspondance avec cette approche, la suivante hypothèse sur la violence et le conflit du pays est avancée : le conflit est l'expression du litige socioéconomique et politique de deux paradigmes de développement rural opposés mutuellement excluants ; qui résulte d'alliances symétriques entre acteurs ruraux et acteurs violents, et des interactions synergiques entre la causalité structurelle de la violence et les actions collectives. (Vásquez 1999)<sup>144</sup> Afin de valider cette prémisse, une vision historique à long terme s'impose pour essayer de comprendre la nature qualitative et l'échelle quantitative du phénomène, dont les facteurs déterminants sont : (F. I. González 2002)<sup>145</sup>

- a) Le processus de peuplement du territoire national et la structure socioéconomique établie contrairement, à partir de la colonisation espagnole, fondent les bases de la problématique agraire irrésolue jusqu'à présent.
- b) La persistance du conflit paysan réside dans le paradoxe de la formation du concept d'état, configuré suivant les préceptes de la Colonie en faisant tabula rasa existentielle, ce qui reste encore en vigueur.
- c) Les tentatives de réforme de la structure verticale centraliste de l'état sont formelles, demeurant le contenu invariable ; conséquemment, la contradiction entre le territoire national imaginaire et les territoires régionaux réels, génèrent des incongruïtés démo-géographiques qui mutent en fonction des contextes spatiotemporels.
- d) Le scénario du conflit se situe dans les frontières agraires vivantes qui changent en permanence, intégrant des nouvelles zones au développement centraliste, repoussant les aires marginales et la population la plus vulnérable vers des périphéries émergentes.
- e) La dynamique de colonisation des frontières agraires produit des flux migratoires forcés vers les espaces urbains, qui n'ont pas les capacités infrastructurelles pour intégrer les néo arrivés au système socioéconomique.

---

<sup>142</sup> Fajardo Montaña, D. (2001). La tierra, la agricultura y el poder político en Colombia. *Suma Cultural*, No. 4.

<sup>143</sup> Berry, A. (2002). *Colombia encontró por fin una reforma agraria que funcione?* Bogotá: Universidad Externado de Colombia.

<sup>144</sup> Vásquez, T. (1999). Un ensayo interpretativo sobre la violencia de los actores armados en Colombia. *Controversia No. 175*, Cinep, 100.

<sup>145</sup> González F, I. B. (2002). *Violencia política en Colombia: De la nación fragmentada a la construcción del Estado*. Bogotá: Cinep.

- f) Les acteurs catalyseurs et violents des conflits se métamorphosent dans la temporalité dépendant du contexte socio-spatial et des facteurs économiques. Séquentiellement, ceci part des litiges entre élites, suivi des mouvements d'autodéfenses paysannes, des groupes guérilleros de gauche, des paramilitaires, des autodéfenses de droite, pour conclure avec la pénétration du narcotrafic dans toutes les sphères socioéconomiques nationales, y comprise la colonisation des frontières agricoles.
- g) Le processus conflictuel actuel est dominé par deux groupes contradictoires idéologiquement, mais qui représentent des intérêts territoriaux régionaux communs. Les Farc et les Autodéfenses résument la rupture des structures cohésives natives, occasionnée par la colonisation espagnole ; et confirment le déphasage de l'imposition d'une conception territoriale basé sur des contextes géographiques et climatiques exogènes, qui nie des réalités démo-spatiales préexistantes.
- h) Les Farc et les Autodéfenses, perméables au narcotrafic toutes les deux, ont les mêmes sources de financement et des méthodes confrontationnelles symétriques, malgré l'asymétrie idéologique et géo démographique. Alors que les Farc développent leur stratégie partant des frontières marginales vers des zones plus riches ; les Autodéfenses, dans une position diamétralement opposée, partent des centres riches intégrées au système économique central qui ont des projections d'expansion de la colonisation périphérique.
- i) La confrontation de ces groupes reflète des positions contradictoires par rapport au modèle de développement rural ; les uns basés sur la production agricole paysanne traditionnelle minifundiste, et les autres appuyés sur la production extensive et le latifundium. Pourtant, les actions et réactions de ces deux acteurs sont toujours plus similaires, et nonobstant la dissimilitude des buts, les moyens et leurs interactions avec la population sont symétriques, dans un jeu de miroirs négativisante d'actions violentes rétroactives.
- j) L'intersection de la double dynamique spirale des groupes antagoniques dans des territoires locaux semi-autonomes, génère des flux migratoires forcés centrifuges, qui se déplacent en directions contraires : vers l'urbain central et vers le marginal périphérique ; ce qui résulte en ruptures sociétales parallèles avec des effets analogues. (Fig. 32)

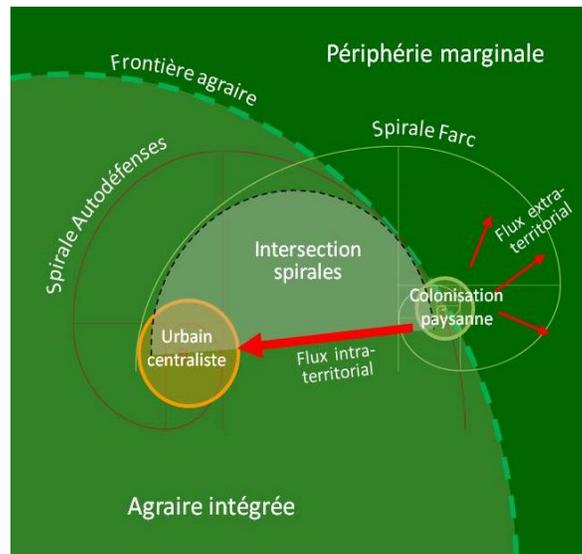


Fig. 32 Dynamique du conflit et déplacements internes forcés en Colombie. Interprétation personnelle.

À partir des années 80, la Colombie entre dans un double état de narcose. D'une part le système économique, à tous les niveaux, est infiltré par les activités liées au narcotrafic ; d'autre part, la population est « *narcotisée* », dans le sens médical, devenant complaisante du phénomène de production et trafic de stupéfiants. Ceci est un signe explicite de l'esprit opportuniste enraciné depuis la période du « *saue qui peut* » ou « *chacun pour soi* » de la conquête espagnole, imprégné toujours dans l'idiosyncrasie colombienne actuelle.

Dans ce contexte, des nouvelles classes émergentes liées au narcotrafic, avec des gros moyens économiques, infiltrent les couches sociales et la classe dirigeante dans une stratégie mimétique d'inclusion socioéconomique. Dans cette tentative, ces groupes effectuent des alliances avec des politiciens, des militaires, des gros propriétaires fonciers, est surtout avec des « *gamonaux* » régionaux. Initialement ennemies de la guérilla, car ils représentent des gros capitaux et les pratiques du capitalisme sauvage, deviennent partenaires circonstanciels forcés dans une synergie de sécurité des cultures illicites en échange d'argent. Parallèlement, ces groupements créent des armées paramilitaires et d'autodéfense, en association avec des « *terratenientes* » traditionnels, des militaires et des politiciens, afin de combattre la guérilla. Ceci implique une escalade de la confrontation qui devienne pluri frontale, anarchique et plus territoriale. (F. M. Cubides 1998)<sup>146</sup>

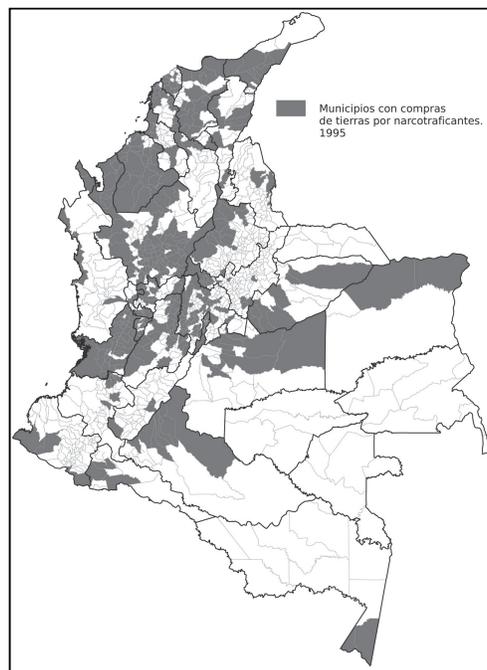
L'entrée en scène des narcotrafiquants dans le conflit interne avec les Farc, marque une transmutation spatiotemporelle de la dynamique conflictuelle, appuyée sur des ressources illégaux provenant de la drogue, et signée par des niveaux de violence jamais atteints auparavant. Les « *narcos* », <sup>147</sup>en tant qu'acteurs économiques puissants, bouleversent la

<sup>146</sup> Cubides, F. M. (1998). *Las violencias: inclusión creciente*. Bogotá: Universidad Nacional.

<sup>147</sup> Terme colombien pour désigner les trafiquants de drogue.

spatialité et la géographie des frontières agricoles traditionnelles. D'un côté ils ouvrent des nouvelles frontières agraires dans des zones de forêt vierge tropicale dense, afin d'implanter des cultures de coca difficile à repérer; d'autre côté ils commencent à concurrencer avec les grands propriétaires foncier pour la colonisation des frontières agricoles préétablies, comme mécanisme de blanchiment de capitaux. Ce processus colonisateur bidirectionnel évolue dans une temporalité très courte, ce qui signifie une accélération et une compression des effets des corrélats spatiaux, environnementaux et démographiques. (F. A. Cubides 1998)<sup>148</sup> (Fig. 33)

Le phénomène « *narco* », et sa subséquente « *narco culture* », produisent des impacts géographiques, anthropologiques et écologiques sans précédents. L'intensité, l'extension et la vitesse des transformations, atteignant des très hauts niveaux, limitent les capacités d'adaptation, d'accommodation et de mitigation des composantes impliquées ; comportant des effets intégraux catastrophiques. (Vásquez 2001)<sup>149</sup>



**Fig. 33 Zones d'expansion foncière des narcotrafiquants. (1995)**

**Source : Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales IEPR-Universidad Nacional.**

***Proyecto drogas ilícitas en Colombia.* Bogotá, Universidad Nacional.**

<sup>148</sup> Cubides, F. A. (1998). *La violencia y el municipio colombiano, 1980-1997*. Bogotá: Universidad Nacional.

<sup>149</sup> Vásquez, T. (2001). *Evolución reciente de los actores de la guerra en Colombia, cambios en la naturaleza del conflicto armado y sus implicaciones para el Estado*. Bogotá: Cinep.

## 6. Échelle spatiale

Dans le contexte géo spatial macro, le conflit interne colombien, actuellement, a deux géographies bien définies liées à des dynamiques antinomiques. Le nord du pays qui est intégré au système économique central, où le « *gamonalisme* » est bien établi, est contrôlé par des mouvements paramilitaires qui exercent une hégémonie territoriale, politique et économique. Par contre, les régions de l'Orénoque et l'Amazonie au sud de la Colombie, qui sont des zones de frontière agraire avec des colonisations paysannes et des économies « *cocaières* »<sup>150</sup> et « *cocainières* »<sup>151</sup> en ébullition, sont sous l'influence des Farc. Entre ces deux aires il y a trois couloirs stratégiques à des fins militaires, et des sous-régions intermédiaires primordiales aux activités de trafic de drogues. (Fig. 34) En dépit de l'existence des géographies, bien délimitées, propres de chaque acteur de la confrontation, les zones périphériques de production de coca sont la source financière des deux bandes.

La pression sur les sanctuaires « *cocaiers* » résulte en l'expansion de la frontière agricole illégale, et par conséquent, l'émergence des enclaves de cultures illicites au milieu de la forêt tropicale. Ceci entraîne une rupture des unités spatiales naturelles et la fragmentation démographique du tissu vert amazonien. Cette irruption de l'activité humaine dans une géographie ontologiquement sacré pour les natifs, accentue les tensions ethniques, compromettant la survivance de communautés indigènes et la durabilité d'une spatialité naturelle vulnérable. Du point de vue quantitatif, entre les années 2001 et 2012, le total de terres affectées par les plantations de coca en Colombie sont 263.200 km<sup>2</sup>.<sup>152</sup> (UNODC 2013)<sup>153</sup> (Fig. 35)

De manière parallèle, la région nord du pays intégrée au processus économique central, subit des pressions des acteurs du conflit armé et des groupes socioéconomiques, intéressés à l'expansion territoriale vers la frontière agricole de colonisation paysanne. Dans ce cas-là, la spatialité géographique est homogène avec des territorialités bien établies, et des pouvoirs « *gamonaux* » consolidés. La démarche spatiale au nord est opposée à celle des régions de forêts, car le but est une unification foncière en grands latifundiums, en détriment de la fragmentation minifundiste traditionnelle paysanne.

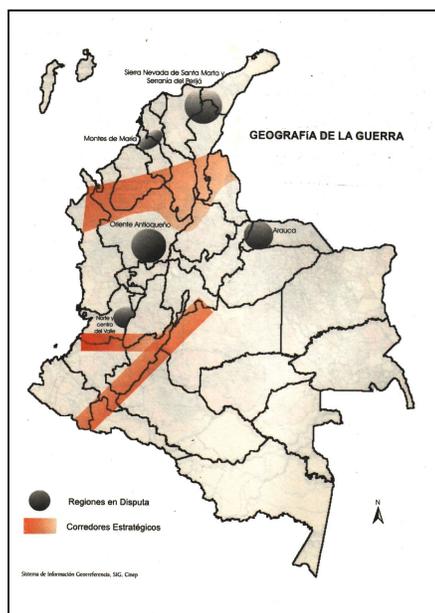
---

<sup>150</sup> Relatif à la culture de cocaiers.

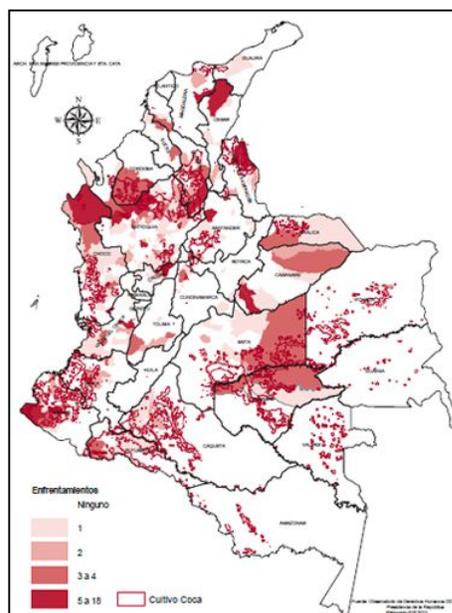
<sup>151</sup> Relatif à la production de cocaïne.

<sup>152</sup> A comparer avec le 242.900 km<sup>2</sup> de superficie du Règne Uni. *Wikipedia: List of countries and dependencies by area.*

<sup>153</sup> UNODC. (2013). *Colombia: Monitoreo de Cultivos de Coca 2012*. Bogotá: Oficina de las Naciones Unidas contra la droga y el delito.



**Fig. 34 Géographie de la guerre. Régions en dispute et Couloirs stratégiques. (2002)**  
 Source : Sistema de Información Georeferencia



**Fig. 35 Confrontations entre Autodéfenses et Guérilla en territoires de coca, 2002. Fundación Ideas para la Paz. (2013)**  
 Source: Policía Nacional – Observatorio del Programa Presidencial de DD.HH y DIH de la Vicepresidencia de la República.

## 7. Le corrélat anthropologique

Le caractère et l'échelle des transformations géo spatiales résultantes du conflit, entraînent des conséquences humaines aggravantes à une situation de longue date précaire. La pression sur les petites propriétés implique l'anéantissement du tissu d'unités spatiales familiaires basiques, de diversités complémentaires, à faveur d'une uniformité spatiale de grands pôles de productions extensives de monoculture, des enclaves de caractère extractiviste, dans un processus de contreréforme agraire. L'impact de cette tendance se mesure dans la variation du taux de possession des terres agricoles, qui entre 2010 et 2013 passe de 40% à 36,9%. Ceci signifie qu'en trois ans le nombre de possesseurs fonciers diminue en 3,1%, soit 1,3% annuel. (Encuesta Longitudinal Colombiana de la Universidad de los Andes 2014)<sup>154</sup>

Une étude d'Acción Social-PPTP,<sup>155</sup> révèle que : « (...) les chiffres de possession ou distribution de la terre en échelles de propriété selon les Unités Agricoles Familiares (UAF), montrent clairement la forte concentration d'hectares en grands terrains fonciers. Pour 2009, il constate que le 10,5% de la totalité des terres sont dans la catégorie de

<sup>154</sup> Encuesta Longitudinal Colombiana de la Universidad de los Andes. (2014, mai 14). *Propiedad de tierra de campesinos en Colombia*. Consulté le mai 15, 2014, sur <http://www.eltiempo.com/economia/indicadores/propiedad-de-tierra-de-campesinos-en-colombia/13989960>

<sup>155</sup> Acción Social: Agencia Presidencial para la Acción Social y la Cooperación Internacional; PPTD: Programa de Protección de Tierras y Patrimonio de la Población Desplazada.

*microfundium, correspondant à 80,5% des propriétés et 78,3% des titulaires de droits ; tandis que 52,2% des terres sont dans des grandes propriétés et sont distribués dans 0,9% des fermes et 1,1% des propriétaires/titulaires. À la petite et moyenne échelle des UAF correspondent, respectivement, 19,1% et 18,2% des hectares, 13,7% et 5,0% des propriétés, et 14,7% et 5,8% des propriétaires / titulaires (...) ».* (Fig. 36) (Fig. 37) (Grueso 2011)<sup>156</sup>

Rango - UAF	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Microfundium	76,85%	77,22%	77,80%	77,68%	77,89%	78,31%
Petite	15,55%	15,33%	15,00%	15,05%	15,00%	14,72%
Moyenne	6,30%	6,18%	5,99%	6,02%	5,97%	5,83%
Latifundium	1,30%	1,28%	1,21%	1,25%	1,14%	1,15%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

**Fig. 36 Progression des propriétaires des terres entre 1999 et 2009. Naciones Unidas – Derechos Humanos – Colombia (2011)**

Source : Programa de Protección de Tierras y Patrimonio de la Población Desplazada

Rango - UAF	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Microfundium	13,5%	13,6%	12,9%	13,5%	13,3%	10,1%	9,3%	10,6%	9,6%	10,0%	10,5%
Petite	18,4%	18,4%	18,4%	18,9%	18,3%	18,7%	19,1%	19,4%	18,6%	18,8%	19,1%
Moyenne	28,9%	28,7%	27,0%	27,6%	26,7%	18,8%	19,2%	19,2%	18,1%	18,2%	18,2%
Latifundium	39,2%	39,4%	41,6%	39,9%	41,6%	52,4%	52,4%	50,8%	53,8%	53,0%	52,2%

**Fig. 37 Progression de la distribution de la possession des terres entre 1999 et 2009. Naciones Unidas – Derechos Humanos – Colombia (2011)**

Source : Programa de Protección de Tierras y Patrimonio de la Población Desplazada

La conclusion de cette étude est que, en 2009, le 78,31% des propriétaires ont 10,5% des terres ; tandis que le 1,15% des propriétaires possèdent 52,2% des terrains agricoles. Ceci dénote une concentration foncière exacerbée, qui est déjà un indicateur d'inégalité préoccupant. Pourtant, la chiffre qui pose des questionnements sérieux est la régression de la distribution de la terre ; tandis que en 1999 les latifundiums occupent le 39,2% des terres, en 2009, dix années plus tard, ils représentent le 52,2%, cela signifie un 13% de plus de concentration. Parallèlement, entre 2004 et 2009, les grands propriétaires sont diminués en 0,15% ; autrement dit, plus de terre en mains de moins de propriétaires. Ce phénomène est accompagné par l'abandon massif de terres de la part des paysans, qui sont forcés à se déplacer sous la pression des menaces ; conséquemment, 8.056.978 d'hectares<sup>157</sup> sont abandonnées pendant les 15 dernières années. (Acción Social- PPTD 2010)<sup>158</sup> Cet

<sup>156</sup> Grueso, L. R. (2011). *Crecimiento Economico, Conflicto y Derechos Colectivos en el Sector Rural Colombiano*. Consulté le 8 juillet 2014, sur Naciones Unidas - Derechos Humanos - Colombia: <http://www.hchr.org.co/afrodescendientes/index.php/columnista-invitado/crecimiento-economico-conflicto-y-derechos-colectivos-en-el-sector-rural-colombiano.html>

<sup>157</sup> Équivalent à 80.569 km<sup>2</sup>. À comparer avec le 83.871 km<sup>2</sup> de l'Autriche.

<sup>158</sup> Acción Social- PPTD. (2010). *Unidades Agrícolas Familiares, tenencia y abandono de tierras en Colombia*. Bogotá: INDEPAZ Ediciones.

abandonnement des terres implique l'usurpation des droits de propriété par les acteurs violents du conflit : paramilitaires, guérilla et narcotrafiquants. (Fig. 38)

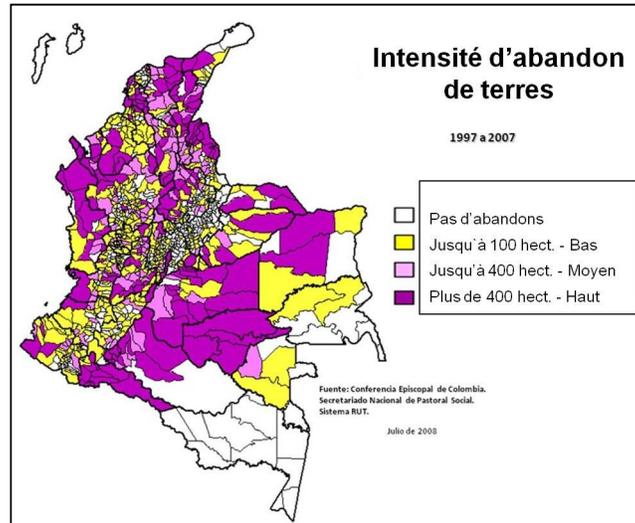


Fig. 38 Intensité d'abandon de terres. (2008) Oficina en Colombia del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos.

Source : Conferencia Episcopal de Colombia. Secretariado Nacional de Pastoral Social. Sistema RUT.

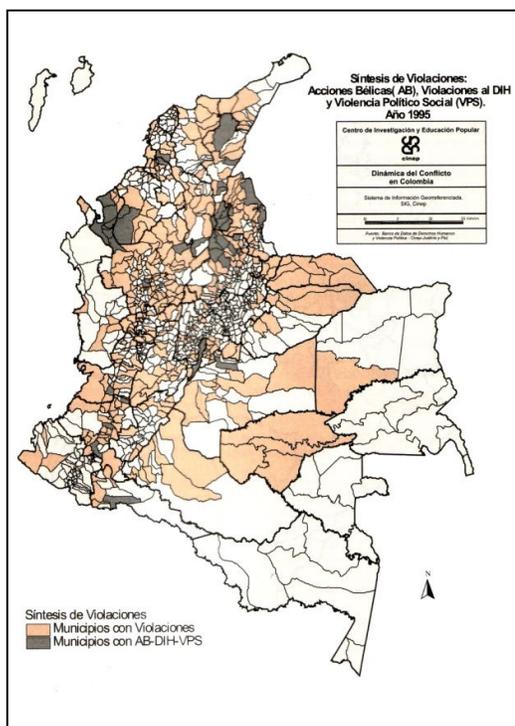
Dans ce contexte conflictuel coexistent des territoires dissimilaires bien démarqués, d'une part des territorialités belligérantes, des « états de guerre », (Uribe 2001)<sup>159</sup> et de l'autre des territorialités de paix relative. Cette situation se caractérise par une volatilité spatiale et temporelle, qui comprend des intensités et durées conjoncturelles variables et des géographies changeantes ; dans une dynamique organique complémentaire et contradictoire, imposée aux habitants des périphéries développementales par les groupes violents opposants. Ceci génère des loyautés paysannes volages symétriques, qui dépendent de symbioses temporaires et forcées, estompant les limites territoriales préétablies et leurs unités identitaires.

Ce processus de déterritorialisation et subséquente déidentification, suscite des mécanismes de défense sociétales tels que : l'invisibilité, le silence et l'exode. (F. González 2002)<sup>160</sup> Celle-ci est la réponse à la protection territoriale intermittente des groupes armés, basées sur la peur et la méfiance, dans une pratique de style mafieux sicilien. (Pécaut 1996)<sup>161</sup> La décomposition de la territorialité ancestrale résultante, implique une ré-spatialisation sans référents géo anthropologiques identitaires, presque immatérielle, et donc, sans sens de lieu et d'appartenance. (Fig. 39) (Fig. 40)

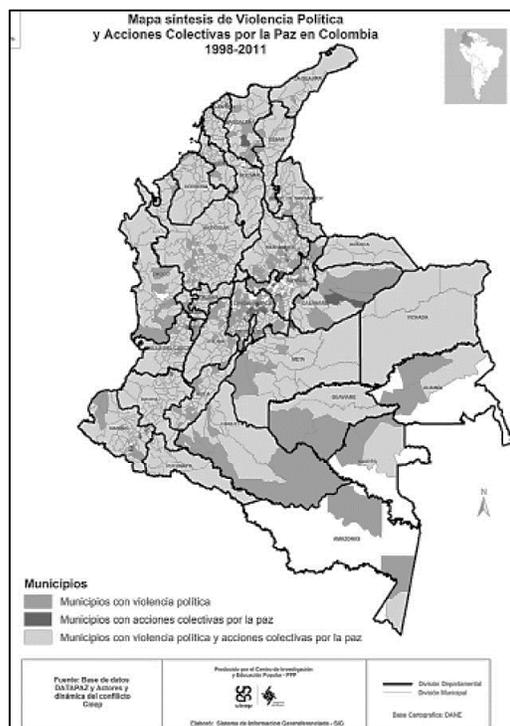
<sup>159</sup> Uribe, M. T. (2001). *Nación, ciudadano y soberano*. Medellín: Corporación regional.

<sup>160</sup> González, F. I. (2002). *Violencia política en Colombia: De la nación fragmentada a la construcción del Estado*. Bogotá: Cinep.

<sup>161</sup> Pécaut, D. (1996). *Presente, pasado y futuro de la violencia en Colombia*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.



**Fig. 39 Géographie de la Violence 1995. (2002)**  
 Source : Banco de Datos de Derechos Humanos y  
 Violencia Pública- Cinep-Justicia y Paz



**Fig. 40 Géographie de la Violence 1998-2011. (2012)**  
 Source : Datapaz- Cinep-Justicia y Paz

## 8. Fracture sociétale

L'absence du sens de lieu et de temporalité permanente fracture l'unité communautaire, fragilisant la cohésion sociale et sa base solidaire, ce qui entraîne un mimétisme envers le groupe dominant, caractérisé par une position individualiste de survivance, de chacun pour soi. Dans ce scénario de souverainetés territoriales, spatialement et temporellement instables, le déracinement et l'insécurité intégrale sont les catalyseurs du déplacement interne.

Cette mobilité interterritoriale est inhérente à la colombianité, dérivée des pratiques colonialistes espagnoles, où la mobilité sociale est ouverte en raison du manque d'unicité territoriale et la subséquente stratification de castes fixes. Cette dynamique sociétale de flux sociaux qui traversent les frontières des territorialités, de mobilité géographique perpétuelle, de colonisation permanente inachevée, de destin incertain, est encouragée par l'existence de périphéries toujours disponibles et des nouvelles frontières internes. Cette confinité est une caractéristique intrinsèque de la Colombie depuis la période précolombienne, ce qui fait du pays un territoire de frontières, internes et externes ; se traduisant, à partir de la colonisation espagnole, en dominations politiques non sédimentées. Ces structures autoritaires hégémoniques en suspension, sont perméables à des mouvements démographiques de colonisation périphériques en dehors de leur sphère

d'influence ; générant des zones sans contrôle institutionnel où la cohabitation et cohésion sociale répondent à des interactions spontanées, autonomes et libertaires entre les habitants. Cette population, primordialement métisse, est considérée par le pouvoir centraliste et l'église comme une société dissociée d'individus insolents, sauvages, agités, et sans foi ni loi. (González 1997)<sup>162</sup> Métaphoriquement, la Colombie est un pays avec beaucoup de cœur et peu de tête.

Ce processus de constante migration, de translation humaine dans des contextualités géo temporelles mutantes permanentes, est lié au développement du pays depuis son indépendance il y a 200 ans. La colonisation des frontières agricoles mobiles, l'appropriation de friches périphériques par des paysans, et la postérieure usurpation de terres de la part des latifundistes, est la chaîne d'événements à l'origine du cercle vicieux du phénomène de personnes déplacées internes. Dans ce scénario, les PDI ont un dilemme de survie existentielle entre une réinstallation centrifuge ultra-confins dans le pourtour agraire, ou une insertion centripète intra-muros à l'intérieur d'un centre urbain. C'est le choix entre deux aliénations : les deux faces d'une même réalité de misère.

Conséquemment, la problématique démographique, liée aux déplacements internes forcés massifs, prend des dimensions sociétales catastrophiques. Tandis que le nombre de personnes déplacées en Amérique Latine atteint six millions, selon les dernières données, 5.500.000 appartient à la Colombie. Seulement en 2011, ce phénomène augmente en 52% ; (CICR 2012)<sup>163</sup> et selon les recherches du Centre de surveillance des déplacements internes, en 2013 il y a 156.918 nouveaux cas de déplacement dans ce pays. À présent, il est calculé que 12% de la population nationale est déplacées, ayant comme cause primaire les affrontements armés entre les acteurs du conflit, qui menacent aux individus et aux collectivités. Ils sont également des facteurs déterminants : le recrutement forcé de mineurs, la violence sexuelle, l'utilisation de mines antipersonnelles, l'extorsion et les attaques contre les défenseurs des droits de l'homme. (Conseil Norvégien pour les Réfugiés 2014)<sup>164</sup>

La modalité des déplacements collectifs confirment le caractère d'urgence de ceux-ci : déplacement massif, plus de 10 familles ensembles, 40,7% ; groupal, 2 à 10 familles, 25,5% ; individuel, 1 famille, 33,8%. (Comisión de Seguimiento de las Políticas Públicas sobre el Desplazamiento Forzado 2009)<sup>165</sup> La continuité temporelle des déplacements internes

---

<sup>162</sup> González, F. (1997). *Poblamiento y conflicto social en la historia de Colombia*. Bogotá: CINEP.

<sup>163</sup> CICR, C. I. (2012, avril 19). *El desplazamiento subió un 52 por ciento en el 2011: CICR*. Consulté le 19 avril 2012, sur [eltiempo.com/.../el-desplazamiento-en-colombia-subio-un-52-por-ciento-en-el-2011-cicr\\_11603061-4](http://eltiempo.com/.../el-desplazamiento-en-colombia-subio-un-52-por-ciento-en-el-2011-cicr_11603061-4)

<sup>164</sup> Conseil Norvégien pour les Réfugiés. (2014, juin 11). El 12 % de la población colombiana vive desplazada, afirma la ONU. *El Tiempo*, p. Temas del día.

<sup>165</sup> Comisión de Seguimiento de las Políticas Públicas sobre el Desplazamiento Forzado. (2009). *Proceso Nacional de Verificación*. Bogotá: CID Universidad Nacional.

forcés comporte un processus démographique et colonisateur inachevé, et conséquemment une recomposition permanente des structures sociétales. Opposés aux flux migratoires ruraux traditionnels vers la ville, du type individuel ou unifamilial, qui sont graduels ; les PDI en Colombie sont des exodes communautaires massifs, spatialement denses et temporellement précipités, laissant très peu de manœuvrabilité pour l'intégration aux nouveaux contextes démo géographiques.

## 9. Biodiversité vulnérabilisée

Parallèle aux conséquences démographiques, l'impact du phénomène PDI sur l'environnement a des effets écologiques considérables. Dans une évolution spontanée, permanente et mobile de colonisation de la frontière agraire, l'expansion de l'exploitation anthropique sur des territoires en friche avec des écosystèmes endémiques, comporte des changements biotiques et abiotiques déstabilisateurs, qui ont des effets dévastateurs sur les composants bioclimatiques dans des régions naturelles très vulnérables. D'autre part les transformations spatiales liées à la propriété et l'usage de la terre dans des territoires déjà anthropisés, impliquent des mutations environnementales significatives. Dans les deux cas, la présence du narcotrafic accélère la dynamique de ceux métamorphoses bio spatiales, écourtant les temporalités en augmentant l'intensité des retentissements.

Le premier grand effet géo spatial des flux de PDI sur l'environnement est le changement d'utilisation des sols, dérivé, d'une part, des nouvelles aires de production agraire dans des biomes inexploités ; et de l'autre, de la latifundisation des territoires intégrés auparavant à des activités agraires. Ceci aboutit à une situation conflictuelle d'usage des terres, dans laquelle un pourcentage très bas, à peu près 5%, est utilisé en agriculture, tandis que la majorité est couverte de pâturage et les forêts sont en franche régression.<sup>166</sup> (Fig. 41) Ce procès implique des modifications drastiques des conditions physico-chimiques et biologiques des terrains, qui entraînent une fragilisation du milieu naturel accompagnée d'une dégradation des sols et une désertisation. Ceux-ci sont les résultantes de l'assèchement des ressources hydriques, l'érosion et les changements climatiques, qui sont causés par l'utilisation erronée de la terre, la contamination, les pluies acides, la déforestation massive, la salinisation et l'alcalinisation. (García Gutiérrez 1999)

Ce scénario a deux contextes géo démographiques opposés symétriques ; d'un côté la réalité colonisatrice des périphéries agricoles, où les invasions paysannes comprennent la fragmentation des écosystèmes naturels, fracturant des unités écologiques tropicales vulnérables. Cela est la conséquence d'une économie de misère et des émergences survivancielles, poussées par des pratiques agraires non durables, souvent catalysées par la pression de l'économie illicite de la coca.

---

<sup>166</sup> García Gutiérrez, E. (1999). *Colonización y medio ambiente*. Bogotá: Corpoica-Plante.

Activité	1960	1970	1978	1987	1995	2010
Agricole	5,0	7,6	8,8	5,3	4,4	4,9
Pâturage	14,6	17,5	20,5	40,1	35,5	38,5
Forêt et autres	94,6	89,1	84,9	68,7	74,2	68,3
Total	114,2	114,2	114,2	114,2	114,2	114,2

Fig. 41 Évolution de l'utilisation des terres en Colombie 1960-2010.

Graphique élaborée par l'auteur. (2014)

Sources : 1960-1970, Dane / 1978, DNP / 1987, IGAC-ICA, 1995/ SIAC 2010

L'autre réalité est celle des zones agraires incluses du système économique central, où le *gamonalisme* hégémonique détruit forcément le tissu socioéconomique minifundiste des petites parcelles rurales, en les englobant dans des larges extensions de production homogène et intensive, utilisant des techniques très avancées pour achever une haute productivité. Dans les deux contextualités, fragmentationnelle et unificationnelle, les paradigmes sont contraires, pourtant les résultants sont similaires : la destruction de la biodiversité et la décomposition de la structure sociétale.

Du point de vue de la durabilité, l'absence de la biodiversité signifie la disparition du tissu biotique basique qui est le support de la succession écologique et de la chaîne alimentaire animale, y comprise l'espèce humaine. Or, la Colombie est une puissance mondiale en termes de biodiversité, occupant la quatrième position globalement avec 54.871 espèces<sup>167</sup>; la première place en amphibiens et oiseaux; la deuxième en plants, la troisième en reptiles; et la cinquième en mammifères. Pourtant, il y a 798 espèces de la flore et 269 de la faune qui sont en danger d'extinction, soit presque 2% de la totalité des espèces. (Sistema de información sobre Biodiversidad de Colombia 2014)<sup>168</sup>

La biodiversité est une conséquence biotique de la combinaison des variables qualitatives liées aux caractéristiques bio climatiques d'un territoire, et des variables quantitatives inhérentes aux spécificités physico-chimiques géographiques d'une spatialité déterminée. Cette résultante vivante devient, réciproquement, un conditionnement des variables originaires, dans une concaténation cause-effet cyclique. L'usage inapproprié des sols, contrevenant la vocation naturelle des écosystèmes, comporte le changement du balance biotique territorial qui peut entraîner des impacts catastrophiques dans l'enchaînement environnemental qui maintient la biodiversité.

<sup>167</sup> Données de Global Biodiversity Information Facility - GBIF, <http://www.gbif.org>

<sup>168</sup> Sistema de información sobre Biodiversidad de Colombia. (2014, août 20). *Biodiversidad en Colombia*. Consulté le 21, août 2014, sur <http://www.sibcolombia.net/web/sib/cifras>

Même si le sol n'est pas la seule richesse d'un pays, elle est l'une des plus importantes, car il représente la synthèse des interactions géo-biotiques, climatiques et anthropologiques d'un écosystème particulier dans un contexte temporel historique. Sur ce sujet, la Colombie subit les pressions d'un énorme flux de PDI, qui sont expulsés vers la périphérie agricole ou catapultés vers les villes, laissant des séquelles environnementales qui commencent à menacer la biodiversité. Les grands déplacements humains forcés des derniers 50 ans, produisent des solutions à court terme, en déclenchant des tragédies sociétales et écologiques à long terme. L'avidité immédiate du latifundisme expansive de profit rapide, et la misère instantanée de la colonisation fragmentaire de survie journalière, aboutissent au même scénario de détérioration naturelle et crise humanitaire, dont leurs conséquences sont déjà évidentes.

À cette situation d'émergence écologique liée aux flux démographiques internes, il faut ajouter le phénomène du narcotrafic qui génère une économie illicite, dont 60% est de cultures paysannes de moins de 3 hectares, impliquant directement 30.000 familles et indirectement 270.000 ; tandis que 40% est de large cultures de type commercial. L'aggravant environnemental de ce scénario est le fait que pour chaque hectare de plantes illicites, 2 hectares de forêt sont détruites. Les principales zones forestières affectées par cette pratique sont : la forêt humide tropicale de l'Amazonie, productrice primordiale d'oxygène, et les régions de forêts de nuages andines, source primaire d'eau, où près de 200.000 hectares sont déjà disparues. (Moreno Reyes 1997)<sup>169</sup>

En résumant la question des sols et leur vocation en Colombie, celle-ci est approchée du point de vue technologique exclusivement, en se concentrant principalement sur la compréhension des interactions existantes entre le sol et les plantes, dans une perspective réductionniste ; en négligeant les réactions réciproques des facteurs socioéconomiques. Pourtant le sol, dans une approche holistique, est analysé par rapport à variables sociétales comme : la tenure de la terre, l'éducation, la santé, l'emploi et la culture.

## Perspective mondiale

### 1. Les migrations forcées

Malgré le fait que le terme de « *personne déplacée interne* » entre en vigueur seulement en 1997, à travers les Principes directeurs préparés par la Commission des droits de l'homme de l'ONU, le concept émerge en 1951 à la Convention sur le statut des réfugiés ou Convention de Genève de l'Organisation des Nations unies. (Georgetown 2007)<sup>170</sup> Pourtant,

---

<sup>169</sup> Moreno Reyes, H. (1997). *Plan de acción del Plante 1995-1998*. Bogotá : Universidad de los Andes.

<sup>170</sup> Institut pour l'étude des migrations internationales de l'Université de Georgetown, I. p. (2007). *Guiding principles on internal displacement*. Consulté le 27, février 2014, sur [http://www.law.georgetown.edu/idp/french/id\\_faq.html](http://www.law.georgetown.edu/idp/french/id_faq.html)

cette condition semble inhérente à l'ontologie humaine depuis la cosmogénèse ; étant Adam et Eve les premiers expulsés de leur lieu d'origine.

Dès la définition officielle des PDI, dans les années 1990, ce phénomène a une démarcation manifeste, en termes géographiques, de celui des réfugiés ; étant le premier un déplacement à l'intérieur d'un pays, tandis que le deuxième s'effectuant au-delà des frontières internationales d'une nation. Si bien la causalité des deux phénomènes est souvent similaire, le statut humanitaire des individus est divergent dans le deux cas. Les PDI restent sous la responsabilité de l'état auquel ils appartiennent, qui fréquemment est la cause du phénomène, alors que les réfugiés sont couverts par la protection du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. (L'agence des Nations Unies pour les réfugiés 2014)<sup>171</sup>

Le déplacement humain forcé est une constante de l'existence et un mode de survivance du genre *homo*, partant de l'*homo habilis* contraint à changer de territoire par l'*homo erectus* jusqu'à l'*homo Neanderthalensis* vraisemblablement déplacé par l'*homo sapiens*. C'est le conflit du rapport de force de la loi du plus fort, *loi de la jungle*,<sup>172</sup> la base de l'évolution des espèces, énoncé dans le principe de la sélection naturelle de Darwin. (Darwin 1876)<sup>173</sup> Pourtant, ce sujet ne fait pas l'objet d'une prise de conscience et d'une action concrète, qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, afin d'aider aux Européens déplacés par le conflit. À partir de cet événement, l'écrasement de la révolution hongroise par le soviétiques, la décolonisation de l'Afrique et Asie, les conflits en Amérique Latine, et les guerres dans les Balkans, sont repérés et analysés dans une approche démo-spatiale des migrations forcées. C'est ainsi que en 2009, la population de déplacés internes mondiale est calculée d'environ 27 millions, étant le Soudan, la Colombie et l'Iraq les pays avec les plus importants nombres de PDI.

En 2007, plus d'un milliard de personnes habitent dans la pauvreté absolue avec moins d'un dollar par jour ; (United Nations Committee on Economic, Social and Cultural Rights 1995)<sup>174</sup> desquels 37 millions sont réfugiés ou déplacés, (Guterres 2007)<sup>175</sup> dont 23 millions PDI et 14 millions réfugiés, tandis que 7 millions sont des nouveaux déracinés. (Fig. 100) (Fig. 101) Ces chiffres révèlent l'une des crises humanitaires les plus aiguës, qualitativement et quantitativement, de l'histoire ; pour laquelle les Nations Unies dépensent à peu près 1,6

---

<sup>171</sup> L'agence des Nations Unies pour les réfugiés. (2014). *Personnes déplacées internes*. Consulté le 26 Mars 2014, sur <http://www.unhcr.fr/pages/4aae621d3b0.html>

<sup>172</sup> Herbert Spencer (1820-1903), créateur du darwinisme social avec l'expression « *la survie du plus apte*. »

<sup>173</sup> Darwin, C. (1876). *L'Origine des espèces*. Paris: Guillaumin et Cie, Libraires-Éditeurs.

<sup>174</sup> United Nations Committee on Economic, Social and Cultural Rights. (1995). *Conference on Human Settlements (HABITAT II)*. New York: UN Publications.

<sup>175</sup> Guterres, A. (2007). *2007 Global Trends*. Geneve, Switzerland: The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR).

milliards de dollars par ans (United Nations Refugee Agency 2009)<sup>176</sup> dans des programmes pour réfugiés et déplacés au tour du monde.<sup>177</sup> Ce budget résulte insuffisant et il est généralement utilisé dans des programmes à court terme de survie immédiate, qui n'apportent pas des solutions définitives.

Bien que le phénomène des déplacés internes est le reflet de la brèche entre riches et pauvres dans les pays du Tiers Monde ; paradoxalement, il est aussi le symptôme du déséquilibre économique existant entre les pays développés et les pays en voie de développement, qui comporte des conséquences globales complexes. Cette situation est mise en évidence par le croissant flux migratoire des pays du sud vers les pays industrialisés, où des populations défavorisées cherchent un meilleur avenir. Le nombre total de migrants internationaux augmente la dernière décade de 43%, passant d'un estimatif de 150 millions de personnes en 2002 à 214 millions en 2011. (Organisation Internationale pour les migrations 2011)<sup>178</sup>. Ceci signifie que 3.1% de la population mondiale est migrante ; soit, une personne sur 33, dans le monde.

Pourtant, la démographie des PDI, parallèlement, a une croissance beaucoup plus élevée que celle des réfugiés. Entre 2007 et 2010 la population mondiale des PDI passe de 23 millions à 27.5 million, soit une augmentation de 4,5 millions en 3 ans, équivalente à environ 20%. Cela signifie une croissance de 6,66% annuel, contre 4,3% annuel des réfugiés. Dans ce scénario global, il est important de remarquer la situation critique de la Colombie par rapport à la population de déplacés, qui la place en haut de cette catégorie : sixième au monde en nombre de réfugiés avec près de 400.000, et première en PDI avec 3,9 millions enregistrés par le gouvernement, mais les chiffres est, vraisemblablement, beaucoup plus élevées en 2010.

Cette situation évolue négativement en 2012, année dans laquelle la Colombie est descendue à la huitième place de réfugiés en maintenant le même nombre, tandis qu'elle maintient la première place de PDI. (The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees 2010)<sup>179</sup> (The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees 2012)<sup>180</sup>(Fig.42) (Fig. 43) (Fig. 44) (Fig. 45)

---

<sup>176</sup> United Nations Refugee Agency. (2009). *Statistics*. Consulté le décembre 15, 2009, sur [www.unhcr.org/statistics.html](http://www.unhcr.org/statistics.html)

<sup>177</sup> Environ USD 43 par personne déplacée/ans, ou USD 0,12 par personne/jour.

<sup>178</sup> Organisation Internationale pour les migrations. (2011). *Faits et Chiffres*. Consulté le 4 Janvier 2011, sur <http://www.iom.ch/jahia/Jahia/about-migration/facts-and-figures/lang/fr>.

<sup>179</sup> The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees . (2010). *Population Levels and Trends*. New York: UNHCR Statistical Yearbook 2010.

<sup>180</sup> The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees . (2012). *Population Levels and Trends*. New York: UNHCR Statistical Yearbook 2012.

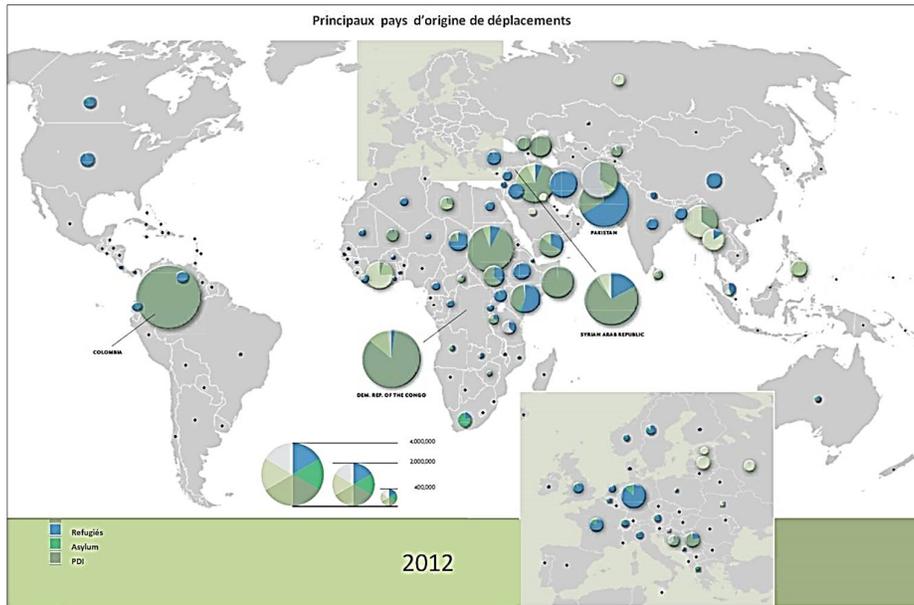


Fig. 42 Carte mondiale de déplacement (2010)

Source : *Population Levels and Trends. Statistical Yearbook 2010.*

The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees. UNHCR.

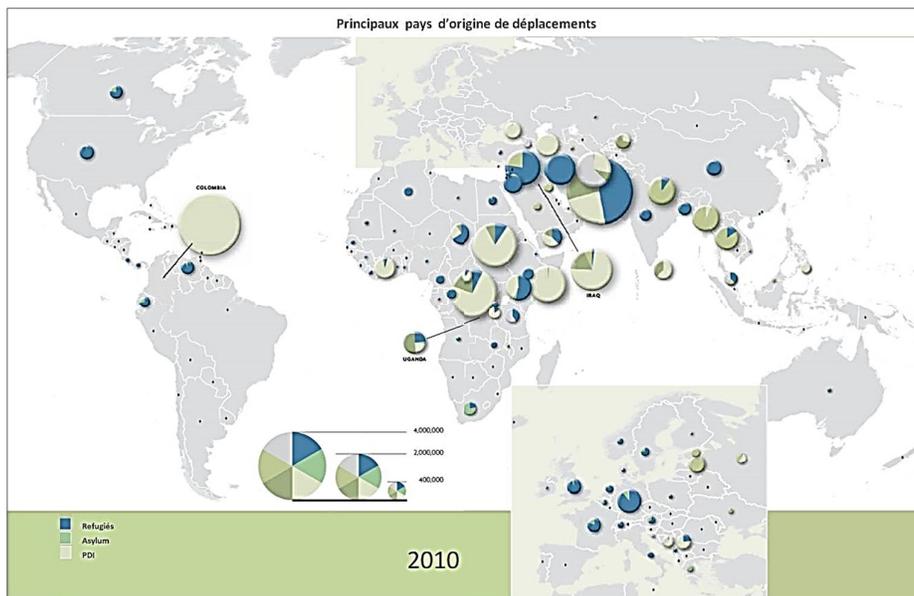


Fig. 43 Carte mondiale de déplacement (2012)

Source : *Population Levels and Trends. Statistical Yearbook 2012.*

The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees. UNHCR.

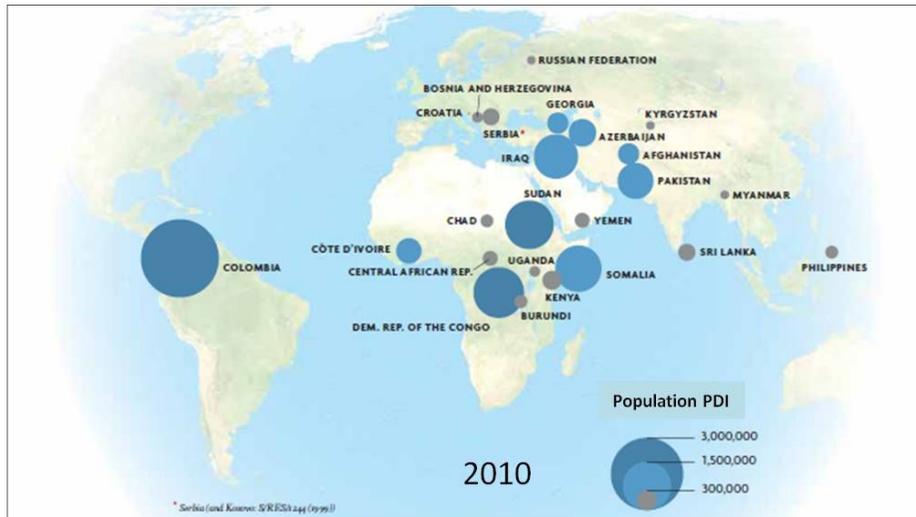


Fig. 44 Carte mondiale de PDI (2010)

Source : *Population Levels and Trends*. Statistical Yearbook 2010.

The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees. UNHCR.

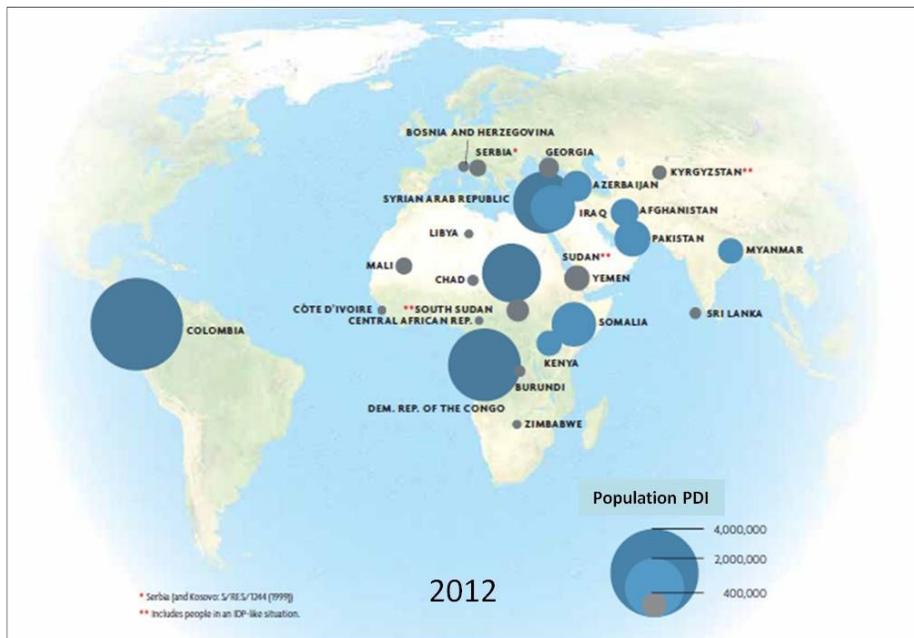


Fig. 45 Carte mondiale de PDI (2012)

Source : *Population Levels and Trends*. Statistical Yearbook 2012.

The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees. UNHCR.

## 2. Facteurs

À partir du redimensionnement industrielle, les migrations développent des caractéristiques diverses, dépendant des facteurs spatiaux et temporels, qui permettent de leur classifier en : internes, externes, temporaires, définitives, environnementales ou anthropiques. De

cette perspective, les migrations sont définies comme le mouvement spatiotemporel de personnes, qui traversent une certaine spatialité endémique délimitée, pour s'établir ailleurs afin de trouver des meilleures conditions de vie. C'est un processus subjectif relié à la perception individuelle du sujet, de son évolution dans l'espace et le temps, et par rapport au groupe social. Ceci aboutisse à un changement d'*espace de vie* (Picouet 1995)<sup>181</sup> ou d'*habitat humain*<sup>182</sup>, dans lequel l'individu réalise la totalité de ses activités.

## 2.1 Géographie

Les migrations se situent dans le domaine de la mobilité anthropologique, qui est redéfinie spatialement et temporellement par la Révolution Industrielle. Dans la perspective spatiale, les déplacements humains sont partis, initialement, de la ruralité vers l'urbanité, contraignant à une transplantation contextuelle du bucolique et la paysanité pour l'écoumène et la citoyenneté ; dans un contexte régional et national à l'intérieure d'un pays. Cette contextualisation géographique comprendre une successive expansion scalaire, liée à une causalité démographique, partant de la ville nationale en se projetant sur les métropoles au-delà des frontières de la nation. C'est le passage du vernaculaire à l'international, dans une dimension externe du pays. Ces fractures spatiales comportent des ruptures sociétales qui génèrent du dépaysement et un sentiment d'étrangeté dans les migrants, malgré le choix soit volontaire, entraînant des recompositions identitaires.

## 2.2 Temporalité

Le principe de dépassement, qui motive l'homme à se déplacer d'un milieu défavorable vers un autre mieux pourvu, est le lien intrinsèque entre la spatialité et la temporalité des migrations ; lesquelles sont mesurés en longueur de trajet et durée de séjour. (Stoufer 1940)<sup>183</sup>

Souvent il existe une corrélation entre longueur et durée, plus lointain l'espace de déplacement, plus longue la permanence. Ceci n'est pas un axiome inamovible, mais une tendance pragmatique, qui est accompagnée d'un paradoxal désir de revenir au lieu de départ ; « *Le retour au terroir* » ou « *ré-migration* ». (H. Domenach 1995)<sup>184</sup>

Dans le contexte temporel, les migrations sont définies dans une dichotomie caractérielle entre temporaires et permanentes, déterminé par la transitorité ou définitivité du transfert. Les temporaires impliquent l'existence d'une base de référence identitaire, sociale et spatiale ; une espèce de cordon ombilical qui fixe le migrant à ses racines culturelles et son

---

<sup>181</sup> Picouet, H. D. (1995). *Les migrations*. Paris: Presses Universitaires de France

<sup>182</sup> Définition de l'auteur

<sup>183</sup> Stoufer, S. A. (1940). Intervening opportunities: a theory relating mobility and distances. *American Sociological Review*, 845-867.

<sup>184</sup> Domenach, H. (1995). *Les migrations*. Paris: Presses Universitaires de France.

réseau social. Ces déplacements sont généralement périodiques et pendulaires, d'opportunité, ce qui inhibe une transplantation intégrale des individus. Dans ce cas-là, le mouvement démographique est plutôt individuel que groupal, avec des impacts spatiaux et sociaux mineurs dans le contexte géographique récepteur. Les exemples typiques de ces migrations sont : les travaux saisonniers et les catastrophes environnementales transitoires.

Les flux migratoires définitifs sont antinomiques des temporaires. Ils représentent une coupure contextuelle démo-géographique, qui implique l'arrachage identitaire des individus avec le subséquent déracinement. Ces migrations comportent un changement radical de l'habitat humain, qui régulièrement est de caractère collectif, de groupe familial, compte tenu de la durée indéfinie du séjour. En l'occurrence, il y a une rupture avec les liens culturels et sociaux originaires, et une transplantation totale traumatique de la population replacée dans un contexte d'accueil étranger. Ceci comporte des impacts sociogéographiques et environnementaux proéminents. Ces migrations répondent, en général, à des désastres naturels permanents, et aux conditions socioéconomiques insoutenables de populations vulnérables.

### **2.3 Causalité**

Du point de vue causaliste, il y a deux catégories de facteurs primordiaux qui sont à l'origine des flux migratoires : d'une part les anthropologiques liés aux conditions socioéconomique de vie, et de l'autre les environnementaux attachés aux changements géo climatiques drastiques. Ceux derniers sont la cause première de la genèse des migrations humaines de l'aube de l'espèce humaine.

Depuis la bipédie des hominides, il y a près de 4 millions d'ans, les déplacements spatiaux anthropologiques sont déterminés par les fluctuations du climat. En dépit des progrès technologiques à travers le temps, qui mitigent considérément des raisons climatologiques et géologiques de la mobilité géographique ; elles restent encore un motif signifiant de ce phénomène. Á présent, les causes environnementales ont des impacts plus denses et vastes qu'auparavant ; ceci comme résultante d'une accélération temporelle des mutations quantitatives démographiques, et d'une expansion spatiale abrupte. Cela signifie, que malgré les avancées scientifiques, les variations du milieu affectent massivement un nombre d'individus persistamment plus élevé, disséminés dans des endroits toujours plus lointains.

Les migrations environnementales contemporaines résultent d'un détonant dualiste, d'une combinaison de causalité naturelle et anthropique enchainée. Il n'est plus question, exclusivement, des phénomènes de la nature, car il y a un catalyseur humain déterminant qui renforce, d'un côté, les processus naturels en cours, et qui en déclenche d'autres de manière artificielle. Les catastrophes géo climatiques spontanées continuent à survenir dans le cadre des cycles intrinsèques à la planète ; tels est le cas des mouvements telluriques, les changements de température ou les inondations. Pourtant, les interventions anthropiques :

pollution aérienne, la déforestation, l'épuisement des sources d'eau, etc. déclenchent des désastres démo-géographiques sans précédents.

Les causes strictement humaines des migrations, correspondent à des facteurs de survivance physique des individus ou des groupes, dérivés des structures sociétales industrielles fondées sur un écroulement centripète et excluant. Le centralisme machiniste condense dans l'espace urbain le système productif et les bénéfices résultants, dans un processus asymétrique qui anéantit le développement du monde rural, comportant un premier exode volontaire de la campagne. Dans un second temps, l'introduction de la mécanisation agricole implique un déplacement anthropique contraint par des forces économiques, attachées à l'appropriation des ressources naturelles. Cet abandon de la ruralité se fait de manière coercitive et souvent sous menace à l'intégrité physique des paysans. Ces déplacements internes ont une incidence pressionnelle sur les flux migratoires externes, dans un rapport causaliste collatéral.

### **3. Dynamique**

La dynamique du phénomène des PDI, de causalité anthropologique, se déclenche par deux actions intra-sociétales : inégalité et violence, lesquelles se traduisent par injustice sociale. La conjonction de ces éléments dans le contexte rural, aboutit à la discrimination et l'atteinte à l'intégrité physique des paysans, démarrant un processus de désertion systématique de la campagne.

#### **3.1 Circonstancialité**

À l'origine de la problématique démo-spatiale des villes des pays du Tiers Monde, se trouve un concept de développement industriel exogène dépendant, qui résulte en une croissance asymétrique de l'écroulement et le monde bucolique. Ceci conduit à une concentration exacerbée du pouvoir politique et économique, et des activités culturelles et commerciales dans les centres urbains ; générant des conditions de déséquilibre qui relèguent la ruralité dans la léthargie.

Cette situation produit, initialement, un boom économique citadin basé sur les activités de transformations et commerce, détachées d'un processus intégral industriel endogène. Conséquemment, une forte demande de main-d'œuvre non qualifiée se génère dans les centres urbains, encourageant une migration massive rurale vers la ville. Au début, les paysans qui arrivent dans les agglomérations urbaines sont employés et s'intègrent au mode de vie urbain, stimulant davantage le flux migratoire. La deuxième vague des migrants ruraux entraîne une croissance spatio-démographique exponentielle de la ville, qui n'a pas la dynamique de développement spirale pour répondre aux besoins de la croissante population.

Parallèlement, le marché du travail urbain se sature en raison de l'excès de l'offre de main-d'œuvre, ce qui termine dans une situation contradictoire dans laquelle une partie des paysans déracinés, se trouve dépossédés et sans moyens de subsistance. Le dilemme entre rester dans la ville, sans travail ni en mesure de satisfaire leurs besoins de base, ou retourner à la campagne, sans terre ni moyens pour s'y réinstaller, est une impasse tragique. Pour ces néo-sans-abris, après avoir dépensé toutes ses ressources en se déplaçant à la ville, où ils placent leurs espoirs d'un meilleur niveau de vie, la première option s'impose dans une dernière tentative d'inclusion, même si cela signifie de vivre dans des conditions infrahumaines. Ce choix implique d'habiter dans des « *tugurios* » surpeuplés, sans infrastructure de base, et situés dans les quartiers périphériques des mégapoles ; étant forcés d'accepter n'importe quel travail ou d'activité, générant une économie parallèle souterraine de sous-emploi, exploitation, criminalité et prostitution.

Ce scénario, caractérisé par une aliénation totale d'un secteur important de la population urbaine, provoque une haute tension sociale, comme conséquence du manque d'intégration dans la société, de perte d'identité et d'absence de sens d'appartenance ; qui sont reliés à des agents d'ignorance, dépendance, violence et anonymat.

La deuxième action intra-sociétale génératrice de PDI, la violence, est souvent associée à la cause économique d'inégalité des déplacements, et est fréquemment utilisée comme instrument politique d'accaparement de terres. Cette pratique est habituelle des classes sociales traditionnelles aisées ou des groupes sociaux émergents des pays du Tiers Monde, qui s'en servent pour maintenir ou établir des hégémonies économiques et politiques. Ces déplacements humains forcés, fondés sur la coercition, l'intimidation et la disparition de personnes, entraînent des séquelles encore plus traumatiques que celles occasionnées par des migrations économiques volontaires ; puisque l'abandon de la campagne devient un acte désespéré de survie physique, échappant à la terreur, sans aucune alternative valable.

Dans ce contexte, les migrants partent à la ville dépourvus de toute possession matérielle, terrorisés, arrachés de leur terre et surtout de leur structure sociale. Ils ne sont plus des paysans cherchant un meilleur avenir, ils sont des rescapés, des victimes sans identité, ni appartenance. Même quand ils arrivent à la ville la peur s'installe comme « *modus vivendi* », inhibant quelconque reconstitution identitaire qui puisse dévoiler leur identification à leurs victimes. Ces circonstances condamnent ces PDI forcés à vivre dans le sous-sol de la pyramide sociale, dans une pseudo-clandestinité soumis à l'anonymat et exposés à tout abuse social.

Le résultat de cette situation est une marginalisation extrême qui comporte la vulnérabilité intégrale des individus et des collectivités arrivant aux agglomérations urbaines. Ils deviennent les déshérités, les parias de la société, ceux qui en Colombie on appelle « *los*

*desechables* »<sup>185</sup>, et qui sont obligés à vivre entre l'immondice des décharges publiques, la criminalité des drogues, le vol, la prostitution, le péril des maladies et la violence.

Une autre catégorie d'actions violentes, qui ont un parcours similaire à la précédente, est celle des conflits armés internes. Cette modalité normalement a une corrélation immédiate avec la violence et dépouillement latifundiaire, en étant souvent son effet. Les conséquences des situations conflictuelles internes sont le *summum* des déplacements internes forcés massifs, où tous les paradoxes géo-sociaux convergent, entraînant un effondrement systémique à grande échelle. Les flux migratoires dérivés de ces situations ont comme arrière-plan le monde agricole, et comme protagonistes les paysans pris sous le feu croisé des parties impliquées dans la confrontation. Ceci génère une expulsion intempestive et définitive des habitants de la campagne, une migration de misère généralement sans perspectives de retour. Parallèlement, les forces antagoniques se disputent les propriétés abandonnées par les migrants dans leur fuite précipitée ; créant une spirale d'appauvrissement des déplacés ruraux, ce qui encourage davantage la désertion campagnarde. C'est le paradoxe de la gravitation des villes sur la périphérie rurale, où auparavant les hommes cherchent d'améliorer leur niveau de vie, tandis que maintenant l'exode est une fugue de la précarité et l'insécurité. Les premiers déplacements démographiques sont le produit de l'espoir, les derniers du désespoir.

Le flux soudain des grandes masses de migrants agraires vers les pôles urbains, donne origine au phénomène de « *méga-polarisation* » (Picouet 1995)<sup>186</sup> lequel concentre davantage la démographie et les activités productives dans un nombre limité de villes, accentuant les disparités avec le monde rural et déclenchant un cercle vicieux d'accumulation de pouvoirs, qui aboutit à une monopolisation urbaine des richesses, les ressources et les services.

Parallèlement, l'affluence extensive des PDI forcés dans les agglomérations urbaines, produit une réaction ségrégative des citadines envers la nouvelle population. Cette discrimination contient des éléments ethniques et culturels, qui à cause de la haute densité spatiale ponctuelle, suscite des préventions conjecturales préconçues d'insécurité physique et d'appartenance, associés aux conditions de spoliés et d'indigentes des migrants forcés. Le résultat est une marginalisation sociale, en adjonction à celle économique, qui empêche l'intégration au système productif urbain et la recomposition identitaire des immigrés.

Le développement technologique, en termes de moyens de transport et communication, transmutent les relations spatio-temporelles démographiques, et ainsi l'équilibre entre l'écoumène, la population urbaine et la nature. L'accélération du temps des trajets réduit les distances, tandis que les mouvements humains augmentent leur volume ;

---

<sup>185</sup> Expression péjorative signifiant en français : « *les jetables* » ou « *les déchets* »

<sup>186</sup> Picouet, H. D. (1995). *Les migrations*. Paris: Presses Universitaires de France.

conséquemment, les périodes d'adaptation démo-géographiques et écoumènales diminuent en durée, et la capacité de réponse aux transformations anthropiques est limitée. Les déplacements humains de causalité anthropologique violente, ont dépassé le rythme cyclique naturel des changements environnementaux, dont les périodes d'acclimatation ont une échelle temporelle étendue et de manifestations intermittentes. Ces phénomènes d'anthropisation fracturent la séquence réactionnelle réciproque entre les processus de mutation des espaces naturels et écoumenaux, et leurs incidences sur l'individu et la société. Ceci fragilise la succession écologique sur laquelle dépend la survie des groupes humains, tant dans le domaine alimentaire que climatique ; entraînant une précarité symétrique : humaine et écologique à la fois. Cette symétrie se caractérise par un sur plus et une densification démographique au-delà de la bio capacité géographique régionale, au préalable, et de la Planète à long terme en raison de l'effet cumulatif des conséquences ; mettant en évidence le paradoxe entre la relativité temporelle des cycles courts humains et ceux de longue durée écologiques.

### 3.2 Réactivité

L'ampleur de l'échelle spatiale et démographique du phénomène PDI est inversement proportionnelle à son échelle temporelle. La corrélation entre ces deux facteurs aboutit à une équation dont le résultat est vitesse. Cette résultante est appliquée sur deux forces diamétralement opposées et reliées : une force centripète écoumènale et une force centrifuge rurale, lesquelles ont une correspondance calotypique, *d'image négative*.

Les migrations internes forcées, en tant que célérité, sont contextuellement définies en termes spatio-temporelles. L'équation dérivée se formule de la façon suivante : à majeure masse de flux transféré du bucolique à l'écoumène, en mineur temps, la pression sur l'urbain est plus élevée, et symétrique à la dépression subit par le rural ; ce qui résulte dans une expansion comprimée écoumènale qui fracture les tissus spatiaux et sociétaux urbains, au détriment de ceux ruraux en compression décomprimée. C'est le paradoxe complémentaire de l'explosion rurale suivie de l'implosion urbaine.

L'effet premier de cette translation démographique est sur le contexte géographique territorial, où le périmètre de la ville s'étend au-delà des bordures des aires urbaines, en se superposant à l'anneau vert primaire rural. Cette appropriation spontanée de superficies périurbaines se configure de manière horizontale et improvisée ; sans infrastructure de base et dans des zones écologiquement fragiles. Ceci est accompagné d'un surpeuplement démographique et des constructions précaires, qui génèrent des conditions à haut risque sanitaire et environnemental, conséquence de la pollution et l'occupation de terrains inondables, zones lacustres, pentes érodables et décharges industrielles. Parallèlement, cela comporte une réduction drastique de zones agraires productives et de réserves écologiques nécessaires à la ville pour un développement urbain intégral durable.

À ce scénario, assez répandu dans les pays du Tiers Monde, la réponse initiale au flux migratoires forcés, qui essaient dans un premier temps de s'intégrer à la structure urbaine existante, est de rejet de la part du tissu socioéconomique préétabli. La raison de cette action est la collision entre l'urbanité consolidée et la paysanité transplantée dépourvue de la formation et les moyens pour s'insérer à l'appareil productif urbain. Ceci implique une pénurie qui contraint les PDI au déplacement intra urbain, un nomadisme citadin qui aboutit à leur expulsion vers la périphérie outre-murs, où ils finissent par s'agglutiner en formant des « *tugurios* ».

La réponse institutionnelle aux « *tugurios* » est, dès le début, de refus appuyée par la proclamation de leur illégalité. Ce processus de rejet s'achève par une acceptation et postérieure légitimation du fait sociétal des PDI et de leur droit à un espace dans la fabrique urbaine. En partant de cette accordance, les efforts pour résoudre le phénomène PDI se concentrent sur le contexte démo-spatial conséquentiel de celui-là, en écartant les facteurs causaux ontologiques qui sont à l'origine de cette problématique. Les solutions proposées, des logements d'intérêt social, deviennent ainsi des palliatifs à court durée, qui ne résolvent pas intégralement les besoins des migrants tels que l'emploi et la formation ; mais surtout, qui ne s'attaquent pas aux causes primaires qui déclenchent la dynamique des flux migratoires ruraux-urbains.

## II. Prospection des plaines orientales

### Contexte global

Afin de constater les niveaux de développement durable dans le monde, et la faisabilité de cet idéal, il suffit une vérification quantitative de quelques indices sociaux mondiaux.

Il est estimé qu'au présent, il y a 1.300 millions de personnes qui vivent en pauvreté absolue dans le monde, l'équivalent au 20% de la population mondiale ou à la population de la Chine en 2009. 100 millions d'êtres humains sont entièrement sans abri, et ils représentent 1,6% de la population du monde ou la population du Mexique. 600 millions de personnes habitent des « *tugurios* », soit 9% de la entière population de la planète ou les États Unis, le Brésil et le Mexique mis ensemble. 800 millions personnes souffrent de la faim chaque jour, l'équivalent de 12,3% de la population mondiale ou l'Europe et le Mexique combinés. 1.750 millions de personnes n'ont pas d'accès à l'eau potable, soit 27% de la totalité de la population ou la somme de la Chine, les États Unis et la Russie. 1.500 millions de personnes n'ont pas d'accès aux services basiques de santé, l'équivalent de 23% des habitants de la planète ou la population de la Chine et la Russie combinées. De ces chiffres, presque 70% sont des femmes et des enfants. (Habitat 1996)<sup>187</sup>. D'ailleurs, 1 % de la population de la planète possède le 43,6% de la richesse et 10% des plus riches en détiennent 83% de la richesse. Par contre, 50% des individus les plus pauvres ne détiennent que 1% de la richesse ; et 20% n'ont pas plus de US\$672. (l'Observatoire des inégalités 2011).<sup>188</sup>

La crise extrême du logement au monde peut se résumer à la population sans abris et aux habitants des « *tugurios* », qui sont officiellement 700 millions de personnes dans la planète ; mais le chiffre peut être proche aux 1.000 millions. (UN-Habitat 2003)<sup>189</sup>

En Europe il y a 3 millions sans-abris et 30 millions qui habitent en « *tugurios* » ; aux État Unis il y en a 3,5 millions sans-abris ; en Asie il y 550 millions sans-abris et habitants des « *tugurios* » ; en Amérique Latine et les Caraïbes il y en a 127 millions ; en Afrique 188 millions ; et en Océanie il y a 500.000 de sans-abri. (UNEP/UNESCO 2009)<sup>190</sup>

---

<sup>187</sup> The United Nations Centre for Human Settlements UNCHS (Habitat). (1996). *100 Million Homeless in World Most Are Women and Dependent Children*. Istanbul,: Accès le 23 November 2009 <http://www.un.org/Conferences/habitat/unchs/press/women.htm>.

<sup>188</sup> L'Observatoire des inégalités. (2011). *Global Wealth Databook*, Crédit Suisse. Tours, France.: Accès le 11 Mai 2012, <http://www.inegalites.fr/spip.php?article1393>.

<sup>189</sup> United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat). (2003). *The challenge of slums*. Earthscan Publications Ltd. London.

<sup>190</sup> UNEP/UNESCO. (2009). *Homeless*. Accès le 25 November 2009 [http://www.youthxchange.net/main/b236\\_homeless-q.asp](http://www.youthxchange.net/main/b236_homeless-q.asp).

Simultanément, la population urbaine continue d'augmenter et avec elle le nombre des personnes sans-abris et qui habitent dans des « *tugurios* ». 31,6% des habitants urbains du monde sont sans-abris ou habitent des « *tugurios* », tandis qu'en Afrique ce pourcentage est proche à 61,1%, en Asie à 42% et en Amérique Latine à 31,8%. Ces chiffres montrent qu'il y a un rapport direct entre sans-abris et « *tugurios* » et le monde urbain. (The Department of Economic and Social Affairs of the United Nations 2007).<sup>191</sup>

Les chiffres généraux mettent en évidence une situation globale du monde, qui n'est pas durable ni soutenable dans les champs social et environnemental et par conséquence dans celui économique. C'est la confirmation des théories « *virtus generativa et virtus nutritiva* »<sup>192</sup> de Botero, du « *principe de population* » de Malthus, et du « *halte à la croissance* » de Meadows, qui se synthétisent en : « *nous vivons dans un monde fini* ». Quantitativement on peut résumer ceci de la manière suivante : 4,962'962,962 d'habitants est au présent le nombre d'or de la soutenabilité de la Planète, qui correspond à la surface biologiquement productive de la Terre, 13.400'000.000 d'hectares (Global Footprint Network. 2008)<sup>193</sup> , divisée par l'empreinte écologique moyenne de chaque homme, 2,7 hectares (Best Foot Forward Limited 2011)<sup>194</sup> . La population actuelle du monde est de 7.048' 565.000 (Worldmeters 2012)<sup>195</sup> ; il y a donc, 2.085'602.038 d'habitants au-dessus de la capacité durable de la Terre. Une première conclusion est, que ce n'est pas la nature, qui nous transcende, qui est l'enjeu ; c'est l'humanité immanente, en tant qu'espèce consciente, qui est en risque ; en étant les changements climatiques inhérents le catalyseur des cataclysmes sociaux. Or, la question du fond est : c'est une nouvelle sélection naturelle qui s'approche ?

## **Le pays, une situation spécifique**

### **1. Paramètres géo-climatiques**

Par rapport à la localisation géographique du pays, sa position continentale est stratégique et privilégiée. La Colombie est située dans le coin nord-ouest de l'Amérique du Sud et est considéré comme la charnière entre l'Amérique du Sud et l'Amérique Centrale.

---

<sup>191</sup> The Department of Economic and Social Affairs of the United Nations. (2007). *World Urbanization Prospects*. United Nations publication. New York, USA.

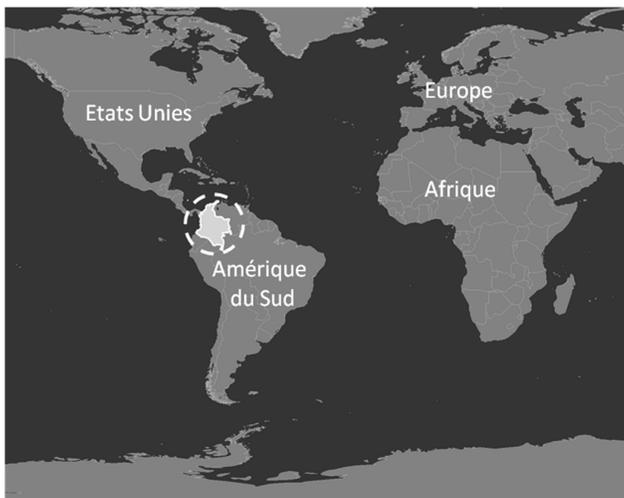
<sup>192</sup> Fécondité humaine et Habilité de produire subsistances.

<sup>193</sup> Global Footprint Network. (2008). *Glossary*. Consulté le 20, juin 2012, sur <http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/glossary/#biocapacity>

<sup>194</sup> Best Foot Forward Limited. (2011). *Best Foot Forward Limited*. Consulté le 21, juin 2012, sur <http://www.ecologicalfootprint.com/>

<sup>195</sup> Worldmeters. (2012). *Worldometers.info*. Consulté le 21 juin 2012, sur <http://www.worldometers.info/fr/>.

Le pays englobe une surface de plus de 1,1 millions de kilomètres carrés<sup>196</sup>, est le seul d'Amérique du Sud qui a côtes sur la mer des Caraïbes (1.760 km) et sur l'océan Pacifique (1.448 km) ; et partage frontières avec : le Venezuela, l'Equateur, le Pérou, le Brésil et le Panama. (Fig. 46)<sup>197</sup> (Fig. 47)<sup>198</sup> En ce qui concerne l'aspect physique proprement dit, le pays est divisé en cinq régions : la zone côtière du Pacifique, la côte des Caraïbes, la région Andine formé par trois chaînes de montagnes, qui sont la partie finale de la Cordillère des Andes et qui traversent le pays longitudinalement du sud au nord, la région de l'Amazonie et celle du bassin de l'Orénoque. (Fig. 48)



**Fig. 46 La Colombie dans le monde.**  
Graphique élaborée par l'auteur



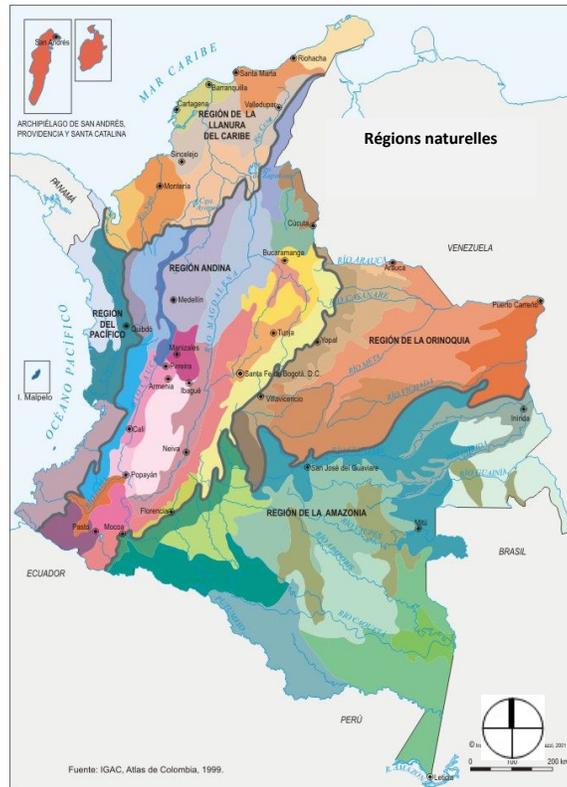
**Fig. 47 La Colombie en Amérique Latine**  
Graphique élaborée par l'auteur

La topographie est peut-être la principale richesse du pays, mais aussi l'un des grands obstacles pour développer et communiquer les différentes régions ; elle est l'élément naturel qui détermine la croissance économique et le développement urbain en Colombie. Ceci se reflète dans la particularité que ses facteurs ne se concentrent pas dans une seule ville ou dans une seule région, caractéristique typique du Tiers Monde. C'est ainsi qu'il y a cinq villes importantes qui divisent le pays en cinq zones, décentralisant d'une certaine manière l'activité économique de Bogota, la capitale. Nonobstant, celle-ci continue d'être le numéro un du flux de captation de capital et de l'investissement dans le pays.

<sup>196</sup> À comparer avec les 543.965 km<sup>2</sup> de la France métropolitaine, pays plus vaste d'Europe.

<sup>197</sup> Carte de la Colombie. <http://informalsettlements.blogspot.no/>

<sup>198</sup> Carte de la Colombie. [www.americas-fr.com/geographie/cartes/carte\\_amerique\\_latine.htm](http://www.americas-fr.com/geographie/cartes/carte_amerique_latine.htm)



**Fig. 48 Régions naturelles de la Colombie.**  
**Source : Instituto geográfico Agustín Codazzi**

Les cinq villes deviennent des zones de concentration de l'économie de chaque région, en subissant les conséquences négatives de ce phénomène. Les caractéristiques géographiques du pays ont ralenti ce processus, en raison des grandes montagnes qui coupent la surface nationale dans plusieurs vallées, éloignés l'un de l'autre, entraînant le développement des centres urbains intermédiaires. Cela freine, en quelque sorte, l'émigration vers les grandes villes en évitant que cette situation s'aggrave. Un cas *sui generis* de ce phénomène est le département de la Vallée du Cauca, où l'évolution est différente, car les activités économiques ne se déroulent pas uniquement à Cali, la capitale, mais aussi dans d'autres pôles secondaires, ce qui rend cette région très productive et celle avec moins de problèmes sociaux du pays. L'exemple inverse est Bogotá, qui est le seul centre du département de Cundinamarca, où toutes les activités économiques se développent et où la plupart de la population se concentre. C'est la ville où le conflit social est vraiment sérieux, où le niveau de la criminalité et de la dégradation est le plus élevé du pays. (Fig. 49)

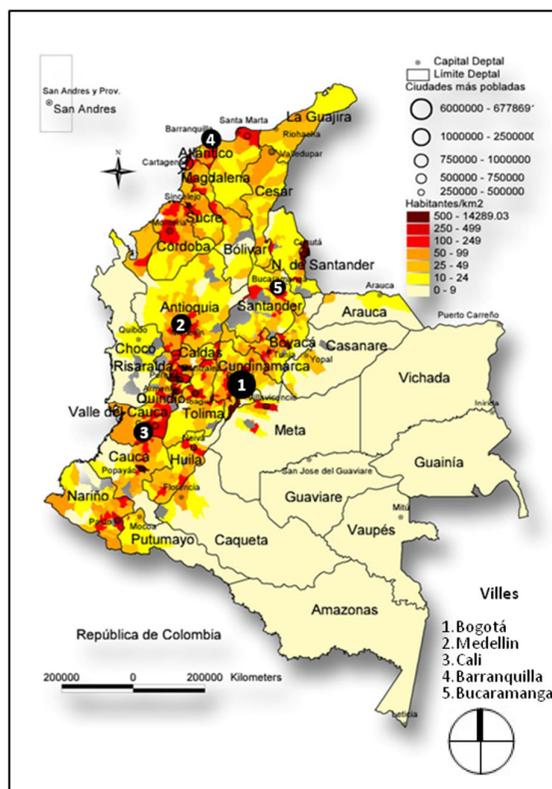


Fig. 49 Principales villes de la Colombie  
 Source : Instituto geográfico Agustín Codazzi

Les différents types de climats et d'écosystèmes, voire de cultures, dépendent eux aussi du facteur topographique. La variété remarquable des températures et des précipitations résulte principalement des différences d'altitude. Les températures varient de très chaud au niveau de la mer, à relativement froid dans les altitudes plus élevées, mais varient peu avec les saisons. À Bogotá, par exemple, la température moyenne annuelle est de 15° C, et la différence entre la moyenne des mois plus froids et les plus chauds est inférieure à 1° C. Plus important, cependant, est la variation quotidienne de la température de 5° C la nuit à 17° C pendant la journée.

Les colombiens décrivent habituellement leur pays en termes de zones climatiques : la zone en dessous de 900 mètres d'altitude, est appelée la zone chaude (*tierra caliente*) ; des altitudes comprises entre 900 et 1.980 mètres sont la zone tempérée (*tierra templada*) ; et les élévations de 1.980 mètres à environ 3.500 constituent la zone froide (*tierra fría*). Les régions dépourvues d'arbres adjacents à la zone froide, prolongées à environ 4.500 mètres, sont les zones de landes (*páramo*), au-dessus de cette altitude commence le domaine de neiges éternelles (*nevado*).

Près de 86% de la superficie totale du pays se trouve dans la zone chaude, où les températures varient entre 24° C et 38° C, avec une alternance de saisons sèches et humides

correspondant à l'été et l'hiver. La zone tempérée couvre environ 8% du pays, et comprend les pentes de la Cordillère Orientale et la Cordillère Centrale, et la plupart des vallées inter andines. Les précipitations sont modérées et la température moyenne annuelle varie entre 19° C et 24° C, en fonction de l'altitude. La zone froide représente environ 6% de la superficie totale, y compris certains des hauts plateaux les plus densément peuplés et les terrasses des Andes colombiennes ; cette zone abrite près d'un quart de la population totale du pays. Les températures moyennes varient entre 10° C et 19° C. (Fig. 50)

Les précipitations dans la zone chaude sont plus importantes dans les terres basses du Pacifique et dans certaines parties de l'est de la Colombie, où la pluie est presque une réalité quotidienne et les forêts pluviales prédominent. Les précipitations dépassent les 12.000 mm annuels dans la région du Pacifique, ce qui en fait l'une des régions les plus humides du monde. Dans l'est de la Colombie, elles varient entre 1.500 et 3.500 mm, et dans les parties du piémont andin entre 1.500 et 4.000 mm.



**Fig. 50 Topographie de la Colombie**  
**Source : Instituto geográfico Agustín Codazzi**

Une autre richesse fondamentale, directement liée aux chaînes montagneuses du pays, et est le système hydrographique, qui fait de la Colombie l'une des grandes puissances

hydrauliques du monde<sup>199</sup>. (Le Centre d'Information sur l'eau 2013)<sup>200</sup> Avec de l'eau en abondance, une topographie qui permet une biodiversité unique, deuxième pays plus riche du monde après le Brésil (Proexport 2013)<sup>201</sup>, variété de produits agricoles,<sup>202 203</sup> des réserves minérales immenses<sup>204</sup> y compris de charbon<sup>205</sup> et de pétrole, les conditions naturelles pour le développement durable sont exceptionnelles.

Les variations géographiques et climatiques de la Colombie sont tellement déterminantes, qu'elles produisent des groupes « *ethno culturelles* », très bien définis dans les différentes régions du pays. Le *costeño* de la côte des Caraïbes, le *caucano* dans la région de Cauca et de la côte du Pacifique, le *paisa* en Antioquia, Caldas, Risaralda, le *valluno* dans le département du Valle del Cauca, le *tolimense* à Tolima et Huila départements, le *cundiboyacense* dans les départements intérieurs de Cundinamarca et Boyacá dans la Cordillère orientale, le *santandereano* en Norte de Santander et Santander départements, et le *llanero* dans les plaines orientales. Chaque groupe a des caractéristiques distinctives qui le différencient des autres groupes, par exemple : la physiologie, les accents, les coutumes, les habitudes sociales, l'alimentation et les formes d'adaptation culturelle aux changements climatiques et à la topographie. Le régionalisme et l'identification régionale continuent à être, encore, des points de référence important au début du XXI<sup>ème</sup> siècle.

## 2. Réalité anthropologique

### 2.1 Précolombienne

Du point de vue historique, bien avant l'arrivée des premiers explorateurs espagnols, des groupes indiens sont installés dans la région de la actuelle Colombie. Les Mésoaméricains, indigènes originaires de l'Amérique centrale, sont arrivés aux environs de 1200 avant JC, introduisant la culture du maïs ; et une deuxième vague arrive en 500 avant J.C. De cette période, il y a des artefacts de cultures distinctes, telles que celles dans les zones de San Agustín (département de l'Huila), Tierra Dentro (département de Cauca), et Tumaco (département de Nariño), qui confirment leur présence. Entre le 400 et le 300 avant JC, les indiens Chibchas migrent du Nicaragua et du Honduras en Colombie, et peu avant les Arawaks arrivent d'autres régions de l'Amérique du Sud, comme le Brésil, l'Uruguay et le

---

<sup>199</sup> 9 pays (le Brésil, la Colombie, la Russie, l'Inde, le Canada, les États-Unis, l'Indonésie, le Pérou et la Chine) se partagent 60% des ressources d'eau du monde. Rapport des Nations Unies.

<sup>200</sup> Le Centre d'Information sur l'eau. (2013, avril 22). Les ressources dans le monde. Consulté le mai 10, 2013, sur <http://www.cieau.com/les-ressources-en-eau/dans-le-monde/ressources-en-eau-monde>

<sup>201</sup> Proexport. (2013). Colombia travel. Consulté le mai 10, 2013, sur <http://www.colombia.travel/fr/touriste/colombie/geographie>

<sup>202</sup> Producteur à niveau mondial : 3<sup>ème</sup> de café ; 2<sup>ème</sup> de fleurs ; 5<sup>ème</sup> de huile de palme ;

<sup>203</sup> Exportateur à niveau mondial : 3<sup>ème</sup> de banane ; 5<sup>ème</sup> de sucre ;

<sup>204</sup> Producteur à niveau mondial : 1<sup>er</sup> d'émeraudes ; nickel ; or ; pierres précieuses ; ferro-alliages ;

<sup>205</sup> 1<sup>er</sup> producteur Latino-Américain et 5<sup>ème</sup> mondial

Paraguay. Vers la fin du premier millénaire, les indiens Caribes émigrent des îles des Caraïbes aux côtes du nord du pays en remplaçant les Chibchas dans les basses terres, qui sont forcés à se déplacer vers des altitudes plus élevées à l'intérieur de la Colombie. Or, depuis les temps précolombiens, le pays fonctionne comme pont entre le sud et le centre de l'Amérique, générant un carrefour de cultures qui donnent origine à une diversité culturelle qui persiste encore aujourd'hui.

## 2.2 Conquête et colonie

La Colombie suit à peu près la même démarche historique de tous les pays latino-américains. Elle est découverte par Christophe Colomb en 1502 et conquise par les espagnols en 1550, devenant colonie. Pendant cette période, le pays maintient son caractère de « *porte* » du sud de l'Amérique, entraînant un mélange culturel et racial composé par des indigènes, des européens et des africains importés comme esclaves. De ce creuset ethnique, part la Colombie pluriculturelle et multiraciale qu'on connaît à présent.

Au cours des premières cinquante années après la découverte de l'Amérique, les espagnols commencent à coloniser l'actuelle Colombie, en introduisant leur culture et leur système social, et imposant leurs valeurs à la population indigène et aux esclaves africains. Les colons espagnols s'installent, au début, dans les zones côtières des Caraïbes, les hauts plateaux et les zones le long des grands fleuves, laissant la zone du Chocó, les plaines orientales, et le bassin de l'Amazone intactes. Les modèles de colonisation sont renforcés au cours des périodes ultérieures, laissant les zones frontalières moins accueillantes pour la colonisation des non-blancs, en particulier les noirs, mulâtres et réserves indiennes.

Les espagnols créent une société hiérarchisée dans laquelle ils occupent la strate supérieure en termes de prestige, richesse et pouvoir, tandis que les indiens et les esclaves occupent le bas. La peau blanche devient synonyme d'espagnol et donc de haut status. Le caractère et le système de valeurs de la nation sont formés sur les notions de couleur de la peau, de classe et de fusion culturelle ; en élevant les blancs, et subjuguant les Noirs et les Indiens. C'est une imposition culturelle qui permet la mobilité ascendante pour les métis et les mulâtres à condition de se dissocier de leur héritage non blanc ; les « *sambos* », mélange entre indien et noir, par contre, n'ont pas cette possibilité.

Probablement plus qu'aucun autre peuple de l'Amérique Latine, les colombiens restent attachés à leurs racines espagnoles. Cette suprématie persistante et la relative pureté de l'héritage est due à une combinaison de plusieurs facteurs : d'une part la population indigène est dispersée et hétérogène, et donc, facilement dominée ou absorbée par la population espagnole ; alors qu'ils sont poussés dans les zones les moins accessibles et moins souhaitables du pays. Les Noirs d'ailleurs, qui sont considérés comme esclaves jusqu'au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle et comme travailleurs manuels par la suite, restent ségrégués économiquement, géographiquement et socialement. Les Indiens et les Noirs sont plus

nombreux que les Blancs dans certaines régions, mais ils restent des minorités sans identité partagée, ni cohésion au niveau national. Le manque d'immigrants en provenance d'autres pays européens et l'accent mis sur les institutions traditionnelles espagnoles, en particulier l'église Catholique, aident à une élite blanche colombienne à conserver leur identification hispanique. (Fals-Borda 1962)<sup>206</sup>

### 2.3 Indépendance

La lutte pour l'indépendance commence en 1810 et conclut avec la proclamation de l'indépendance en 1819. Au cours de cette année, et avec Bolivar en tant que leader irréfutable, naît la République de la Grande Colombie, formée par les actuels territoires de la Colombie, le Venezuela, le Panama et l'Équateur. Cependant, le rêve de Bolivar ne dure que jusqu'à 1830, année pendant laquelle la totalité des pays délimitent leurs frontières définitives, entraînant ainsi la dissolution de la Grande Colombie. Après une période d'instabilité politique au cours de laquelle le nom du pays change plusieurs fois, la République de Colombie, qu'on connaît actuellement, finalement s'établit en 1886.

Il faut noter que depuis son indépendance en 1819, et malgré les périodes de violence politique et d'hégémonies, la Colombie garde toujours une tradition démocratique ; nonobstant la présence de trois dictateurs dans son histoire : Bolivar, de 1828 à 1830, Melo en 1854, (pour une période de huit mois), et Rojas de 1953 à 1957. Pourtant, leur durée et leur importance sont négligeables, surtout dans cette partie du continent habitué à des longues dictatures.

L'indépendance change très peu la structure sociale et économique de l'époque coloniale. Les Indiens et les Noirs continuent à résider à la périphérie de la vie nationale, tant à cause de leur classe et culture, que leur couleur. Ce bagage historique reste toujours dans la culture nationale, même si à présent le mélange racial tend à le dissiper. La plupart des colombiens, aujourd'hui, ont des problèmes pour se classer racialement, car la plupart d'entre eux n'arrivent pas à se définir comme blanc, noir ou indien, mais plutôt comme appartenant à l'une des catégories mixtes. Ces catégories sont définies par l'interaction des données biologiques, résidence géographique et l'appartenance à une classe sociale, en devenant une classification souvent régionale.

Actuellement, les scientifiques sociaux continuent à être en désaccord sur la définition de classe sociale en Colombie, dû à la composition et l'importance relative de la classe moyenne, le rôle de la classe dirigeante dans la société en général, et le degré dans lequel la société évolue vers un système plus ouvert. Il est difficile de parler de classe sociale *per se*,

---

<sup>206</sup> Fals-Borda, O. (1962). *Peasant Society in the Colombian Andes: A Sociological Study of Saucio*. University of Florida Press. Gainesville, FL

parce que la classe implique des sentiments de cohésion et d'exclusivité vis-à-vis autres classes, des caractéristiques qui ne s'appliquent pas uniformément aux groupes de même statut en Colombie. Cette conscience de classe chez les personnes ayant des intérêts économiques, professionnels et sociologiques similaires, se trouve seulement au plus haut de l'échelle sociale du pays.

On peut, pourtant, repérer quatre classes socio-économiques, dont les proportions relatives sont : classe privilégiée, 5% ; classe moyenne, 20% ; classe ouvrière, 50% ; et classe défavorisée, 25%. Les classes se distinguent par la profession, style de vie, le revenu, les antécédents familiaux, l'éducation, et le pouvoir. Dans chacune des classes, il y a des nombreuses gradations subtiles de status. Or, les colombiens ont tendance à être extrêmement conscients de leur status, et l'appartenance de classe est un aspect important de la vie sociale, car elle régule l'interaction des groupes et des individus. Les frontières entre les classes sociales est beaucoup plus flexible dans la villa que dans la campagne, mais la conscience du status et les distinctions de classe sociale continue à imprégner la vie dans les deux contextes.

L'histoire de la Colombie se caractérise par l'interaction des élites civiles rivales. L'élite politique, qui se chevauche avec les élites sociales et économiques, montre une remarquable habilité pour conserver les rênes du pouvoir, excluant de fait les autres groupes sociaux. Certains analystes divisent l'élite politique selon des lignes économiques entre : les propriétaires fonciers et les non propriétaires terriens. Le secteur des exportations agricoles, l'épine dorsale de l'économie colombienne, fournit les deux principaux groupes économiques qui sont également les plus puissants dans la sphère politique : l'aristocratie terrienne, qui se consacre à la production à grande échelle de cultures agricoles, et les commerçants, qui sont engagés dans le commerce de ces marchandises d'exportation et des biens de consommation importés. Groupes économiques moins importants, tels que le secteur manufacturier émergents, s'allient avec l'un des deux groupes dominants, le plus souvent les commerçants.

Membres élite du parti libéral et du parti conservateur, en alternance, concourent et coopèrent entre eux depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle. La nature des relations entre les deux parties dépend de la fraction qui domine le parti, soit les modérés ou les extrémistes. Pendant les périodes de compétition, le parti au pouvoir demande généralement, de limiter ou éliminer la participation du parti rival dans le processus politique, tentative qui aboutit souvent en violence politique. Les plus célèbres de ces périodes sont : la guerre des Mille Jours (1899-1902) et de La Violencia (1948-1966). À la fin de ces guerres civiles, l'élite inaugure les gouvernements de coopération de la période de la réconciliation (1903-1930) et le Front national (1958-1974). Le remplacement des factions extrémistes par les factions modérées plus conciliants dans chaque cas, permet aux deux parties de se partager le pouvoir et

d'atteindre un consensus sur les politiques plus appropriées pour la société colombienne à l'époque.

### 3. Cadre économique

#### 3.1 L'héritité espagnole

La vie économique de la Colombie se fonde sur les exportations de produits primaires, notamment le café. Au XVI<sup>ème</sup> siècle, les conquistadors et les premiers colonialistes, qui utilisent souvent la main d'œuvre des indiennes et des esclaves, exploitent mines de pierres et de métaux précieux destinés à l'exportation vers l'Espagne, en vertu d'un système mercantile qui inhibe le développement des industries nationales. Tout au long des périodes de pré-indépendance et postindépendance, l'agriculture sur les grandes propriétés foncières, devient le principal mode de production des cultures d'exportation comme le sucre et le tabac. Dans les années 1860, le café apparaît comme le produit d'exportation clé, et au tournant du siècle, les droits de douane sur les exportations de café sont la principale source de revenus du gouvernement ; et les profits tirés du commerce du café sont la principale source d'investissement dans le secteur industriel émergente qui commence à produire des biens de consommation de base. La modernisation de l'économie, soutenue par l'industrie du café, devient significative, en apportant des changements sociaux et des exigences croissantes. La croissance du secteur industriel et la migration des paysans vers les villes accélère le rythme de l'urbanisation et la formation d'ouvrières urbaines et des classes sociales basses. Le besoin accroissant d'infrastructure, à la fois dans les grandes villes et dans les petites zones urbaines, impulse l'implication de l'Etat dans l'économie, en particulier pendant le période réformiste des années 1930 et 1940. Dans les années 1980, l'État devient un investisseur et gestionnaire des secteurs stratégiques de l'économie comme : l'industrie des ressources énergétiques, du transport et des communications. (Havens 1970)<sup>207</sup> (Smith 1967)<sup>208</sup>

Cette situation produit des nombreux défis à la position dominante de l'élite traditionnelle tels que: les mouvements populistes des années 1940 et 1970, la dictature militaire des années 1950, la hausse de l'activité de guérilla communiste dans les années 1960 jusqu'à présent, et l'émergence de l'industrie illégale des stupéfiants dans les années 1970 comme une force économique dominante, qui modifie la structure de l'économie nationale et perturbe les relations sociales et politiques existantes.

Malgré l'augmentation de la violence politique liée à la drogue, l'économie de la Colombie conserve son essence capitaliste, orientée vers le libre marché. Le fort secteur public

---

<sup>207</sup> Havens, A. E. (1970). *Internal colonialism and structural change in Colombia*. Praeger Publishers. New York.

<sup>208</sup> Smith, T. L. (1967). *Colombia Social Structure and the Process of Development*. University of Florida Press. Gainesville, Fl.

national continue à favoriser la libéralisation de son commerce et les relations d'investissement avec des pays étrangers, comme part d'un programme de développement économique national pour réduire l'extrême pauvreté. Cela se réalise, en partie, par des efforts conjoints impliquant à la fois des entreprises privées et des organismes gouvernementaux. L'État poursuit à dépendre des efforts des entrepreneurs et des capitaux privés (étrangers et nationaux) comme sources de la croissance économique, limitant son rôle domestique à la coordination de la politique budgétaire et du secteur public ; le développement des infrastructures ; et à la création d'un environnement politique propice à l'investissement et le développement industriel.

### **3.2 Les trois dernières décennies**

La croissance économique du pays depuis les années 1980 résulte d'un développement graduel et de l'utilisation prudente des ressources économiques nationales, ainsi que de circonstances extérieures très favorables. Le pays connaît une abondance de ressources naturelles et de terre, une main-d'œuvre qualifiée, des niveaux sains de l'investissement et de l'épargne, et de la modernisation des secteurs comme : l'agriculture, la fabrication, la construction et les services.

Les attributs économiques collectifs de la Colombie la définissent comme un pays en développement à revenu moyen, qui a une base de ressources solides et diversifiées, ainsi que des capacités de production attachée à l'industrie, l'agriculture et divers services. Ce dernier secteur comprend : les finances, 19,8% ; les transports et les communications, 15% ; le commerce, 12% ; qui représentent près de 46,8% du produit intérieur brut. Les autres secteurs participent avec : l'agriculture, 6,1% ; l'industrie de fabrication, 12% ; la construction, 6,3 % ; l'énergie et le gaz, 2,7% ; et l'exploitation minière et de l'énergie d'environ, 7,7%. (DANE 2012)<sup>209</sup>

Malgré les nombreux aspects positifs de la situation économique, trois problèmes fondamentaux restent depuis les années 1980. Tout d'abord, nonobstant des niveaux de croissance économique soutenus similaires à ceux d'autres pays en développement à revenu moyens et moyen-supérieur, la Colombie a une distribution très inégale des revenus, et un revenu relativement faible par habitant. En effet, l'économie semble devenir encore plus concentrée avec les profits de la production restant essentiellement entre les mains d'une minorité. Deuxièmement, malgré la croissance dans le secteur manufacturier et minier, ainsi que le soutien continu des secteurs plus traditionnels tels que l'agriculture, l'économie semble incapable d'absorber suffisamment de travail pour pousser le chômage en dessous du 10%.

---

<sup>209</sup> DANE. (2012). *Cuentas Nacionales*. Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas. Bogota.

Du point de vue économique, les travailleurs agricoles et les petits propriétaires constituent la majorité des pauvres en Colombie, qui avec les citadins pauvres, se composent principalement de personnes sans éducation primaire, avec nombreux enfants, qui habitent dans des conditions de surpeuplement extrêmes. Les plus pauvres sont souvent les ménages dirigés par un seul parent, généralement une femme, et leurs métiers sont concentrés dans les services domestiques, la construction, la fabrication et le commerce de détail.

Enfin, le commerce de la drogue, qui est en partie responsable de la croissance économique de la Colombie dans les années 1970 et 1980, provoque des nombreux problèmes socio-économiques, parmi eux ce du pouvoir politique et économique des trafiquants de stupéfiants qui contestent celui du gouvernement national. D'autres effets sont : le changement de modèles de revenus dans certaines zones associées à la cocaïne, avec un élargissement de manière disproportionnée des industries de la finance, de l'immobilier et de la construction, qui implique une inflation exacerbée comme conséquence d'un afflux régulier de dollars des États-Unis. Le commerce de la drogue répand aussi la corruption et la violence à travers une grande partie de la société, en particulier le secteur public, ce qui aggrave les problèmes économiques et sociaux.

### **Le Vichada : la dernière frontière**

À présent, il y a un boom de colonisation des terres des Plaines Orientales, (Fig. 51) dont le département du Vichada (Fig. 52) est l'épicentre, et qui part de Villavicencio capitale du département du Meta. Les Plaines Orientales sont très riches en ressources naturelles et ont un potentiel énorme dû à la présence de l'unité écologique la plus grande du pays, avec une surface de 700.000 km<sup>2</sup> de Hautes Plaines néo-tropicales,<sup>210</sup> soit 60% de la surface totale du pays. Pourtant ces terres sont très vulnérables et une mauvaise exploitation peut causer un déséquilibre écologique désastreux, avec une désertification générale. Ceci peut entraîner des effets néfastes pour Bogotá, car elles sont le fournisseur d'aliments le plus important de la capitale.

La région des plaines a une localisation stratégique dans le bassin du fleuve Orénoque, dans une zone de transition entre la cordillère des Andes et la forêt Amazonienne. Pourtant, elle est la moins peuplée avec 2% de la population du pays, et paradoxalement, elle contribue avec le plus haut flux de PDI, 20%, des arrivants à Bogota.

---

<sup>210</sup> À comparer avec les 543 965 km<sup>2</sup> de la France métropolitaine

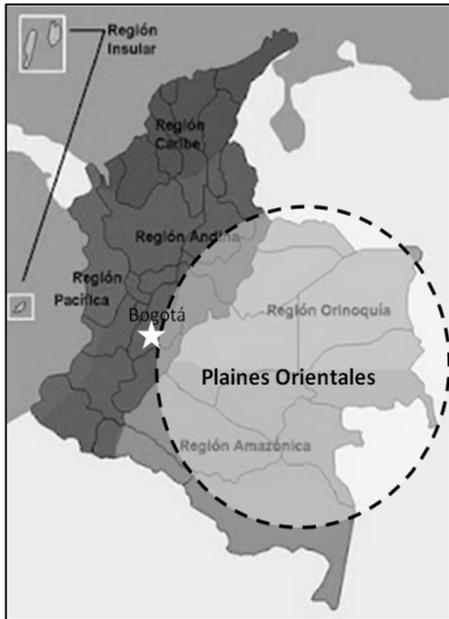


Fig. 51 Les Plains Orientales  
Source : Instituto geográfico Agustín Codazzi

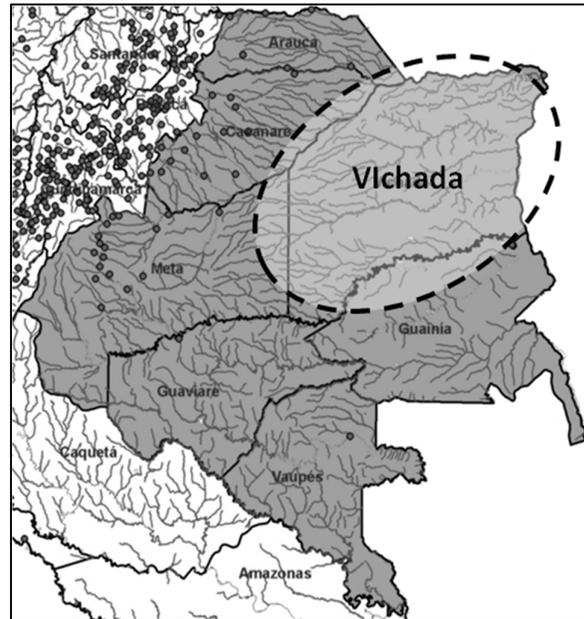


Fig. 52 Département du Vichada.  
Source : Instituto geográfico Agustín Codazzi

## 1. Histoire du département

Le Vichada (Cinep 2002)<sup>211</sup> ou la «*terre des hommes pour des hommes sans terre* », comme ses habitants l'appellent, est une région dans laquelle les personnes se distinguent par leur amour et leur confiance dans leur terroir. Le Vichada est le lieu qui les adopte quand ils arrivent en tant que réfugiés ou aventuriers, à la recherche de nouvelles opportunités dans la vie.

Plus de 50% des habitants du département sont des colons venant de toutes les régions du pays et même du monde. Ils sont conscients des potentialités de la terre et font confiance à son développement pour l'avenir du pays, en raison de la bonne qualité, la position géographique et stratégique de ce territoire.

La population native du Vichada est indienne, venue de Mato Grosso, au Brésil, il y a plus de 5.000 ans, lorsque le premier groupe de familles Arawac émigre en suivant la route de l'Orénoque. Dans le premier millénaire, de ce groupe, les Barrancoids et Salaloides s'installent dans les plaines de l'Apure au Venezuela. Pour vivre, ils poussent yucca amer, poisson et élever du bétail. Les Arauquinoïdes viennent ensuite, en même temps que l'arrivée des Espagnols en Amérique, et s'établissent à la hauteur de la moyenne Orénoque. Groupes

<sup>211</sup> Cinep (Centro de Investigación y Educación Popular) (2002). Componentes del desarrollo humano. Estudio de factibilidad Colombia 2020, Norwegian International Cooperation Agency. Oslo.

de la famille Chibcha qui vivent dans la chaîne de montagnes de l'Est, s'établissent, également, dans le piémont ; où ils se battent contre les invasions des Caribes qui arrivent depuis les amazones et qui s'installent dans la basse Orénoque.

Les Guahibos sont connus comme la famille des plaines, et sont caractérisés pour être réticents à accepter n'importe quel type de discipline. Ils vivent de la chasse et de la récolte des fruits de la savane. Ils affrontent les gros éleveurs au cours de la période républicaine, dont ils considèrent des envahisseurs de leur territoire ; à la suite de cette confrontation 36 des 48 réserves qui actuellement existent sont créés. Un autre groupe d'indigènes est le Guayebero, conformé par les Chiricoas, les Cuivas, les Sikuanis, les Mellas, les Patmos et les Yamus, étant les Sikuanis les mieux organisés et les plus nombreux. Ils vivent dans la réserve Casavi dans le département de Vichada et ils sont caractérisés par la pratique de la « *Unuma* » ou « *main sur main* » qui est un système de travail collectif.

Pendant les XVI<sup>ème</sup> et XVII<sup>ème</sup> siècles, près de vingt-sept expéditions colonisatrices sont réalisées dans les plaines, à la recherche d'or et d'esclaves. Les habitants autochtones combattent contre les envahisseurs et subissent les conséquences des expéditions néerlandaises et portugaises, jusqu'à au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle, lorsque les jésuites dénoncent cette réalité. Il s'établi, par la suite, que quelque 8.000 indigènes soient réduits en esclavage et emmenés loin de leurs terres.

Les *missions* de Jésuites jouent un rôle important dans l'histoire de la région, où ils arrivent au cours de la période comprise entre 1598 à 1604, à la demande de l'archevêque de Santa Fe, Bartolomé Lobo Guerrero. En 1628, ils sont expulsés pour la première fois en raison de leurs désaccords avec les prêtres séculiers et les colonisateurs. Ils sont revenus en 1659, lorsque Lucas Fernández de Piedrahita est l'archevêque, avec pour mission de coloniser afin de convertir les indigènes au catholicisme. Ils créent deux *missions* : celle de la Mission Guyane 1646-1681 et la Mission Plaine de 1661 à 1767, date à laquelle les Jésuites sont expulsés de l'Amérique.

Pendant leur séjour, ils établissent les communautés autochtones dans de petits villages, où ils évangélisent les indigènes et leur enseignent l'agriculture et l'élevage. Chaque village est équipé d'un troupeau communal, et le travail est divisé en deux parties : la première est dans le « *champ de Dieu* », dans lequel ils travaillaient deux jours par semaine. Cette production est destinée à des dépenses de la communauté et les personnes handicapées. Le second est dans le « *champ de l'homme* » où ils travaillent le reste de la semaine, quatre jours. Ce qui est produit est utilisé pour acquérir des biens pour la communauté.

Les Jésuites, cependant, ont comme adversaires, les membres de l'église, les propriétaires fonciers et les magistrats, qui les accusent de vouloir un royaume indigène indépendant. Celle-ci est la cause pour laquelle Carlos III les expulse des colonies espagnoles. Après leur expulsion, les fermes de bétail sont adjudgées entre les propriétaires fonciers ; les ex esclaves

sont capturés de nouveau ; et les indigènes partent de leurs communautés, en laissant toutes les activités agricoles abandonnées. D'autre part, le soi-disant « *libres* », métis et les blancs, arrivent ; 7.414 « *libres* » et 14.679 indigènes sont recensés à l'époque.

Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, les plaines deviennent le scénario des batailles de l'indépendance de l'Espagne, et 4.000 hommes des plaines orientales de la Colombie et le Venezuela se battent. Dans la période postindépendance, les plaines décroissent en production et population ; en 1812, il y a 48.862 habitants, dix ans plus tard, il n'y a que 17.451 habitants. D'ailleurs, le nouveau gouvernement n'est pas intéressé à investir dans l'infrastructure de la région et les terres sont réparties entre les militaires, générant ainsi une nouvelle distribution de l'occupation.

Jusqu'à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle, la situation reste inchangeable. Mais à partir du nouveau siècle et pendant la période de la Seconde Guerre mondiale, le développement de l'économie dans le bassin de l'Orénoque provient de la production du quinquina. L'exploitation est faite par quelques très puissantes entreprises, qui acquissent des grandes extensions de terres à travers des obligations territoriales du gouvernement, qui leurs donne aussi le droit d'utiliser les terres incultes voisines. Ainsi, un monopole s'établit grâce à l'acquisition des terres à des très bas prix. Le marché du quinquina progresse grâce à l'exploitation des ressources naturelles et la main-d'œuvre locale de la population indigène, qui subit de l'esclavage qui conclut avec l'extermination de nombreuses communautés.

L'exploitation du quinquina, ne permet pas qu'un processus de colonisation ait lieu, au contraire, il laisse la région désolée. Au cours des années 1950 et 1960, une nouvelle vague de colonisation surgit dans le département de Vichada, principalement pour deux raisons : une période de violence dans d'autres régions du pays, et l'essor de l'élevage et de la demande pour les produits agricoles de climat chaud. Le département du Vichada devient une zone de refuge pour les indigènes qui échappent de l'exploitation du travail, et pour les colons venant de l'intérieur du pays, fuyant « *La Violence* », qui plus tard éclate de nouveau dans la région avec l'émergence de la guérilla libérale des Plaines.

Une lutte pour la terre a lieu entre les communautés indigènes, les colons et les grandes propriétaires fonciers, qui sont ceux qui exercent un contrôle total sur les territoires indigènes. La période comprise entre 1950 et 1980 est cruciale pour la survie des communautés autochtones, qui deviennent des cibles de chasse des colons. Les chiffres suivantes illustrent la situation correspondent à la décennie des années 70 :

*« (...) Selon les archives de l'Incora, 347.000 hectares étaient occupées par 75 colons, dont 10% possédaient une extension de 190.000 hectares, la plupart d'entre eux résidents à Bogota, Villavicencio et Puerto Lopez, tandis que la tribu Guahibo possédait 14.000 hectares*

*qui comprenait la réserves de San Rafael de Planas, Abaribá et Ibibí pour 6.000 habitants indigènes(...) » (A. Cardona 1974)<sup>212</sup>*

La région de l'Orénoque se caractérise pour être une région stérile et dépeuplée. Ces conditions font qu'elle soit oubliée par le gouvernement national. Les conflits qui ont lieu dans les années 1950 et le renforcement des groupes subversifs attirent l'attention sur la région. Puis le pétrole est trouvé et la région de l'Orénoque est finalement prise en compte.

D'un point de vue historique, on observe que les problèmes qui surviennent dans la région sont l'une des conséquences de la dynamique socioéconomique, politique et culturelle.

## **2. Géographie**

### **2.1 Géographie**

Le département du Vichada présente de faibles indicateurs de développement, et est en relatif retard par rapport au plan régional et national. Cela se traduit par une infrastructure sociale et économique précaire, une faible population et une structure institutionnelle incertaine. Dans ces circonstances, la génération des conditions minimales pour le développement du département, implique non seulement un investissement financier important, mais un effort public et privé considérable dans tous les domaines du développement.

Le département a une extension d'environ 100.242 km<sup>2</sup>;<sup>213</sup> Il est situé à l'extrême est de la Colombie et partage 534 kms. de frontière internationale avec le Venezuela. Trois grands fleuves sont les limites naturelles du département : au nord, le Meta marque la ligne de démarcation avec le Venezuela (État d'Apure) et les départements de Casanare et Arauca ; à l'est, le fleuve Orénoque est la frontière avec l'État d'Amazonas (Venezuela) ; au sud, le fleuve Guaviare divise des départements de Guainía et Guaviare ; et à l'ouest une ligne imaginaire est la limite avec le département du Meta. (Gobernación del Vichada 2014)<sup>214</sup>

Actuellement, le Vichada se divise politiquement et administrativement en 4 municipalités : Puerto Carreño, la Primavera, Santa Rosalia et Cumaribo, étant les deux derniers, récemment créées, 1993 et 1996, respectivement. (Fig. 53) (Fig. 54)

(Sociedad Geográfica de Colombia 2011)<sup>215</sup>

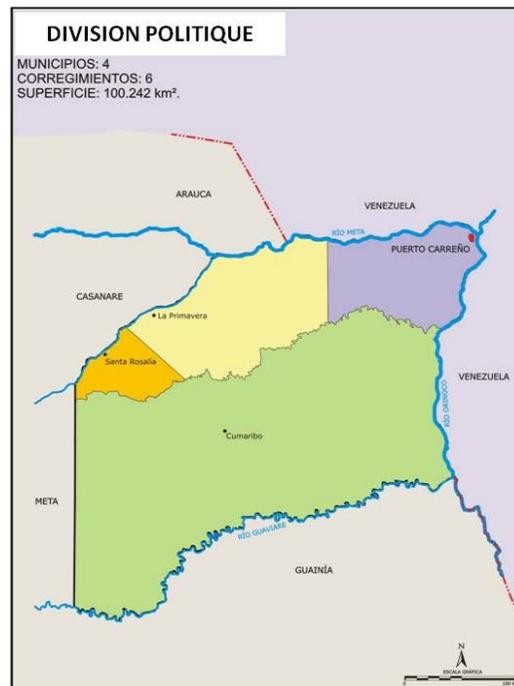
---

<sup>212</sup> Cardona, A. (1974). *Formas de Cooperación en Comunidades Indígenas de Colombia*. Universidad Santo Tomás, Instituto de Educación e Investigación Cooperativa. Bogota

<sup>213</sup> À comparer avec les 93 030 km<sup>2</sup> de l'Hongrie.

<sup>214</sup> Gobernación del Vichada. Consulté le 2 janvier, 2014, sur <http://www.vichada.gov.co/index.php/nuestro-departamento>

<sup>215</sup> Sociedad Geográfica de Colombia. (2011). *Geografía de Colombia - Vichada*. Consulté le janvier 2, 2014, sur <http://www.sogeocol.edu.co/vicha>



**Fig. 53** Division administrative du département  
**Source :** Département du Vichada

Municipalité	Extension km <sup>2</sup>	Provinces	Inspections de Police
Puerto Carreño	10.241	Casuarito	Venturosa Puerto Murillo Aceitico Garcitas
La Primavera	21.420	Nueva Antioquia	Santa Bárbara San Teodoro Santa Cecilia Marandúa Matiyure
Santa Rosalía	800		Guacacías
Cumaribo	67.781	Santa Rita San José de Ocuté Werima El Viento	Amanavén El Sejal Matavén Puerto Nariño Guanape Puerto Príncipe La Rompida Chupave Guaco Shiare Manajaure Palmarito Tres Matas

**Fig. 54** Division politique du Vichada. 2011  
**Source :** Instituto geográfico Agustín Codazzi.

## 2.2 Démographie

La dynamique de la population est conditionnée par des facteurs liés à l'occupation de l'État et le processus de colonisation, soutenue sur l'expansion de l'agriculture et du bénéfice de l'économie extractive <sup>216</sup>; tout cela génère un processus de réinstallation natif à l'intérieur du territoire départemental, laissant place à une sédentarisation accélérée de la population indigène avec la conséquence d'une altération de leur façon de vivre.

La colonisation marque de manière significative le cours de l'occupation du territoire. Cette tendance développe, dans un sens ou dans l'autre, les différents types de développement à l'intérieur du département. L'occupation de la haute Vichada dirigée par une colonisation soutenue sur les bénéfices de l'économie extractive, laisse très peu d'installations humaines et services d'infrastructure dans cette partie du département. Au contraire, on peut observer que dans la zone près du fleuve Meta, à cause de ses conditions favorables à l'expansion de l'agriculture, se consolide une activité du bétail, et s'établissent les bases d'une occupation dynamique du territoire. D'autre part, l'occupation dans la région de l'Orénoque tourne autour d'une économie de frontière, créant de petits villages qui au long des années dynamisent le marché de la frontière et soutient d'une certaine façon l'action de l'économie extractive.

Aujourd'hui, d'après les informations démographiques du DANE<sup>217</sup>, le département de Vichada est habité par un total de 63.603 personnes, distribuées de la manière suivante : 38% dans les centres urbains, et 62% dans la campagne représenté par les habitants qui vit dans les petits villages, les réserves indigènes et la population rurale. La densité démographique est de 0,63 habitants/km<sup>2</sup>, <sup>218</sup> l'un des plus bas dans le pays, laquelle est associée à la faible concentration de la population dans les centres urbains, facteur qui conditionne fortement l'expansion et la couverture des besoins sociaux de base. (Fig. 55) Entre 1985-1993 la variation démographique est de 73,5% et les taux de croissance de la population, montre une importante augmentation de l'indice d'occupation du département. Ceci s'explique, en grande partie, à la dynamique de l'économie de la cocaïne dans la région, à l'expansion de l'agriculture et au conflit armé dans d'autres régions du pays, ce qui conduit au phénomène des groupes de personnes déplacées. Néanmoins, selon les informations du Registre national de la population déplacée, le département du Vichada a un faible nombre de personnes déplacées.

La population indigène se maintient dans des conditions de subsistance, dans le cadre du processus de colonisation, et de la pression pour la propriété des terres ; cette situation est

---

<sup>216</sup> L'économie extractive est une stratégie néolibérale d'exploitation des ressources naturelles, qui s'appuie sur le support de l'État pour favoriser un développement économique orienté vers le rendement à court-terme.

<sup>217</sup> Département administratif national de la statistique.

<sup>218</sup> À comparer avec les 41 habitants/km<sup>2</sup> de la Colombie ; et les 112 habitants/km<sup>2</sup> de la France.

un potentiel problème au moment où une politique claire de la répartition des terres soit adoptée. Cette population est circonscrite dans les réserves indiennes, et actuellement il y a 46 réserves légalement mis en place, (Fig. 56) (Fig. 57) (Fig. 58) qui rassemblent près de 40.000 habitants.

Cependant, il y a un nombre important de communautés, qui sont en attente d'être légalement constituées comme réserves. La principale concentration de la population indigène dans le département se trouve dans la forêt de Matavén, où 16 réservations sont établies.

Pour conclure, l'ethnographie du département est la suivante : Blancs (49,45%) ; métis (48,48%) et noirs (2,7%).

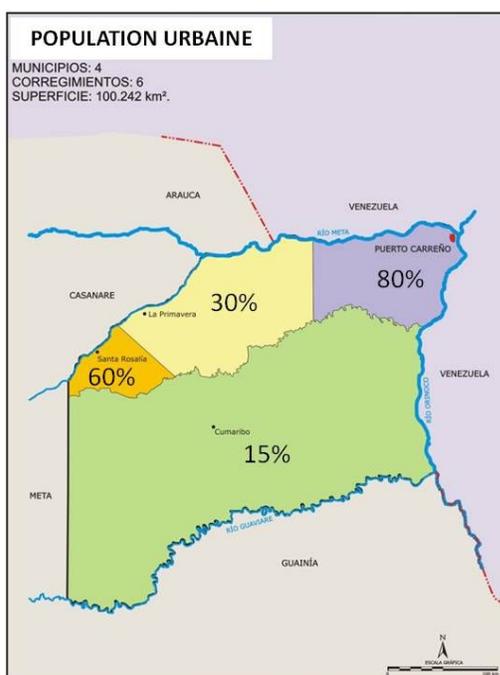


Fig. 55 Concentration de la population urbaine dans le Vichada.

Source : Instituto geográfico Agustín Codazzi. 2011



Fig. 56 Groupes indigènes constitués par l'Incora. Instituto Colombiano de Reforma Agraria.

Source : Lineamientos de Ordenamiento Territorial Departamental del Vichada. 2000

No.	Municipalidad	Réserve	No. Comunautés	Extension
1		Caño Cavasi	29	36.000
2		Aiwa-Cuna-Tsepajibo	17	56.000
3		Bajo Vichada	52	424.320
4		Atana- Pirariami	6	48.000
5		Caño Zama	3	73.380
6		Matavén-Fruta	4	84.453
7		Berrocal-Ajota	6	83.780
8		Laguna negra y Cacao	3	18.480
9		Sejalito-San Benito	2	4.823
10		Laguna Anquilla- la Macarena	10	16.130
11		Barranquito – laguna colorada	5	19.132
12		Caño Bocón	1	10.085
13		Cumaral	1	23.355
14		Yuri	1	
15		Giro	1	20.310
16		Morocoto-Buenavista- Manajaure	2	49.940
17	Cumaribo	Río Siare – Barranco Lindo	2	47.320
18		Unuma	34	686.160
19		Saracure – Río Cada	44	184.620
20		Río Muco-Guarrojo	24	84.000
21		Santa Teresita del Tuparro	40	180.000
22		Río Tomo –Webery	7	60.540
23		San Luis del Tomo	7	25.100
24		Carpintero- Palomas	2	
25		Valdivia	1	3.985
26		Egua Guaricana	2	15.390
27		Merey La Veraita	2	3.107
28		Guacamayas-Mamiyare	7	18.075
29		La Esmeralda	2	2.762
30		Chololobo- Matatu	11	6.385
31		Muco- Mayoragua	3	10.600
32		Kwaneruba	7	17.000
33		Flores sombero	2	20.310
34		Cali-Barranquilla	2	56.970
35		Chocón		
36		Concordia	1	
37	Santa Rosalía	Corozal-tapaajo	3	
38		Santa Rosalía	15	5.700
39		La Pascua	6	19.120
40	La Primavera	La Llanura	6	74.000
41		Campo Alegre-Ripialito	2	7.815
42		Caño Guaripa	25	7.984
43	Puerto Carreño	Caño Bachaco		
44		Caño Hormiga	6	4.327
45		Guacamayas – Maipore	19	83.720
46		Caños Mesetas – Daqua	15	35.910

Fig. 57 Distribution des réserves indigènes dans le Vichada.

Source : Incora 1994-1996. Instituto geográfico Agustín Codazzi. 1996

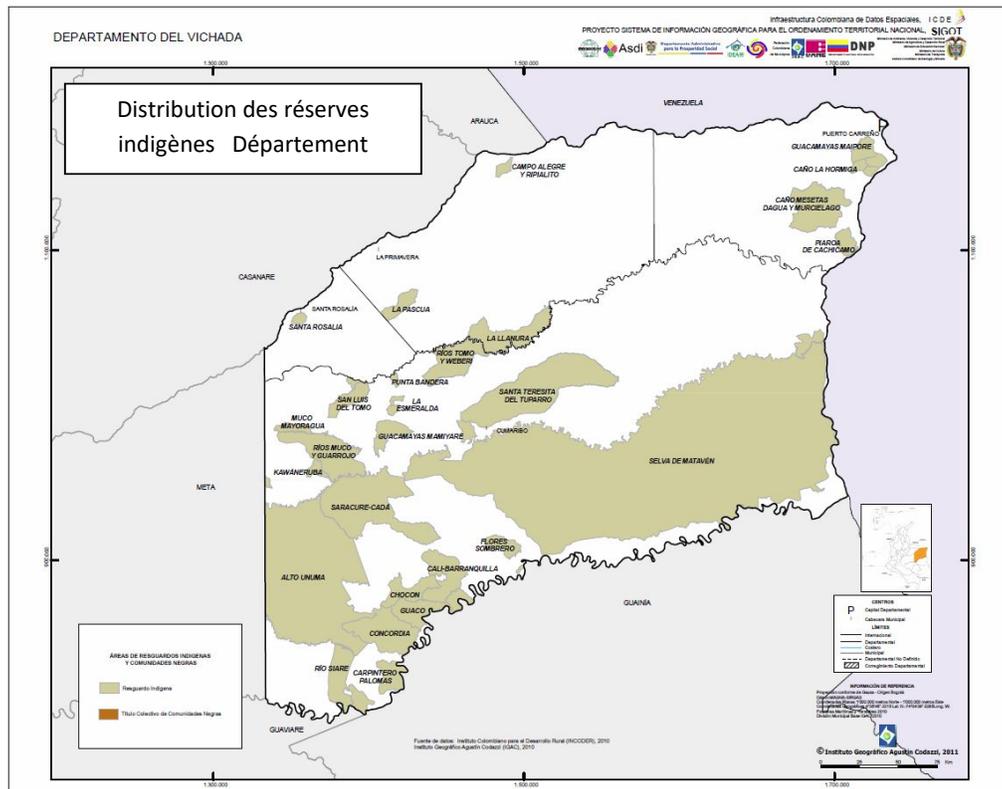


Fig. 58 Distribution des réserves indigènes dans le Vichada.

Source : Instituto geográfico Agustín Codazzi. 2011

## 2.3 Environnement

### 2.3.1 Écosystèmes

Le département du Vichada a deux types d'écosystèmes : la savane native, d'herbes, de buissons, d'arbres et de palmiers qui couvrent autour de 70% du département, et la forêt amazonienne, qui couvre 30% du territoire. (Sánchez et Cochrane 1985)<sup>219</sup>

Les savanes sont subdivisées en savanes bien drainées, au sud de la rivière Meta, et savanes mal drainées au nord de ce fleuve. Malgré son nom, seulement une fraction de la superficie est vraie plaine. Le suivant est le nombre de paysages comptabilisés :

- a) Savanes plates (*Atillanura plana*) est une longue bande qui est parallèle et au sud du fleuve Meta. Sa largeur moyenne est de 60 km et sont composées d'anciens sédiments alluviaux profonds du Pléistocène. La plupart de la région présente des pentes de moins de 1%, et les sols sont classés comme Typic haplustox isohyperthermic. Ces sols, bien que de très faible fertilité chimique sont facilement labourés, mais peut aussi se compacter rapidement.

<sup>219</sup> Sánchez et Cochrane, L. F. (1985). *Paisajes Suelos y Clima de los Llanos Orientales de Colombia. Sistemas de Producción Pecuaria Extensiva*. Brasil, Colombia Venezuela. CIAT (Centro Internacional de Agricultura Tropical). Cali

- b) Savanes vallonnées (*Serranía*) sont situées au sud des savanes plates. Elles ont variée topographie, avec des pentes allant jusqu'à 30%. Dans la partie supérieure du paysage, les sols sont très superficiels et comprennent de nombreux petits rochers et sols gris latéritiques. Selon la profondeur du sol, la végétation peut être très éparse, et seules les petites vallées entre les collines peuvent être mécanisées.
- c) Savanes mal drainées couvrent le nord du fleuve Meta, et sont basées sur les anciennes alluvions avec drainage lent. Pendant la saison des pluies, qui s'étend d'avril à novembre, 50-70% de la surface peut être inondée, ce qui limite les bovins à la terre restante. Dans l'ensemble, la fertilité du sol est un peu mieux que dans les deux précédents types de savane.
- d) Piémont andin, ou contreforts, ont une topographie variable dans laquelle des pentes fortes alternent avec des zones relativement plates. Les sols sont alluviaux, ont une meilleure fertilité que la moyenne des savanes, étant la deuxième plus importante région productrice de riz du pays.
- e) Terrasses alluviales de drainage variable et sols acides, les plus adaptés à la riziculture.
- f) Dans l'ensemble, 75% des sols de savane classifient comme oxisols, 10% ultisols et 15% d'autres. Basé sur la composition des espèces, dix principaux types de savanes ou de communautés végétales sont identifiées (Blydenstein 1964)<sup>220</sup>, avec de nombreuses espèces en commun entre eux. La diversité des espèces est grande, bien que inférieur à celle des savanes ou Cerrados brésiliens. Des études récentes ont identifié 158 et 173 espèces dans les savanes plates et ondulées respectivement, avec 89 espèces communes aux deux. En général, les Poaceae sont dominants ; espèces importantes comprennent *Trachypogon vestitus*, *T. plumosus*, *Paspalum pectinatum*, *Mesosetum pitieri*, *Andropogon leucostachyus*, *Andropogon bicornis*, *Paspalum carinatum*, *Leptocoryphium lanatum* et *Rhinchospora confinis*.

Les savanes ci-dessus sont contiguës, vers le sud, à la forêt amazonienne dans laquelle des petites zones de savane, basées principalement sur des sols superficiels sableux (regosols) peuvent également être trouvés, mais elles ont une importance économique très limitée.

La croissance de la population et de la colonisation, ont augmenté l'expansion de l'agriculture dans des zones qui ne sont pas adaptées à cette activité, et les écosystèmes ont subi des dommages en raison du processus d'appropriation des réserves environnementales et l'utilisation des terres.

Les cultures illicites dans la bande de jungle et l'utilisation inappropriée des techniques environnementales, ont conduit à un déséquilibre des écosystèmes principaux caractérisé

---

<sup>220</sup> Blydenstein, J. (1964). *Tropical savanna vegetation of the Llanos of Colombia*. Ecology 48 , 1-15.

par : érosion, contamination de l'eau, abattage de la forêt et brûlage de la savane. Pourtant, l'intervention de l'homme peut être classée de partielle à faible dans ce département, comparée avec le reste du pays.

Les activités de l'agriculture, de l'élevage, de la sylviculture et de la pêche qui se réalisent dans le département, entraînent des effets négatifs sur l'environnement, dépendant du type d'exploitation et des méthodes utilisés. L'activité du bétail, par exemple, couvre une grande partie du département mais elle n'est pas intensive, étant le nombre d'animaux par unité de surface assez faible. La façon de travailler la terre et l'absence de nouvelles technologies pour améliorer la savane, oblige les éleveurs à l'abattage de la forêt et le brûlage périodique de l'herbe, des techniques qui causent des dommages environnementaux profonds.

L'activité de la pêche, ornementale et de consommation, est la deuxième activité productive plus importante du Vichada ; et pourtant on pratique des techniques telles que le blocage de petits cours d'eau, et l'utilisation de poison naturel et chimiques, mettant en danger la pérennité de cette ressource. Mais la principale menace est l'absence d'un accord entre la Colombie et le Venezuela pour établir des périodes de protection pendant la saison de reproduction.

Dans le secteur de l'agriculture, l'utilisation inappropriée de certains produits chimiques contamine les eaux, causant des impacts négatifs à l'écosystème et aux hommes. En revanche, le manque de terres fertiles, mais surtout de moyens technologiques pour les cultures domestiques et semi commerciales, pousse les agriculteurs vers une destruction périodique des zones forestières afin d'établir de nouvelles zones cultivables.

Dans la savane élevée et bien drainée, certaines plantations commerciales sont établies. Dans la municipalité de Puerto Carreño, dans la ferme Pinoquia, 500 hectares de Pin Caraïbe (*Pinus caribee*). Dans la municipalité de Cumaribo, à la station expérimentale de Las Gaviotas, il y a une plantation d'environ 12.000 hectares de la même espèce, pour l'extraction de térébenthine et colophane d'usage industriel. D'autres espèces comme la Noix de Cajou, (*Anacardium occidentale*), et la Palm Africaine (*Elaeis guineensis*), sont également considérées comme une alternative rentable et durable.

L'activité de la cocaïne couvre une extension importante du territoire. Il n'y a pas de chiffres officiels des zones occupées par ces plantations mais l'impact sur l'écosystème forestier est incontestable. Pour cultiver 1 hectare de cocaïne, 4 hectares de forêt sont détruites. Mais ceci n'est pas la seule pression exercée sur la forêt, si l'on tient en compte l'exploitation de bois pour la production d'énergie et pour l'usage domestique et commercial ; ainsi comme l'ouverture de nouvelles terres pour l'agriculture, la chasse, etc. La coupe indiscriminée d'arbres natifs, dont on ne connaît pas encore leur utilisation botanique ou médicinale, et qui les communautés autochtones n'utilisent pas, dépasse les capacités de leur rénovation. Les effets sont très importants, représentés par l'élimination de la productivité de la forêt,

l'érosion des sols, la possible disparition des espèces de faune et de flore, et la diminution du débit des fleuves.

La connaissance partielle de la diversité biologique et du potentiel des ressources naturelles du département : eau, faune et flore, ne permet pas de qualifier et quantifier les impacts des pratiques inappropriées dans les différents écosystèmes. Également, le manque de sensibilisation et d'éducation environnementale conduit à l'ignorance de l'essence du développement durable, ce qui met en péril l'avenir de la prochaine génération.

L'administration départementale, pourtant, définit trois grandes zones environnementales critiques dépendant des conditions physiques, l'utilisation traditionnelle et l'emplacement géographique, qui montrent un processus de déprédation rapide et continue des ressources naturelles. Elles sont :

- a) La haute plaine et la forêt tropicale dévastées dans le site du triangle de Chupave, Puerto Príncipe et Werima.
- b) La haute plaine et forêt tropicale alluviale dévastées par les communautés indigènes du fleuve Uva.
- c) Les forêts tropicales et plaine alluviale des fleuves Meta, Tomo, Orénoque, Vichada et Tuparro.
- d) Comme conséquence de cette situation, l'autorité locale émet une loi d'utilisation des terres, dans laquelle, tenant compte de la vocation du sol, la région est divisée en zones avec des règlements de son usage. (Fig. 59) (Geospatial Ltda 2000)<sup>221</sup>

UTILISATION DU SOL PROPOSÉE	AREA (Hect)	AREA (%)
Zone agricole	442.067	4,4
Zone élevage	977.360	9,8
Agroforesterie	4.029.729	40,2
Zone de boisement	3.809.196	38
Zones de réserves naturelles	582.406	5,8
Zone de conservation environnementale non productive	183.442	1,8
TOTAL	10.024.200	100

**Fig. 59 Utilisation des sols.**

Sources : Lineamientos del ordenamiento territorial del departamento del Vichada

<sup>221</sup> Geospatial Ltda. (2000). *Formulación para los Lineamientos del Ordenamiento Territorial del Departamento del Vichada*. Bogotá: Gobernación del Vichada.

### **2.3.2 Biodiversité assiégée**

Avec seulement 0,7% de la masse terrestre de la planète, la Colombie contient 10% de la biodiversité de la Terre, en deuxième place après le Brésil, avec des écosystèmes très disparates allant de la chaîne de montagnes des Andes à la forêt tropicale des bassins de l'Orénoque et de l'Amazone. (UNDP 2013)<sup>222</sup> La richesse du patrimoine naturel du pays comprend des forêts tropicales qui couvrent quelques 680.000 kilomètres carrés, ainsi que 55.000 espèces de plantes, 1.721 espèces d'oiseaux, 205 espèces de lézards, et 430 espèces de grenouilles et de crapauds. Ce pays de l'Amérique du Sud a près de 55 millions d'hectares de forêt naturelle, (48,71% du territoire national), 2,6 millions d'hectares de prairies, zones humides et secs terre, et 1,10 millions d'hectares d'eaux continentales, montagnes de neige et installations urbaines. Cette diversité d'écosystèmes favorise une gamme exceptionnellement variée d'espèces : il est le troisième pays au monde en termes d'espèces de vertébrés, il dispose 7% des espèces de mammifères de la planète, 19% des espèces d'oiseaux du monde et 60% de ceux de l'Amérique du Sud. (UNDP 2009)<sup>223</sup>

L'extraordinaire riche biodiversité de la Colombie est sérieusement menacée par les trafiquants de drogue qui cultivent la coca et le pavot à l'opium, dans les régions écologiquement sensibles du pays. Les précurseurs chimiques utilisés dans le traitement de l'héroïne et de la cocaïne provoquent des dégâts environnementaux dans les forêts tropicales et les systèmes fluviaux lorsque les trafiquants les déchargent. Le gouvernement colombien estime que la superficie totale actuellement endommagée, directement et indirectement, par la culture du pavot dans la forêt andine et la région de montagne est de 78.500 hectares ; supplémentaires aux 425.600 hectares de forêt tropicale humide des bassins de l'Amazone et de l'Orénoque endommagées par la culture de coca. Or, depuis 1985, plus d'un million d'hectares de forêt tropicale sont détruites en Colombie pour soutenir les cultures illicites.

Les régions de forêts tropicales restantes du pays ont l'un des taux de séquestration de dioxyde de carbone les plus élevés dans le monde, un élément important pour contrebalancer les émissions de gaz d'effet de serre et ralentir les changements climatiques.

### **2.3.3 Climat**

En raison de la proximité du pays de l'équateur, son climat est tropical et isotherme, avec des précipitations annuelles variables. Les différences climatiques sont liées à l'altitude et le déplacement de la zone de convergence intertropicale entre les deux masses d'air principales, à partir desquelles les alizés de nord-est et sud-est s'originent.

---

<sup>222</sup> UNDP. (2013). Latin America and the Caribbean: A Biodiversity Superpower. Consulté le juin 3, 2013, sur [http://web.undp.org/latinamerica/biodiversity-superpower/English\\_Colombia.htm](http://web.undp.org/latinamerica/biodiversity-superpower/English_Colombia.htm)

<sup>223</sup> UNDP. (2009). *Biodiversity and Ecosystems: Why these are Important for Sustained* . United Nations Development Program. Bogota.

Le climat de la forêt tropicale de la région amazonienne est marqué par une pluviométrie annuelle de plus de 2.500 mm et des températures annuelles moyennes supérieures à 23 ° C. Un climat de mousson tropicale caractérisé par un ou plusieurs mois de sécheresse, qu'encore soutient la végétation de la forêt tropicale, se trouve dans la zone près de Villavicencio, département du Meta.

Les savanes tropicales, avec une alternance des saisons sèches et humides, constituent l'élément prédominant dans les plaines orientales ; avec une saison sèche de novembre à avril et une saison de pluies (brisés par des périodes sèches) de mai à octobre. Celles-ci sont caractérisées par une pluviométrie annuelle de 1800 à 1800 mm et une température moyenne annuelle supérieure à 23° C. (CONVENIO MADR-CORPOICA-CIAT 2012)<sup>224</sup>

### **3. Économie**

#### **3.1 L'agriculture**

L'agriculture est la principale activité développée dans la plaine fertile des fleuves Meta, Orénoque, Vichada, Guaviare, Bitá et Tomos, avec un usage culturel et traditionnel, destiné à une économie d'autoconsommation. Bien que de grands efforts sont faits pour générer activités productifs profitables, les statistiques ne sont pas encourageantes : près de 95% de la production est destinée à l'autoconsommation (maïs, riz, citrouille, yucca et banane plantain), tandis que seulement 5 % est pour le commerce (melon d'eau et coton principalement). Dans ce contexte, il y a un grand défi afin de développer et d'appliquer des technologies dans des cultures commerciales qui les rendent efficaces.

Les difficultés liées au processus de commercialisation sont dus à la désarticulation des marchés nationaux, à l'absence de voies d'accès et des infrastructures de production. En conséquence, le bas pourcentage de la production qui pourrait être commercialisé, doit être vendu localement sans aucune valeur adjointe, ni des profits pour récupérer les coûts de production. (Geospatial Ltda 2000)<sup>225</sup>

#### **3.2 L'élevage**

L'activité d'élevage dans le département est principalement la reproduction et l'élevage de bovins, et à une échelle mineure, de porcines et équines. La production de bétail est pourtant affectée par de nombreux problèmes : inadéquation vaccination et planification de la santé animale, le manque de suppléments d'alimentation et de l'amélioration des pâturages, et aucune connaissance de la sélection de la race d'élevage.

---

<sup>224</sup> Convenio Madrid-Corpoica-Ciat. (2012). *El futuro de la Orinoquia: Desarrollo Tecnológico de la Altillanura*. Cali: Corpoica.

<sup>225</sup> Geospatial Ltda. (2000). *Formulación para los Lineamientos del Ordenamiento Territorial del Departamento del Vichada*. Puerto Carreño: Gobernación del Vichada.

Statistiques de natalité de 47,5%; 12 mois l'âge et 100 kg de poids au moment du sevrage ; mortalité de 8 à 12% des veaux, et de 5 à 7% chez les adultes, montrer les problèmes en cette matière.

À l'exception de Puerto Carreño, il n'y pas un recensement complet du bétail dans le département ; cependant, une diminution dans cette activité est observée dans le département. Des facteurs tels que le coût élevé des intrants et du transport, l'apparition d'une maladie inconnue, l'absence de canaux de commercialisation, le soutien financier faible et les problèmes sociaux et de violence, influencent ce phénomène.

Une estimation du volume de la commercialisation annuelle des bovins est de 24.043 animaux ; desquels 3.600 sont pour le marché local, et le reste est commercialisé par des intermédiaires à Villavicencio et Bogota, et un nombre faible au Venezuela.

### **3.3 Forêts**

L'activité commerciale du bois et des espèces extractives, est favorable car il y a une certaine demande du marché régional et national. Les agriculteurs assument la plus part de l'extraction du bois, alors que les autochtones ne font que l'utilisation du bois pour faire du feu, de la construction et de l'artisanat à la maison. Cependant, la participation à l'économie du département et l'impact environnemental est inconnue, en raison du manque d'informations pour une analyse détaillée de cette activité (volume de bois, nombre de scieries, la quantité de bois dans chaque scierie, les hectares de déforestation, le prix de vente, etc.)

### **3.4 Pêche**

L'activité de pêche dans le département est divisée en trois modalités différentes : ornement, pour la consommation et pour le sport. La population de pêcheurs de Puerto Carreño est de 800 personnes. Ce nombre peut augmenter à 1500, si l'on ajoute les agriculteurs qui alternent l'agriculture à cette activité.

Le volume de poissons pour la consommation envoyé de Puerto Carreño à l'intérieur du pays, se calcule à 300 tonnes annuelles, tandis que les poissons d'ornement, l'estimation est de 1'423.043 échantillons commercialisés.

### **3.5 Action institutionnelle**

L'action des institutions vinculées à l'activité agricole est très déficiente. Bien que des institutions comme l'ACI, INPA, INCODER, IDEAM et la Banque agraire, soient présents dans le département, elles n'ont pas beaucoup d'autonomie pour prendre des décisions. Ajouté à cela, il n'y a aucune mesure prise par les UMATAS (unités municipales de l'assistance technologique). Le ministère de l'Agriculture participe et soutient quelques actions à travers

certaines programmes tels que le Programme national pour le Transfert Technologique de l'agriculture, PRONATTA, et la Corporation d'investigation agricole, CORPOICA.

En résumé, les facteurs suivants ont conduit à une participation limitée du Vichada dans l'économie nationale et régionale: gestion limitée des institutions, structure corporative faible, canaux commerciaux et des infrastructures productives précaires, manque d'investissements privés, transfert technologie faible et pauvre aptitude des sols.

### **3.6 Tourisme**

Compte tenu de la richesse naturelle du département, l'activité touristique est une alternative importante pour le développement économique, mais le faible niveau de l'investissement public et privé et le manque de leadership dans cette matière, limitent cette activité.

L'énorme extension de la savane, la flore dans la forêt tropicale et la bande guyanaise qui contraste avec les exceptionnelles roches guyanaises, sont des attractions touristiques importantes.

Le paysage naturel du Vichada (les lacs, les étangs, les plaines et les plantations de Moriches) est très riche en faune et flore, et certains sont uniques au monde. La diversité des cours d'eau, des poissons, des mammifères, rongeurs et reptiles de cette région, est très intéressante pour le tourisme écologique. Une attraction spéciale est le Parc Naturel du Tuparro, ainsi que la station touristique de Nimajay et la grande culture indigène, représentée par les réserves indiennes avec leur culture et leurs traditions.

Le manque de voies d'accès, le coût élevé du transport, la pauvre capacité d'hébergement, l'indifférence des autorités envers le développement de cette activité et l'absence de promotion des attraits touristiques naturels du département, sont quelques-uns des points, qui limite la croissance du tourisme en Vichada.

### **3.7 Commerce**

Au cours des dernières années, la consolidation de l'activité du commerce est principalement dans les centres urbains, notamment à Puerto Carreño capitale du département, qui est situé sur la frontière avec le Venezuela.

Le commerce inclut la demande d'intrants, la consommation locale de biens personnels (magasins, restaurants, hôtels, supermarchés, etc.), services de transport, matériaux de construction ; et l'activité autour de l'économie de la cocaïne, du bétail, de la pêche et agriculture. L'activité commerciale est surtout avec le Venezuela, Villavicencio et Bogota. Toutefois, le volume commercial est limité dû à la taille des marchés existants, qui dépendent du pouvoir d'achat de la population.

En termes généraux, cette activité est très faible et ne permet pas d'établir une structure solide pour le développement et la productivité dans ce secteur. Le Vichada a un commerce international actif avec Puerto Páez et Puerto Ayacucho, au Venezuela, mais seulement des produits comme : carburant, liqueurs et articles à usage personnel. La création d'un bureau de la Direction Nationale des impôts et des douanes (DIAN), a un grand impact dans la pratique du commerce à Puerto Carreño, donc le système traditionnel est des opérations de troc. (Fig. 60)

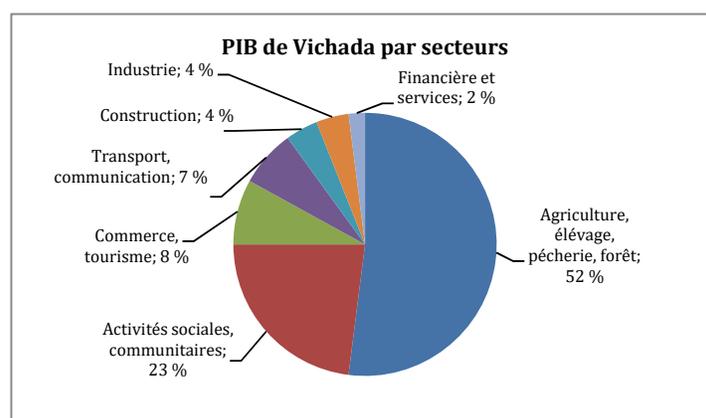


Fig. 60 (%) PIB département du Vichada par secteurs.  
Source : DANE 2011, Cuentas Departamentales 2009

## 4. Infrastructure

### 4.1 Transports

La grande problématique du transport en Vichada, est systémique inhérente à tout le département. Avec une extension de 100.242 km<sup>2</sup> de savanes de forêt tropicale le manque d'infrastructure est ostensible, il y a de nombreuses sources d'eau, avec une grande variété de niveaux qui restreignent le transit des bateaux pendant cinq mois d'été sévère ; tandis que en hiver, les inondations de la savane limitent le transit véhiculaire ; en ajoutant à cela le coût élevé du transport aérien pour passagers et cargo. Avec cet aperçu, il est évident la nécessité de construire un réseau de transport intégral dans l'ensemble du département. (Gobernación del Vichada 1997)<sup>226</sup>

#### 4.1.1 Infrastructure routière

Le Département du Vichada compte avec 2.039 kms de routes, desquels 92% sont des routes naturelles de terre, profitant de la topographie plaine, et le restant 8%, à certains

<sup>226</sup> Gobernación del Vichada. (1997). *Plan de Transporte e Infraestructura departamento del Vichada*. Puerto Carreño: Gobernación del Vichada.

investissements comme la construction de talus, l'amélioration des banques, des drains naturels de l'eau, et quelques kilomètres conçus géométriquement. (Fig. 61)

Le système hydrographique limite la création de routes, car la plupart des fleuves coulent dans le sens ouest-est, facteur naturel qui conditionne le développement des routes dans le sens nord-sud. Ces conditions naturelles établissent les paramètres pour la construction des routes importantes du département ; c'est pourquoi les routes d'El Viento - Puerto Carreño et de La Línea - Puerto Carreño, sont parallèles au système hydrographique du département.

Type de surface	État			Total (kms)
	Bon	Moyen	Mauvais	
Asphalté	2,70			2,70
Terre compactée	15,25	178,93		194,18
Terre		14,72	1.827,90	1.842,62
Total	17,95	193,65	1.827,90	2.039,50

**Fig. 61 État actuelle du réseau routier**

Source : Atlas de Colombia. Instituto Geográfico Agustín Codazzi. 2002

Les possibilités d'articuler le département avec les routes nationales dépendent de la consolidation de projets tels que : la route des Plaines et la voie Transversale, Buenaventura - Puerto Carreño. Concernant le premier, le développement du réseau routier des départements d'Arauca et Casanare, près du fleuve Meta, est définitif ; dans le second cas, cela dépend de l'avancement des travaux de construction, aujourd'hui, entre Puerto López et Puerto Gaitán. (Fig. 62)

#### 4.1.2 Routes principales



Fig. 62 Infrastructure routière.

Source : Atlas de Colombia. Instituto Geográfico Agustín Codazzi. 2002

- Puerto Carreño - La Línea

Route importante pour le développement des villages et des villes situées sur la rivière Meta, et leur communication avec le centre du pays. Elle a 564,18 kms dont 2,7 kms sont pavées ; 71,30 kms en terre compactée régulière, et 491 kms en terre le long de la savane naturelle. Sur cette route, on trouve quelques ponts sur petits cours d'eau, et quelques autres, encore en cours de construction. (Fig. 63)<sup>227</sup>

#### 4.1.3 Routes secondaires

- El Viento - Puerto Nariño

Route avec importance pour la région du haut Vichada, dans la municipalité de Cumaribo. Il communique toutes les localités sur le fleuve Vichada, avec le centre du pays et avec les centres de production du Venezuela. Elle a 599 kms de long, dont 122 kms sont en mauvais état, et 543 kms en terre, sans aucune planification. Il est évident le manque d'investissement et d'entretien ce qui fait le transit très coûteux et les produits basiques très chers. (Fig. 64)

<sup>227</sup> Tramo=Tronçon; Pavimento=Asphalté; Afirmado= Terre compactée; Tierra: Terre

- Tres Matas - Puerto Príncipe

Cette route a 213 kms. Elle n'a pas de planification, mais il y a des ponts sur les torrents Mayoragua, Chela, Guacamayas et La Julia. (Fig. 65)

- Puerto Nariño - Puerto Carreño

Plus connu sous le nom de la route La Dignidad (dignité), intègre la région de Cumaribo à Puerto Carreño, le long du fleuve Orénoque. Elle est 183,31 kms long, et 156 kms ont un contour géométrique. N'ayant tous les ponts nécessaires, la communication est interrompue. Un aspect important de cette route, c'est qu'elle traverse le Parc Naturel du Tuparro, en prenant importance touristique et écologique pour le développement du département. (Fig. 66)

- La Primavera - Tres Matas

Communique les municipalités de La Primavera et Cumaribo, elle a 199 kms de long, sur terrain naturel et terre. (Fig. 67)

Tramo	Long. Km.	Pavimento			Afirmado			Tierra		
		B	R	M	B	R	M	B	R	M
Puerto Carreño Aceitico	125.48	2.7				48.30				74.48
Aceitico Puerto Murillo	19.38					3.00				17.88
Puerto Murillo Venturosa	42.74									42.74
Venturosa Nueva Antioquia	86.54									86.54
Nueva Antioquia Santa Bárbara	86.70					20.00				66.70
Santa Bárbara La Primavera	73.55									73.55
La Primavera Santa Rosalía	61.91									61.91
Santa Rosalía Guacacías	33.50									33.50
Guacacías La Línea	34.38									34.38
<b>TOTAL</b>	<b>564.18</b>	<b>2.70</b>				<b>71.30</b>				<b>491.68</b>

Fig. 63 Route Puerto Carreño – La Línea

Source : Atlas de Colombia. Instituto Geográfico Agustín Codazzi. 2002

Tramo	Long. Km.	Pavimento			Afirmado			Tierra		
		B	R	M	B	R	M	B	R	M
Los Mangos El Viento	20.00					20.00				
El Viento El Progreso	15.25				15.25					
El Progreso Tres Matas	49.06						34.34		14.72	
Tres Matas La Catorce	49.59						29.75			19.34
La Catorce Cuamaribo	56.05						23.54			32.51
Cuamaribo Palmarito	66.60									66.60
Palmarito Chaparral	49.20									49.20
Chaparral Santa Rita	77.00									77.00
Santa Rita Puerto Nariño	83.80									83.80

**Fig. 64 El Viento –Puerto Nariño**

Source : Atlas de Colombia. Instituto Geográfico Agustín Codazzi. 2002

Tramo	Long. Km	Pavimento			Afirmado			Tierra		
		B	R	M	B	R	M	B	R	M
La Primavera Tres Matas	199.9									199.9
	199.9									199.9

**Fig. 65 Tres Matas - Puerto Príncipe**

Source : Atlas de Colombia. Instituto Geográfico Agustín Codazzi. 2002

Tramo	Long. Km	Pavimento			Afirmado			Tierra		
		B	R	M	B	R	M	B	R	M
Puerto Nariño Caño Tiro	20.00									20.00
Caño Tiro Río Tomo	38.00									38.00
Tambora Garcitas	45.64									45.64
Garcitas Casuarito	39.58									39.58
Casuarito-La Y	40.09									40.09
	183.31									183.31

**Fig. 66 Route La Dignidad**

Source :

Atlas de Colombia. Instituto Geográfico Agustín Codazzi. 2002

Tramo	Long. Km	Pavimento			Afirmado			Tierra		
		B	R	M	B	R	M	B	R	M
Tres Matas - San José de Ocné	55.60									55.60
San José de Ocné Chupave	45.10									45.10
Chupave Puerto Príncipe	111.37									111.37
	212.07									212.07

**Fig. 67 Route La Primavera - Tres Matas**

Source : Atlas de Colombia. Instituto Geográfico Agustín Codazzi. 2002

#### 4.1.4 Routes tertiaires

- La Catorce – INDERENA

Elle a 309 kms long temps en mauvais état, sur des savanes avec tout type d'accidents géographiques. (Fig. 68)<sup>228</sup>

Tramo	Long. Km	Pavimento			Afirmado			Tierra		
		B	R	M	B	R	M	B	R	M
La Catorce Inderena	309.39									309.39
	309.39									309.39

Fig. 68 Route la Catorce – Inderena

Source : Atlas de Colombia. Instituto Geográfico Agustín Codazzi. 2002

- Puerto Oriente – Guérima

Sur 103 kms 20% est savane plaine, les 80% sont des terres inégales dans la forêt tropicale. (Fig. 69)

Tramo	Long. Km	Pavimento			Afirmado			Tierra		
		B	R	M	B	R	M	B	R	M
Puerto Oriente Guerima	103.10									103.10
	103.10									103.10

Fig. 69 Route Puerto Oriente – Guérima

Source : Atlas de Colombia. Instituto Geográfico Agustín Codazzi. 2002

#### 4.1.5 Réseau fluvial

Sur les 18 principales localités riveraines, seulement 8 ont quelque sorte d'infrastructure d'accès, tandis que les autres, ont des rampes et des arrêts improvisés. (Fig. 70) (Fig. 71)

- Meta River

Le transport fluvial, en particulier sur le fleuve Meta, est le plus bon marché par tonne de Puerto López deux Puerto Carreño. Utilisé uniquement en saison des pluies (Mai - Décembre).

- Orénoque

L'Orénoque est la frontière entre le département de Vichada et la République du Venezuela, le long de 420 km, à partir d'Amanaven à Puerto Carreño. Il est navigable jusqu'au torrent d'Apure et Maipures, où la navigation est interrompue, et devient à nouveau navigable dans la localité vénézuélienne de Puerto Ayacucho, avec capacité pour des bateaux de 300 tonnes.

<sup>228</sup> Tramo=Tronçon; Pavimento=Asphalté; Afirmado= Terre compactée; Tierra: Terre

- Guaviare et Uva Rivers

De l'embouchure du fleuve Guaviare dans l'Orénoque, jusqu'à la limite du département de Meta long le fleuve, et vers le haut des branches mineures du fleuve Uva, dans la branche Amanaven. Le fleuve Guaviare est la possibilité d'intégration des localités riveraines, avec l'Orénoque et le fleuve Vichada, qui est finalement utilisé comme connexion entre l'intérieur du pays et Puerto Inirida.



Fig. 70 Les fleuves du Vichada

Source : Atlas de Colombia. Instituto Geográfico Agustín Codazzi. 2002

Port	Fleuve	État
Aceítico	Meta	En terre
Puerto Murillo		
Venturosa		
Nueva Antioquia		
Santa Bárbara		
La Primavera		
Santa Rosalía		
Puerto Carreño	Orénoque	Embarcadère en béton.
Cazuarito		Escaliers en béton
Garcitas		Rocher
Puerto Nariño		Escaliers en béton en bon état
Amanaven		Terre
Sesema la Rompida	Guaviare	Escaliers en béton
El Sejal		En terre érodée
Guaco y Shiare		Escaliers en béton en bon état
Güerima		Escaliers en béton en très bon état
Santa Rita	Vichada	Terre
San José de Ocumé		Rampe en béton en très bon état
Puerto Príncipe		Terre
Puerto Oriente		Terre

Fig. 71 État de l'infrastructure fluviale.

Source : Atlas de Colombia. Instituto Geográfico Agustín Codazzi. 2002

#### 4.1.6 Infrastructure Aérienne

En raison des conditions du réseau routier dans le département, le transport aérien est le plus utilisé pour le transport des passagers, des marchandises périssables, depuis et vers le centre du pays. Dans les dernières années, l'investissement pour l'amélioration des infrastructures aériennes est très représentatif. Dans Puerto Carreño, La Primavera, Santa Rosalia et La Venturosa, il y a une infrastructure aéroportuaire importante. Dans d'autres localités ils existent des pistes d'atterrissage pour petits avions de tourisme, adaptés par la communauté, qu'ont besoin d'un certain entretien pour garantir la sécurité des opérations. (Fig. 72)

Port	Longueur	État
Puerto Carreño	1.820	Aéroport national
Cazuarito		Piste en terre
Venturosa	1.200	Piste asphaltée
Nueva Antioquia	1.200	Piste en terre
Santa Bárbara	1.200	Piste en terre
La Primavera	1.400	Piste asphaltée
Santa Rosalía	1.000	Piste asphaltée
Cumaribo	1.000	Piste asphaltée
Puerto Príncipe	850	Piste en terre
Guerrima	1.000	Piste en terre
Gaviotas	1.500	Piste en terre
Puerto Nariño	1.000	Piste en terre
Marandua	2.000	Base militaire
El Sejal	1.000	Piste en terre
Chupave	800	Piste en terre
Palmarito	800	Piste en terre
San José de Ocué	2.000	Piste en terre
Guanape	800	Piste en terre
Santa Rita	800	Piste en terre

Fig. 72 État de l'infrastructure aérienne.

Source : Atlas de Colombia. Instituto Geográfico Agustín Codazzi. 2002

## 4.2 Services publics

### 4.2.1 Eau potable

Dans le département, il y a 18 systèmes d'aqueduc domestiques et 12 systèmes communautaires pour les réserves indigènes. Au cours des dernières années, près de 87% des infrastructures sont améliorées ou construites, avec un investissement principalement

à travers du système de cofinancement national (Système national de financiarisation). (DANE 2005)<sup>229</sup> (Geospatial Ltda 2000)<sup>230</sup>

En ce qui concerne les sources d'approvisionnement, 37% des aqueducs et / ou micro Aqueducs font usage d'aquifères d'eau souterraine ; 63% utilisent des cours d'eau et près des rivières. Equipements de diesel et de carburant sont utilisés pour pomper l'eau. Seulement à Guaco, ils utilisent de l'énergie hydraulique, et aucune des stations n'a des traitements de l'eau avec filtre à sable.

La priorité du département est l'approvisionnement en eau des localités peuplées, qui difficilement attendent le niveau de l'eau potable. Puerto Carreño et Le Sejal ont des plantes de purification de l'eau, mais sans entretien, ils ne fonctionnent pas correctement. Les structures de stockage et le réseau de conduction et de la distribution se trouvent dans des conditions moyennes, nécessitant un entretien périodique. Communautés indigènes ont développé d'autres systèmes comme : pompage de l'eau avec le carburant, les réservoirs de stockage élevées et des réservoirs de la communauté, ayant de bons résultats et une gestion adéquate des utilisateurs.

Une situation critique se reflète dans la gestion du service déficient par les autorités locales, laissant à l'administration départementale, la responsabilité du fonctionnement et de la maintenance du système d'aqueduc.

#### **4.2.2 Système d'égouts et de systèmes non conventionnels**

Comme dans le service de l'eau potable, l'un des principaux problèmes dans le département est l'évacuation adéquate des eaux usées et des eaux pluviales. Ils ont utilisé des systèmes non conventionnels, tout à fait inapproprié pour les conditions des sols de cette environnement ; emplacements inappropriés qui polluent les eaux de surface, et la conception actuelle de fosse septique ou latrines, qui est une tradition, n'arrivent pas au requis minimum pour atteindre une décharge appropriée de déchets.

Cumaribo, c'est la seule municipalité qui dispose d'une plante de traitement des eaux usées.

#### **4.2.3 Gestion des déchets**

Dans le département du Vichada il n'existe pas des institutions pour gérer le service de nettoyage et collecte des ordures. Il n'existe pas un règlement, pour convenablement sortir et gérer les déchets solides avec des techniques sanitaires appropriées, et dans les endroits corrects pour cette opération.

---

<sup>229</sup> DANE. (2005). *Censo General 2005 - Vichada*. Bogotá: Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas.

<sup>230</sup> Geospatial Ltda. (2000). *Formulación para los Lineamientos del Ordenamiento Territorial del Departamento del Vichada*. Puerto Carreño: Gobernación del Vichada.

#### **4.2.4 Abattoir municipal**

L'activité d'élevage dans le Vichada se fait d'une manière « *traditionnelle* », à niveau de l'exploitation comme de la transformation de la viande pour la consommation humaine. Depuis les années 1980 la construction d'abattoirs est promue, mais pour des raisons différentes le projet ne se réalise pas.

À l'heure actuelle, seulement Puerto Carreño et Santa Rosalia, comptent sur des installations appropriées pour la manipulation des bovins destinés à la consommation humaine.

#### **4.2.5 Télécommunications**

Bien que dans les dernières années, il y a quelques progrès dans ce domaine, grâce à l'impulsion donnée par TELECOM, il y a encore carence dans la gamme de ce service.

Le réseau de téléphonie urbaine est implémenté à Puerto Carreño avec 1.470 lignes téléphoniques et 70 lignes à Santa Rosalia ; tandis que à La Primavera et Cumaribo il n'y a pas de service téléphonique et le seul moyen de communication est la radio du bureau de l'état civil et certaines radios privées. Même si il y a au moins une ligne installée dans presque tous les villages, la plupart de celles-ci sont hors service.

Le service de téléphonie mobile est une solution partielle des dernières années, aux problèmes de télécommunication. Actuellement il y a une couverture dans le Vichada du 100% avec GSM (Global System for Mobile) et 25% avec 3,5G.<sup>231</sup>

#### **4.2.6 Energie électrique**

Le département de Vichada n'est pas interconnecté avec le reste du pays, de sorte que le service est rendu grâce à l'utilisation de plantes génératrices d'électricité. Il est considéré d'une grande importance l'interconnexion de Puerto Carreño avec la République du Venezuela, et l'interconnexion électrique de Santa Rosalia avec la ligne qui vient du département de Casanare. Pour le reste du département, les sources d'énergie conventionnelles et alternatives doivent être promues.

### **5. Services sociaux**

#### **5.1 Secteur Santé**

##### **5.1.1 Organisation**

Le secteur de la santé n'est pas décentralisée, raison pour laquelle le Secrétariat de la santé du département, agit non seulement comme l'organisation pour le contrôle et la vigilance,

---

<sup>231</sup> Information d'Asomóvil Colombia, 2012

mais elle est aussi celle qui rend ce service à la communauté. Hôpitaux, dispensaires et postes de premiers secours, dépendent du gouvernement central du département. (DANE 2005)<sup>232</sup> (Geospatial Ltda 2000)<sup>233</sup>

Le Secrétariat dispose d'une structure de santé établie, conformée par la Sécurité Sociale et les divisions de promotion et de prévention. Tenant compte des caractéristiques territoriales, fonctionnelles et démographiques du département, le Secrétariat de la Santé met en place sept zones de plates-formes, et dans chacune il y a un cabinet médical ou un hôpital qui sont des organisations de référence zonales. Les municipalités de Puerto Carreño, La Primavera et Santa Rosalia, sont chacune une zone de plate-forme, tandis que la municipalité de Cumaribo, en raison de son extension, est divisé en quatre areas.

Afin de fournir le service, l'Office de la santé a 25 plateformes réparties dans les différentes zones ; et grâce à ces organisations, le département offre des soins médicaux de premier et deuxième niveau dans la région. Sauf pour l'Enterprise sociale publique Saint John de Dieu de Puerto Carreño, les autres organisations sont de premier niveau ; par conséquent, le département complète son réseau de service avec des accords signés avec des hôpitaux de deuxième et troisième niveau situés à Villavicencio et Bogota.

Pour élargir la couverture des services vers les zones rurales les plus éloignées, le Secrétariat élabore les stratégies suivantes :

-Organisation d'unités d'attention primaire, par les promoteurs de la santé. À l'heure actuelle, il y a soixante-dix promoteurs.

-Organisation des brigades pluridisciplinaires. Cette stratégie, nonobstant son haut impact, reste toujours trop onéreuse.

Le personnel travaillant dans le secteur de la santé, est de 309, distribué par niveaux et programmes zonaux. Il y a un total de 121 dans la zone administrative, dont 50% appartiennent à l'Office de la Direction Générale de la Santé, et le reste d'entre eux, aux hôpitaux, dispensaires de santé. Dans l'area de l'assistance (services médicaux), il y a 188 fonctionnaires, tous dans les hôpitaux et les centres de santé, pour 63.603 habitants ; soit 1 pour chaque 335 habitants.

### **5.1.2 Profil épidémiologique**

La situation sanitaire est l'un des facteurs de risques de la santé départementale. En général, la faible couverture des systèmes de distribution d'eau, le manque des systèmes de gestion

---

<sup>232</sup> DANE. (2005). *Censo General 2005 - Vichada*. Bogotá: Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas.

<sup>233</sup> Geospatial Ltda. (2000). *Formulación para los Lineamientos del Ordenamiento Territorial del Departamento del Vichada*. Puerto Carreño: Gobernación del Vichada.

d'eaux usées, des ordures et des déchets solides, les mauvaises conditions d'hygiène des maisons, la présence d'arthropodes et les rongeurs et la rare surveillance épidémiologique, ce sont des facteurs de risque qui contribuent dans la propagation des maladies caractéristiques de la région telles comme : affections diarrhéiques, poly parasitisme intestinal, maladies de la peau, tuberculose et des infections respiratoires.

Aspects environnementaux tels que l'abattage d'arbres pour des cultures illicites, les installations humaines dans les zones sauvages, le déséquilibre écologique et la contamination des sources d'eau, plus le fait d'être situé dans une ligne de frontière, et le manque de surveillance épidémiologique, contribuent à la présence de maladies comme : le paludisme, la fièvre jaune, la grippe, la maladie de Chagas et la leishmaniose.

Les aspects sociaux et économiques se reflètent dans la situation de la santé, étant des risques élevés de maladie ou même la mort. La situation économique précaire de la majorité de la population, les installations de la savane et de la forêt, le mauvais contrôle de l'environnement, la population flottante élevée, la prostitution, le déplacement des groupes sociaux, la perte de la culture native, et les problèmes nutritionnels, sont certainement liées à des problèmes de santé.

En raison des conditions géographiques, sociales et fonctionnelles, la couverture et l'efficacité des activités de vaccination sont difficiles ; donc, la grande vulnérabilité du département est due à la mauvaise prévention immunologique. La tuberculose est l'une des pathologies les plus courantes qui affectent principalement la population indigène ; en 2000, le taux d'incidence est de 23,27 pour 100.000 habitants. L'incidence du paludisme en 2000 est de 23,7 pour 1.000 hab., étant la plus élevée à Werima, Santa Rita, Cumaribo et Puerto Carreño. Selon l'OMS, plus de 10 cas pour 1.000 habitants est un indicateur à haut risque pour le paludisme.

### **5.1.3 Mortalité**

En regardant les statistiques de mortalité, on observe que le groupe le plus représentatif et vulnérable est celui des enfants de moins de 1 an. Le taux de décès par dénutrition, très élevé, révèle un problème social et culturel à travers l'ensemble du département. D'autres indicateurs de haut taux de mortalité sont souvent causés par MDAS et IRAS (maladies diarrhéiques aiguës et infections respiratoires aiguës) et aussi par blessures par balles. Les problèmes cardio-respiratoires sont l'une des 10 principales causes de décès, ce fait illustre la nécessité de contrôler et prévenir le tabagisme, l'alcoolisme, la dénutrition, la tension artérielle élevée, et d'autres facteurs qui développent cette pathologie.

Le taux de mortalité infantile au Vichada est le deuxième plus haut du pays avec 25,26 pour chaque 1.000 enfants nés ; tandis que la moyenne nationale est 12,76 pour chaque 1.000 enfants nés.

### 5.1.4 Couverture

La couverture est un des indicateurs les plus utilisés en matière de santé, afin d'évaluer la réalisation des objectifs et des buts. Toutefois, en dépit des efforts déployés par le département, les résultats ne sont pas ceux désirés, en raison des conditions territoriales et la dispersion de la population. Un autre indicateur très utilisé est la couverture de l'affiliation du système de subvention, sur la base des départements. À présent, il y a 21.874 affiliés à ce système, étant Puerto Carreño le lieu avec le plus haut pourcentage : 83% ; tandis que La Primavera déclare au-dessous du 50%, mais les données ne sont pas fiables. Malgré des efforts du Secrétariat de la Santé et les municipalités, la croissance de la couverture du système est incertaine en raison du fait qu'une grande partie de la population ne dispose pas d'une pièce d'identité, ce qui signifie que près de 40% des affiliés du système devront quitter le système.

## 5.2 Secteur éducation

### 5.2.1 Organisation

Le Secrétariat de l'Éducation et de la Culture a 142 personnes comme personnel administratif et 580 enseignants. En ce qui concerne le contrôle de la fonction éducative, il y a 6 noyaux éducatifs, qui recueillent 223 centres d'enseignement, 221 publiques et 2 privées. (Fig. 73)

Noyaux	Municipalité	Établissements		Niveaux			
		Habilités	Non Habilités	Préscolaire	Primaire	Secondaire	Lycée
1	Pto. Carreño	27	1	13	22	4	3
2	La Primavera	23	0	4	21	3	1
3	Cumaribo	33	6	6	29	2	1
4	Cumaribo – Sta. Rita	33	6	1	29	2	
5	Cumaribo – El Sejal	21	2		20		
6	Sta. Rosalia	16	1	3	12	1	
	Éducation contractée	51	5				
<b>Total</b>		<b>204</b>	<b>21</b>				

Fig. 73 Noyau éducatifs et Établissement éducatifs  
Source : Secrétariat d'Éducation du Vichada.

La Préfecture Apostolique de Vichada est un élément important dans l'administration du système éducatif. Leurs instituts, situés à Santa Teresita del Tuparro, la Pascua, Sunape, San Luis del Tomo, et leurs écoles satellites fournissent les besoins éducatifs pour une grande quantité d'habitants, en particulier des populations rurales et indigènes. Le reste du département bénéficie d'une couverture de l'enseignement public.

### **5.2.2 Infrastructure**

En général, l'infrastructure est médiocre, surtout dans les zones rurales et le noyau éducatif dans la Municipalité de Cumaribo. 37% des salles de classe sont en très mauvais état et 43% en mauvais état. 45% de tous les centres éducatifs sont en mauvais état.

En ce qui concerne l'assainissement, la situation générale est très pauvre. 52% des écoles n'ont ni unités sanitaires, ni eau potable. Par ailleurs, 59% des unités sanitaires partout dans les centres éducatifs sont en mauvais état et 27% dans un très mauvais état. La pire situation est en Cumaribo (noyaux 3, 4, 5) avec un 86% sans eau et 55% sans unités sanitaires.

### **5.2.3 Principaux indicateurs**

Le système éducatif montre un grave problème : la carence en couverture, efficacité et qualité.

La couverture des services dans le département concernant l'éducation primaire basique dans les zones urbaines est plutôt satisfaisante. Toutefois, dans les zones rurales, les carences en matière de couverture sont évidentes, surtout dans Cumaribo. Dans l'école maternelle, l'école secondaire et l'éducation de base, il n'y a pas assez d'enseignants, donc la capacité limitée.

L'absence d'une politique qui assure l'emplacement stratégique des centres de formation, rend difficile la présence des enfants d'âge scolaire ainsi comme l'initiation de leur éducation au temps adéquat. La couverture d'école maternelle n'est que de 9,3% ; dont 78% est dans les zones urbaines et 22% dans les zones rurales. Parallèlement, la couverture de l'éducation de base est du 22,2% dans les zones urbaines. Or, le manque de capacité affecte principalement la population indigène et les agglomérations rurales avec une couverture du 14%. À Cumaribo, le noyau 3, ne possède que 11,7% de couverture, et dans les noyaux 4 et 5 il n'y a aucune. Au niveau d'école secondaire la couverture est du 19%, principalement dans les zones urbaines comme Puerto Carreño, la Primavera et Santa Rosalia.

En ce qui concerne la qualité, le principal problème réside dans la difficulté à recruter et à retenir les enseignants qualifiés : en plus, ils n'ont pas une instruction pédagogique adéquate pour obtenir les résultats les plus élevés d'éducation dans le département. 14% de ces enseignants n'ont pas terminé leurs études secondaires. Cette situation est encore plus critique dans les communautés indigènes, où selon les normes ethniques d'éducation, il n'y a pas des exigences académiques minimales pour l'enseignement.

Dans l'enseignement scolaire de base et secondaire, ce n'est pas facile de recruter des enseignants hautement qualifiés en raison des difficultés d'accès et les bas niveaux de vie de la région. Dans ces cas, des instructeurs mal préparés enseignent des matières comme les mathématiques, les langues, l'informatique et d'autres domaines techniques.

Un autre facteur de responsabilité dans la qualité de l'éducation, dans ce département, est l'absence de continuité et de l'évaluation du processus éducatif, y compris les enseignants, par des superviseurs techniques. Il n'y a pas de continuité dans le développement des différents programmes éducatifs de Vichada, et pourtant les innovations pédagogiques et éducatives qui répondent aux besoins des élèves et de la société, sont des faits importants qui contribuent à la qualité du service de l'enseignement.

Quant à l'efficacité interne, seulement le 75% des élèves passent à la classe supérieure. Dans l'école maternelle et l'école secondaire seulement 67% passent à l'année suivante. Cette situation est causée par la forte désertion des étudiants en raison de la situation économique de la famille et la difficulté de s'adapter à l'école dans les premières années. Cela s'aggrave dans le niveau de transition en raison du manque de continuité dans les programmes d'éducation de base. 11% des élèves abandonnent l'école en maternelle, 11,4% dans le primaire et 11% au lycée. Les plus hauts taux de l'échec se produisent en première, deuxième et sixième années.

L'efficacité administrative est aussi critique dans le département. Chaque enseignant a une moyenne de 22 élèves ; mais en certaines écoles il y a des enseignants qui ont plus ou moins 45 élèves, bien au-dessus de la moyenne nationale.

Dans le Vichada les centres d'éducation de haut niveau sont inexistantes, et les universités et les institutions techniques les plus proches sont situées dans le département voisin de Meta, de nombreuses heures de route en voiture ou en bateau.

Le Vichada occupe la dernière place en question d'éducation en Colombie, tel comme de démontrent le chiffres suivantes : (Fig. 74) (Fig. 75)

Département	Années		
	Total	Urbain	Rural
Bogota (1 <sup>er</sup> place)	9,8	9,8	5,6
Vichada	5,4	7,2	3,8
Moyenne Nationale	7,7	8,5	4,5

**Fig. 74 Moyenne d'années d'éducation au Vichada.**

Source : DANE, Censo 2005, Sistema 59

Cálculos : Econometría S.A. 2009

Département	Age								
	7 à 11			12 à 17			18 à 24		
	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural
Bogota (1 <sup>er</sup> place)	94,9	94,9	90,3	86,3	86,3	77,4	36,4	36,5	22,4
Vichada	76,4	91,6	65,7	59,6	77,7	42,9	16,0	22,8	11,1
Nationale	91,9	93,9	86,6	77,7	82,8	63,1	27,4	31,4	13,1

**Fig. 75 Taux d'assistance scolaire au Vichada.**

Source : DANE, Censo 2005, Sistema 59

Cálculos : Econometría S.A. 2009

## La Primavera : le noyau

### 1. Géo-anthropologie

#### 1.1 Géographie et démographie

La Municipalité de La Primavera (Département du Vichada 2013)<sup>234</sup> est située à l'extrémité orientale du pays dans le département du Vichada, située entre 06 ° 19'34" et 02 ° 53'58" de latitude nord et 67 ° 25'1" et 71 ° 7'10 " de longitude ouest. Elle limite au nord avec les départements de Casanare et Arauca, et la frontière avec le Venezuela, au sud avec la municipalité de Cumaribo, à l'est avec la municipalité de Puerto Carreño et à l'ouest avec la municipalité de Santa Rosalia. (Fig. 76) (Fig. 77)

Superficie totale : 21.420 km<sup>2</sup> (correspondant au 22% du département de Vichada)

Extension zone urbaine : 4,22 km<sup>2</sup>

Extension zone rurale : 21.415,78 km<sup>2</sup><sup>235</sup>

Population totale : 14.000 habitants

Population urbaine : 3.000 habitants dans une seule villette

Altitude de la municipalité (mètres au-dessus du niveau de la mer) : 140

Température moyenne : 28 ° C

La distance de référence : 370 kms à Puerto Carreño



Fig. 76 Localisation La Primavera Source : Google Earth

<sup>234</sup> Département du Vichada. (2013). La Primavera. Consulté le juin 11, 2013, sur <http://laprimavera---vichada.gov.co/nuestromunicipio.shtml?apc=mmxx-1-&m=d>

<sup>235</sup> À comparer avec la Picardie : 19 399 km<sup>2</sup> ; ou la moitié de la Suisse : 41.260 km<sup>2</sup>

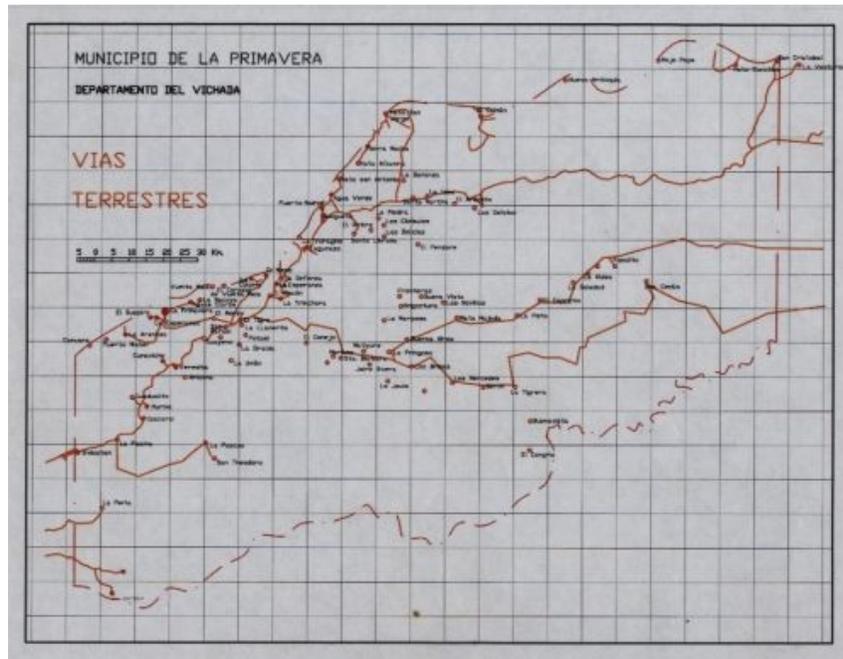


Fig. 77 Carte de la municipalité de la Primavera.  
 Source : <http://laprimavera-vichada.gov.co> 2012

## 1.2 Logement

Dans la municipalité ils ont élaboré trois projets de logements d'intérêt social : les programmes d'habitat rural Villa Adriana I et la Villa Adriana II, qui récemment ont d'eau courante et l'électricité, mais qui n'ont toujours pas de service d'égout, besoin urgent car la zone est inondable et le système de fosses septiques existant pose un grave problème de santé en particulier en hiver. Le troisième projet consiste à 20 solutions de logements sociaux pour les personnes déplacées dans le Barrio Jardín. Malgré ces projets dans le centre urbain, il est encore urgent la construction de nouveaux logements et l'amélioration des existants, non seulement dans le centre urbain mais aussi à la campagne. Cette nécessité est renforcée par l'arrivée de victimes de déplacements forcés et de la croissance rapide de la population de la municipalité.

## 1.3 Environnement

L'altitude moyenne de la municipalité est de 117 m d'altitude ; avec une couche thermique chaude et température moyenne entre 27° et 30° C, et des précipitations de plus de 2000 mm par an. Les périodes climatiques sont très stables avec des saisons sèches et humides très marquées : saison sèche de Décembre à Avril et des pluies de Mai à Novembre. Le terrain a une pente du nord-ouest vers le sud-est.

La municipalité possède des écosystèmes importants tenu compte de la biodiversité et le potentiel pour la fourniture de biens et services environnementaux. La gestion de l'environnement municipal vise à la protection des écosystèmes naturels et les écosystèmes intervenus qui doivent être régulés dans leur utilisation, pour ne pas impacter sur la richesse de la structure écologique existante. Par conséquent, les écosystèmes nécessitent une protection spéciale pour maintenir l'équilibre écologique et la biodiversité, la protection de l'eau, les réserves forestières de la municipalité, et les réserves indigènes ; et d'autre part, les écosystèmes productives et la lagune de La Primavera, Ruisseau Aguas Claras, Ruisseau la Balsa, Ruisseau la Esperanza et Ruisseau La Pupila.

Dans les zones rurales, il est nécessaire de mener des actions pour lutter contre l'exploitation forestière et les incendies des forêts, qui génèrent des conséquences graves sur l'environnement telles que la diminution des ruisseaux et des rivières, et la disparition de la flore et de la faune. Il faut réglementer les activités productives comme l'élevage et la pêche pour assurer la stabilité des ressources environnementales exploitées, pour créer une culture de bonne gestion écologique en particulier dans les communautés indigènes qui détériorent les zones forestières.

## **2. Économie**

### **2.1 Élevage**

La principale activité économique de la municipalité est l'élevage de bétail largement développé dans les troupeaux - fermes - avec des bas coûts de production, car elle est faite de façon traditionnelle, sans technologie de pointe et avec une faible efficacité. 90% des sols ruraux de la municipalité sont engagés dans l'élevage de bétail. Récemment, certains investisseurs étrangers ont mis en place des processus de modernisation et d'amélioration des prairies, création de paddocks et enregistrement, qui ont commencé à être copiés par les agriculteurs de la région.

### **2.2 Tourisme**

La municipalité se caractérise par un large éventail de biens et services environnementaux tels que les paysages, la faune (oiseaux, mammifères, reptiles et amphibiens), pêche, etc., qui constituent un grand potentiel de développement de l'écotourisme. De même, il existe un énorme potentiel de développement en termes de promotion des petites entreprises rurales destinées à l'agritourisme, la promotion de la culture et de la tradition indigène, l'ethno tourisme, et le tourisme d'aventure. Cependant, il faut un inventaire touristique plus détaillée du territoire, pour établir plus clairement la disponibilité des ressources. D'autre part, l'infrastructure touristique dans la municipalité s'est élargie, avec l'amélioration de la qualité.

Inventaire photographique La Primavera (Fig. 78), (Fig. 79), (Fig. 80), (Fig. 81), (Fig. 82), (Fig. 83), (Fig. 84).



**Fig. 78** Photo aérienne de La Primavera.

Source : <http://trip-suggest.com/colombia/vichada>



**Fig. 79** Photo aérienne de La Primavera.

Source : <http://trip-suggest.com/colombia/vichada>



**Fig. 80** Photo aérienne de La Primavera.  
Source : <http://trip-suggest.com/colombia/vichada>



**Fig. 81** Photo de La Primavera.  
Source : <http://trip-suggest.com/colombia/vichada>



**Fig. 82** Photo de La Primavera.  
Source : <http://trip-suggest.com/colombia/vichada>



Fig. 83 Photo de La Primavera.

Source : <http://trip-suggest.com/colombia/vichada>



Fig. 84 Photo de La Primavera.

Source : <http://trip-suggest.com/colombia/vichada>



Fig. 85 Photo de La Primavera.

Source : <http://trip-suggest.com/colombia/vichada>

### 3. Nueva Antioquia

Celle-ci est l'installation humaine la plus proche de *Cimarron*, fondée en 1934, juridiquement dénommée Inspection de Police, appartenant à la juridiction de la municipalité de La Primavera. À Nueva Antioquia est localisée une base de la Marine nationale depuis 1996, et la population est 420 habitants. (Registraduría Nacional del Estado Civil 2013)<sup>236</sup>

Les données sur ce village sont rares en raison de ses dimensions démo-spatiales réduites et à la présence de la Base Militaire. Nueva Antioquia est le point limitrophe entre la municipalité de La Primavera et le département d'Arauca, et est également le premier port sur frontière entre la Colombie et le Venezuela. La base de son économie est l'activité de l'élevage, suivie par la pêche et l'agriculture saisonnière. Ce village est à cinq heures de route, en été, de la zone urbaine de La Primavera ; ceci comme conséquence des mauvaises conditions des voies de communication terrestres. Pendant la saison de pluies, la rivière Meta est utilisée comme moyen de transport. Ces facteurs isolants constituent un inconvénient réel pour le développement de cette communauté, qui est abandonnée par les administrations municipales et départementales, fait constatable dans la détérioration des conditions physiques générales du village et l'absence des infrastructures et services de base. (Fig. 86)



Fig. 86 Localisation Nueva Antioquia.

Source : Google Earth.

Les groupes associatifs sont insuffisants, même s'il y a un Conseil d'Action Communautaire légalement constitué. La volonté des habitants de s'associer est minime, dans l'obéissance

---

<sup>236</sup> Registraduría Nacional del Estado Civil. 2013. *Registraduría La Primavera*. 13 mars. Accès le avril 9, 2015. [http://www.registraduria.gov.co/?page=auxiliares\\_delegaciones&delegacion=vichada&id\\_rubrique=603&seccion=96&auxiliar=1678](http://www.registraduria.gov.co/?page=auxiliares_delegaciones&delegacion=vichada&id_rubrique=603&seccion=96&auxiliar=1678).

à un modèle culturel général dans le village de « *la non-participation* ». (Alcaldía de La Primavera 2012)<sup>237</sup>

Inventaire photographique Nueva Antioquia. (Fig. 87), (Fig. 88), (Fig. 89), (Fig. 90), (Fig. 91)



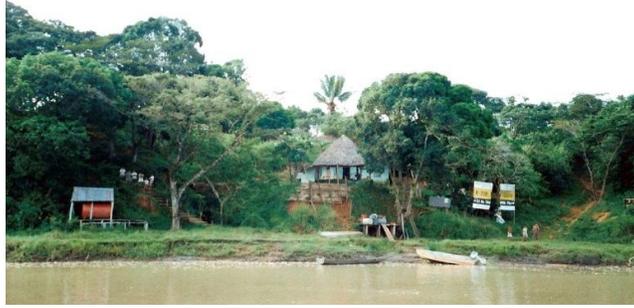
**Fig. 87** Photo aérienne de Nueva Antioquia sur le fleuve Meta.  
Source: <http://www.panoramio.com/user/>



**Fig. 88** Photo de Nueva Antioquia, fleuve Meta.  
Source: <http://www.panoramio.com/user/>

---

<sup>237</sup> Alcaldía de La Primavera. 2012. *Nuestro municipio*. 30 mai. Accès le avril 10, 2015. <http://laprimavera-vichada.gov.co/territorios.shtml?apc=bbxx--2865558&x=2865558>.



**Fig. 89** Photo de Nueva Antioquia, le village.  
Source: <http://www.panoramio.com/user/>



**Fig. 90** Photo de Nueva Antioquia, fleuve Meta. Source: <http://www.panoramio.com/user/>



**Fig. 91** Photo de Nueva Antioquia, le village. Source: <http://www.panoramio.com/user/>

## Développement de la région

Le département de Vichada a un parcours de développement particulier par rapport au reste du pays. En raison de son caractère de région de frontière agraire, spatialement et économiquement isolée et socialement marginalisée, suit un processus développant retardataire. Son caractère de terre de promesse, de confins ouverts « *sans foi ni loi* », comporte une expansion de l'usage et de l'appropriation spatiale fragmentaires.

À l'exception de la capitale, Puerto Carreño, le département est fondamentalement rural et de basse densité, avec un système de titularité de terres archaïque conduisant à une anarchie cadastrale conflictuelle. L'un des motifs à l'origine de cette situation de dérèglement administrative, est le centralisme de Bogotá et la création tardive du Vichada comme département, qui se formalise seulement en 1995. La municipalité de La Primavera, créée en 1987, est un exemple de la croissance désarticulée de cette région. Celle-ci émerge de l'expansion de l'activité d'élevage des départements voisins, dans un territoire abondant en espace, eau et pâturage, où le chaos de la tenure foncière règne. Cette colonisation, qui donne naissance à l'installation humaine en 1959, dérive du soulèvement populaire rural des années cinquante dans les plaines orientales et la subséquente expulsion démographique liée au réarrangement des acteurs du conflit. (Alcaldía de La Primavera, 2015)

Le développement du Vichada s'encadre dans le contexte du développement rural de la Colombie ; et est le scénario le plus récent des antinomies socio-spatiales et économiques d'un processus territorial rural inachevé.

La géographie rurale du pays est occupée par une dichotomie socio-économique excluante, attachée à l'héritage colonial espagnol. D'une part, il y a l'économie et l'appropriation spatiale des grands propriétaires fonciers, « *terratenientes* », liées aux domaines, « *hacienda* », établis dans les terres les plus fertiles et accessibles. Ceux-ci génèrent une dépendance dans une population locataire rurale signifiante, à travers dettes de crédit-bail, le contrôle politique local et la manipulation religieuse. Les paysans sont soumis à des tâches périodiques gratuites, « *obligation* » ; des rentes foncières comme les « *terrajés* », revenu qui combine un salaire atrophié et la coercition extra-économique, étant prioritaire la seconde comme le « *concierto* » ou « *agregatura* » ; et enfin les « *colonatos* » des vastes domaines de bétail dans les basses terres, qui sont des landes livrées aux paysans pour deux ou trois ans, afin d'obtenir plusieurs récoltes de maïs, pour après les restituer en pâturages. Successivement, on continue à abattre plus des forêts pour établir des nouvelles prairies pour le propriétaire. (Kalmanovitz 2015)<sup>238</sup>

---

<sup>238</sup> Kalmanovitz, S. (2015, janvier 6). *El Desarrollo Histórico del Campo Colombiano*. Récupéré sur Biblioteca virtual - Biblioteca Luis Ángel Arango: <http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/historia/colhoy/colo9.htm>

La deuxième économie est paysanne, subdivisée en différents secteurs de développement technique, qui occupe largement les pentes andines pauvres, et quelques bonnes terres réservées aux communautés indigènes. Seulement dans l'ouest du département d'Antioquia et l'est de celui de Santander, dont la population est composée principalement d'immigrants espagnols, des vigoureuses économies paysannes et artisanales se développent. Ceux-ci ont accès à la terre et occupent des terrains de qualité acceptable, mais après faire face aux demandes monopolistiques des propriétaires.

Cette situation se maintient jusqu'à 1928, quand des milliers de petits locataires paysans se rebellent, en se libérant quelques-uns des prestations obligatoires dues aux propriétaires fonciers, tandis que d'autres sont expulsés de leurs fermes. Uniquement une minorité des fermiers obtient la propriété de leurs parcelles, mais la plupart finissent par grossir l'armée des salariés et des chômeurs urbains et ruraux, alors que d'autres partent comme des colons à la forêt.

La spatialité de l'économie paysanne devient la frontière agraire du pays, la périphérie sociétale et de l'institutionnalité. Ces confins agricoles, par la suite, leur sont disputés violemment par des commerçants urbains transformés en latifundistes, ce qui ajouté à l'absence de l'état, sert de catalyseur idéologique de la population paysanne colonisatrice, devenant la plus importante base sociale du mouvement guérillero colombien.

Dans ce contexte temporel et démo-géographique, on constate qu'entre les années 1930 et les années 1950, l'économie paysanne est l'axe de la production de café d'exportation, clé du développement capitaliste du pays, et parallèlement est le fournisseur du marché intérieur. L'économie latifundiste sur laquelle se fonde l'agriculture commerciale, par contre, est l'épicentre du développement agricole à partir de la deuxième période d'après-guerre. Ce changement signifie la clôture d'une parenthèse historique de tentative de restructuration démo-spatiale avec une prétendue démocratisation de la propriété rurale anéanti par la force. Les cas de la « *massacre des bananières* » en 1928 perpétrée par la United Fruit Company américaine, ou le génocide indigène du projet de caoutchouc « *Casa Arana* » entre 1912 et 1932, sont des exemples de cette réalité. (Pineda 2003) <sup>239</sup>

Réactivement, dans les années quatre-vingt, ces régions sont le lieu propice aux actions des groupes paramilitaires, souvent financés par les narcotrafiquants et soutenus par les gros propriétaires terriens locaux. Ceci comporte une mobilité foncière sans précédents qui s'origine dans les nouvelles classes socioéconomiques émergentes, ce qu'implique une rupture des barrières classistes et politiques préétablies, et l'introduction de nouvelles techniques d'exploitation des latifundiums. C'est l'entrée en scène du capitalisme sauvage rural, avec des gros moyens et des grandes extensions de terre. L'immobilisme séculaire

---

<sup>239</sup> Pineda, R. (2003). La Casa Arana en el Putumayo: El Caucho y el Proceso Esclavista. *Revista Credencial Historia*, 160.

des grandes propriétés affectées à l'élevage extensif, mute vers l'agriculture intensive et technicisée ; ce qui résulte en une confrontation asymétrique entre l'économie traditionnelle paysanne et celle capitaliste latifundiste.

Les conséquences de cette situation confrontationnelle sont, d'un côté, une concurrence inégale entre la productivité et les prix des produits latifundistes et ceux parcellaires, ce qui implique une contraction de l'économie paysanne. Cette disparité conduit à la consolidation des classes dominantes et du régime exclusiviste d'accès à la terre, et à la subséquente accumulation des territorialités productives. D'autre part, la paupérisation du système minifundiste aboutit au collapse de la propriété parcellaire et le raffermissement du monopole territorial.

Dans ce contexte conflictuel, encadré par des réalités opposées irréconciliables, se développe le monde rural de la Colombie. La production agraire nationale, donc, est régie par la loi du marché et l'économie d'échelle propre au néolibéralisme mondialiste. Ce modèle de développement rural entraîne l'expulsion anthropologique des spatialités bucoliques les plus aptes, détruisant l'unité productive familiale basique, ce qui mène à l'exode vers la ville et à la « *lumpenisation* » paysanne. C'est une bombe sociale à retardement gestante des mouvements guérilleros des derniers 50 ans. (Kalmanovitz 1998)<sup>240</sup>

Parallèle au désastre sociétal rural, le système productif agraire répond aux exigences du marché mondialisant. C'est ainsi que la production agricole est nettement mercantiliste, privilégiant les plantations extensives en monoculture des espèces commercables ; pratique qui anéanti la biodiversité, élément fondamental de la durabilité environnementale. Considérant les antécédents exposés, les prospectives écologiques pour le développement de la campagne, sont incertaines et symétriques aux démarches démographiques paysannes contemporaines.

## **L'antinomie de la capitale**

### **1. Un symptôme local, un problème régional**

Bogotá constitue l'exemple typique d'une ville grande d'un pays sous-développé, qui grâce à l'existence des villes intermédiaires n'atteint pas les extrêmes d'autres villes du Tiers Monde, elle reste l'épicentre des activités vitales de la Colombie. (Actividades Económicas 2012)<sup>241</sup> La présence des villes comme Cali, Barranquilla, Bucaramanga, et en particulier

---

<sup>240</sup> Kalmanovitz, S. (1998). *Economía y nación. Una breve historia de Colombia*. Bogotá: Tercer Mundo S.A.

<sup>241</sup> Actividades Económicas. (2012). *Actividades económicas de Colombia*. Consulté le mai 22, 2013, sur <http://www.actividadeseconomicas.org/2012/03/principales-actividades-economicas-de.html>

Medellín dans le secteur industriel, évite une majeure concentration ; pourtant, Bogotá continue canalisant les flux migratoires les plus importants du pays.

Ces centres urbains secondaires contribuent au niveau national, à maintenir un équilibre démographique, mais au niveau départemental la situation est très différente. Bogotá produit un déséquilibre très accentué dans sa région, car elle accumule la quasi-totalité des activités industrielles et économiques, ce qui marque en écart entre la ville et le reste du département. Ceci se met en évidence par la concentration démographique dans la capitale : 7.400.000 d'habitants contre 2.500.000 dans le département de Cundinamarca. (DANE 2005)<sup>242</sup> (DANE 2005)<sup>243</sup> <sup>244</sup>

Le monopole de Bogotá comprend les services sociaux, les infrastructures, l'éducation et les divertissements. Nonobstant, la croissance du développement urbain est loin de rattraper la croissance démographique, et par conséquent, il y a un déficit énorme de logements et de services de base. Ceci dénote une asymétrie avec la croissance industrielle qui n'arrive pas à absorber la main-d'œuvre disponible.

Cette situation se matérialise par l'augmentation du pourcentage de la population marginalisée qui habite dans des « *tugurios* » ; ce qui comporte une montée de la tension sociale et des éléments inhérents à ce phénomène. En attendant, Bogotá continue à s'éteindre spatialement sans trouver une solution définitive à son processus de dégradation constante. Ce fait s'explique, en partie, par l'absence d'une identité *bogotaine* ; car la majorité de la population est originaire d'autres régions du pays et n'a pas de l'affection pour la ville.

Or, la situation de Bogotá est un symptôme de la problématique de développement non durable, qui est liée à une planification régionale « *urbaine-centrique* », dans un cadre national fragmentaire et mondialiste. Dans ce cas particulier, le déséquilibre entre la ville et la campagne, est évident ; constaté par le rythme élevé de la densification et de l'urbanisation de la capitale, qui aboutit à une croissance galopante du périmètre urbain. Ceci, en contraste avec la désertion des aires rurales. Le centralisme exacerbé de la ville, attire davantage les flux migratoires régionaux et nationaux, qui conduit à une expansion démo-spatiale incontrôlable, pour boucler le cercle vicieux éternel.

Derrière cette réalité il y a le « *modèle occidental* » de développement quantitatif, qui est mesuré par l'extension de la ville, le nombre d'habitants, la hauteur des bâtiments, les chiffres économiques et le pourcentage du PIB ; en contradiction avec le développement

---

<sup>242</sup> DANE. (2005). *Boletín Censo General 2005* - Cundinamarca. Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas. Bogotá.

<sup>243</sup> DANE. (2005). *Boletín Censo General 2005* - Bogota. Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas. Bogotá.

<sup>244</sup> Projections à 2010.

qualitatif qui se mesure par le pourcentage d'habitants qui ont accès à l'éducation, la santé, l'emploi, le logement et l'infrastructure. C'est donc, la contradiction ontologique entre une « *ville grande* » et une « *grande ville* ».

## **2. Analyse historique**

Bogota, fondée en 1538 par l'espagnol Gonzalo Jiménez de Quesada, est située dans le très fertile haut plateau appelé Savane de Bogota, à 2700 mètres d'altitude et 14° C de température moyenne, dans la zone centrale de la Colombie.

Au moment de sa fondation, il y a près de 60.000 habitants, la majorité des Indiens de la région rassemblés par les espagnols à l'intérieur du petit noyau urbain. En 1750, la population se réduit à 3.000 à cause des maladies du Vieux Monde comme : la variole et la peste pulmonaire, développées dans les climats froids, ainsi comme la propagation du typhus dû aux conditions antihygiéniques. En 1812, lorsque le mouvement d'indépendance commence, il y a 20.000 habitants ; mais entre 1812 et 1880, période de l'indépendance et de la formation d'une République, sa population croît très rapidement et atteint 70.000 habitants. Pendant cette période, la ville renforce sa croissance autour du centre historique typiquement espagnol, et commence à subir l'influence de l'axe routier, appelé Chemin Royal. Ceci suit le bord de la chaîne de montagnes situées à l'est de la Savane de Bogota, et qui, en direction nord, communique avec la ville de Tunja, première étape pour aller jusqu'à la mer des Caraïbes ; seule voie de communication entre la Colombie et l'Europe, à cette époque.

En 1910, la population est de plus de 100.000 habitants et le développement urbain longitudinal, nord-sud, est déjà évident, stimulé par la présence de la première ligne de tram. En 1938 la population atteint 330.000 habitants. En 1951, le nombre d'habitants est 715.000 ; en 1964 est 1.697.300 ; en 1969 de 2,3 millions ; tandis qu'en 1973 elle arrive à 2,8 millions ; en 1985 à 5 millions ; et en 2010, elle est estimée à 8,000.000 d'habitants. (Fig. 92)

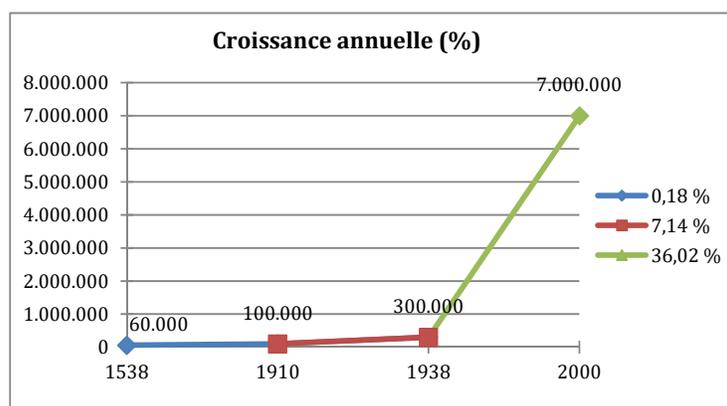


Fig. 92 Croissance démographique de Bogota.

Source : Atlas básico de Colombia. Instituto geográfico Agustín Codazzi.

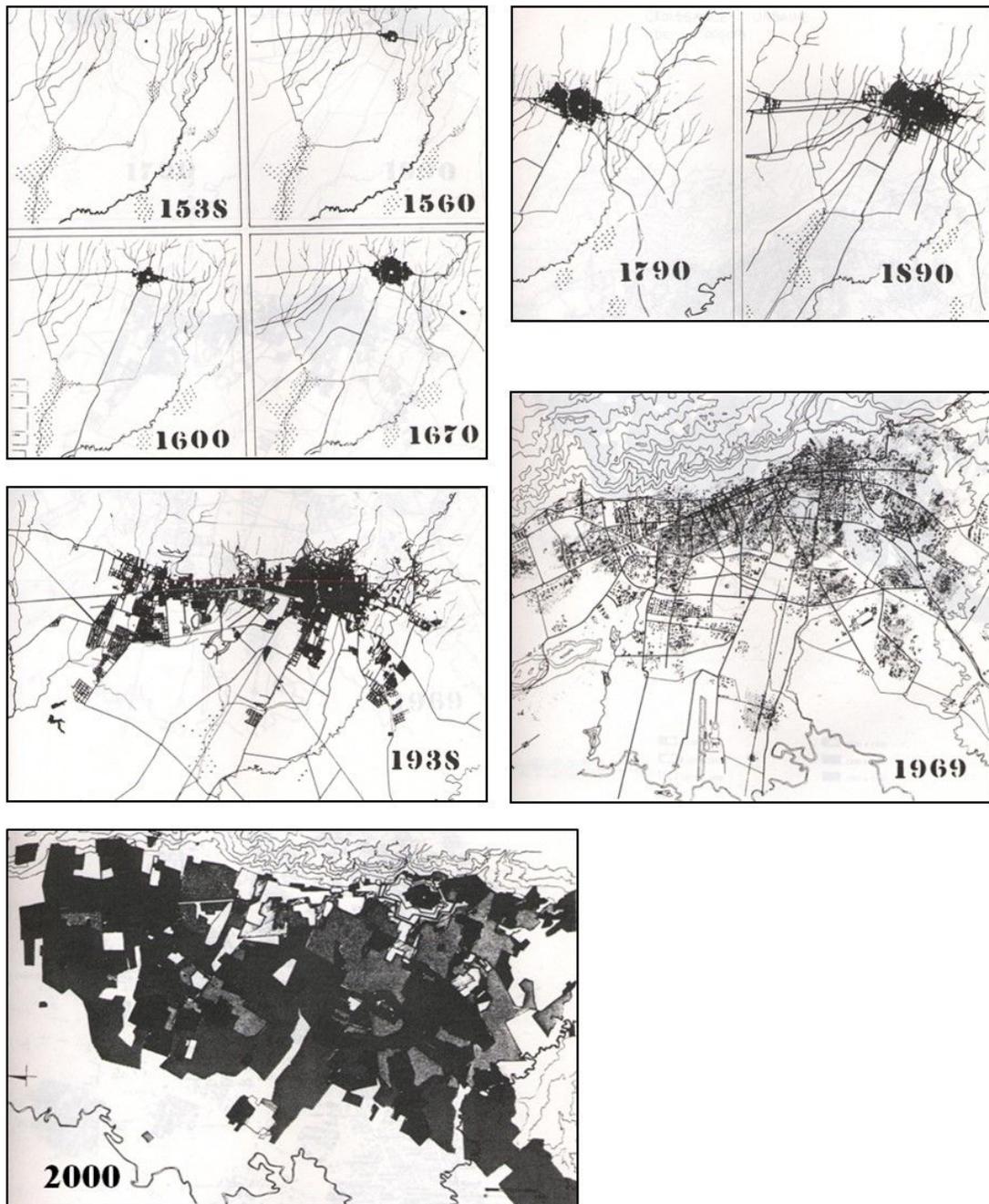
Parallèle à la croissance démographique, l'expansion urbaine suit le même rythme jusqu'à atteindre son état actuel. Ceci comme conséquence de la concentration des activités nationales dans ce centre. (Instituto de estudios urbanos 2013)<sup>245</sup>

Au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, il y a plusieurs tentatives pour planifier et contrôler ces croissances, mais elles échouent, car elles n'intègrent pas la planification régionale ou nationale ; elles se développent de façon introspective du phénomène de la ville, sans regarder aux racines et aux implications régionales du problème.

La première étude réalisée dans l'esprit de planifier la croissance de Bogota est faite en 1933 par Karl Brunner. Il se distingue par une tendance concentrique du plan routier, autour du centre historique. Par la suite, en 1945, la Société colombienne de l'architecture élabore un nouveau plan dans lequel, le point fondamental est le déplacement de la voie ferrée du nord parce que cela est un obstacle au développement urbain. En 1951, Le Corbusier élabore un plan régulateur sur l'ensemble. Ce plan limite l'accroissement urbain à l'ouest, jusqu'à l'actuelle Avenue Ciudad de Quito, et calcule que la population de Bogota atteint 1,5 millions d'habitants dans l'année 2000, chiffre atteint en 1964. Le Corbusier se trompe en jugeant l'envergure du problème, en partie, car un plan régulateur régional n'est pas travaillé simultanément. Le plan régulateur de Le Corbusier continue d'être en vigueur et ses principes fondamentaux sont respectés ; pourtant, la croissance démographique et donc

<sup>245</sup> Instituto de estudios urbanos. (2013). *Desarrollo Urbano de Bogotá*. Consulté le mai 23, 2013, sur [http://institutodeestudiosurbanos.info/dmdocuments/cendocieu/coleccion\\_digital/Cartografia/Mapa\\_Historico\\_Bogota/116\\_117\\_Desarrollo\\_Urbano\\_Bogota\\_1538\\_1938\\_1953.jpg](http://institutodeestudiosurbanos.info/dmdocuments/cendocieu/coleccion_digital/Cartografia/Mapa_Historico_Bogota/116_117_Desarrollo_Urbano_Bogota_1538_1938_1953.jpg)

celle urbaine dépassent de loin les objectifs. Pendant ce temps, Bogotá absorbe des petits noyaux urbains qui auparavant bénéficient d'un caractère semi-rural. (Fig. 93)



**Fig. 93** Croissance historique urbaine de Bogotá  
Source : Instituto de estudios urbanos, Bogota

La croissance de Bogotá commence à être inquiétante à partir du début des années 1960, période pendant laquelle l'immigration venue de la campagne génère une expansion très

importante de la surface de la ville, accompagnée qu'une aggravation du phénomène « *tugurio* » et de la dégradation d'une partie du centre de la ville. La gravité de ce processus est telle, qu'une proposition de rénovation urbaine se présente. Malheureusement ce projet, ne considère pas non plus, une planification régionale.

La croissance démographique de la ville continue à presser l'expansion urbaine, qui devient bidirectionnelle avec l'axe historique nord-sud de la carrera 7, ou Chemin Royal, et un autre qui part du centre historique vers l'ouest. La croissance urbaine devient désarticulée et chaotique. Les services publics sont insuffisants, la circulation véhiculaire congestionnée ; les ordures un casse-tête écologique, la contamination des eaux de la rivière Bogotá prend des dimensions catastrophiques, et les problèmes sociaux d'insécurité et des « *tugurios* » débordants. Dans ce scénario les coûts sociaux et économiques sont trop élevés, et la ville devient antiéconomique. Paradoxalement, le reste de la Savane de Bogotá, à l'exception de deux pôles urbains, Zipaquirá et Facatativá, se trouve dans des conditions de sous-urbanisation, sous-exploitation et sous-équipements.

Tandis que la grande ville est en train de s'asphyxier par une concentration d'activités incohérentes et sans dynamique propre ; la campagne se s'étouffe d'isolement, pauvreté et manque de services. Le résultat de cette situation est une migration qui s'implante dans la périphérie de la ville et sur les espaces libres qui sont envahis. En conséquence, dans le dernier siècle la croissance de la population en Colombie se multiplie par 11, tandis que celle de la capitale se multiplie par 80. (Fig. 94) (DANE 2008)<sup>246</sup>

Depuis la fin des années 1930, la migration massive rurale-urbaine est le facteur primordial de la croissance de la population urbaine dans le pays, laquelle a une variation dramatique de 32% en 1940, à 80% en 2008. Entre 1951 et 1973, ce phénomène se concentre dans les quatre principales villes de la Colombie : Bogota, Medellin, Barranquilla et Cali ; lesquelles sont déjà, en 1951, des larges zones métropolitaines de plus de 500.000 habitants.

La croissance de la population urbaine dans ces villes pendant cette période, augmente de 5% à 25% de la population nationale, ça veut dire une augmentation de 500%, tandis que la croissance de la population urbaine nationale dans la même période est du 50%. Le cas de Bogotá est le point extrême de la démographie nationale. (Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas 2008)<sup>247</sup>

---

<sup>246</sup> DANE . (2008). *Encuesta de calidad de vida*. Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas. Bogota

<sup>247</sup> Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas. (2008). *Encuesta de calidad de vida*. DANE, Bogota.

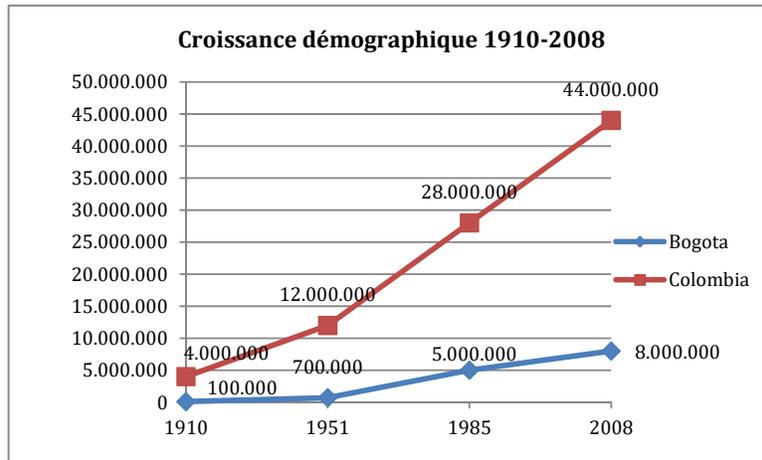


Fig. 94 Croissance démographique de Bogota et de la Colombie.  
Source : Atlas básico de Colombia. Instituto geográfico Agustín Codazzi.

## Panorama national

### 1. Modèle institutionnel

La Colombie suit, comme la majorité des pays Latino-Américains, le « *modèle occidental* » d'essence néo-libérale. De ce point de vue, le développement durable est une équation pour équilibrer ses trois composants : société, nature et économie ; en ayant comme dénominateur commun l'économie, qui devient l'unité de mesure pour définir durabilité.

Or, le développement durable d'un pays, est l'addition de la durabilité de ses deux composants spatiaux et sociaux fondamentaux : les mondes rural et urbain. Cette à dire, que quand la ville et la campagne ont un équilibre social, environnemental et économique parallèle ; et une relation mutuelle balancée, basés sur l'homme, on trouve une situation de développement durable. En Colombie le problème systémique qui empêche d'attendre le développement durable, est l'abandon du monde rural ; ce qui génère le déplacement des paysans vers la ville avec deux conséquences immédiates : la baisse de production de la campagne, et la création des anneaux de misère autour des villes.

À l'origine de cette situation se trouve le processus historique de l'Amérique latine, partant de la colonisation espagnole et finissant au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, avec une pseudo-industrialisation et une économie contrôlée et dépendante des États-Unis. La Colombie et les autres pays d'Amérique du Sud sont sous-développés, parce qu'ils ont un problème structurel d'exclusivisme des services, des opportunités, de la tenure de la terre et des moyens de production. Le résultat est une sous économie, dérivée d'une sous production, d'une sous exploitation du pays, d'une nation sous éduquée et par conséquent, d'une sous mentalité. Dans ces conditions, la planification est une sous planification, ce qui referme le cercle vicieux du sous-développement.

Dans ces circonstances, la lecture du développement durable du pays, selon les paramètres du « *modèle occidental* », est fragmentaire. Afin d'avoir une approximation de cette réalité, on peut étudier trois des indicateurs généralement utilisés. Le premier est l'empreinte écologique, qu'en Colombie est de 1,9 hectares/personne sur une bio capacité de 4 hectares/personne, cela veut dire qu'il y a un rapport positif de 2,1 de réserve ; ceci en comparaison avec l'empreinte écologique mondiale de 2,7 hectares/personne sur une bio capacité de 1,8 hectares/personne, qui veut dire un rapport négatif de -1,51 de déficit. (Global Footprint Network 2010)<sup>248</sup> Le pays est placé dans la position 20 d'empreinte écologique avec un excédent important. Le deuxième indicateur est le PIB national qui est d'USD \$333.4 milliard pour 46 millions d'habitants, ce qui donne un PIB per capita d'USD \$6,070 ;<sup>249</sup> plaçant le pays dans la 80<sup>ème</sup> position<sup>250</sup>. Pourtant, l'économie du pays se positionne à la 4<sup>ème</sup> place en Amérique Latine, après le Brésil, le Mexique et l'Argentine. Le troisième indicateur est celui de l'Indicateur de Développement Humain (IDH)<sup>251</sup> qui place à la Colombie dans la 91<sup>ème</sup> position, considérée de haut développement humain.

En voyant ces résultats on constate que les chiffres du développement humain et de croissance économique ne correspondent pas au rapport de richesse écologique. Plus contradictoire encore est le fait qu'en 2011, le pays est placé par le PNUD, troisième en inégalité sociale au monde, derrière l'Haïti et l'Angola,<sup>252</sup> ce qui révèle une réalité socio-économique paradoxale. Le pays est très riche, mais la richesse nationale est concentrée dans les mains d'une portion très réduite de colombiens ; ce qui dénote une symétrie avec la distribution mondiale de la richesse.

## 2. Modèle alternatif local

Aujourd'hui il y a deux approches du modèle alternatif de développement rural en Colombie. L'une est celle néolibérale gouvernementale de caractère mondialisant, conséquente avec les lignes de croissance économique capitaliste basée sur le consumérisme de la Banque Mondiale. L'autre est de caractère local et anthropologique, proche au développement humain intégral, et proposée par des ONG et centres de recherche sociale.

Ces visions correspondent à deux conceptions antinomiques des régions agraires du pays. La première les conçoit comme des systèmes de production intensifs saillants, que dans le

---

<sup>248</sup> Global Footprint Network. (2010). *National ecological footprint and biocapacity for 2007*. Oakland, USA: Foot print network org.

<sup>249</sup> Rapport des indicateurs de croissance 2012 de la Banque Mondiale.

<sup>250</sup> Projections 2013 du Fond Monétaire International.

<sup>251</sup> Human Development Report 2013 *The Rise of the South: Human Progress in a Diverse World*. United Nations Development Programme

<sup>252</sup> Report sur l'inégalité sociale publié par la Banque Mondiale et le PNUD, en utilisant l'indice Gini de la distribution des revenus.

cas des plaines orientales sont de vastes plaines pour l'élevage et des grandes entreprises agroindustrielles, qui fournissent les marchés internationaux en générant de très hauts niveaux de rentabilité. La deuxième position envisage des campagnes où se retrouvent des écosystèmes complexes, dans lesquels l'homme est l'axe en se constituant en élément intégré à l'environnement.

Parallèlement, deux attitudes des habitants locaux ruraux complètent les perceptions des régions rurales. L'une dans laquelle il y a un sentiment général que tout est à moitié fait, que le chaos règne sans possibilité de changement ; où l'on suppose qu'il y a de tout, mais rien n'est suffisant. C'est le scénario de l'opportunisme pour accéder au pouvoir et les ressources dans une atmosphère d'inutilité, de difficulté, d'irréparabilité. Cette conjonction de désarroi immobile est propice à la violence, l'anarchie et l'injustice.

D'autre part, il y a des acteurs locaux qui ne considèrent même pas acceptable de vivre dans les régions rurales et d'y avoir un projet de vie. Ceux-ci sont des habitants de passage qui laissent leurs empreintes, en contribuant à des projets de construction de la région, en profitant des avantages du territoire mais sans une appropriation ni identification locale. Ce sont des transitoirités de traces indélébiles.

Ce contexte de représentations visionnelles contradictoires est le résultat du processus historique de la configuration des frontières agraires nationales, liée à une fragmentation territoriale endémique. Ceci comporte une construction complexe du concept de nation, et conséquemment, une difficulté d'intégration des périphéries rurales marginales à l'économie et à l'identité nationale. (Rivera Piña 2012)<sup>253</sup>

## 2.1 Développement économique alternatif

Le développement rural de la Colombie est étroitement lié aux activités du narcotrafic à partir des années 80. En ayant ce phénomène comme unique référent de stratégie de développement de la campagne, l'état colombien implante un modèle défini par une politique antidrogue impulsée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (l'ONUDC). À la fin des années 1990, cette initiative culmine avec la création du « *Plan Colombia* », une coopération bilatérale entre le gouvernement colombien et celui des États-Unis, qui se présente comme une proposition de développement alternatif, mais qui est tout simplement un euphémisme pour le concept de substitution de cultures illicites. (Zorro 2011)<sup>254</sup>

---

<sup>253</sup> Rivera Piña, E. (2012). *Entre la frontera del desarrollo y el desarrollo de la frontera*. Bogotá: Ediciones Antropos Ltda.

<sup>254</sup> Zorro, C. (2011). Políticas de desarrollo alternativo en Colombia (1982-2009). Dans A. G. Mejía, *Política antidroga en Colombia: éxitos, fracasos y extravíos* (p. 92). Bogotá: Universidad de los Andes

Ces nouvelles politiques de développement alternatif, représentent une continuité des pratiques rurales centralistes et latifundistes centenaires. En théorie, le « *Plan Colombia* » promeut la transformation des petits agriculteurs des frontières agricoles en entrepreneurs ruraux. Pourtant, l'effet concret est l'anéantissement des formes traditionnelles d'exploitation agraire paysanne, ce qui implique une « *dépaysannisation* » sous prétexte d'une modernisation rurale. Ce programme donc, accroît la pression sur les frontières agraires avec des flux expansionnistes de colonisation, entraînant une interdépendance des petits agriculteurs envers les tendances du capital agricole, commercial et financier. (García 1981)<sup>255</sup> (E. Piña Rivera 1997)<sup>256</sup>

Paradoxalement, le paradigme rural implanté par le gouvernement opère de manière similaire et souvent parallèle à celui imposé par les cultivateurs de coca. Dans les deux cas c'est la loi du marché international qui dicte les paramètres quantitatifs et qualitatifs de production, ce qui se traduit en économies de monocultures extensives, très dépendantes des précurseurs chimiques. Ce système fracture les logiques paysannes d'autosuffisance, solidarité et sécurité alimentaire, et le principe de parcelle familiale productive. Cette symétrie entre le développement rural spontané illégal, et celui planifié légal, aboutit aux mêmes dynamiques environnementales et sociétales qui signifient des déséquilibres démospaciaux qui transgressent les fondements du développement durable.

Le « *Plan Colombia* » est supervisé et intervenu par les États-Unis qui le financent, en conséquence il est dirigé vers la mondialisation et l'ouverture au marché américain. Cette ingérence est évidente dans les linéaments du programme « *Campo en acción* »,<sup>257</sup> qui est le grand vecteur du plan, conformé par les composantes suivantes :

- a) Projets productifs : sont dirigés à l'implémentation d'entreprises rurales, rénovation des cultures de café, alliances productives et technification.
- b) Durabilité environnementale : opérée par le Ministère d'Agriculture et financée par le PNUD.
- c) Éradication des cultures illicites : est orientée à générer des alternatives productives aux cultures illicites, mais elle est accompagnée par des fumigations aériennes sur les plantations de coca.

Les conclusions de la première phase du plan sont négatives. Les aspersions de glyphosate prévues pour la destruction des plantations illégales, semblent plus destinées à l'éradication des paysans. D'autre part, le rapport sur le plan émit par le Contrôleur général de la nation, affirme que le programme n'est pas la meilleure solution à la problématique

---

<sup>255</sup> García, A. (1981). *Desarrollo agrario y la América Latina*. México: Fondo de Cultura Económica.

<sup>256</sup> Piña Rivera, E. (1997). *Campesinos, región y desarrollo. Una mirada a la provincia boyacense de Márquez*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.

<sup>257</sup> «*Campagne en action*».

paysanne en zones de conflit ; en le qualifiant d'une stratégie orientée au renforcement de l'agro-industrie en détriment de la structure agricole paysanne. (Ramírez 2005)<sup>258</sup>

Dans une seconde étape, le « *Plan Colombia* » est réorienté vers une consolidation de la présence de l'état dans les zones de production de cultures illicites ; ce qui dénote une focalisation sur le phénomène du narcotrafic, en reléguant au deuxième plan la question du développement alternatif. Cette nouvelle approche contient les trois programmes suivants :

- a) *Familles de gardes forestiers* : est dirigé à la protection des écosystèmes sociaux et environnementaux stratégiques, localisés en aires des cultures illicites de la frontière agricole. Ce programme dénature le concept de développement alternatif, car il se centre sur la non-intervention sur le milieu en échange de subsides. Ceci promeut l'immobilisme agraire paysan à travers un régime assistancialiste, ce qui limite leurs possibilités d'intégration à l'économie formelle du pays.
- b) *Projets productifs et génération de revenus* : est orienté à des petits projets agraires destinés aux cultures vivrières, cultures transitoires et les espèces mineures. D'autre part, il appuie la création des chaînes productives permanentes, en particulier celles de caoutchouc, palm d'huile et cacao, et agroforestières, lesquelles comportent des grandes extensions et gros capitaux. Ce programme échoue dans son composant paysan comme conséquence d'une vision immédiate, l'absence d'infrastructure et la décontextualisation territoriale.
- c) *Renforcement institutionnel, développement social et surveillance* : est centré sur une politique de « *Sécurité Démocratique* », dont le but principal est la lutte contre la production et commerce de drogues. C'est l'élément belliciste du plan qui devient sa pierre angulaire.

Cette initiative institutionnelle, proposée comme un plan de développement alternatif, est encadrée par une stratégie centraliste néolibérale, et des politiques antidrogues exogènes. La négligence constatée envers le contexte démo-géographique des temporalités culturelles locales, comporte la destruction des formes paysannes et des écosystèmes andins et amazoniens. Ce processus, initié d'abord par l'économie de la coca et le subséquent flux migratoire vers la frontière agraire, aboutit à la rupture des spatialités environnementales, culturelles et territoriales. Celui-ci trouve une continuité légalisante dans le « *Plan Colombia* », qui dans sa prétendue alternativité développementale, génère des transformations sociétales et écologiques profondes irréversibles, dans des réalités territoriales frontalières fragiles. Les résultats de ce programme est la stigmatisation et la marginalisation des paysans, et le conséquent déplacement vers la ville ou la périphérie de la frontière agricole. Parallèlement, se produit une expansion des zones agraires intégrées à l'économie centrale, accompagnée d'une accumulation de terres dans des grands

---

<sup>258</sup> Ramírez, M. C. (2005). *Evolución de la política de desarrollo alternativo en Colombia*. Bogotá: Icanh-Cinep.

latifundiums et la disparition du minifundium. L'effet de cette conjonction est une contreréforme agraire sans précédentes, marquée par l'exacerbation de la brèche entre riches et pauvres, et la destruction de systèmes écologiques stratégiques. Ceci signifie la consolidation du capitalisme agraire sauvage, du pouvoir central centripète, et de l'irrésolubilité du conflit foncier rural sempiternel. (Ortiz 2003)<sup>259</sup>

## 2.2 Développement humain alternatif

Des positions discordantes de l'approche mondialiste du développement alternatif du « *Plan Colombia* », surgissent avec des visions moins canoniques du développement. Celles-ci comprennent une optique plus intégrante, centrée sur l'humain en partant du local. C'est un parcours singularisant-plurivoque antinomique à celui universalisant-univoque des institutions économiques mondiales ; dans une approche où le sujet et le qualitatif priment sur l'objet et le quantitatif.

Ces postures convergent vers un spirit réformiste, partant de la prémisse que les paradigmes de développement durable établis dans les sociétés industrialisées, ne correspondent pas aux contextes spatio-temporels et sociaux des pays du Tiers Monde. Par conséquent, ces modèles ne servent pas de référents pour des démarches de développement soutenable dans le monde non-industrialisé, et leur implémentation se considère inappropriée.

Ces approches proposées par des ONG en Colombie, impliquent une réaffirmation des ontologies anthropologiques propres, qui tiennent compte des visions sur l'humain, l'intégral et le durable, comme élément innovateur. Celles-ci se présentent comme l'alternativité au processus de développement alternatif institutionnel. Dans ce domaine conceptuel, il y a un exemple appliqué suffisamment structuré et documenté qui mérite être souligné, est celui de l'initiative « *développement et paix* » du Cinep.<sup>260</sup>

Le concept de « *développement et paix* » part d'une approche multidimensionnelle du développement durable, dès la perspective du développement humain. Or, cette vision comporte trois approches partagées dans des expériences de travail de plusieurs organisations, centres communautaires et réseaux de travail proches à la Compagnie de Jésus en Colombie. La première de ces actions est « *San Miguel regard vers la Colombie et le monde* », surgie d'un des centres sociaux des jésuites dans le Basse Putumayo géré par le Cinep ; créé en 1972 comme un centre de la pensée, « *qui réfléchit sur la réalité sociale, politique et culturelle de la Colombie* ».

---

<sup>259</sup> Ortiz, C. (2003). Agricultura, cultivos ilícitos y medio ambiente. Dans C. M. Rodríguez, *Guerra, sociedad y medio ambiente* (pp. 297-344). Bogotá: Foro Nacional Ambiental, Fundación Alejandro Ángel Escobar, Ecofondo, Fescol.

<sup>260</sup> Centro de Investigación y Educación Popular. (Centre de recherche et éducation populaire). ONG de la Compagnie de Jésus en Colombie.

Les trois démarches établies dans le cadre du développement humain sont : « *Développement et paix* », « *La vision de la durabilité* » et « *Développement intégral local* », qui se concrétisent dans des initiatives des jésuites dans le territoire national. La première d'entre elles, « *développement et paix* », apparaît d'abord avec la gestion des programmes du même nom ; dont le plus reconnu est celui du Magdalena Medio localisé dans l'une des régions de plus violence en Colombie. Ceci est dirigé par le prêtre jésuite Francisco de Roux, actuelle provincial de la Compagnie de Jésus en Colombie. La deuxième démarche, « *développement intégral local* » s'incube dans la Fondation Sociale<sup>261</sup>, créée par le jésuite José María Campoamor, dont l'objectif est de s'articuler entre des entreprises avec responsabilité sociale et des projets sociaux directs. Enfin, « *la vision de la durabilité* » correspond à l'initiative du programme Suyusama<sup>262</sup> des jésuites, lancé dans le sud du pays, en réponse à des nouvelles formes de coordination, d'unité et de coopération de leur apostolat social. (E. Piña Rivera 2012)<sup>263</sup>

La conjonction des trois démarches porte au concept de « *développement humain intégral local durable* », ce qui condense la vision de l'être et du cosmos, de l'alternativité à la notion canonique de développement durable centralisée sur la croissance économique. Cette notion alternative diverge en essence du Rapport Brundtland qui emphatise dans la nécessité d'économies rampantes pour résoudre la problématique environnementale mondiale. D'autre part, le même rapport consolide l'idée que la pauvreté est à la base de la dégradation environnementale ; en ignorant les conséquences écologiques de la surindustrialisation des pays développés, et de leur déprédation des ressources naturelles, particulièrement celles non renouvelables. D'ailleurs, Brundtland méprise les expériences économiques soutenables et écologiquement efficaces, des pratiques traditionnelles des pays du Tiers Monde.

Dans l'approche de croissance Brundtlandienne, les questions humaines et environnementales se posent sous l'angle de l'efficacité économique, dans une logique équationnelle tordue, qui établit une causalité directe entre pauvreté et dégradation écologique. Ceci dérive du rationnel selon lequel quand l'explosion démographique des pays non développés excède la capacité de portance territoriale, le désastre naturel se produit. Autrement dit, c'est la pression de la population sur les ressources la cause première. Dans ce raisonnement, est omis une deuxième équation qui formule la pression de la production sur les ressources ; c'est-à-dire, la pression du consumérisme extraterritoriale qui comporte une dépendance de ressources naturelles et écologiques des pays industrialisés face aux pays du Tiers Monde. Cette pression est génératrice d'un phénomène d'exportation

---

<sup>261</sup> ONG de la Compagnie de Jésus en Colombie.

<sup>262</sup> Programa de Sostenibilidad Regional para la Zona Andina Nariñense. (Programme de Durabilité Régionale pour la Zone Andine du Nariño), de l'Université Javeriana à Bogotá.

<sup>263</sup> Piña Rivera, E. (2012). Entre lo alternativo, lo humano y lo sostenible. Dans E. Piña Rivera, *Entre la frontera del desarrollo y el desarrollo de la frontera* (p. 115). Bogotá: Odecofi-Cinep.

irrationnelle de matières premières vers les pays développés, ce qui implique des tragédies sociétales et des catastrophes écosystémiques dans les pays pauvres, beaucoup plus englobantes que celles dérivées de la croissance démographique. (Martínez Alier 1992)<sup>264</sup> Ceci coïncide avec une perspective anthropologique qui dénonce que c'est la misère qui engendre la surpopulation, et non le contraire. (Acot 2006)<sup>265</sup>

La théorie des économies rampantes mondialisantes, semble négliger une troisième équation environnementale, celle qui déclare que la planète est finie et par conséquent, que sa capacité productive est limitée et avec elle sa capacité de charge démographique.<sup>266</sup> Ces logiques de globalisation consumériste, prétendent une universalité identitaire menant à un anonymat culturel planétaire ; ce qui résulte en une univocité culturelle, où les diversités écologiques et sociales succombent à la chaîne productive du marché uniformisant. Les principes qualitatifs du développement humain et environnemental durable, fondés sur la biodiversité et la pluri culturalité, sont ignorés par le concept canonique de développement durable, tandis que le postulat physique quantitatif de spatialité et exploitation limitées est écarté.

En Colombie le concept de développement intégral humain est abordé dans une vision de Développement Intégral Local (DIL) ; proposé comme un paradigme d'action sociétale centrée sur la localité et ses particularités. Dans ce contexte, il est présupposé que chaque territoire exige des conditions géo-démographiques minimales, fondamentales pour déclencher un processus développant local. Celles-ci se concrétisent à travers des dynamiques intégrales telles que : compétitivité, solidarité, gouvernabilité et durabilité. (Quintero Marín 2004)<sup>267</sup>

L'exposé opératif du modèle DIL contient quatre composantes indispensables :

- a) Articulation des acteurs : renforcement des interactions des tissus sociaux pour une intervention participative local.
- b) Collectivisation : la construction communautaire de la chose publique, comme l'élément convocateur et compromettant des habitants d'une territorialité, qui récupère le sens de lieu, l'appartenance spatiale et l'identité collective.
- c) Empouvoirement : potentialisation du capital humain via la capacitation du savoir, les attitudes et les capacités, pour transformer les habitants en citoyens actuels de leur propre développement.
- d) Autonomisation : la création de l'institutionnalité des processus sociétaux intrinsèques pour assurer la continuité des dynamiques développantes.

---

<sup>264</sup> Martínez Alier, J. (1992). *De la economía ecológica al ecologismo popular*. Barcelona: Icaria.

<sup>265</sup> Acot, P. (2006). *Catastrophen climatiques désastres sociaux*. Paris: Presses Universitaires de France.

<sup>266</sup> Rapport Meadows (1973). *Halte à la croissance ? : Rapport sur les limites de la croissance*.

<sup>267</sup> Quintero Marín, R. (2004). *Desarrollo integral local. Una propuesta para superar la exclusión*. Bogotá: Serie DIL 1 Fundación Social.

Ces actions comportent la transmittance des responsabilités sociétales du domaine étatique à celui particulier, soit dans la forme d'organisations communautaires, de coopératives ou d'associations. Celles-ci deviennent les garantes de la construction et gestion des processus de développement, qui soient cohérents et durables dans le contexte des attentes socioéconomiques du groupe humain. (Cunnil Grau 1997)<sup>268</sup>

Le modèle DIL signifie une rupture avec l'univocité et l'assistencialisme du régime centraliste; qui planifie, contrôle et gère les territorialités périphériques en ignorant les réalités démo-spatiales contextuelles. Concordant avec le DIL, le paradigme des « *structures intermédiaires* » se présente comme une alternative à la crise de l'état, incapable de répondre aux besoins de base des communautés excentriques. C'est donc, le transfert du contrôle du pouvoir de l'état aux gens, représentées par des organisations intermédiaires comme la famille, le voisinage ou des associations civiques, qui servent de médiateurs entre l'état et individu. (Berger et Neuhaus 1993)<sup>269</sup>

Suivant cette ligne alternativiste, l'initiative de *Redprodepaz*<sup>270</sup>, qui articule seize expériences avec l'approche de « *développement et paix* » dans le pays, propose le concept de « *développement humain intégral durable* » partant du local, comme le moyen pour la construction d'une paix nationale. De ces programmes régionaux le plus avancé est celui du Magdalena Medio dirigé par Francisco de Roux, qui déligne un Plan Stratégique de Développement Intégral Régional, dont les éléments essentiels sont :

- a) Dignité pour tous les individus sans exclusion.
- b) La culture locale comme point de départ.
- c) Transformation libérante des potentialités du capital humain et ressources naturelles.
- d) Qualité de vie en harmonie avec l'environnement.
- e) Interaction communautaire à niveau national et international.
- f) Le processus productif comme l'axe central.
- g) Dynamisation de la durabilité sociétale et environnementale dans la chaîne de production.

En emphasiant dans son discours la dimension productive, comme articulateur de la construction des territorialités, Père De Roux approfondit sur l'intégrité du domaine économique. Il insiste sur une approche multidisciplinaire de l'économie, ce qui implique

---

<sup>268</sup> Cunnil Grau, N. (1997). *Repensando lo público a través de la sociedad. Nuevas formas de gestión pública y representación social*. Caracas: Nueva Sociedad.

<sup>269</sup> Berger et Neuhaus, P. e. (1993). Potenciar al ciudadano. El rol de las estructuras intermedias en las políticas públicas. *Revista de Estudios Públicos*, 49, 175-226.

<sup>270</sup> Red Nacional de Programas Regionales de Desarrollo y Paz. (Réseau National de Programmes Régionaux de Développement et Paix)

des démarches parallèles dès points angulaires divergentes telles comme : la culture, l'éthique, le milieu, le genre, l'institutionnalité, la politique et la technique.

Le chercheur jésuite étend sa vision sur l'économie rurale alternative, en précisant les caractéristiques indispensables pour sa réussite opérationnelle. Il aperçoit l'économie paysanne intégrée aux processus agroindustriels, dans une chaîne productive verticale qui part de la production de matières premières, en passant par la production de biens intermédiaires et la fabrication de produits finis, et en achevant dans sa commercialisation. C'est donc, la capacité des organisations productives paysannes de gérer et contrôler les chaînons du processus productif. Symétriquement, De Roux visualise des Villages Agroindustriels centrés sur la production des fermes et des entreprises rurales, qui fournissent le monde paysan d'information, technologie, infrastructure de base, services publiques, échange commercial, institutionnalité et compétitivité régionale et internationale. (De Roux 2004)<sup>271</sup>

Il est évident que les propositions de « *développement et paix* », cimentées sur le DIL et la durabilité, résultent opposées aux théories canoniques néolibérales de développement durable. Ces approches alternativistes se présentent comme des exercices exploratoires à la recherche de réponses viables aux paradigmes déclinants, fondés sur le discours du développement lié univoquement à la croissance économique.

Or, quand les composants sociopolitiques et environnementaux sont intégrés à la notion économique de développement, l'équation de développement devient plus complexe. La vision réductionniste de l'économie écologique s'élargit avec les variables de durabilité et développement humain, ce qui comporte une perspective holistique du concept canonique. Ceci ne représente pas une négation de la formulation économique, mais plutôt une complémentarité enrichissante et une exploration dialectique des incohérences intrinsèques de la posture néolibérale.

L'approche de « *développement et paix* » a des contradicteurs qui affirment, que celle-ci est un ensemble de stratégies pour contrôler l'intromission du capital international, conçu comme une extension du projet paramilitaire qui impose, par la force, des modèles agroindustriels latifundistes. Parallèlement, il est soutenu que les travaux avancés par les ONG, plus que l'empouvoirement des acteurs sociaux locaux pour une participation active dans les processus constructifs sociétaux, ont supplanté leur représentativité en réduisant leur capacité organisationnelle. Sur ce dernier point, des stratégies telles que le « *développement intégral local* » sont questionnées, car elles n'ont pas rempli les objectifs tracés à travers les routes délinées. C'est ainsi que l'articulation des acteurs, la collectivisation, l'empouvoirement et l'autonomisation, posent des questions sur leur

---

<sup>271</sup> De Roux, F. (2004). Desafíos prácticos y presupuestos teóricos para construir economía en el Magdalena Medio. *Documento Ocasional* (p. 36). Magdalena Medio: Observatorio de Paz Integral.

impact et fonctionnalité par rapport à la légitimation de formes de pouvoir parallèles, qui rivalisent avec les constructions sociétales intrinsèques du programme. (Loingsigh 2005)<sup>272</sup>

Un autre exemple alternative d'aborder le sujet du développement, est celui des « *Plans Intégraux de Vie* » (PIV), proposé par la Constitution Politique de la Colombie de 1991. Ces plans sont créés pour intégrer les communautés indigènes au processus de développement national, en partant des différences ontologiques et cosmovisionnelles de ces groupes, et fondé sur la durabilité humaine. Les PIV sont de formulations prospectives ethno-développantes des peuples natives, encadrées dans la législation juridique du pays, qui servent de référents à la construction des autonomies indigènes.

Les plans deviennent des outils d'évolution constante qui structurent les communautés à fin d'améliorer leurs conditions de vie. Ils sont conçus comme des mécanismes pour promouvoir la participation, l'organisation et l'autogestion des groupes aborigènes, en agissant comme modeleur des politiques gouvernementales pour ces groupements. (Jansasoy 2005)<sup>273</sup> Ces processus permettent, dans la légalité institutionnelle, aux peuples indigènes de prendre de décisions indépendantes du cadre politique national, regardant leurs réalité socioculturelle et de développement ethnique.

Contrairement aux plans de développement, qui sont la proposition politique de gouvernement du candidat du moment, les PIV sont l'essence éthique et existentielle des peuples natifs qui servent de guide aux dirigeants indigènes pour leur gestion. Ceux-là ont une contextualisation spatiale référante au territoire comme unité identitaire et tissu des relations sociétales, représentant l'appropriation réelle des spatialités pour des actions collectives indépendantes.

Comme exemple des « *plans de vie* », il y a le Plan Cofán,<sup>274</sup> qui exprime la conception de la vie de ces indiens de la manière suivante :

*« Territoire pour nous est tout, c'est notre vie pour l'avenir, pour vivre une vie heureuse (...) est un patrimoine de vie (...) sans territoire nous n'aurions pas notre vie (...) il n'est pas seulement la couche de surface de la terre, qui voyons ci-dessus (...) il y a aussi des êtres spirituels, animaux et humains, qui vivent aussi leur vie (...) est le poumon de notre sagesse parce que nous vivons pour lui et nous connaissons notre médecine traditionnelle et la spiritualité du monde. »*

---

<sup>272</sup> Loingsigh, G. Ó. (2005). *Laboratorios de Paz de la Unión Europea. ¿El Plan Colombia de Europa?* <http://www.revistapueblos.org/IMG/pdf/laboratorios.pdf> 9 mai 2010. Récupéré sur Revista pueblos.

<sup>273</sup> Jansasoy, J. S. (2005). *Plan de vida. Propuesta para la supervivencia cultural, territorial y ambiental de los pueblos indígenas*. Washington D.C.: Fundación Zio-A'i, The World Bank Environment Department, Biodiversity Series.

<sup>274</sup> Les A'i, connu sous le nom Cofan ou Kofán, sont un peuple amérindien qui habitent le nord-ouest de l'Amazonie, à la frontière entre la Colombie et l'Équateur.

*« Donc, pour nous le territoire est le plus important. Si nous perdons le territoire, nous disparaissions comme une culture, en tant que communauté; nous perdons nos enfants, nous perdons tout, nous devenons pauvres, nous restons tristes; c'est-à-dire beaucoup de conséquences désastreuses. Nous restons comme des passants, nous sommes ici aujourd'hui et demain nous disparaissions, de la même manière que la terre où il n'y a pas de propriété collective, nous la possédons aujourd'hui et demain non. »*

*« (L'absence de territoire) nous conduit à perdre l'identité culturelle parce que nous n'avons pas de territoire car nous sommes déjà divisés et nous ne pouvons pas partager comme indigènes; tout d'un coup la jeunesse a nulle part où travailler, et doit aller quelque part, loin là-bas, et là comme ils disent, vraiment les gens Cofan sont en danger d'extinction (...) La plupart de nos problèmes, comme on a déjà dit, partent de l'absence de territoire; nous voulons que ce territoire soit propriété collective, pour nous sentir indigènes, car ainsi nous pouvons le gérer internement, selon nos lois internes ... parce qu'elle sera une terre qui ne va pas se perdre. » (Cofan 2015)<sup>275</sup>*

L'antinomie fondamentale entre les indigènes et l'administration nationale centrale néolibérale est remarquable, et difficile à concilier. Ces difficultés sont exprimées plus clairement par la Coica<sup>276</sup> dans l'Agenda Indigène Amazonien (AIA), où elle condamne le progrès occidental comme facteur annihilant leur vie en tant que communauté, et la vie humaine en général. Ils affirment : *« (...) nous sommes attrapés, et profondément, dans la jungle de pierre et transformés en hommes modernes possesseurs de toutes les misères humaines (...) » (Coica 2011)<sup>277</sup>*

Coica questionne durement la thèse du développement durable univoque que les pays industrialisés veulent imposer sur l'ensemble des sociétés dans la planète, qui est utilisée indistinctement dans les processus de colonisation suivant la logique du marché et de la mondialisation. Cette organisation ratifie l'inviabilité du modèle occidental, qui prétend justice sociale et conservation environnementale fondées sur la croissance économique, la concentration des ressources et du capital. Sous cette perspective, les concepts d'économie, société et écologie sont irréconciliables, car pour les capitalistes, la terre est un moyen de production tandis que pour les indigènes est un moyen d'expression culturelle.

Celle-ci est une fracture conceptuelle du monde profonde qui confronte deux perceptions de la territorialité antagoniques. D'une part la spatialité vue comme mécanisme productif

---

<sup>275</sup> Cofan, P. (2015, février 23). *Plan de Salvaguarda del Pueblo Cofan*. Récupéré sur Observatorio Étnico: [http://observatorioetnicocecoin.org.co/cecoin/files/P\\_S%20kof%C3%A1n.pdf](http://observatorioetnicocecoin.org.co/cecoin/files/P_S%20kof%C3%A1n.pdf)

<sup>276</sup> Coordinadora de Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica. (Coordinatrice des Organisations Indigènes du Bassin Amazonien)

<sup>277</sup> Coica (2011, 18 de agosto). *Mandato de Manaus: Acción indígena por la Vida, Primera Cumbre Regional Amazónica Saberes Ancestrales, Pueblos y Vida Plena en Armonía con los Bosques*. Manaus: Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica

quantitatif, et de l'autre, vue comme une manifestation identitaire qualitative. Cette dichotomie des rapports contextuelles géo anthropologiques, partant opposément du local et de l'universel, génère des divergences fondamentales comme la notion basique de liberté et diversité. Pour les indigènes la diversité est sa grande richesse identitaire, et la liberté est fondée sur la capacité d'autogestion, la redistribution communautaire et le control des ressources. Par contre, pour la tendance de la mondialisation, la liberté est basée sur la capacité économique productive et l'accumulation monétaire, étant l'uniformité le but principal. C'est le rencontre conflictuel entre deux mondes, celui central et le périphérique ; l'un que considère sa mémoire collective indigène l'héritage culturel d'affirmation de ses racines, et l'autre que nie le premier stigmatisant ses réalités, les qualifiant de sauvages. (Ríos 2009)<sup>278</sup>

Dans ce contexte disparate, de mondes et d'existences asymétriques, la durabilité humaine est conçue par les indigènes de l'Amazonie, comme un retour métaphorique à la *Maloca*. Cela ne veut pas dire une apologie chauviniste des traditions idéalisées, mais plutôt une redéfinition relationnelle entre Occident et leur cosmovisions. Ils partent de la prémisse de penser et agir de façon durable à nouveau, identifiant leurs forces et faiblesses en tant que communauté ; en sauvegardant la qualité de vie ancestrale fondée sur la simplicité. Dans ce processus, ils proposent de profiter des avantages du monde occidental sans abandonner leurs valeurs et pratiques sociétales et culturelles endogènes. C'est l'acceptation de l'autre, en évaluant les différences, qui renforcent leurs principes d'existence propres et leurs relations réciproques avec la nature. Ils préservent le monisme essentiel de leur vision intégrante, cette indivisibilité spatiotemporelle et démo-spatiale qui comporte une perception de l'être comme un élément collectif indissociable.

Dans cette perspective, la durabilité humaine implique une réinvention éthique et politique éco sociétale, en partant d'une vision interculturelle pour une proposition spatiale transversale qui incorpore le local et le mondial. Cela signifie une approche systémique de l'identité locale avec une dimension globale. Cette lecture de l'optique indigène contient des difficultés intrinsèques dérivées des divergences conceptuelles spatiotemporelles. D'une part celle linéale et immédiatiste du progrès occidental, traduite par urgence et efficacité ; de l'autre côté celle cyclique de la dynamique cosmique native, manifeste dans le rythme lent et la patiente maturation. (B. d. Santos 2010)<sup>279</sup>

Ces exemples d'alternativité de développement humain institutionnalisés, sont limités aux groupes indigènes de la Colombie, qui représentent une immense minorité ethnique dans le contexte national. Pourtant, ces contradictions existent tout au long le pays, entre les

---

<sup>278</sup> Ríos, M. y. (2009). Etnodesarrollo: reivindicación del 'indio mexicano' entre el discurso del Estado y el discurso desarrollista. *Cuadernos Interculturales* (7), 13, 180-205.

<sup>279</sup> Santos, B. d. (2010). *Refundación del Estado en América Latina. Perspectivas desde una epistemología del sur*. Bogotá: Siglo del Hombre Editores, Universidad de los Andes, Siglo XXI Editores.

ontologies métisses périphériques et celles centralistes occidentalisées, sans avoir une même approche conciliateur, ce qui aboutit à une situation conflictuelle permanente irrésolue.

## Paradigmes mondiaux

Deux grandes tendances théoriques résument les positions opposées sur le développement durable et la vision du futur de la planète, appuyées par deux grands mouvements : le « *mondialisme* » et « *l'alter*<sup>280</sup> *mondialisme* ». Ceux-ci se matérialisent en deux modèles antinomiques : le « *techno mondialisme* » et le « *bio régionalisme* ». Le premier correspond à la « *techno sapiens* »<sup>281</sup> basée sur la « *techno-logique* » ou la logique de la technologie, représenté par les grandes capitales et les grands capitaux, dans une conception anthropocentrique. Ceci se fonde sur un « *Techno-optimisme* », (Policy Innovations 2012)<sup>282</sup> une foi presque religieuse dans les futurs développements technologiques qui ne sont pas encore, qui n'existent même pas, en ignorant la destruction actuelle, à grande échelle, de l'environnement. Le deuxième est le « *modèle alternatif* » basé sur « *l'éco-logique* » ou la logique de la nature, représenté par les petits villages, le territoire et les individus, dans une conception éco anthropologique. Celui-ci n'est pas anti-technologie *per se*, mais suggère plutôt que la directrice de développement est d'accommoder les systèmes économiques et sociaux aux limites de la nature.

Ces modèles sont l'affrontement entre la démocratisation du capital, des ressources et des opportunités, versus le capitalisme sauvage de la concentration du capital, des ressources et l'exclusivité des opportunités. C'est la confrontation entre les grandes corporations multinationales et les PME locales ; entre le centralisme et le localisme politique et économique.

### 1. Le « techno-mondialisme »

Le mythe occidental de développement est associé à la notion biologique de croissance, de caractère quantitatif ; pourtant, dans le sujet social est l'aspect qualitatif qui donne les paramètres du développement, que dans les sciences humaines se mesure par la qualité de vie et l'amélioration de conditions d'une population. Pour le « *techno mondialisme* » l'homme est un sujet transcendant, dominateur d'une nature, elle parallèlement, objet transcendant consommable ; où l'économie est le but et la mesure des valeurs. Dans cette optique, le monde devient une unique économie de marché contrôlée par des grandes multinationales ; une grande chaîne de production soumise à l'économie d'échelle, à la

---

<sup>280</sup> Alter : Composé, avec le suffixe comparatif -ter, de la racine al de alius (« autre, différent »)

<sup>281</sup> Techno sapiens : sage ou connaisseur de la technologie

<sup>282</sup> Policy Innovations. (2012). *The Practice of Bioregionalism*. Consulté le 13Novembre, 2013, sur <http://www.policyinnovations.org/ideas/briefings/data/000242>

massification et à l'uniformité dans la production et le choix. Les mots clés de cette vision sont : rendements et consommation.

C'est ainsi que dans ce modèle, le développement se mesure en termes économiques, défini comme la richesse qu'un territoire produit en une année, utilisant le Produit Intérieur Brut (PIB) comme échelle. (Hypergeo 2004)<sup>283</sup> La comparaison de ces chiffres par années donne l'état d'évolution du développement, mais ces résultats sont des statistiques de comportement général, détachées des réalités sociales. Le paradoxe intrinsèque de ce paradigme, est que la croissance économique sans l'amélioration des indicateurs sociaux, ne génère pas développement ; tandis que l'amélioration des conditions de vie des habitants, même sans une croissance économique, crée développement.

À niveau mondial la domination « *centrique* » de pays développés, héritage colonialiste, sur une « *périphérie* » de pays sous-développés, (Reynaud 1981)<sup>284</sup> est l'expression d'une pyramide géopolitique mondialiste ; pourtant, elle est systémique et s'étend globalement à toutes les échelles géographiques. Dans une vision « *zoomée* », la réalité est assez plus complexe, car la même pyramide et les mêmes rapports de forces se transposent à l'échelle nationale, régionale, urbaine, rurale et des quartiers, tant dans les pays développés que sous-développés. Cette constatation révèle que l'inégalité et le dysfonctionnement du processus de développement sont intrinsèques à cette l'interprétation ; ils y sont des éléments constitutifs pluri-scalaires observables dans tous les contextes sociaux et géographiques.

Ce modèle est soutenu par institutions internationales telles que : le FMI<sup>285</sup>, la Banque Mondiale et l'OMC<sup>286</sup>, et il représente la ligne du « *néo libéralisme* », du village planétaire, du commerce sans frontières, de la concurrence ouverte, et du capitalisme comme seul système économique. C'est une conception unitaire d'intégration économique mondiale, le visage monétaire, qui nie d'autres expressions de la mondialisation.

Du point de vue architectural, urbain et d'aménagement, ce modèle se penche sur les méga-villes, les mégastructures, la production extensive et intensive, les latifundiums, l'échelle machiniste. En somme, c'est la rupture tranchante entre ville et campagne, la relégation du monde rural au rôle utilitaire de source de matières premières.

Cette vision, même dans les pays développés, avec une dynamique productive et économique propre, comporte des disparités et des paradoxes sociaux et environnementaux qui vont à l'encontre des principes de durabilité. Dans des grandes villes

---

<sup>283</sup> Hypergeo. (2004). *Développement définition*. Consulté le 3 mai, 2013, sur [http://www.hypergeo.eu/spip.php?page=imprimersans&id\\_article=511&nom\\_site=Hyperg%E9o&url\\_site=](http://www.hypergeo.eu/spip.php?page=imprimersans&id_article=511&nom_site=Hyperg%E9o&url_site=)

<sup>284</sup> Reynaud, A. (1981). *Société, espace et justice*. PUF, coll. espace et Liberté. Paris.

<sup>285</sup> Fond Monétaire International.

<sup>286</sup> Organisation Mondiale du Commerce.

industrialisées comme New York ou Paris, il y a des quartiers comme le Bronx ou des banlieues ghettos, avec une population exclue de la croissance économique. Un cas illustratif pathétique est celui de Nouvelle Orléans après l'ouragan Katrina, où encore aujourd'hui les habitants les plus vulnérables restent aliénés.

Dans les pays du Tiers Monde où le modèle « *néo libéral* » est imposé, et l'émergence des méga-villes stimulée, ces situations se répètent massivement avec des échelles de misère exacerbées. Exemples comme les « *favelas* » de Río, les « *tugurios* » de la ville de Mexico, Caracas ou Bogotá ; les « *shanty towns* » de Bombay, New Delhi, Jakarta, sont la norme pas l'exception. Symétriquement, dans les pays où le modèle « *marxiste* » est forcé, les villes anciennes et les campagnes restent ancrées au passé ; la pauvreté est généralisée tandis que la richesse est mise au service d'une élite politique. Ceci corrobore que dans les pays du Sud, les modèles de développement importés n'ont pas une réussite sociale, ni économique ; car ils ne coïncident pas avec les facteurs endogènes des réalités contextuelles.

## 2. Le « bio-régionalisme »

Ce modèle alternatif, « *altermondialiste* » (Wikipédia 2013)<sup>287</sup>, coïncide avec le mouvement « *Third World Network* »<sup>288</sup>, naît en 1984 à Penang, qui surgit comme une réaction au processus asymétrique initié avec la Révolution Industrielle, qui transforme la planète, mais surtout que creuse la brèche entre les territoires et leurs habitants. Le développement du Tiers Monde dérivé de cette révolution, est signalé d'avoir des bases illégitimes, car il est fondé sur le colonialisme des pays du Nord sur les pays du Sud, qui nie les visions de l'être autochtones en créant des inégalités entre lieux et hommes qui n'existaient pas auparavant.

Cette suprématie du Nord se traduit par une catégorisation des régions : celles développées et celles sous-développées ; dont leurs relations sont caractérisées par une domination physique et économique, et une dépendance technologique, qui aboutissent dans une situation d'exploitation et subjugation. (Frank 1970)<sup>289</sup> (Furtado 1976)<sup>290</sup> Comme réplique à ces conditions est naît, dans les années 1990, « *l'altermondialisme* »<sup>291</sup> soutenu par les pays du Tiers Monde et des mouvements écologistes et socialisantes. Il se présente comme la ligne « *pluraliste* », de la coopération, de la complémentarité, de l'hétérogénéité, de l'inclusion, de l'égalité, de l'autonomie. C'est une conception pluritaire d'intégration sociale mondiale, le visage humain, qui accueille multiples visions de mondialisation.

---

<sup>287</sup> Wikipédia. (2013). *Altermondialisme*. Consulté le 7 mai, 2013, sur <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Altermondialisme&oldid=92518960>

<sup>288</sup> Réseau du Tiers Monde : association contrepartie des sommets économiques de Davos et G8, consacrée au développement et aux échanges Nord-Sud.

<sup>289</sup> Frank, A. G. (1970). *Le développement du sous-développement, l'Amérique latine*. Maspéro. Paris.

<sup>290</sup> Furtado, Celso. (1976). *Théorie du développement économique*. Presses Universitaires de France. Paris.

<sup>291</sup> Est la reprise du slogan : « *Un autre monde est possible* ».

Cette optique s'oppose au mondialisme « *néolibéral* », réclamant la définition d'une « *autre* » mondialisation, en accord avec les diversités culturelles et géographiques ; celle-ci basée sur une approche démo-géographique, et pas seulement économique, où le développement est introverti ou autocentré, pensé au bénéfice des populations locales. Cela en opposition à la notion de croissance extravertie tournée vers l'extérieur et dépendante d'Occident. Dans le premier cas, une dynamique sociale se crée qui favorise et s'appuie sur les intérêts internes, générant un processus autogestionnaire autonome par rapport à l'extérieur, qui peut être à niveau national, régional ou local. Ce modèle est contraire à celui ambiguë des plantations et des exploitations mineurs multinationales et des marchés internationaux.

Du point de vue géographique, les deux modèles s'expriment dans l'aménagement du territoire qui parallèlement se reflètent dans des facteurs quantitatifs démographiques comme : densité et localisation ; spatiaux tels que : urbanisation, équipement publiques, réseaux circulatoires ; économiques comme : type de activités et intensité ; et facteurs qualitatifs sociaux tels que : conditions de vie et autodétermination. De l'autre côté il y a la question environnementale, qui en étant le support physique du processus de développement, subit ses conséquences traduites en dégradation et déséquilibre naturel. Dans le modèle « *techno mondialiste* », l'environnement, comme l'aspect social, est relégué au second plan, écartant le problème d'épuisement des ressources en négligeant la vision à long terme, toujours confiant dans la résilience de la nature mais surtout dans les capacités technologiques de l'homme.

Quand la crise environnementale et climatique apparaît, l'Occident propose que les dégâts écologiques causés par les pays développés, soient couverts par tous, y compris les pays pauvres qui n'y contribuent pas. Cette interprétation de « *globalisation* » limite la croissance mondiale en refusant les possibilités de développement du Tiers Monde. « *L'altermondialisme* » s'oppose à cette proposition et plaide pour une dette historique et écologique des pays industrialisés envers les non industrialisés, et à une prise de responsabilités proportionnelles aux dégâts sociaux et environnementaux causés.

Le « *bio régionalisme* » est une expression « *altermondialiste* » concrète, où l'homme est un sujet transcendant en tant que société, et immanent comme individu ; étant le grand catalyseur de la nature, dont il est un élément à part entière. La nature, d'ailleurs, est définie comme objet transcendant indispensable. Dans cette perspective, le monde est vu comme un réseau d'économies diverses interactives avec plusieurs échelles et systèmes de production. La diversité des produits et de choix est impérative, lesquels dépendent de la biodiversité et le pluralisme culturel, qui s'appuient sur les communautés et les régions ; dont les qualités clés sont : solidarité et participation.

Le concept de « *bio régionalisme* » dérive de la notion de « *bio région* », définie comme un espace géographique avec une topographie, un climat, un biote et une culture sociétale similaire ; souvent organisée autour des bassins. (Berg 2002)<sup>292</sup>. Les limites bio régionales sont organiques, et diffèrent fréquemment des limites politiques telles comme les départements, provinces et nations. Les bio régions sont, de préférence, des aires autosuffisantes en termes d'aliments, produits et services, et parallèlement, écologiquement durable. (McGinnis 1999)<sup>293</sup> Conséquemment, une bio région est une unité sociale, économique et écologique délimitée par des facteurs naturels, culturels et productifs ; qui définissent la typologie, la vocation, la fonction, l'échelle et le potentiel d'un ou plusieurs établissements humains, en déterminant leur durabilité.

Les éléments fondamentaux du « *bio régionalisme* » sont : le territoire, en tant que unité spatiale géographique basique, impliquant les communautés humaines, les écosystèmes y compris la biotique et l'abiotique ; le climat, comme le facteur déterminant du développement naturel ; l'hydrologie, qui définit le caractère de l'endroit ; la topographie, comme délimitant de l'usage ; la végétation, qui donne la vocation des terres ; et la faune, comme l'élément fertilisant. L'architecture, l'urbanisme et l'aménagement, dans ce cas-là, se caractérisent par une approche anthropologique, qui privilège les villes moyennes, l'échelle humaine, l'inter production organique et le minifundium. Synthétisant, est l'intégration entre ville et campagne, la symbiose entre ceux deux mondes.

## La question du développement durable

### 1. Définition

Développement durable est une notion composée, formée par deux concepts de caractère dissimilaire. Dans un premier pas une approche réductionniste est proposée afin de décomposer cette notion dans ses composantes basiques, pour chercher de définir leur nature et limites, et ainsi essayer de mieux comprendre leur signification et connotations ; pour après tenter d'assimiler la notion dans sa complexité.

En général les définitions de développement durable, qu'elles soient institutionnelles, sociologiques, écologiques ou économiques, sont universelles et qualitatives, encadrées dans une approche de causalité conceptuelle.

Une définition approximée synthétisant ces concepts pourrait être : « *Un moyen d'améliorer l'habitat humain, de sorte que la société et ses membres soient en mesure de répondre à*

---

<sup>292</sup> Berg, P. (2002). *Bioregionalism*. Consulté le 3 Novembre 2009 sur, [http://www.diggers.org/freecitynews/\\_disc1/00000017.htm](http://www.diggers.org/freecitynews/_disc1/00000017.htm).

<sup>293</sup> McGinnis, M. V. (1999). *Bioregionalism*. London: Routledge.

leurs attentes, et à exprimer leur potentiel en symbiose avec la nature dans le présent ; tout en préservant la biodiversité et les écosystèmes naturels afin de perpétuer ces idéaux. »<sup>294</sup>

## 2. Évolution

L'intérêt scientifique aux égards de la relation entre démographie, consommation et environnement, s'est mis en évidence à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle dans l'ouvrage de Thomas Robert Malthus<sup>295</sup>, « *Essai sur le principe de population* ». (Malthus 1798)<sup>296</sup>

Pourtant, le concept de développement durable est assez récent et son origine se situe en 1972, quand le Club de Rome publie, « *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance* » (Meadows 1973)<sup>297</sup>, aussi connu comme le « *Rapport Meadows* ».

### 2.1 « Subsistances arithmétique, démographie géométrique »

L'ouvrage « *Essai sur le principe de population* » (Malthus 1798)<sup>298</sup> est considéré la première étude remarquable qui dénonce les dangers de la surexploitation des ressources naturelles et ses liens avec la croissance démographique et économique. Il part de deux postulats qu'il considère des constantes de la nature : « *la nourriture est nécessaire à l'existence de l'homme* » et « *la reproduction de la espèce est une nécessité* ». Or, le noyau de la question qu'il se pose est que « *la population s'accroît en progression géométrique* » alors que « *les subsistances ne s'accroissent qu'en progression arithmétique* », en générant une brèche entre le besoin et la production de subsistances. Cette approche quantitative malthusienne serve de base à une formule qui met en rapport démographie, économie et environnement, en cherchant d'établir des paramètres pour balancer l'équation.

### 2.2 « Nous vivons dans un monde fini »

L'introduction du concept de développement durable dans notre contemporanéité est faite par le rapport intitulé : « *Halte à la croissance ?* », qui s'appuie sur la vision anti populationniste de l'analyse quantitative de Malthus formulé dans son « *Essai sur le principe de population* » (Malthus 1798)<sup>299</sup> ; et qui met en question la croissance économique sans limites. Les auteurs du rapport, des chercheurs du M.I.T.<sup>300</sup>, ont utilisé le programme d'exploitation informatique de la dynamique des systèmes, conçu par le professeur Jay Forrester. Ils ont construit un modèle mathématique, à grande échelle, de l'écosystème

---

<sup>294</sup> Définition de l'auteur.

<sup>295</sup> Économiste britannique (1766-1834). Préoccupé par le nombre important de pauvres dans la société anglaise aux temps de la Révolution Industrielle.

<sup>296</sup> Malthus, Thomas Robert. (1798). *An Essay on the Principle of Population*. Londres. J. Johnson.

<sup>297</sup> Meadows, Dennis ; Meadows, Donella ; Randers, Jorgen et Behrens, William (1973). *Halte à la croissance ? : Rapport sur les limites de la croissance*. Club de Rome. Rome.

<sup>298</sup> Malthus, Thomas Robert. (1798). *An Essay on the Principle of Population*. J. Johnson. Londres.

<sup>299</sup> Malthus, Thomas Robert. (1798). *An Essay on the Principle of Population*. J. Johnson. Londres.

<sup>300</sup> Dennis Meadows, Donella Meadows et Jorgen Randers du Massachusetts Institute of Technology.

mondial, pour simuler les probables résultats futurs de l'économie mondiale. La conclusion globale du rapport est : « (...) nous vivons dans un monde fini (...) »<sup>301</sup> (Encyclopædia Universalis 2013)<sup>302</sup>.

Cette approche scientifique est basée sur l'analyse systémique, qui explore les relations multiples, structurales, des éléments impliqués, dont l'interdépendance est le pilier ; en allant au-delà des simples relations de causes et effets. Pour explorer le future, ce modèle simule la dynamique de la planète en intégrant cinq variables essentielles : la population, qui est le noyau ; la production industrielle, les ressources alimentaires, les ressources non renouvelables et de la pollution. (Loriaux 2012)<sup>303</sup> C'est l'insertion première de la conception écologique dans la modélisation mathématique.

### 2.3 « Notre avenir à tous »

En 1987, est publié le « *Rapport Brundtland* » (G. H. Brundtland 1987)<sup>304</sup> intitulé : « *Notre avenir à tous* », demandé par l'Assemblée générale des Nations Unies à la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations Unies, afin de créer « *Un programme global de changement* »<sup>305</sup>, dirigé à établir une coopération internationale sur les problématiques environnementales et de développement économique mondial. Ce rapport est la reprise du concept d'écodéveloppement du Sommet de la Terre de 1972, à la suite de quinze ans de détérioration de la coopération mondiale.

Du rapport Brundtland provient l'expression « *développement durable* », dont la définition officielle y est fournie dans les termes suivants: « (...) *Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs (...)* » Pourtant, cette définition est très générale, de caractère qualitatif, presque éthéré ; elle est plutôt une déclaration politique de volonté et des bonnes intentions, accommodante. Par la malléabilité du concept « *durable* », ceci devient un sort de passe-partout applicable indistinctement à tous les problèmes dans tous les domaines ; sans fournir des solutions concrètes, ni compromis véritables. Toutefois, l'importance du concept de développement durable réside dans son caractère antinomique au modèle de croissance économique, prêché par l'occidental. Ceci déclenche une diversité d'approches socioéconomiques parallèles à celle d'occident, qui questionnent les rapports Nord-Sud.

---

<sup>301</sup> La Terre a des dimensions physiques limitées. Superficie : 510.067.420 km<sup>2</sup> ; Volume : 1,08321x10<sup>12</sup> km<sup>3</sup> ; Masse : 5,9736x10<sup>24</sup> kg.

<sup>302</sup> Encyclopædia Universalis. (2013). *Halte à la Croissance ?* Club de Rome. Consulté le 4 Avril, 2013, sur <http://www.universalis.fr/encyclopedie/halte-a-la-croissance/>

<sup>303</sup> Loriaux, Florence. (2012) *Halte à la croissance !* Carhop.

<sup>304</sup> Brundtland, G. H. (1987). *Our Common Future*. Oxford: Oxford University Press: United Nations World Commission on Environment and Development.

<sup>305</sup> Rapport Brundtland. (1987) - Avant-propos de la Présidente Brundtland.

Le concept de développement durable a une meilleure réception dans le milieu politique international par rapport à celui de l'écodéveloppement, car son message : « *Notre avenir à tous* », est plus facilement assimilable que « *Halte à la croissance ?* » du Sommet de la Terre. Ce discours semble politiquement plus correct, tenant compte que le précédent se base sur des projections quantitatives catastrophiques qui prévoient l'épuisement des ressources naturelles et un effondrement économique. Le nouveau concept, par contre, est promissoire et se fonde sur trois piliers existentiellement dissimilaires : société, nature et économie ; avec leurs caractéristiques qualitatives correspondantes : justice, équilibre et efficacité. Ce « *triumvirat* » hybride devient le « *cheval de bataille* » rhétorique des pensées qui plaident pour un futur durable.

### **3. Structure**

#### **3.1 Composantes**

Les composantes du concept de développement durable sont définies comme les « *trois piliers* » sur lesquels les activités humaines reposent : société, économie et environnement ; dont leur conciliation est la clé pour atteindre l'objectif de durabilité. Or, ces piliers appartiennent à des ontologies différentes ; tandis que le premier est un sujet immanent qualitatif et le deuxième un objet transcendant quantitatif, le troisième est la résultante de l'interaction entre les deux premiers : une unité de mesure qui représente l'action du sujet sur l'objet et des objets « *artificiels* » générés ; dans ce cas-là l'économie est le « *pignon* » qu'articule « *l'engrenage* » sujet-objet. Économie, d'ailleurs, est un concept anthropologique abstrait symétrique à celui d'efficacité écologique, où la symbiose et la synergie entre les éléments des composantes sont les intermédiaires du processus.

Du point de vue des « *trois piliers* », le développement durable est une unité indissoluble, dont le but est la durabilité, partant d'une viabilité économique, une équité sociale et une soutenabilité environnementale. Dans ce contexte, la viabilité est le moyen pour produire le bien-être matériel, donc quantifiable ; l'équité est pour offrir la qualité de vie de tous, donc qualifiable ; et la durabilité est pour garantir les deux antérieures aux générations futures, par conséquent quantifiable et qualifiable la fois.

#### **3.2 Principes**

Parallèlement au concept de culture et par conséquent de diversité culturelle, apparaissent deux variables fondamentales : espace et temps, traduits en géographie et durabilité. Ce sont des variables quantitatives et qualitatives qui permettent d'appliquer le concept de développement durable de manière globale et en projection, ce qui est cohérent avec la responsabilité envers les générations futures, exprimée dans la définition Brundtland. Ce principe de responsabilité est suivi par autres trois principes : solidarité, précaution et participation.

- a) Principe de Solidarité : ceci s'applique aux deux variables de la composante sociale du développement durable. D'une part il implique toutes les échelles spatiales, du local au global, des quartiers jusqu'aux hémisphères. D'autre part il s'applique sur le facteur temps en partant du présent vers le futur dans une approche intergénérationnelle. Ce principe est aussi employé dans l'intermédiaire économique, (Baron 2007)<sup>306</sup> en particulier dans les modalités d'échange actuelles. Dans ce cas, il concerne la reformulation des principes de réciprocité, du marché et de la redistribution, en tant que liens sociaux, par rapport à l'économique.
- b) Principe de Précaution : ce principe est apparu dans les années 1970 comme une réaction à la destruction de la couche d'ozone, et après est institutionnalisé dans l'Action 21 du Sommet de Rio en 1992. (Nations unies 1992)<sup>307</sup> Il s'applique aux deux composantes, société et nature, et il s'inscrit dans une perspective à long terme. Il s'agit donc, que les conséquences des actions des sujets (homme, société), ne nuisent pas aux autres sujets, ni causent des impacts négatifs irréversibles sur l'objet (nature). Or, la précaution n'est pas suffisante dans le cadre de la durabilité, car elle signifie une abstention à agir, tandis que le principe de Pro activité implique une anticipation aux conséquences des actes, et donc une action à l'avance pour éviter et résoudre les impacts à long terme. En appliquant ce principe aux composantes, implique son application à l'agent intermédiaire économique.
- c) Principe de Participation : ce principe est inclus dans l'Action 21 du Sommet de Rio en 1992, et il s'applique à la composante sociale, comportant le droit social à l'autodétermination, au libre choix. Ceci est l'élément clé du développement durable, et le plus difficile à implémenter, car il implique un changement de la conscience collective et par conséquent un questionnement du paradigme société-nature, y compris l'aspect économique. (Snoy 2002)<sup>308</sup> Or, la participation implique l'accès à l'éducation et à l'information pour tous, et ceci est déjà une révolution dans le pays du Tiers Monde.

---

<sup>306</sup> Baron, C. (2007). *Le transfert du concept d'Economie Solidaire en Afrique Francophone : Paradoxes et atouts*. Revue Tiers Monde, n°190, p. 325-342.

<sup>307</sup> Nations unies. (1992). *Déclaration de Rio*. Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. Nations unies. Rio de Janeiro.

<sup>308</sup> Snoy, T. (2002). *De la pertinence et de la légitimité du principe de participation*. Reflets et perspectives de la vie économique, tome XVI, p. 101-108.

### 3.3 Paramètres

Dans les composantes du développement durable, il y a des paramètres internes propres à chacun d'eux, qui servent de point de référence et d'éléments de liaison entre les composantes. Les paramètres sociaux sont caractérisés par trois indicateurs, dont valeurs dépend le haut ou bas niveau de durabilité social. Ceux-ci sont : égalité d'opportunités, identité culturelle et autonomisation. Ces indicateurs ont un rapport étroit avec démographie, capacité humaine et gouvernance ; et constitue une mesure qualitative qui inclut l'Indicateur de Développement Humain (IDH). (Sen 2000)<sup>309</sup>

Les paramètres environnementaux ont trois indicateurs qui déterminent le degré de durabilité écologique, et ils sont : écosystèmes, bio capacité et bio diversité. Ces indicateurs sont liés aux notions d'éco pratiques, émission zéro et empreinte écologique ; qui sont des mesures quantitatives qui impliquent les facteurs des changements climatiques.

Les paramètres économiques comportent des indicateurs quantitatifs de productivité, croissance et autosuffisance, qui ont rapport avec des notions de vocation, chaîne productive et bénéficiaire final ; qui sont des mesures quantitatives incluant l'indicateur PIB. Or, l'intersection des différents paramètres donne comme résultants les conclusions de durabilité. L'intersection entre société et économie donne équité ; entre société et écologie donne habitabilité ; et entre économie et écologie donne viabilité.

De l'autre côté, dans le schème alternatif de « *l'engrenage* », les composantes se limitent au sujet social et à l'objet naturel et leurs rapports sont intermédiés par le facteur économique. Dans cette vision, les paramètres sociaux ont des caractéristiques différentes ; tandis que l'égalité d'opportunités et l'identité culturelle sont des conditions préalables, l'autonomisation est la conséquence impérative. De la même manière, du côté de la nature, l'écosystème et la biodiversité sont des conditions préalables, la bio capacité est un résultat obligatoire. Or, l'interaction entre les paramètres sociaux et écologique se fait travers les paramètres économiques ; ayant la productivité et la croissance comme l'action de la société sur l'environnement, pendant que l'autosuffisance et l'action par laquelle la bio capacité résulte en autonomisation.

### 3.4 Propriétés

Le caractère prépondérant des composantes du développement durable, qui permet sa propre existence et coexistence, est la cohésion.

La cohésion est la force que maintient unis les éléments qui conforment les composantes, sociale et écologique. C'est la séquence d'interactions à l'intérieur de la société et la nature,

---

<sup>309</sup> Sen, A. (2000). *Un nouveau modèle économique, Développement, Justice, Liberté*. O. Jacob. Paris.

qui préserve leur unité et permet leurs actions réciproques. Pour la conception de développement durable occidentale, on trouve trois types de cohésion basiques : sociale, économique et environnementale. Dans le cas du développement durable alternatif, les cohésions primaires sont : sociales et environnementale, tandis que la cohésion économique est l'intermédiaire des cohésions basiques.

La cohésion sociale est une propriété qualitative entre les individus et la société et vice-versa ; déterminée par les niveaux d'appartenance, d'identité et d'inclusion. La cohésion environnementale, est une propriété quantitative entre écosystèmes et écoumène<sup>310</sup> et vice-versa ; définie par bio capacité, bio diversité, et l'empreinte écologique. La cohésion économique, par contre, est une propriété quantitative entre société et environnement et vice-versa ; déterminée par la vocation des sols, système de production et transformation, et la distribution des profits.

Dans ce contexte apparaît le concept de cohésion territoriale qui peut être considérée comme la dimension territoriale de durabilité. (Camagni 2005)<sup>311</sup> Cela veut dire le complexe des interactions cohésives entre les composantes sociale, écologique et économique dans un territoire déterminé.

---

<sup>310</sup> Notion géographique pour désigner l'ensemble des terres anthropisées (habitées ou exploitées par l'Homme).

<sup>311</sup> Camagni, R. (2005). *Territorial Cohesion and the European Model of Society*. International Seminar (p. 9). Lincoln Institute of Land Policy. Vienna.

### III. Cimarron, l'étude de cas

#### Le projet concret

##### 1. Situation de départ

*Cimarron* est le nom d'une propriété rurale de 72.000 hectares (720 km<sup>2</sup>)<sup>312</sup>, achetée par un groupe d'investisseurs norvégiens en 2000. Ce latifundium est situé au nord du département de Vichada dans les Plaines Orientales de la Colombie, sur la rive sud du fleuve Meta à la frontière avec le Venezuela. (Fig. 95) (Fig. 96)

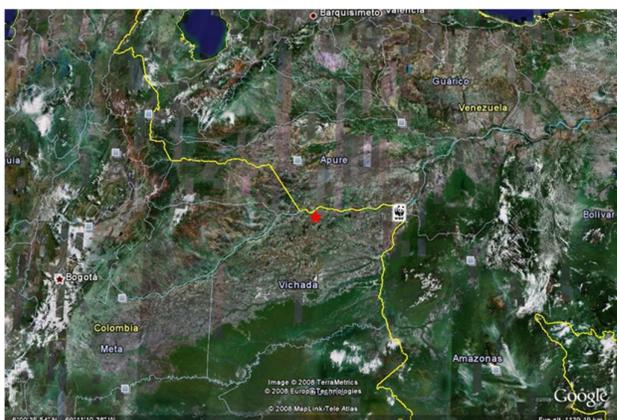


Fig. 95 Localisation de Cimarron en Colombie  
Source : Google Earth 6° 00'35.54" N 69° 11'10.38"



Fig. 96 Localisation de Cimarron en Vichada.  
Source : Google Earth 6° 00'35.54" N 69° 11'10.38"

Le terrain est localisé dans le bassin de l'Orénoque, principal fleuve de la région qui se jette dans l'océan Atlantique en traversant le Venezuela. Cette zone est l'une des plus abandonnées du pays, sans infrastructure de base, ni voies de communication permanentes. C'est ainsi que le principal moyen de transport entre la propriété, l'intérieur du pays et l'Orénoque, est fluvial, et se réalise à travers du fleuve Meta. Cependant, ceci est navigable seulement durant la saison de pluies, qui dure huit mois ; ce qui implique que pendant la saison sèche, la communication régionale est terrestre par des chemins de terre inachevés.

Le climat de *Cimarron* est tropical et isotherme, influencé par le voisinage de la forêt tropicale de l'Amazonie. L'écosystème dominant est de hautes plaines, caractérisé par des savanes natives bien drainées couvertes d'herbes, de buissons, d'arbres et de palmiers. Les sols ne sont pas très fertiles mais ils sont très faciles à travailler. Historiquement, cette aire

<sup>312</sup> À comparer avec la commune d'Arles en Bouches-du-Rhône : 758 km<sup>2</sup> (Commune la plus étendue de la France)

est dédiée à des élevages bovins extensifs et traditionnels, avec des animaux natifs de très bas rendement ; ceci conséquent avec les larges extensions ouvertes de pâturage et la faible population de la région.

L'accessibilité à des grandes superficies de terre, à très bon marché, la localisation géographique stratégique de la Colombie, et la possibilité d'interconnexion fluviale avec l'océan Atlantique comme voie de transport vers l'extérieur, sont les facteurs déterminants pour l'investissement des norvégiens en *Cimarron*. Les entrepreneurs scandinaves font partie du conglomérat familial *Siem Industries*, dédiée aux activités d'exploration pétrolière, des services financiers, du transport maritime et de l'agro-industrie. Leur intérêt spécifique en *Cimarron*, dérive de leurs expériences dans le domaine agricole en Norvège et Portugal, où ils ont des projets réussis. D'autre part, le groupe est propriétaire de la flotte maritime pour le transport réfrigéré d'aliments périssables, la plus moderne du monde ; étant l'un des leaders mondiaux du secteur. La combinaison de ces deux éléments, permet à cette entreprise d'avoir la vision et la capacité pour développer des affaires de façon verticale et intégrée. Leur objectif est de produire, transformer, transporter et commercialiser les produits agricoles du projet *Cimarron* et de la région visant les marchés internationaux.

## **2. Composante économique**

Compte tenu de la capacité financière, et de la manifeste orientation vers l'économie de marché du groupe norvégien ; additionnées à la vocation naturelle et à l'extension de la propriété, le développement d'un projet agroindustriel est prévisible. Initialement, ce projet est une proposition unilatérale des investisseurs étrangers, suivant un modèle de colonisation occidentale traditionnelle de type enclave. Grosso modo, l'approche nordique du développement est centrée sur la production agricole technicisée, extensive et intensive ; la transformation in situ des matières premières ; la fabrication de produits finis ; le transport fluviomaritime de ces produits vers les marchés industrialisés ; et la commercialisation internationale des produits. Dans ce programme, les investisseurs prévoient l'implantation de 24.000 hectares de chacun des trois suivants produits agricoles : élevage bovin pour la production de viande d'exportation, maïs pour l'alimentation du bétail et soya pour la production d'aliments pour la consommation humaine.

La vision première des norvégiens de l'ensemble du projet, est celle d'un grand domaine agricole avec un pôle industriel de transformation des produits naturels, un port fluvial commercial sur la rivière Meta, et une zone résidentielle avec des services de base pour ses plus de 1.500 travailleurs ; étant la totalité des constructions, de l'infrastructure, des services et des opérations, la propriété de la compagnie nordique. La logique derrière ce raisonnement est que le prix de la terre et le coût de main d'œuvre sont tellement bas, et la vente des produits finis dans les marchés industrialisés si élevés, que les profits sont très importants ; au tel point que la compagnie peut se permettre de doter de logement,

éducation, santé et nourriture à l'entière population d'employés ; en leur proportionnant un niveau de vie « à l'européenne ».

Celle-ci est la traditionnelle approche paternaliste des enclaves colonialistes occidentaux, qui partant de la philosophie chrétienne du « *bon samaritain* », donne bonne conscience au fournisseur de pain, en créant une dépendance aux bénéficiaires. Cette optique des investisseurs, en étant de bonne foi, comporte un haut degré de naïveté mais surtout une ignorance dangereuse du contexte socio-spatial local et national, et des temporalités territoriales.

Négliger une réalité historique de conflits sociaux séculaires, qui ont comme origine le monopole de la propriété foncière rurale, représentée par les latifundiums, signifie devenir une partie du problème et non de la solution. Or, dans un pays divisé, radicalisé et violent, et dans une région scénario des dynamiques conflictuelles actuelles, une telle position implique rester sous les feux croisés des deux fractions en guerre : les paramilitaires d'extrême droite et la guérilla d'extrême gauche, avec l'aggravant d'être des étrangers et d'un pays industrialisé.

D'autre part, l'impact environnemental d'un méga projet comme *Cimarron*, sur un écosystème très fragile tel que les hautes plaines, peut avoir des conséquences écologiques désastreuses ; surtout si l'on tient compte qu'il comprend la mise en œuvre des monocultures qui détruisent la biodiversité, base de la durabilité environnementale.

### **3. Composante éco-anthropologique**

Le terrain de *Cimarron* fait partie de la municipalité de La Primavera et il est situé plus précisément dans l'inspection de police de Nueva Antioquia. Près de 80% de la population municipale est rurale et a des conditions de vie très précaires, sans infrastructure de base, ni service sociaux primaires. Les activités prédominantes de cette aire sont l'élevage et l'agriculture vivrière tournée vers l'autoconsommation et l'économie de subsistance.

La propriété est très plate, extensivement couverte par du pâturage natif, et avec une longue rive sur le fleuve Meta. Des expérimentations agraires très technicisées, orientées vers la culture de maïs et soya, sont réalisées par les norvégiens dans leur étape initiale du projet. Les résultats productifs sont très modestes considérant les grands moyens utilisés. Attaché à ces expériences, un petit campement pour les travailleurs et la machinerie est construit ; suivant un modèle d'enclave traditionnel où les matériaux de construction, la nourriture, le carburant pour produire électricité, et le reste des éléments basiques pour vivre sont amenés par bateau de l'intérieur du pays. Aucune action écologique ou sociale préventive est prise en place pendant cette phase exploratoire, et l'isolement par rapport au contexte démographique et environnemental local, a par contre, généré un malaise, voir ressentiment, dans la communauté locale. Les habitants de la région se sont sentis exclus

du projet, des bénéfices socioéconomiques promis au départ, et même exploités. Ce processus est suivi de près par la guérilla de Farc et les groupes paramilitaires qui se disputent la région.

En raison de ces antécédentes, le gouvernement de la Norvège, préoccupé des éventuelles implications multilatérales négatives de la démarche de l'initiative du groupe nordique, considère urgent d'étudier consciencieusement les aspects environnementaux et sociétaux du projet, dans le contexte spatiotemporel présent. C'est donc, avec l'aval de l'état norvégien, comme intermédiaire, que cette recherche a son origine.

Un premier pas dans la direction de la restructuration du projet, est une étude de faisabilité économique avec des connotations socio écologiques. La première conclusion du travail est que le maïs et le soya ne sont pas des cultures viables car les prix du marché mondial, dominé par les subventions agraires internes des États-Unis, sont trop bas. D'autre part, la culture extensive de ces produits comporte une rupture avec l'écosystème natif et la destruction de la biodiversité. Parallèlement, l'alimentation du bétail avec le maïs est contraire à la tradition de la production de viande en Amérique du Sud, réputée comme la meilleure du monde ; dont la qualité se dérive du pacage en prairies d'herbes naturelles.

L'étude recommande qu'au lieu des cultures initialement proposées, des plantations d'arbres à production à long terme soient plantées, ainsi que l'établissement de pâturages améliorés pour augmenter la productivité de l'élevage. Dans le même esprit, le rapport urge une recherche approfondie des incidences géo anthropologiques du projet, et une soigneuse intégration de ceci au contexte spatiotemporel et sociétal de la région. Finalement il est conseillé d'encadrer le projet dans le concept de développement durable intégral et local, en tenant compte des variables particulières, dans un processus social incluant.

Inventaire photographique Cimarron. (Fig. 97), (Fig. 98) (Fig. 99), (Fig. 100), (Fig. 101), (Fig. 102) (Fig. 103), (Fig. 104), (Fig. 105), (Fig. 106) (Fig. 107), (Fig. 108), (Fig. 109), (Fig. 110).



**Fig. 97** Photo aérienne Cimarron. Prise par l'auteur. 2014



**Fig. 98** Photo aérienne Cimarron. Prise par l'auteur. 2014



**Fig. 99** Photo aérienne Cimarron. Prise par l'auteur. 2014



**Fig. 100** Photo aérienne Cimarron. Prise par l'auteur. 2014



**Fig. 101** Photo de Cimarron, voies internes. Prise par l'auteur. 2014



**Fig. 102** Photo de Cimarron, campement. Prise par l'auteur. 2014



**Fig. 103** Photo de Cimarron, campement. Prise par l'auteur. 2014



**Fig. 104** Photo de Cimarron, briqueterie expérimentale. Prise par l'auteur. 2014



**Fig. 105** Photo de Cimarron, machinerie agricole. Prise par l'auteur. 2014



**Fig. 106** Photo de Cimarron, les plaines. Prise par l'auteur. 2014



**Fig. 107** Photo de Cimarron, pépinière de palmes d'huile. Prise par l'auteur. 2014



**Fig. 108** Photo de Cimarron, plantation de palmes d'huile. Prise par l'auteur. 2014



Fig. 109 Photo de Cimarron, élevage de bétail. Prise par l'auteur. 2014



Fig. 110 Photo de Cimarron, investisseurs norvégiens dans la plantation de palmes d'huile. Prise par l'auteur. 2014

## Le département

Le Vichada suit le même cycle de peuplement présent dans la région des Plaines Orientales, bien que de façon sporadique, moins accélérée et moins dévastatrice. La raison de ce processus ralenti dérive de deux facteurs géographiques : d'une part, le fait que c'est un département aux confins avec le Venezuela et très éloigné spatialement du centre démographique de la région andine du pays ; et de l'autre, que sa superficie est très vaste et sans infrastructure ni service de base. Pourtant, les installations humaines existantes sont le produit de processus migratoires exogènes, initialement, et endogène dans un deuxième temps.

La période précolombienne de cette région est caractérisée par l'absence d'installations humaines permanentes, car les autochtones sont des nomades qui traversent la spatialité

immense des Plaines Orientales sans obstacles anthropiques. La cosmovision intégrante, où l'homme et la nature sont indissociables, est le dénominateur commun ; et l'appropriation humaine de la géographie n'a aucune place dans cette conception ontologique.

Les proto-installations humaines du département sont associées aux missions ou « *haciendas* » fondées par les missionnaires jésuites depuis la moitié du XVI<sup>ème</sup> siècle. C'est la première tentative de sédentarisation des indigènes des plaines, qui n'aboutit pas à une dynamique développante intrinsèque ; et par conséquent, cela n'engendre pas des territorialités écuméniques liées à des communautés stables.

Puerto Carreño, l'actuelle capitale du Vichada située à l'embouchure du fleuve Meta dans l'Orénoque, doit ses origines au jésuite Alonso de Neira qui fonde en 1666 une mission, devenue hameau jusqu'à 1669, date dans laquelle est abandonné. Cet endroit est stratégique du pont de vie commercial, et entre les siècles XVIII et XIX, fonctionne comme lieu de passage à double sens de missionnaires et produits de la région. Seulement en 1920 est reconnue comme municipalité et à présent a une population de 10.034 habitants, dans une surface de 12.409 km<sup>2</sup>. (Alcaldía de Puerto Carreño 2015)<sup>313</sup>

Le département a une croissance démographique basée sur le phénomène de déplacement de personnes, centré sur deux flux migratoires : colonisateurs arrivés de la région andine et paysans expulsés des départements voisins de l'Orénoque. Souvent ces deux courants sont des corrélats ayant des rapports causalistiques profonds, qui reflètent les antinomies de vision du monde historiques entre le centralisme exogène et le régionalisme endogène ; facteurs originants de la fracture démo-géographique du pays.

Comme conséquence de l'abandon institutionnel et les conditions climatiques de haute pluviosité, le Vichada a un développement longitudinal lié aux principales voies de communication naturelles : les fleuves Meta, Vichada et Guaviare. Historiquement, l'aire de forêt au sud du département, située entre les fleuves Guaviare et Vichada, est le territoire des indigènes où ils habitent nomadiquement. Par contre, la rive sud de la rivière Meta est la zone de plaines dans laquelle s'établissent les colons et migrants venus de la région andine. (Fig. 111) (Fig. 112)

Cette dynamique migratoire génère l'implantation d'installations humaines rurales spontanées au long du fleuve Meta aux confins avec le Venezuela. Ceci devient le couloir commercial du Vichada, qui a son point de départ à la limite du département du Meta, et aboutit à Puerto Carreño, borne géographique du pays. Sur cet axe du Meta sont localisés trois des quatre municipalités du département : Santa Rosalía, La Primavera et Puerto

---

<sup>313</sup> Alcaldía de Puerto Carreño. (2015, avril 14). *Presentación*. Récupéré sur Alcaldía de Puerto Carreño: <http://puertocarreno-vichada.gov.co/presentacion.shtml>

Carreño, et l'inspection de Nueva Antioquia. (Fig. 113), (Fig.114), (Fig. 115), (Fig. 116), (Fig. 117).



Fig. 111 Flux migratoires vers le Vichada  
 Source : <http://www.zonu.com/detail/2011-08-16-14305/Mapa-politico-de-Colombia-2009.html>.  
 Graphique élaborée par l'auteur. Avril 2015

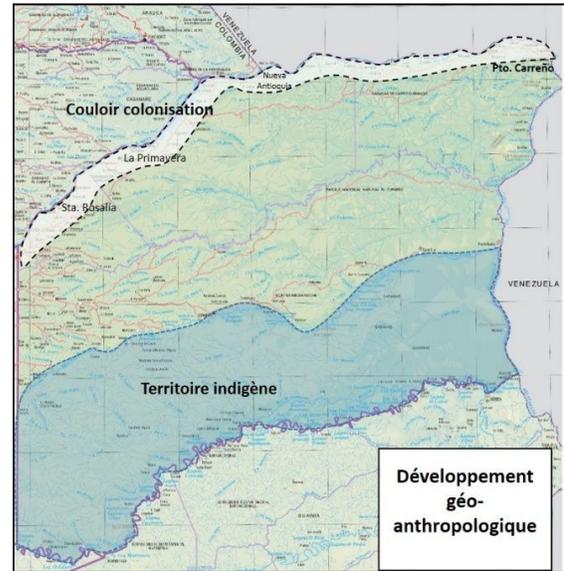


Fig. 112 Axes de développement du Vichada.  
 Source : SIGAC 2008.  
 Graphique élaborée par l'auteur. Avril 2015

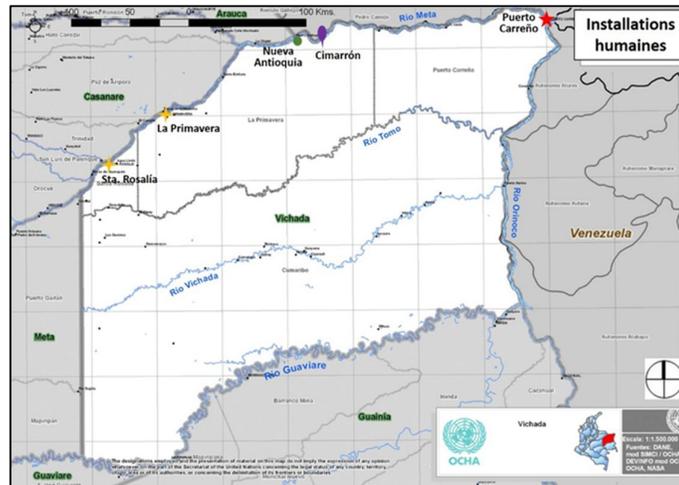


Fig. 113 Principales installation humaines sur le fleuve Meta. ( Avril 2015)  
 Source : [https://turismocolombiano.files.wordpress.com/2010/09/vichada\\_a3\\_sin.png](https://turismocolombiano.files.wordpress.com/2010/09/vichada_a3_sin.png)  
 Graphique élaborée par l'auteur.

La municipalité de Santa Rosalia selon le recensement de DANE<sup>314</sup> tenue en 2005, a une population de 3.188 habitants. 57% de la population habite dans la zone urbaine tandis que

<sup>314</sup> Département Administratif National de Statistique

les 43% restant est situé dans la périphérie rurale. (Alcaldía Santa Rosalía 2015)<sup>315</sup> La municipalité de La Primavera par contre a une population de 10.616 personnes, dont 4.829 habitent le centre urbain et 5.787 dans la zone rurale y compris 420 à Nueva Antioquia. D'autre part, Puerto Carreño a 13.288 habitants, dont 10.032 urbains et 3.256 ruraux. (DANE 2015)



**Fig. 114 Santa Rosalía (8 de mayo de 2013)**  
Source : <http://santarosaliavicha.blogspot.no/>



**Fig. 115 La Primavera (2015)**  
Source : [www.agenciadenoticias.unal.edu.co](http://www.agenciadenoticias.unal.edu.co)



**Fig. 116 Puerto Carreño (2015)**  
Source : <http://www.colombiamapas.net/satelital/satelital-vichada-satelital.html>

<sup>315</sup> Alcaldía Santa Rosalía. (2015, avril 15). *Alcaldía Santa Rosalía*. Récupéré sur Nuestro municipio: [http://santarosalia-vichada.gov.co/documentos\\_municipio.shtml](http://santarosalia-vichada.gov.co/documentos_municipio.shtml)



Fig. 117 Nueva Antioquia (Mars 2, 2008)

Source: [http://www.panoramio.com/photo\\_explorer#view=photo&position=8&with\\_photo\\_id=8246932&order=date\\_desc&user=1457151](http://www.panoramio.com/photo_explorer#view=photo&position=8&with_photo_id=8246932&order=date_desc&user=1457151)

D'après ces données, on constate que les centres urbains du Vichada sont des réinstallations humaines qui surgissent, principalement, des flux migratoires colonisateurs interrégionaux et des personnes déplacées internes intra-régionales. Ce processus démographique est évident dans le tissu urbain des villages, qui ont un centre historique à damier et une subséquente croissance spatiale organique. Ceci reflète une première étape de construction de la trame urbaine développée par des missionnaires jésuites et colonisateurs andins, qui « *important* » l'orthogonalité occidentale. Par contre, les phases postérieures dénotent une informalité dans la structure urbanistique, qui dérive de la spontanéité du flux d'urgence des PDI<sup>316</sup>.

Dans la fabrique urbaine de ces installations humaines, les contradictions des visions de l'être et le cosmos entre centralisme andin et régionalisme des plaines, trouvent une expression spatiale. Celle-ci est lisible dans le rapport entre l'écoumène, la périurbanité et la territorialité ; lequel comporte une fracture géo-anthropologique transitionnelle. Il y a, cependant, un dénominateur écouménal commun qui marque la présence humaine dans ces lieux, c'est l'omniprésente nature qui organiquement s'entremêle dans le réseau urbain. Les villages deviennent des véritables oasis dans les étendues savanes orientales.

À partir des années 1980, le croissant flux migratoire colonisateur vers le Vichada génère un phénomène de PDI intra-départemental vers la capitale Puerto Carreño principalement, provenant majoritairement de la municipalité de Cumaribo. Parallèlement, un contre-flux interrégional de personnes déplacées émerge, partant de Puerto Carreño et Cumaribo vers

---

<sup>316</sup> Personnes Déplacées Internes

la région andine. Se vérifie donc, dans ces dernières décennies, une croissance démographique exogène qui éjecte la population native vers les villes des Andes. (Fig. 118)

Cette situation comporte des fractures du noyau familial basique, aboutissant à une décomposition des structures sociétales endogènes. Ces ruptures démographiques entraînent des recompositions sociales dans des contextes démo-spatiaux d'autrui, ce qui implique des transformations des tissus urbains récepteurs. Ces mutations urbanistiques suivent un processus similaire à celles démographiques, partant d'une fracture spatiale, ensuite une décomposition et finalement une recomposition des trames spatiales.

Ces changements démo-géographiques se présentent dans deux scénarios spatio-temporels divers : les petites installations départementales et les villes andines ; dont l'échelle et l'intensité démographique sont asymétriques. Pour mieux comprendre les dimensions du phénomène des PDI, il suffit d'examiner le nombre d'installations humaines sur le fleuve Meta, leur surface et population, et la distance entre eux.

Au long des 540 kms<sup>317</sup> de la rivière Meta dans le Vichada, il y a seulement trois centres urbains : ceux des municipalités de La Primavera<sup>318</sup>, de Santa Rosalía,<sup>319</sup> et de la capitale du département<sup>320</sup>. La distance entre les deux premières installations et Puerto Carreño est 400 et 500 kms, respectivement ; tandis que la distance moyenne entre les quatre petits villages restants est 80 kms, soit 1,5 heures en voiture en période sèche. (Fig. 119) Ceci dénote une déconnexion spatiale et fonctionnelle entre les installations humaines de la région, impliquant une carence d'interactions socioéconomiques développantes et cohésives territoriales. Ces données sont encore plus imposantes tenant compte que la superficie du département est 100.242 km<sup>2</sup>.<sup>321</sup> D'autre part, la distance entre Puerto Carreño et Bogotá est 940 kms,<sup>322</sup> (Google 2015)<sup>323</sup> ce qui met en évidence l'urgence vitale des déplacements des paysans vers des contextes spatiaux et sociétaux lointains de leur lieu d'origine.

Paradoxalement, le Vichada qui est un territoire très vaste et dépeuplé, devient expulseur de ses habitants natifs. Ceci est le reflet d'une migration colonisatrice centraliste qui concentre, par la force dans des grands latifundiums, les meilleurs terrains du département.

---

<sup>317</sup> À comparer avec les 560 kms entre Paris et Valence

<sup>318</sup> 3.000 habitants

<sup>319</sup> 1.800 habitants

<sup>320</sup> 10.000 habitants

<sup>321</sup> Deux fois et demi la surface de la Suisse. (41 290 km<sup>2</sup>)

<sup>322</sup> À comparer avec les 930 kms entre Rouen et Perpignan

<sup>323</sup> Google. (2015, avril 21). *Vichada*. Récupéré sur Google Maps: <https://www.google.no/maps/dir/6.0667221,-68.6091746//@6.1173891,-68.7172044,15886m/data=!3m1!1e3!4m2!4m1!3e0>

Compte tenu du fait que cette province est la frontière agricole et les confins du pays, le déplacement humain est centripète vers la région andine de la Colombie. C'est ainsi que Bogotá, de manière particulière, devient la spatialité primaire pour l'établissement de réinstallations humaines informelles.

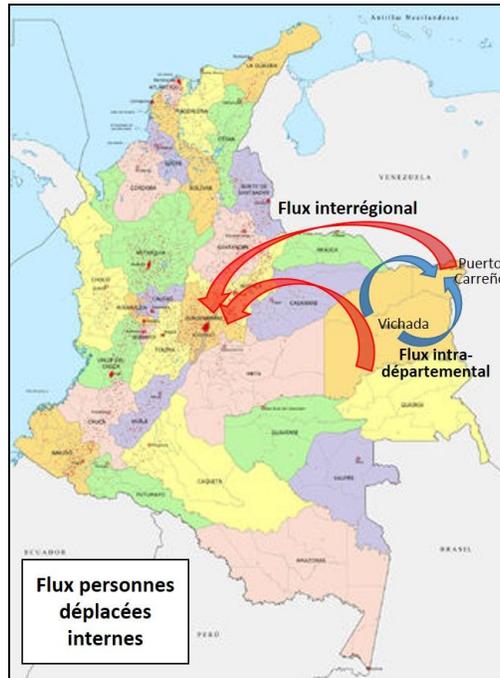


Fig. 118 Flux des PDI dans Vichada.

Source : <http://www.zonu.com/detail/2011-08-16-14305/ Mapa-politico-de-Colombia-2009.html>. Graphique élaborée par l'auteur. Avril 2015

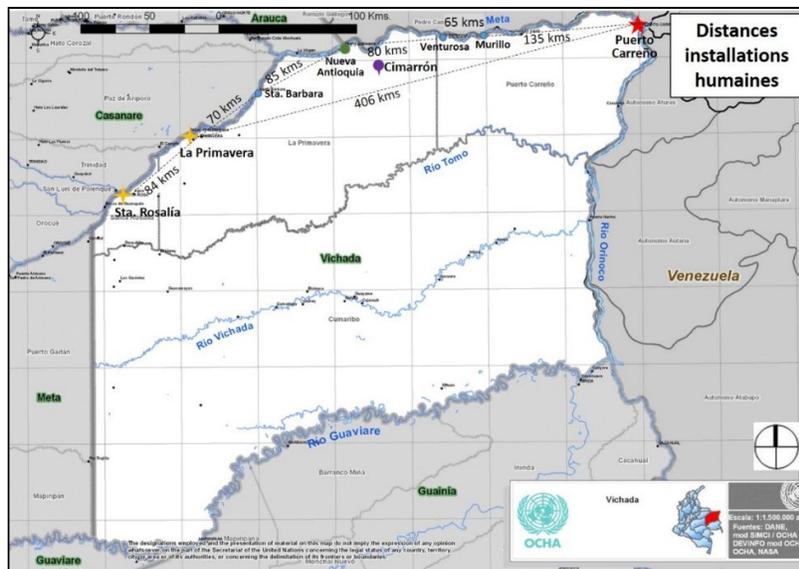


Fig. 119 Distance entre installation humaines sur le fleuve Meta. (Avril 2015)

Source : [https://turismocolombiano.files.wordpress.com/2010/09/vichada\\_a3\\_sin.png](https://turismocolombiano.files.wordpress.com/2010/09/vichada_a3_sin.png)  
Graphique élaborée par l'auteur.

## La région

Le département du Vichada, en faisant partie intégrante des Plaines Orientales, représente un cas *sui generis* dû à sa grande surface, basse démographie et éloignement spatial. Ces facteurs se traduisent par un abandon institutionnel centenaire, qui comporte une absence de données géo-sociales inhérentes valables. Pourtant, il existe un patron dans le processus de déplacement populationnel interne qui est commun aux régions de l'Amazone et l'Orénoque.

Partant de cette prémisse, on étudie des cas bien documentés situés dans des départements voisins ; ce qui sert de parcours extrapolable, pour mieux comprendre les dynamiques des déplacements démographiques dans les Plaines Orientales, et ainsi proposer une vision prospective corrective du Vichada.

Dans les trois dernières décennies, le conflit interne et le narcotrafic déclenchent le plus large flux migratoire forcé de l'histoire colombienne, qui se matérialise en la reconfiguration territoriale et recomposition urbaine plus importantes de la campagne et les villes du pays. Ces mutations donnent origine au concept de « *ville-refuge* » (L. M. Sánchez Steiner 2012)<sup>324</sup>, lequel résume explicitement le caractère d'urgence immédiate d'abris spatial.

Bien que la croissance démo-urbaine des villes colombiennes est liée aux déplacements forcés de paysans, comme résultat du conflit agraire fruit de l'introduction du capitalisme dans la ruralité ; (Mertins 2001)<sup>325</sup> l'échelle du phénomène des PDI pendant les premières décades du XXI<sup>ème</sup> siècle, est sans précédent. Plus de 4 millions de personnes fuient la campagne, en abandonnant leurs parcelles, pour trouver refuge dans les pôles urbains. Ce processus, cependant, a initialement un caractère endogène ; cela veut dire que les expulsés cherchent abris dans la région d'origine afin de rester en contact avec les référents géoculturels propres. (Ruiz 2006)<sup>326</sup>

Le déplacement forcé des habitants de la campagne vers des installations humaines, commis par des agents urbains, implique une usurpation de la spatialité, de la territorialité, de l'appropriation et de l'identité. Cette action de déracinement rural comporte un réflexe réactif symétrique, qui se matérialise dans le contexte géo-démographique récepteur du flux migratoire. Les néo-citadins revendiquent une spatialité, une appartenance et une identité propres, en s'hybridant ; c'est une contre-colonisation en colonisant l'urbain, à travers une tactique d'influence et absorption réciproque, sans pourtant perdre leur bagage

---

<sup>324</sup> Sánchez Steiner, L. M. (2012). *La ciudad refugio*. Bogotá: Editorial Universidad del Norte.

<sup>325</sup> Mertins, G. (2001). Las ciudades medianas en Colombia. *Cuadernos de geografía X* (pp. 59-76). Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.

<sup>326</sup> Ruiz, Nubia Yaneth. 2006. «Desplazamiento forzado en Colombia 2000-2004. Aportes teóricos, análisis demográfico y territorial.» *Cuadernos del CIDS, Serie 3, No. 6*. Bogotá: Universidad Externado de Colombia. 9-55.

cultural rural. (Naranjo 2004)<sup>327</sup> Ces réinstallations démographiques sont assimilables au concept de colonisation populaire urbaine hypothésisé par Aprile-Gniset. (Aprile-Gniset 1992)<sup>328</sup>

Les migrants ruraux forcés sont un ensemble hétérogène d'individus éjectés de leurs territorialité natale, qui en arrivant à l'urbanité endossent une identité ambivalente : d'une part extrinsèque, imposée par la société réceptrice qui les stigmatise comme groupe exogène émergent, et nouveau agent sociétale interagissant dans le contexte spatial citadin. Le deuxième caractère identitaire est introverti, qui correspond à l'identification mutuelle, en tant que déplacés forcés, ce qui génère une unité groupale néo-citadine. La collectivisation de ce processus se traduit en transformations socio-spatiales, contenues dans un cadre conflictuel des divers acteurs sociaux présents.

Les mutations urbaines sont précédées de décompositions qualitatives sociétales, concrétisées en défigurations quantitatives spatiales ; pour après évoluer en recompositions anthropologiques traduites en reconfigurations territoriales urbanistiques. Ces restructurations comprennent les spatialités intra-urbaines existantes et les périurbaines projetantes ; comportant l'écoumène et l'environnement. (M. Santos 2000)<sup>329</sup> Cette concaténation de transmutations géo-démographiques dynamiques, qui part d'un exode survivanciel paysan, finit par la création d'asiles spatiaux pseudo-urbains permanents et ghettoïsés ; dérivés d'une spatialité temporelle circonstancielle, associée à un contexte social d'urgence.

En Colombie, le processus de réinstallations humaines se réalise de façon unidirectionnelle, de la campagne vers les centres urbains ; tandis que les reconfigurations territoriales sont bidirectionnelles et elles sont présentes parallèlement dans les milieux urbains et ruraux. L'asymétrie du développement des réinstallations est directement liée au phénomène des PDI qui sont toujours de la population paysanne. D'autre part, il existe une relation causalistique asynchrone entre les reconfigurations et les réinstallations, étant les reconfigurations territoriales rurales la cause des réinstallations et ces dernières la cause des reconfigurations urbaines. Celui-ci est le cas de la région des Plaines Orientales, où le flux migratoire expulsé est précédé d'une restructuration spatiale rurale, imposée par le régime centraliste andin.

Le transfert démographique rural-urbain et son établissement dans le contexte citadin, ont un caractère spontané comme conséquence de la célérité du déplacement ; pourtant l'insertion de ces néo-arrivés dans la fabrique urbaine est à l'origine de l'urbanisation et

---

<sup>327</sup> Naranjo, G. (2004). Ciudades y desplazamientos forzados en Colombia. Dans M. N. Bello, *Desplazamiento forzado: dinámicas de guerra, exclusión y desarraigo* (pp. 279-310). Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.

<sup>328</sup> Aprile-Gniset, J. (1992). *La ciudad colombiana. Siglo XIX y siglo XX*. Bogotá: Biblioteca Banco Popular.

<sup>329</sup> Santos, M. (2000). *La naturaleza del espacio: técnica y tiempo: razón y emoción*. Barcelona: Ariel.

croissance des villes en Colombie depuis les années 1950. Ceci fait partie d'un flux migratoire cyclique dynamisé par des facteurs de violence, lequel commence par une colonisation rurale des terres en friche de l'état, suivi par un conflit spatial et d'appropriation, conduisant à une migration paysanne vers la ville, concluant en une colonisation urbaine et périurbaine, qui comporte un conflit spatial et d'appropriation pour recommencer le cycle spirale migratoire colonisateur vers la campagne.

La colonisation urbaine paysanne a un processus symétrique à celui de la colonisation rurale citadine, cela veut dire que les migrants cherchent des terres en friche ou abandonnées, ce qui en termes urbains signifie des terrains périphériques écartés par ses conditions physiques difficiles pour des activités de construction. Ces terres sont occupées par les sans-abris, en ce qu'on appelle communément des « *invasions* », en prenant leur possession de fait. Ces installations spontanées sont une stratégie d'accès au sol urbain de la part des déplacés ruraux, qui de façon clandestine saisissent des terrains privés ou de la municipalité. Celles-ci sont des opérations exécutées collectivement, par des groupes de plusieurs familles, qui installent initialement des constructions provisoires.

Ce miroir réactif des colonisations rurales comporte la métamorphose d'un pacage en proto-quartier périurbain, en voisinage amorphe. Celle-ci est la conquête métaphorique de la forêt urbaine, avec un caractère solidaire et collectif, qui part de l'adaptation du terrain et au terrain dans une interaction géo-anthropologique réciproque. Cette transformation mutuelle implique, souvent, des travaux topographiques primaires avec des outils rudimentaires dans des zones inclinées à haut risque. Le géo-modélage de survivance pragmatique vise à résoudre les besoins de base des « *envahisseurs* » tels que : l'accessibilité et circulation dans la réinstallation, passages et escaliers ; l'accès à l'eau potable, puits et tuyaux ; évacuation des eaux usées, canaux de drainage, toilettes collectives et lavoir ; et connexion aux réseaux d'énergie. Dans un second temps, l'étape de consolidation comprend la construction d'équipements sociaux : un salon scolaire et un salon communautaire. Ce processus d'autoconstruction socio-spatiale se fait en utilisant des matériaux de déchets et dans un climat de clandestinité hermétique, car le caractère d'illégalité inhérente entraîne des risques naturels et répressifs permanents.

La mutation des habitants de la campagne en citadins, est interprétée par certains analystes comme une prolongation de la lutte agraire entre les colons pionniers et les latifundistes. Celle-ci transfère à la ville les méthodes d'appropriation par la force des espaces agricoles, pratiquées par les « *gamonales* », dans une sorte de loi du Talion qui riposte à la réforme agraire capitaliste avec une réforme urbaine populaire. (Aprile-Gnisset 1992)<sup>330</sup> Parallèle à l'évolution géographique de la périurbanité, émergent des sous-cultures périphériques des migrants ruraux, qui en s'insérant au contexte urbain procèdent à une acculturation

---

<sup>330</sup> Aprile-Gnisset, J. (1992). *La ciudad colombiana. Siglo XIX y siglo XX*. Bogotá: Biblioteca Banco Popular.

paysanne, comportant une hybridation entre urbanité et ruralité, laquelle, pourtant, maintient les patrons culturels bucoliques.

Le processus de dépayssation des néo-citadins est décrit comme une période évolutive de 10 ans divisée en 5 biennaux. Pendant les deux premières années, les migrants se concentrent à couvrir leurs besoins basiques sans une structure organisationnelle sociale définie. Il prédomine la solution individuelle et leur attachement à la campagne ; c'est la détresse de la survie. Dans le deuxième biennal, s'initie une structuration pyramidale de la population comme conséquence d'une prise de conscience de classe, suivie par l'émergence de leaders et l'approche collective aux problèmes du groupe. L'intérêt pour l'urbain commence à se développer et les perspectives d'actions collectives d'appropriation spatiale surgissent ; c'est la conscientisation groupale.

La troisième phase se caractérise par l'identification des migrants avec l'urbain, et symétriquement la collectivisation conflictuelle des contradictions contextuelles humaines et spatiales. La force unitaire de l'ensemble du groupe incite à des actions d'appropriation spatiale collectives, en transgressant le système régnant, avec la conviction qu'ils n'ont rien à perdre ; c'est la mobilisation collective. De la sixième année à la huitième année, en partant de la possession d'un espace propre, se constate une mobilité sociale réussie et un rapport identitaire avec les couches sociales plus élevées du régime dominant. Elle est encore latente l'opportunité de changements rupturés avec le système social instauré, mais la possibilité de perdre des acquis, arrête les tentatives ; c'est le rapproche identitaire. Le dernier biennal est une continuité intensive de la phase antérieure, les migrants se compromettent avec le système existant et essaient de s'intégrer au lieu de le combattre ; c'est l'absorption. (R. Cardona, *Migración, urbanización y marginalidad* 1968)<sup>331</sup>

Le flux migratoire rural-urbain des Plaines Orientales est un phénomène essentiellement survivanciel, ratifié par la priorité des migrants de trouver un abri plutôt qu'un emploi. Ce facteur génère une croissance urbaine des installations existantes, basée sur l'activité et la spatialité résidentielle. Ceci comporte l'émergence de mirages pseudo-urbains, résultante de l'addition spontanée d'espaces privés individuels, d'espaces privés collectifs et d'espaces publics résiduels. Cette expansion sommatoire des villages des plaines, transforme ces installations en centres démo-spatiaux transitionnels, en palimpsestes entre ville et village, où l'empreinte rurale sur la trame urbaine originale, est patente. C'est l'informalité légale, économique et spatiale enclavée dans un contexte structuré préétabli.

Pour une meilleure compréhension du processus de réinstallation des personnes déplacées internes, dans les régions amazonienne et orénoque, il est pertinent de se référer à l'étude

---

<sup>331</sup> Cardona, R. (1968). *Migración, urbanización y marginalidad*. Bogotá: División de Estudios de Población, Asociación Colombiana de Facultades de Medicina.

sur le cas de Mocoa<sup>332</sup> réalisée par Lina María Sánchez Steiner. (L. M. Sánchez Steiner 2012)<sup>333</sup> Dans sa recherche, elle révèle que les premiers colons ruraux ne sont pas les pionniers de l'adéquation des sols en friche à des fins agraires ; par contre ils procèdent à la spoliation de terres déjà cultivées par les indigènes de la zone. (A. Gómez 2005)<sup>334</sup> Ces migrations colonisatrices sont promues dans la région andine par les missions de plusieurs congrégations catholiques, y compris les capucins et les jésuites, qui offrent des assistances aux colons pour la construction de leurs logements. Parallèlement, pour les habitations traditionnelles des indiens il n'y a pas d'aides, et elles restent précaires avec un espace privé pour dormir et un espace social pour se réunir. (Misiones católicas del Putumayo 1913)<sup>335</sup> Il y a une claire approche discriminatoire vers les indigènes de la part des communautés religieuses, qui les considère des sauvages à évangéliser, inférieures aux blancs européens et aux métisses.

Le capucin Fidel de Montclar est le principal promoteur des migrations andines vers Mocoa au début du XX<sup>ème</sup> siècle, en encourageant la colonisation des espaces périurbains. Cette initiative pourtant, génère une situation conflictuelle, car les terrains offerts sont accaparés par des individus de l'intérieure du pays qui réclament la propriété juridique de ceux-ci. Conséquemment, le flux migratoire arrivant se trouve dans des conditions de pauvreté extrême et sans une spatialité propre de subsistance. L'impasse se résout par l'offre des latifundistes de faire un don de 2 hectares de terre, chacun, à une distance maximale de 2 kms de la périphérie urbaine de Mocoa, pour y installer les migrants arrivés. Évidemment, la proposition est largement insuffisante et résulte en une migration appauvrie reléguée à vivre dans des terrains en friche à plus de 3 kms du centre urbain, qui n'apporte pas au progrès du territoire, et qui au contraire génère des tensions sociales dans la région.

Face aux néfastes résultats de la tentative de redistribution démographique et reconfiguration territoriale, Monclar plaide pour la solution capitaliste ; c'est-à-dire, l'arrivée de grosses compagnies agroindustrielles pour l'exploitation agraire. Cependant, il ne considère pas la question d'infrastructure, en particulier celle des moyens de communication, ce qui limite son initiative. Cet esprit entrepreneur est mis en évidence dans la Mission capucine, laquelle en 1917 a 4.000 têtes de bétail, tandis qu'ils permettent à un certain nombre d'indigènes de travailler leur terre en tant que locataires.

Le développement urbain de Mocoa est étroitement lié à la Mission ; c'est ainsi que dans les années 1930, cette installation humaine est déployée sous le modèle colonisateur établi

---

<sup>332</sup> Capitale du département Putumayo.

<sup>333</sup> Sánchez Steiner, L. M. (2012). *La ciudad-refugio: migración forzada y reconfiguración territorial urbana en Colombia*. Barranquilla: Editorial Universidad del Norte.

<sup>334</sup> Gómez, A. (2005). *Putumayo, Indios, Misión, Colonos y Conflicto, 1845-1970*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.

<sup>335</sup> Misiones católicas del Putumayo. (1913). *Documentos oficiales relativos a esta comisaría*. Bogotá: Imprenta Nacional.

par la congrégation, et sa structure urbaine est orthogonale, suivant les linéaments dictés par les « *Lois des Indes* ». <sup>336</sup> Le monopole des capucins sur la région dure jusqu'à 1969, année dans laquelle ils doivent partir à cause des conflits fonciers avec les communautés indigènes et la « *Loi de Réforme Agraire* », <sup>337</sup> qui les contraint à retourner à l'état des grandes propriétés rurales cataloguées comme latifundiums. (Bonilla 1969) <sup>338</sup>

Comme conséquence de l'inertie développante, dérivée d'une dépendance face aux flux migratoires colonisateurs agraires, Mocoa devient un carrefour de stockage et commerce de produits de la région et de ceux arrivés de la zone andine. Ceci comporte un statisme géo-démographique durant plus de 200 ans, mis en évidence par l'immobilisme des limites urbaines du village. Cette tendance mute dans les années 1960, quand une croissance ultrapériphérique se vérifie, attribuable partiellement à l'extension du réseau routier qui communique avec la région andine. Les voies véhiculaires vers Pasto et Puerto Asis deviennent les axes d'expansion périurbaine spontanée, transposant les patrons de la colonisation rurale au contexte urbain. L'appropriation longitudinale des zones contiguës de ces voies terrestres est linéale et correspond à une stratégie d'accès direct au logement et de valorisation de la parcelle. (Mora 1997) <sup>339</sup>

Le franchissement de la spatialité écoumène centenaire comporte une rupture de la fabrique urbaine existante. Le paradigme du village hispanique, compact et réticulaire, disparaît dans l'expansion démo-spatiale, laquelle est spontanée et organique. Ce processus d'urbanisation progressif s'accroît dans la décennie des années 1970, quand les colons ruraux du territoire prétendent une intégration au phénomène citadin, en revendiquant une appropriation d'espaces dans le village. Paradoxalement, ce flux migratoire est accompagné d'un affaiblissement remarquable du pouvoir de l'église dans la région, et parallèlement, de la perte de la majorité de leurs propriétés foncières latifundistes.

Les années 1980 comportent une véritable métamorphose de Mocoa, tant dans le centre urbain comme dans la campagne. L'introduction de plantations de coca et la subséquente production de cocaïne, bouleversent la municipalité de façon tranchante. Le premier fait démographique constatable est la stabilité de la population, qui est de 20.271 habitants en 1973 et 20.325 personnes en 1985. Pourtant les habitants urbains en 1973 sont 6.519, soit 32% du total ; tandis qu'en 1985 la population urbaine est 7.724, représentant le 38% de la municipalité. Cette tendance s'intensifie dans les années 1990, et en 1993 la population

---

<sup>336</sup> Des règles très précises d'urbanisme décidées à Madrid en 1573.

<sup>337</sup> Loi de 1961 qui à travers l'Institut Colombien de la Réforme Agraire, lutte contre l'accumulation foncière rurale.

<sup>338</sup> Bonilla, V. D. (1969). *Siervos de Dios y amos de indios. El estado y la Misión Capuchina en el Putumayo*. Bogotá: L'Auteur.

<sup>339</sup> Mora, J. M. (1997). *Mocoa: su historia y desarrollo*. Bogotá: Imprenta Nacional de Colombia.

totale est 20.736 personnes, dont 13.117, 63%, habite le centre urbain. En vingt ans, entre 1973 et 1993, la population urbaine de Mocoa augmente de 32% à 63%, pratiquement en se redoublant.

L'accéléérée croissance démographique urbaine du centre administratif du département, implique une expansion géographique de ses limites naturelles historiques. C'est ainsi, qu'au début des années 1980, les terrains périurbains de l'église catholique commencent à être perméables aux migrants ruraux nouveaux arrivés. Rendue à la pression anthropique, la Curie procède au lotissement de ses terres et à vendre de petits lots sans infrastructure ni services de base, devenant un véritable « *lotisseur pirate* »<sup>340</sup> et spéculateur foncier. Dans ces lotissements infra-urbains, le développement des logements est un processus d'autoconstruction spontané sans une infrastructure sanitaire primaire telle qu'eau potable et réseau d'égout. À nouveau les destins du processus d'urbanisation de Mocoa sont marqués par l'église, cette fois-ci de manière chaotique.

Parallèlement, dans la décennie des années 1990 la municipalité devient le scénario des actions violentes de groupes armes hors-la-loi, étant le cas des bandes de sicaires au service de narcotrafiquants locaux, la guérilla et les escadrons de la mort de l'armée nationale. Une guerre territoriale sanguinaire s'installe dans la région, entraînant un flux migratoire forcé massif de paysans vers la capitale du département, qui cherchent un abri temporaire ou permanent dans les aires urbaines. Les chiffres précis de l'exode rural ne sont pas disponibles car les déplacements se font de manière secrète, anonyme et silencieuse par raison de sécurité. La peur, qui est la motivation première du transfert, empêche une traçabilité des données de chaque cas, ce qui rend impossible une évaluation quantitative de l'échelle du phénomène. Pourtant, il est estimé qu'au moins 10.000 personnes sont victimes de déplacement forcé au début des années 1990. (Comisión Andina de Juristas 1993)<sup>341</sup>

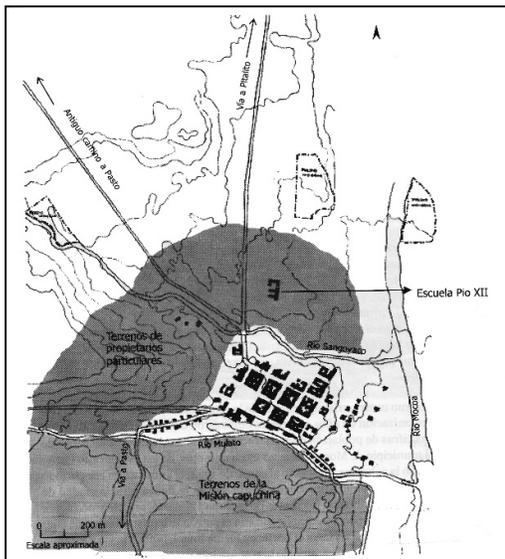
Aux causes d'expulsion, provenant des acteurs illégaux du conflit, il faut ajouter la politique anti-narcotiques de la Colombie et les États-Unis. Les opératives conjoints pour combattre la culture de la coca, incluent la destruction des plantations de coca et des petits laboratoires de transformation de cocaïne ; mais aussi le brulage de cultures vivrières, logements et effets des paysans. Cette pratique, qui dépouille de tous propriété et moyen de production aux habitants de la campagne, contribue au déplacement démographique vers Mocoa, et vers des zones forestières plus isolées. La continuité de ce processus aboutisse à l'urbanité de la municipalité, qui en 2005 atteint 73% d'habitants urbains.

---

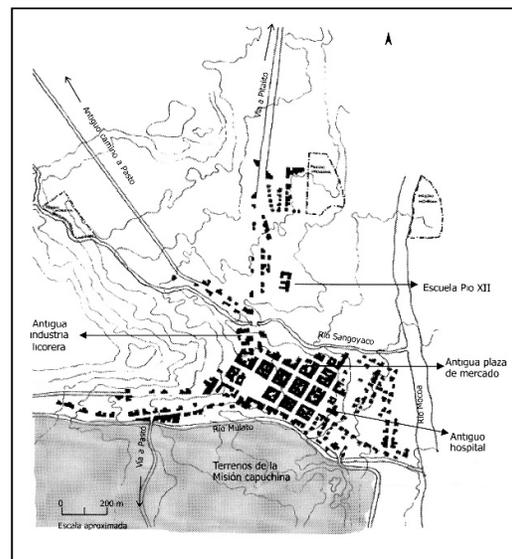
<sup>340</sup> Expression utilisée en Colombie pour dénommer les développeurs urbains clandestins.

<sup>341</sup> Comisión Andina de Juristas. (1993). *Putumayo. Informe regional de derechos humanos*. Bogotá: Comisión Andina de Juristas Seccional Colombiana.

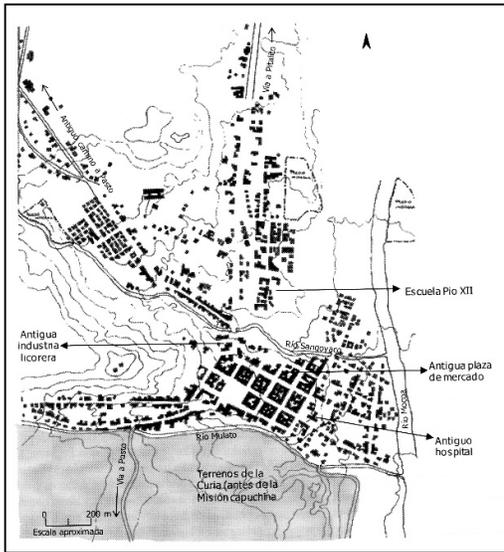
Symétrique à la croissance démographique entre les années 1960 et 1990, une expansion spatiale du tissu urbaine se constate. (Fig. 120) (Fig. 121) (Fig. 122) (Fig. 123) (Fig. 124), (Fig. 125) La mutation géo-anthropologique de Mocoa comporte un rapport inversement proportionnel entre les éléments quantitatifs et qualitatifs ; plus de population et d'extension physique, moindre de qualité spatiale et de vie. Ce processus comporte une densification du centre urbain, en particulier dans la périurbanité imprudemment annexée, résultante d'une agrégation organique démo-spatiale désarticulée. C'est la « *tugurisation* » de l'articulation démo-spatiale entre le monde urbain et celui rural, qui dans le contexte historique régional signifie la campagne.



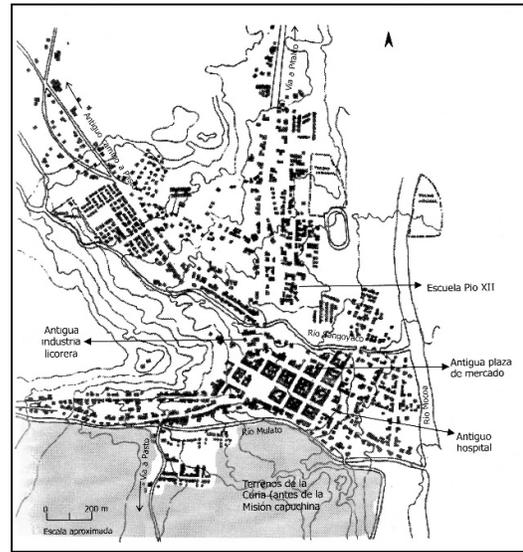
**Fig. 120 Mocoa 1961**  
 Source : Lina Sánchez. (2012) *La ciudad refugio*  
 Pp. 80.



**Fig. 121 Mocoa 1969**  
 Source : Lina Sánchez. (2012) *La ciudad refugio*  
 Pp. 82.



**Fig. 122 Mocoa 1981**  
 Source : Lina Sánchez. (2012) *La ciudad refugio*  
 Pp. 83.



**Fig. 123 Mocoa 1987**  
 Source : Lina Sánchez. (2012) *La ciudad refugio*  
 Pp. 89.



**Fig. 124 Mocoa 1998**  
 Source : Lina Sánchez. (2012) *La ciudad refugio*  
 Pp. 91.



**Fig. 125 Mocoa 2001**  
 Source : Lina Sánchez. (2012) *La ciudad refugio*  
 Pp. 97.

Le flux migratoire intra-municipal de Mocoa, reflète une urgence de survivance des paysans en préservant les racines du terroir. Pourtant, ces déplacés forcés qui en arrivant à la ville ont une période initiale de mobilité interne, conditionnée à la situation de sécurité et de

travail, n'ont pas l'intention de retourner à la campagne, ayant comme but de rester et de s'intégrer à la vie urbaine. (Federación de Asociaciones de Desplazados del Putumayo 2002)

<sup>342</sup> Lina Sánchez dans sa recherche, décrit le processus d'installation et d'appropriation territoriale des personnes déplacées arrivées à Mocoa, en délimitant les territorialités de la manière suivante :

- a) Ville consolidée : est la zone du réseau urbain de Mocoa tel qu'il est en 1997, année à partir de laquelle sont établies les premières installations humaines de déplacés forcés.
- b) Périphérie immédiate : est l'aire périurbaine de la ville consolidée, qui inclue toutes les constructions établies entre 1998 et 2008, y compris celles des migrants forcés.
- c) Périphérie étendue : est un anneau extérieure à la périphérie immédiate, où il y a des installations de déplacés forcés. Celui-ci n'est pas spatialement connecté à la ville consolidée, mais en profite de ses services, en restant sous l'influence du centre urbain. Celle-ci est la charnière, proprement dit, entre les milieux urbain et rural.

Ayant défini le contexte spatial du phénomène PDI, Sánchez continue avec une analyse de la dynamique des flux migratoires forcés. La modalité de transfert géographique initiale est celle appelée « *occupation individuelle-disperse* », qui est la localisation disséminée de familles de migrants dans le périmètre de la « *ville consolidée* ». Cette implantation première est dans des habitations anciennes prises en location ou empruntées, à court terme, par des amis ou famille. Dans la plus part des cas, le logement est situé dans les quartiers les plus dégradés de la ville, étant partagé par plusieurs familles, dans des conditions de surpopulation extrêmes; et sans infrastructure et services de base suffisants. Les matériaux de construction les plus communs sont : la brique, le béton et le bois.

Cette modalité, qui représente la solution individuelle à la problématique d'expulsion démographique rurale, comporte une mobilité intra-urbaine permanente à l'intérieure d'une spatialité homogène en précarité. Ceci reflète une instabilité économique dérivée de l'absence d'emploi fixe. Cette période transitoire, qui devient la première phase du processus d'installation urbaine définitive des noyaux familiaux, est particulièrement stressante pour les migrants paysans ; car leurs attentes de qualité de vie et d'emploi sont déçues. Les espaces urbains et privés sont très réduits, tandis que les métiers offerts sont contraires à leurs compétences campagnardes. Conséquemment, il existe une tendance dans ce groupe migratoire de chercher, en dehors de la ville consolidée, des activités agraires comme moyen de subsistance et source de revenus. La nouvelle situation implique spatialement, un retour intuitif vers le monde rural sans laisser la cidadinité ; cela

---

<sup>342</sup> Federación de Asociaciones de Desplazados del Putumayo. (2002). Primer Encuentro de Desplazados del Putumayo. *Transcripción de Lina Sánchez*. Mocoa.

signifie habiter et travailler aux alentours périurbains, soit dans des terrains propres ou comme péons dans les fermes de la région.

L'alternative à cette situation est opter pour la deuxième modalité, celle de l'occupation collective-groupée. Il s'agit du regroupement de familles déplacées dans des installations nouvelles dans la périurbanité : « *périphérie immédiate* » et « *périphérie étendue* ». Dans ce cas-là, il n'y a pas de médiation de la location ou l'emprunt de logement, car le but est l'appropriation réel des terrains inoccupés, à travers l'autoconstruction d'habitations. La prise de décision de l'occupation spatiale est concertée collectivement par de groupes familiales, qui coordonnent l'initiative afin d'achever une occupation spontanée réussissante. Ces actions se pratiquent dans des terrains publics ou privés tombés en désuétude ou abandonnés par des raisons de mauvaise qualité et de hauts risques naturels. Généralement ils sont situés dans des zones inclinées érodées et des aires inondables aux bords des rivières.

Correspondants aux conditions géographiques des terrains occupés, les matériaux initiaux de construction des installations sont bois, bambou et plastique, qui sont pris des aires naturelles des alentours ou écartés des activités urbaines. Dans une première étape, l'absence d'infrastructure et service de base est évidente dans ces noyaux proto-urbains, mais elle évolue graduellement dans le temps, commençant par des connexions clandestines. Malgré la précarité physique et spatiale des installations, les groupes sont bien organisés socialement à travers des associations civiles de déplacés forcés. (Fig. 126) (Fig. 127)



**Fig. 126** Installation périurbaine à Mocoa. (2006)  
Source : Lina Sánchez. (2012) *La ciudad refugio* Pp. 126.



**Fig. 127** Installations périurbaines à Mocoa (2007)  
Source : Lina Sánchez. (2012) *La ciudad refugio* Pp. 163.

La modalité collective-groupée est une décision conscientisée d'ensemble pour s'établir de façon permanente dans une spatialité périurbaine subnormale. Ce choix est la résultante d'une démarche exploratoire, pendant la période individuelle-disperse, dans laquelle une certaine assimilation de l'urbanité et une détection d'opportunités de travail sont constatées. Le processus de réinstallation humaine enracinée dans un contexte citadin

exogène, est précédé par une planification démo-spatiale informelle, suivant des procédures collectives de consultation, d'accords, de prise de décisions et d'actions concertées. Ce phénomène socio-spatial spontané, représente un modèle d'expansion urbaine typifiante des villes et villages des Plaines Orientales, répandu aux autres régions du pays. L'importance de ceci est telle, qu'il devient le facteur le plus impactant dans les transmutations territoriales des installations humaines préétablies au cours des 30 dernières années.

Les réinstallations d'origine collectif-groupé ont toujours un caractère clandestin ; pourtant, elles sont définies en deux typologies dépendant de la modalité d'appropriation spatiale. D'une part il y a l'occupation ou l'invasion de terrains et de bâtiments ; et de l'autre, l'acquisition ou l'achat de terres. Dans le premier cas, l'appropriation géographique est pour voie de fait sans considérer la titularité de la propriété ; tandis que dans la deuxième catégorie, les déplacés achètent collectivement un terrain en s'installant, ou ils acquièrent un lot dans un lotissement « *pirate* » illégal. Dans tous les cas il existe une irrégularité et une subnormalité dans l'usage des espaces, mais surtout à niveau de l'infrastructure et des services de base. À partir de l'action appropriatoire physique, le processus d'autoconstruction spatiale et sociétale commence, passant par une étape de possession frictionnelle, suivie par l'adaptation géo-anthropologique et l'évolution socio-spatiale citadine, pour finir avec une consolidation, une insertion sociale et une légalisation territoriale.

## La métropole

La capitale de la Colombie est le grand centre historique des activités politiques, socioéconomiques et administratives du territoire national ; ce qui implique une force démo-spatiale centripète intrinsèque. La ville est, donc, l'aimant des flux migratoires humains naturels et forcés depuis la période coloniale espagnole jusqu'au présent. Bien que Bogotá n'atteint pas les extrêmes d'autres méga-villes de pays en développement, *verbi gratia* : Ciudad de Mexico, Rio de Janeiro ou New Delhi ; elle concentre, pourtant, 8 millions des 48 millions de colombiens, soit 16,67% de la population totale du pays. Cette situation, relativement privilégiée, est le résultat de l'existence de villes régionales proéminentes comme : Medellin, Cali, Barranquilla et Bucaramanga ; et d'une vingtaine de villes intermédiaires répandues sur l'ensemble du territoire colombien. Comme on l'a remarqué auparavant, cette unicité de prolifération de territorialités et décentralités sont le produit de la géographie fragmentée du pays.

Malgré l'avantage de la compartimentation spatiale géographique, qui retarde la concentration démographique dans la capitale et relativise le déséquilibre populationnel, Bogotá continue à canaliser les flux migratoires interurbains et ruraux. Il est évident que le monopole de services, d'activités et d'opportunités de la capitale, représente une vision de

possibilités de progrès pour les habitants des villes intermédiaires et la campagne. Initialement, ce processus répond à un phénomène pseudo-industriel dépendant qui absorbe la main d'œuvre migrante au début, mais qui à moyen et long terme n'a pas la capacité synergique pour assimiler, dans sa structure socio-économique et spatiale, le flux démographique arrivant. Ceci est le scénario de Bogotá entre les années 1930 et 1950 du XX<sup>ème</sup> siècle, période pendant laquelle la croissance démo-spatiale de la ville est graduelle et éventuellement intégrée.

À partir de la seconde moitié du dernier siècle, commençant dans les années 1950 avec la période connue comme « *la violence* » et puis les années 1980 avec le fléau du trafic de drogues, le phénomène des PDI en Colombie devient insoutenable ; étant le point de départ la campagne, et la destination la ville. Dans les trois dernières décades, le pays se consolide comme le premier expulseur démographique rural interne du monde avec plus de 4 millions de déplacés, et Bogotá devient le récepteur primaire de ce flux.

Ces circonstances métamorphosent démo-géographiquement la capitale du pays de manière traumatique, car le décalage entre l'accroissement démo-spatial et le niveau d'absorption des néo-arrivants, est incommensurable. Cette situation comporte la génération de réinstallations humaines spontanées désarticulées des tissus urbains et sociaux de la ville, qui font effondre la structure et le fonctionnement de la cité comme telle. Celle-ci est la perspective actuelle de Bogotá, où la tension intra-sociétale et la pression spatiale menacent un collapse structurel, déjà tangible dans les très élevés indices de friction sociale et le déficit infrastructurel et de services de base.

Le processus d'urbanisation et d'expansion territoriale de la capitale colombienne est parallèle à celui de Mocoa, exposé auparavant. Pourtant, le contexte spatio-temporel, et surtout l'échelle démo-géographique sont, quantitativement et qualitativement, opposés. Tandis qu'à Mocoa le flux migratoire est essentiellement de caractère inter-municipal et intra-départemental, à Bogotá y est interdépartemental et national ; ce qui comporte une hétérogénéité ethnique, cosmopolitane et ontologique confrontationnelle avec celle urbaine locale.

La séquentialité de l'établissement de réinstallations humaines à Bogotá commence par l'arrivée des migrants pionniers qui habitent, en location initialement, des « *casas de inquilinato* »<sup>343</sup> (R. Cardona 1969)<sup>344</sup> au centre de la ville, pour après se déplacer vers la périphérie cherchant plus d'espace, meilleures conditions de vie et accès à la propriété. Cette première phase migratoire épuise rapidement l'offre des « *inquilinos* », laissant

---

<sup>343</sup> « *En Colombie, ce sont des maisons détériorées, situées dans des aires centrales de la ville, anciennes résidences de familles riches, qui sont devenues des centres de réception de familles de migrants provenant de zones rurales.* » Définition de Ramiro Cardona, 1969.

<sup>344</sup> Cardona, R. (1969). *Las invasiones de terrenos urbanos. Elementos para diagnóstico*. Bogotá: División de estudios de población, Asociación Colombiana de Facultades de Medicina.

comme seule alternative aux vagues de migration subséquentes, la location de chambres dans des maisons précaires de familiers ou amis, situées dans la périurbanité bogotaine. Celle-ci est une base temporaire pendant qu'ils explorent opportunités de travail et de logement permanent. Pour ceux qui ne connaissent personne à la ville, la situation est critique, avec le dilemme de s'aventurer dans le centre urbain sans abri, ou s'installer dans la périurbanité non colonisée, envahissant des terrains vides, en tout cas dans des conditions d'indigence. (Vernez 1976)<sup>345</sup>

En réponse à l'épuisement du marché de location dans le centre-ville, les « *urbanisations pirates* » surgissent comme une alternative clandestine, développée dans des terrains souvent acquis illégalement et sans permis d'urbanisme. Les « *développeurs urbains pirates* » prennent possession d'espaces périurbains qui divisent arbitrairement en petites parcelles sans infrastructure, ni autorisation de construire, et les vendent aux migrants avec ou sans titre de propriété. C'est ce qu'on appelle vulgairement, « *loteo a cabuya* », <sup>346</sup> car les lots sont démarqués avec quatre petits piquets en bois reliés par un cordeau, dans une action mimique de la formalité citadine. Cette solution est, initialement, attrayante pour les acheteurs à cause des bas prix, au-dessous du marché des terres urbaines légales ; pourtant, ils doivent bâtir leurs logements progressivement par autoconstruction et affronter l'état et les éventuels propriétaires légaux de la terre, pour légaliser les terrains et les constructions. Le « *développeur pirate* », entre-temps, disparaît une fois vendues les parcelles pour aller « *développer* », ailleurs, des nouveaux terrains. Ce système frauduleux donne accès à la propriété de logement aux PDI, et la possibilité d'avoir des revenus supplémentaires en louant des espaces à des néo-arrivants ruraux. À travers ce cercle vicieux se génère l'expansion démo-spatiale de la urbanité bogotaine. Il est estimé que dans la décennie des années 1970, 46% des habitants de Bogotá habitent des quartiers illégaux de la périurbanité de la ville. Ceci met en évidence que ce processus clandestin et trompeur, comble les besoins d'habitation d'un segment très important de la population de la capitale, et que la croissance urbaine de Bogotá est jalonnée par ce type de déconfigurations et reconfigurations spatiales. (Vernez 1976) <sup>347</sup>

Ce phénomène de transplantation humaine à Bogotá, est accompagné d'une dynamique intra-urbaine violente que dans le cas des petites villes régionales. À la métropole existe une majeure mobilité spatiale dérivée d'une instabilité de l'emploi initiale, et dans un second temps motivée par le désir d'améliorer les conditions de vie ; mais la raison de fond du

---

<sup>345</sup> Vernez, G. (1976). Traslados residenciales de los inmigrantes de bajos ingresos: El caso de Bogotá, Colombia. Dans R. Cardona, *Colombia: Distribución espacial de la población*. (pp. 167). Bogotá: Corporación Centro Regional de la Población.

<sup>346</sup> « *Lotissement à cordeau* »

<sup>347</sup> Vernez, G. (1976). Traslados residenciales de los inmigrantes de bajos ingresos: El caso de Bogotá, Colombia. Dans R. Cardona, *Colombia: Distribución espacial de la población* (p. 148). Bogotá: Corporación Centro Regional de la Población.

nomadisme intra-citadin est l'aspiration profonde de devenir propriétaires de leur logement. Le déplacement démographique continu génère des tensions et ségrégations socio-spatiales, parce que l'attente provisoire d'une permanence définitive, empêche une projection spatiale et sociétale planifiée, forçant une spontanéité prospective. (Aprile-Gnisset 1992)<sup>348</sup>

L'expansion de la spatialité urbaine de Bogotá est, donc, la résultante d'une addition clandestine asynchrone de réinstallations humaines rurales spontanées organiques, dans le territoire périurbain marginal de la capitale. Ces zones, par leur localisation « *extra-muros* », dans des conditions topographiques à haut risque, sont dépourvues d'infrastructure élémentaire et services de base. Parallèlement, la population est exclue du système productif de la ville, ce qui implique une aliénation socioculturelle, économique et spatiale, laquelle engendre des tensions sociales ; qui aboutissent à des scénarios conflictuels violents, liés à l'absence d'identité, de sens d'appartenance, d'appropriation territoriale et d'exclusion intégrale. (Bähr 1997)<sup>349</sup>

Cette chimère urbanistique, entraîne une métamorphose subsistancielle des migrants ruraux, dont les métiers sont dans le secteur primaire. Comme conséquence, ils n'ont pas les capacités pour s'employer dans les secteurs secondaires et tertiaires de l'économie urbaine ; ce qui signifie une reconversion du travail et une réinvention informelle de survivance dans le secteur tertiaire. Ils deviennent le sous-prolétariat itinérant, le secteur tertiaire improvisé basé sur le grappillage formalisé. C'est la sous-culture sordide de la rue, des ventes ambulantes, du micro-traffic, de la prostitution, des voleurs, des mendiants, des saltimbanques, les collecteurs de déchets, en fin de ceux qu'on appelle en Colombie « *les jetables* ».

La portion de la population migrante qui atteint l'objectif d'accès à la propriété de logement, installe des ateliers dans leurs maisons en s'improvisant dans les secteurs secondaires et tertiaires, à travers des entreprises familiales. Ceci est l'aboutissement d'un long processus progressif de reconversion, réapprentissage, d'autoconstruction et surtout de résilience. Ils sont l'énorme minorité de « *réussissants* » qui ont un lieu permanent, un travail et des services basiques, en particulier l'éducation des enfants. (Valenzuela 1973)<sup>350</sup>

La position gouvernementale par rapport à l'expansion spatiale spirale de la capitale est symétriquement erratique à ce phénomène. Initialement on essaie le retour des PDI vers la campagne ; ensuite on tente d'arrêter le flux migratoire, en attendant en même temps les

---

<sup>348</sup> Aprile-Gnisset, J. (1992). *La ciudad colombiana. Siglo XIX y siglo XX*. Bogotá: Biblioteca Banco Popular.

<sup>349</sup> Bähr, J. y. (1997). *Die lateinamerikanische Gross-Stadt. Verstädterungsprozesse und Stadtstrukturen: Darmstadt*.

<sup>350</sup> Valenzuela, J. (1973). El papel de la vivienda popular en una situación de crecimiento urbano acelerado e industrialización retardada: (El Caso de Colombia). Dans R. Carmona, *La migraciones internas* (pp. 329-357). Bogotá: División de estudios de población, Asociación Colombiana de Facultades de Medicina.

déplacés déjà réinstallés ; la troisième réponse est de réorienter les migrations vers les villes intermédiaires à fin d'éviter le surpeuplement dans grandes centres urbains ; et finalement, l'acceptation des migrations rurales comme un fait irréversible et sa présence comme un facteur positif de développement. Pourtant, l'attitude institutionnelle vers les néo-arrivants, est toujours discriminatoire, agressive, restrictive et policière. La réaction de l'état est, donc, une succession contradictions, qui n'a jamais cherché de s'attaquer aux origines profonds de la problématique, c'est-à-dire le centralisme et le conflit de tenure de terres rurales, mais plutôt de résoudre les effets réactifs sur le contexte démo-spatial urbain. (R. Cardona 1976)<sup>351</sup>

Paradoxalement, ce processus cyclique de la croissance urbaine de la capitale colombienne, a des temporalités synchroniques et symétriques avec les colonisations urbaines forcées des régions rurales démo-éjectrices. C'est une métaphore du mythe de « *l'ouroboros* » (Pierdat 2015)<sup>352</sup>, celui du serpent qui se mord la queue, lequel représente un cycle d'auto-génération où permanence dépende de l'auto-cannibalisation. Ceci est le symbole d'un refaire circulaire perpétuel, qui n'est pas évolutif.

Il est constable cette réalité dans les suivants chiffres : alors que la Colombie a 4 millions de personnes en 1910, Bogotá en a 100.000, représentant 0,25% de la population nationale; en 1951 le pays a 12 millions d'habitants et Bogotá 700 000, soit 5,83% de l'ensemble de la population; dans les années 1980, la nation a 28 millions d'individus dont 5 millions a Bogotá, cela veut dire 17,85%; et en 2008, la Colombie a 44 millions de personnes et 8 millions habitent Bogotá, 18,18% de la population nationale.

L'un des principaux facteurs influant sur les données démographiques de Bogota est le flux de personnes déplacées internes qui migrent vers la ville, dont 78% sont des paysans. En moyenne, 13% des PDI de la Colombie se déplacent à Bogotá. Entre 2000 et 2007, la population de la capitale accroît d'un 1 million de personnes (14,28%) et dans la même période, elle reçoit 300.000 migrants. Cela signifie que 30% des nouveaux habitants de la ville sont des personnes déplacées ; 23,4% d'entre eux sont des paysans et 6,6% des petites villes. (Consultoría para los derechos humanos y el desplazamiento 2008)<sup>353</sup>

La croissance disproportionnée de la population de Bogotá résulte dans une incapacité de la ville à intégrer et assurer avec les services de base aux néo-arrivants. La dynamique de l'économie citadine n'arrive pas à générer les emplois nécessaires pour couvrir la croissance de la population; ceci aboutit à 11% de chômage et 30% de l'emploi informel en 2009.

---

<sup>351</sup> Cardona, R. (1976). *Colombia: Distribución espacial de la población*. Bogotá: Corporación Centro Regional de la Población.

<sup>352</sup> Pierdat, C. (2015, août 14). <http://www.dictionnairedessymboles.fr/article-le-symbolisme-de-l-ouroboros-117703494.html>. Récupéré sur Dictionnaire des Symboles: <http://www.dictionnairedessymboles.fr/>

<sup>353</sup> Consultoría para los derechos humanos y el desplazamiento. (2008). *Municipios de Llegada 1999-2005*. Bogotá: Sistema de Información Sisdhes.

(Departamento Administrativo de Planeación Distrital 2005)<sup>354</sup> Cette situation se reflète dans l'inégalité d'opportunités d'éducation pour la population, qui est le grand égalisateur sociétal. Les résultats du recensement du 2005 montrent que 36,6 % de la population nationale atteint l'éducation élémentaire ; 32,6% celle moyenne académique ou secondaire ; tandis que seulement 7,5% accède au niveau professionnel. Parallèlement, 9,2% de la population en Colombie, n'a aucun niveau éducatif. (DANE 2005)<sup>355</sup>

La pyramide socio-économique de Bogotá est un indicateur important pour mieux comprendre l'ampleur de la situation démo-spatiale de la ville. La société est divisée en sept niveaux sociaux ou strates, avec les suivantes données en 2003 : (Alzate 2006)<sup>356</sup>

- a) Strate 6: haute ou riches, est 1,97% de la société.
- b) Strate 5: haute-moyenne ou classe moyenne haute est de 2,33%.
- c) Strate 4: medium ou classe moyenne est 5,16%.
- d) Strate 3: moyenne basse est 26,62%.
- e) Strate 2: basse ou pauvres sont 34,13%.
- f) Strate 1: basse-basse ou très pauvres sont 15,25%.
- g) Sans: au-dessous le niveau de pauvreté ou marginalisés 14,54%.

Les statistiques montrent donc, que 4,30% de la population de Bogotá est riche; 31,78% est classe moyenne ; et les pauvres ou marginalisés 63,92% des habitants. D'ailleurs, 227.000 personnes déplacées sans-abri vivent dans la capitale actuellement, et 22% de la population de la capitale (près de 2 millions d'individus) (World Bank 2009)<sup>357</sup> vivent dans des quartiers informels, virtuellement des « *tugurios* ». Il est évident que les migrants ruraux sont les plus exclus de la société urbaine, et ce flux est aux racines de la problématique démo-spatiale de la métropole.

Ces données révèlent une situation de collapse démo-spatial de la capitale colombienne, où les besoins basiques des migrants ruraux débordent les capacités économiques et infrastructurelles de la ville ; générant des conditions sociales et écologiques insoutenables. Les nécessités fondamentales des paysans arrivants ne sont pas satisfaites, et souvent leur niveau de vie est inférieur à celui qu'ils ont à la campagne.

---

<sup>354</sup> Departamento Administrativo de Planeación Distrital. (2005). *La estratificación socioeconómica en Bogotá*. Bogotá: Alcaldía de Bogotá.

<sup>355</sup> DANE. (2005). *Censo General 2005: Educación de la población*. Bogotá: Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas.

<sup>356</sup> Alzate, M. C. (2006). *La estratificación socioeconómica para el cobro de los servicios públicos domiciliarios en Colombia*. Bogotá: United Nations Cepal.

<sup>357</sup> World Bank. (2009, novembre 22). *Colombia Data*. Récupéré sur [Worldbank.org:www.web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/LACEXT/COLOMBIAEXTN/0,,menuPK:324985~pagePK:141132~piPK:141109~theSitePK:324946,00.html](http://Worldbank.org:www.web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/LACEXT/COLOMBIAEXTN/0,,menuPK:324985~pagePK:141132~piPK:141109~theSitePK:324946,00.html).

Dans une perspective nationale, en Colombie il y a 7 millions de personnes qui habitent dans des « *tugurios* », soit 15,56% de la population du pays, tandis qu'il y a 3,8 millions de maisons avec des services déficients, c'est-à-dire 36,19% des 10,5 millions de maisons existantes dans le pays. Parallèlement, à Bogotá près de 2 millions de personnes vivent dans des « *tugurios* », soit 25% de la population de la ville, un chiffre 10% plus élevé que le reste du pays et au-dessus de la moyenne mondiale de 16% (Statistiques-mondiales 2015)<sup>358</sup>; également, il y a 370.000 maisons, des 1.930.000 existantes, sans infrastructure basique, ceci veut dire 19,15% du total. Ces chiffres sont paradoxaux et font partie du mirage des villes, car malgré il y a plus de personnes vivant dans des « *tugurios* » à la capitale, ils existent moins de maisons sans services de base. (World Bank 2009)<sup>359</sup>. On peut expliquer cette contradiction, en partie, par le fait qu'à Bogotá la population sans-abri est la plus élevée du pays, 227.000 personnes, soit 3% de sa population. D'autre part, la densité de la ville est proche de 4.600 habitants/km<sup>2</sup> et la densité des zones de « *tugurios* » est 46.900 habitants/km<sup>2</sup>; en comparaison avec la densité de la Colombie qui est de 40 habitants/km<sup>2</sup>, et celles de Tokyo de près de 20.000 habitants/km<sup>2</sup> et New York de 10.000 habitants/km<sup>2</sup>. (Echanove 2008)<sup>360</sup>

Du processus de croissance démo-spatiale de Bogotá dans les trois dernière décennies, dérivé du flux massif migratoire forcé, émerge le plus grand « *tugurio* » du pays : *Ciudad Bolivar*. Cette aire est l'espace urbain qui condense la problématique du phénomène des PDI en Colombie. Pour essayer de comprendre la magnitude de l'expansion urbaine de la capitale et l'incidence des migrations rurales sur le développement territorial informel, il est indispensable d'examiner l'évolution géo-anthropologique dans un contexte temporel récent.

Partant de l'année 1900, Bogotá a 100.000 habitants dans une extension de 328 hectares, cela signifie une densité de 305 personnes/hectare. En 1930, la population de la ville augment à 325.000 individus et la surface à 1.958 hectares, diminuant la densité à 166 personnes/hectares. C'est la période de ce qu'on appelle « *l'industrialisation* » colombienne, qui est plutôt l'apparition d'activités industrielles dirigées à la substitution d'importations. Ceci est la première vague de migrations rurales avec un corrélat remarquable sur l'essor territoriale de la ville ; c'est le début du concept de logement social. Pourtant, c'est à partir des années 1960 que la révolution démo-spatiale du principal centre

---

<sup>358</sup> Statistiques-mondiales (2015, août 19). « *tugurios* ». Récupéré sur Statistiques Mondiales.com: [http://www.statistiques-mondiales.com/"tugurios".htm](http://www.statistiques-mondiales.com/)

<sup>359</sup> World Bank. (2009, octobre 10). *Colombia Data*. Récupéré sur Worldbank.org: [www.web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/LACEXT/COLOMBIAEXTN/0,,menuPK:324985~pagePK:141132~piPK:141109~theSitePK:324946,00.html](http://www.web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/LACEXT/COLOMBIAEXTN/0,,menuPK:324985~pagePK:141132~piPK:141109~theSitePK:324946,00.html).

<sup>360</sup> Echanove, M. (2008, mai 5). *Bogota at the Edge : Ciudad Bolivar*. Récupéré sur Urbanology: [www.urbanology.org/Bogota](http://www.urbanology.org/Bogota)

urbain du pays devient incontrôlable ; et le phénomène de développement illégal de la périurbanité quantifiable.

La situation d'illégalité des installations humaines périurbaines déborde tellement le contrôle de l'administration publique Bogotaine, qu'en 1980 par le décret 2,489, le processus d'urbanisation est réglementé par la norme « *Développement Progressif* », indispensable pour l'aménagement des implantations urbaines subnormales. Ce décret normalise, d'ailleurs, les procédures pour faire avancer le « *Processus d'Amélioration* », des aires informelles.

Cette gestion aboutit en 1984 au décret 890, lequel adopte le projet « *Ciudad Bolivar* ». Ce programme définit la stratégie de la « *Législation Massive de Quartiers* », qui comprend : l'élaboration de cartes topographiques pour presque 700 hectares et la légalisation de la situation urbaine irrégulière des développements clandestins.

En 1985, est émis le décret 1191 de la ville, « *Projet de développement intégré des installations populaires* », dont l'objectif principal est de promouvoir l'amélioration des conditions de vie de toutes les implantations informelles de Bogotá. Cela veut dire, à l'époque, les établissements dans lesquels la plupart de la population est localisé dans le soi-disant « *seuil de pauvreté* ». Ces décrets sont les actes protocolaires administratifs, qui certifie la capitulation de la légalité de l'état face aux décompositions démo-géographiques spontanées périurbaines ; mais surtout aux égards du phénomène des PDI et des reconfigurations rurales forcées par des acteurs colonisateurs urbains. C'est la résignation au « *syndrome d'ouroboros* », à l'autophagie spatio-démographique.

Entre les années 1980 et 1990, la ville a une variation démographique urbaine très élevée, passant de 4.227.000 habitants à 5.469.000 de personnes. Parallèlement, dans la même période, la spatialité citadine augmente de 30.886 hectares à 31.952 hectares, soit 1.066 hectares, ce qui signifie que le taux d'accroissement perçu dans cette période diminue 20% par rapport aux périodes précédentes. Pourtant, les développements informels qui émergent dans cet intervalle de temps sont environ 330, dans une superficie de 1.300 hectares, ceci veut dire que 100% de l'expansion spatiale de ville est illégale, et que 234 hectares de terrains urbains existants deviennent des installations clandestines. Le décalage entre spatialité et démographie continue à augmenter jusqu'à présent, avec une expansion géographique très limitée et un indice populationnel « *in crescendo* » accéléré ; arrivant à 35.232 hectares pour 6.824.000 habitants en 2007, dont 7.275 hectares, soit 20% du total du territoire de la capitale, sont des installations d'origine informelle légalisées à travers les temps.

Ce processus d'informalité spatiale est jalonné par Ciudad Bolivar, le « *tugurio* » devenu iconique du phénomène PDI en Colombie, lequel en 2007 a une surface de 1.205 hectares

et une population de 355.422 individus. Pour mieux comprendre la magnitude démospaciale des zones informelles à Bogotá, la synopse suivante donne une échelle.

Les données les plus indicatives de ce tableau, ratifient que Ciudad Bolivar est l'aire avec la majeure superficie d'installations informelles de la ville, 16,50% de la totalité de la subnormalité, ayant la population la plus vaste, 17% des habitants des « *tugurios* ». Parallèlement, le contraste entre les aires de cession spatiale pour des services communautaires dans les zones de développement spontané et celles de croissance programmée est très significatif. Tandis que dans les zones formelles les cessions sont 25% du terrain à développer, dans les « *tugurios* » est 7,5%, étant souvent des espaces de déchets dans des endroits non développables. (Fig. 128) Rattachée à ces antinomies socio-spatiales, la désarticulation spatiale, fonctionnelle et anthropologique des installations de PDI est patente, tant par rapport au contexte urbain de la ville, comme à l'intérieur des établissements spontanés proprement dits. Dans cet univers de dislocation territoriale et sociétale, il existe, cependant, un facteur démographique commun, celui-ci est le nombre d'individus par famille de migrants : 5 personnes par logement. Cette information est confirmée en 1998, quand une étude révèle qu'à Bogotá habitent 2.100.000 personnes en réinstallations informelles logées dans 420.000 habitations. (Martínez Tocancipá 2007)<sup>361</sup>

Arrondissement	Surface (hectares)	Lots (#)	Densité (lots/hectare)	Habitants (#)	Densité (habit/hect)
Usaquén	340,02	11.985,00	35,25	64.718	190,34
Chapinero	32,51	1.049,00	32,27	5.664	174,22
Santa Fe	134,45	6.237,00	46,39	6.550	48,72
San Cristobal	803,98	30.259,00	37,64	162.051	201,56
Usme	758,51	43.103,00	56,83	230.322	303,65
Tunjuelito	123,52	6.064,00	49,09	32.745	265,10
Bosa	908,41	55.055,00	60,61	290.194	319,45
Kennedy	783,54	53.036,00	67,69	279.515	356,73
Fontibon	196,50	10.493,00	53,40	56.518	287,62
Engativa	546,32	30.515,00	55,86	164.440	301,00
Suba	872,65	49.050,00	56,21	264.511	303,11
Barrios Unidos	0,77	77,00	100,00	415	538,96
Teusaquillo	0,47	28,00	59,57	151	321,28
Los Martires	0,11	10,00	90,91	51	463,64
Antonio Nariño	17,32	872,00	50,35	4.708	271,82
Puente Aranda	16,50	365,00	22,12	1.971	119,45
Rafael Uribe	389,37	25.640,00	65,85	135.974	349,22
<b>Ciudad Bolivar</b>	<b>1.205,40</b>	<b>65.928,00</b>	<b>54,69</b>	<b>355.422</b>	<b>294,86</b>
Négociés	145,07	8.538,00	58,85	46.105	317,81
<b>Total</b>	<b>7.275,42</b>	<b>398.304,00</b>	<b>54,75</b>	<b>2.102.025</b>	<b>288,92</b>

Fig. 128 Situation des installations informelles par arrondissements à Bogotá 2007.

Source : Síntesis de la Problemática de las Áreas Desarrolladas Informalmente. Secretaría Distrital de Planeación. Alcaldía de Bogotá. (2007)

Graphique élaborée par l'auteur. Août 2015

<sup>361</sup> Martínez Tocancipá, S. (2007). *Síntesis de la problemática de las áreas desarrolladas informalmente*. Bogotá: Secretaría Distrital de Planeación, Alcaldía de Bogotá.

Derrière le phénomène des réinstallations humaines périurbaines dans la capitale colombienne, se trouve un héritage culturel rural très enraciné ; est celui de la possession de la terre, résumé dans un adage populaire colombien qui dit : « *Avoir une maison ce n'est pas de richesse, mais ne pas l'avoir est beaucoup de pauvreté* ». Dans la campagne du pays, posséder un morceau de terrain implique avoir la possibilité de construire un logement par autoconstruction progressive, mais surtout de pouvoir cultiver pour la subsistance. Or, posséder de la terre ne signifie pas l'acheter nécessairement, mais la détenir physiquement ; c'est l'appropriation qui donne le sens d'appartenance et finalement l'identité. Ce principe, dérivé de l'histoire violente de la ruralité colombienne, est appliqué par les PDI en arrivant à la métropole, dans un acte de ruralisation de la spatialité de la ville.

La fragmentation démo-géographique de Bogotá, qui comporte une marginalisation de la périurbanité, produit des déséquilibres sociétales extrêmes. 86% de la population citadine appartient aux strates les plus bas, signifiant que la ville est essentiellement pauvre. Ce facteur implique une ville déracinée, sans consolider ; une fabrique urbaine improvisée sans planification, fruit d'un opportunisme mercantiliste spontané, développée informellement où la fonction de l'administration locale est de « *rapiécer* » le tissu de lambeaux.

### **Le grand « tugurio »**

Ciudad Bolívar ou « *Ville Bolívar* », est la quintessence de réinstallation humaine progressive dérivée du phénomène de PDI. C'est un arrondissement situé dans le périmètre urbain sud de Bogotá sur l'axe routier vers les Plaines Orientales. (Fig. 129) Même si cette aire fait partie intégrante de la cité, est un cas *sui generis* dans le contexte spatial et administratif local, en commençant par le nom qui contient le substantive « *ville* », ayant donc la connotation de ville dedans la ville. (Álvarez 2015)<sup>362</sup> Cette particularité marque le caractère de cette zone qui devient une force contestatrice de la cité formelle établie, avec un rapport ambivalent d'intégration et dissidence à la fois, mais avant tout avec une unité identitaire revendicatrice devenant le point conjoncturel où « *l'ouroboros* » mord sa propre queue s'empoisonnant.

Ciudad Bolívar a une extension de 13.000 hectares, dont 9.608 sont encore rurales, ce qui met en évidence sa spatialité conflictuelle comme conséquence de la conjonction entre l'urbanité et la ruralité. Ceci comporte une superposition d'ontologies et d'univers contraires, mutuellement excluantes historiquement. Ces dynamiques confrontationnelles du phénomène des PDI à niveau national, se condensent dans cette frontière urbaine, où les problématiques spatio-sociétales et économiques éclatent en violence systémique. Pour

---

<sup>362</sup> Álvarez, M. (2015, Août 25). *Ciudad Bolívar: la historia de una lucha colectiva*. Récupéré sur Centro de Memoria, Paz y Reconciliación: <http://centromemoria.gov.co/ciudad-bolivar-la-historia-de-una-lucha-colectiva/>

la Bogotá formelle, cette aire c'est une autre ville, un ghetto territorial de peur, dont on connaît l'existence mais qu'on préfère l'ignorer.



Fig. 129 Arrondissements de Bogotá  
 Source : [www.localidad-usaquen.blogspot.com](http://www.localidad-usaquen.blogspot.com) (2015)  
 Graphique élaborée par l'auteur. Août 2015

Cette sous-cité dedans la ville est le miroir du modèle de colonisation des terres rurales assumées en friche, quoiqu'elles aient des propriétaires paysans ou indigènes. C'est donc, une réponse symétrique rétroactive de la campagne aux dépouillements violents ; lesquels génèrent une informalité de la tenure des terres, devenue une condition historique en Colombie. C'est ainsi, qu'une très large partie du territoire national n'a pas un registre foncier à jour, car le droit sur la terre est défini, traditionnellement, par la possession et l'héritage. (Sabogal Urrego 2013)<sup>363</sup>

L'histoire de Ciudad Bolívar commence dans les années 1940 avec la parcellisation naissante de quelques « haciendas ». <sup>364</sup> Pourtant, le véritable début du processus de réinstallations humaines spontanées surgit dans les années 1950, quand il y a les premières invasions de terres par des paysans migrés à cause du déplacement forcé, pendant de la période de la « violence ». (Fig. 130) Cette vague initiale d'appropriation clandestine d'espaces périurbains, provient des quartiers paupérisés au centre de la capitale, où les migrants et les pauvres historiques de la ville habitent dans des « *inquilinos* » <sup>365</sup> dans de conditions de misère. (Fig. 131) L'un des promoteurs de cette expansion démo-spatiale sont les « *tirreros* » <sup>366</sup>, (Fig. 132) qui illégalement prennent possession des terrains ruraux sur les contreforts de la cordillère pour y établir des lotissements illégaux. (Fig. 133) Ceux-ci sont vendus et revendus plusieurs fois sans documents de propriété, et avec une rotation de

<sup>363</sup> Sabogal Urrego, R. (2013). *La verdad de la tierra, territorios y conflictos*. Diplomado derecho a la verdad, democracia y agendas de paz: Bogotá.

<sup>364</sup> Grande propriété foncière.

<sup>365</sup> « *Maisons de location détériorées, situées dans des aires centrales de la ville* » Définition de l'auteur

<sup>366</sup> Développement urbain clandestin.

propriétaires très élevée, qui aboutit à des conflits spatiaux et de possession, accompagnés par des tensions sociétales signifiantes. (Giraldo 2014)<sup>367</sup>À cette époque-là, la population de la zone est de 50.000 personnes, tandis qu'en 2005 celle-ci atteint 616.455 individus. (DANE 2005)<sup>368</sup>

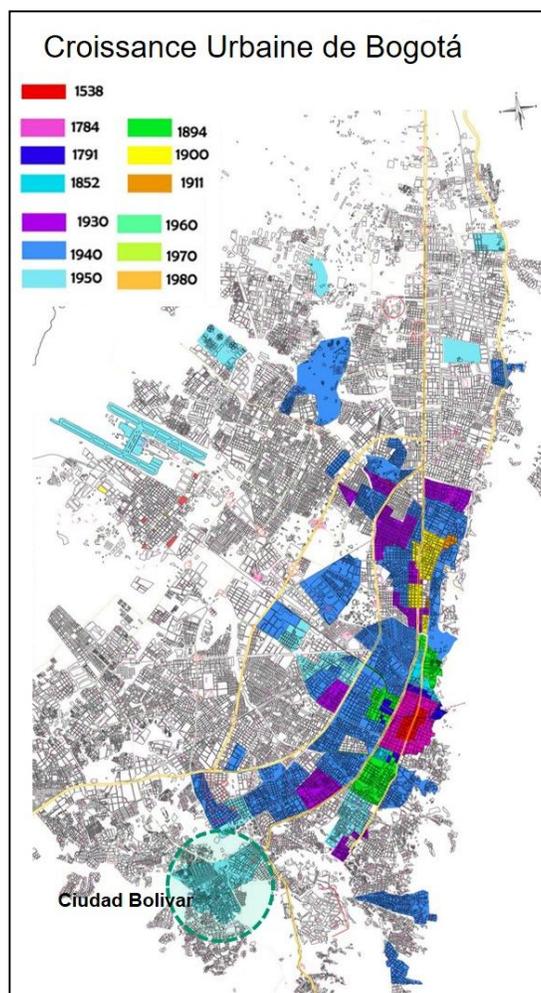


Fig. 130 Croissance géographique historique de Bogotá. Ciudad Bolívar 1950  
 Source : <http://ximenacantor.blogspot.no/2011/02/crecimiento-historico-1940-y-1950.html>

<sup>367</sup> Giraldo, Y. (2014, août 8). Ciudad Bolívar, una historia de lucha. (C. d. Mónica Álvarez, Intervieweur)

<sup>368</sup> DANE. (2005). *Censo General 2005*. Bogotá: Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas.



**Fig. 131** Zone des « *inquilinos* » au centre de Bogotá.  
Source : La calle el Cartucho Jorge Parga. (1997)



**Fig. 132** Installation illégale organisée, terrains envahis. Ciudad Bolivar  
Source : <http://diarioadn.co/bogota/mi-ciudad/plan-de-choque-en-ciudad-bol%C3%ADvar-1.157630>



**Fig. 133** Réinstallation collective spontanée à Ciudad Bolivar (2014)  
Source : [www.unescosost.org/wp-content/uploads/2014/02/IMG\\_5388](http://www.unescosost.org/wp-content/uploads/2014/02/IMG_5388)

L'informalité de la tenure des terrains, produit de l'acquisition clandestine, est accompagnée par l'absence d'infrastructure et services de base, dans des emplacements à

haut risque. Dans ce cas-là, la spontanéité des installations humaines signifie carence d'équipement urbain tels que: aqueduc, égouts, électricité, écoles, rues et récréation. Conséquemment, la construction de cette fabrique périurbaine est déléguée aux habitants des « *tugurios* », menant à des solutions improvisées. Ceci s'explique, partiellement, par le manque de ressources lié à l'informalité de la possession, et à l'économie informelle dans laquelle les résidents développent leurs activités. Ces deux facteurs rendent impossible l'accès au crédit bancaire. Cette problématique spatiale génère des situations confrontationnelles intenses, car la légitimation de la propriété est la seule voie faisable pour débloquer l'impasse financier et d'intégration au tissu anthropo-spatial formel existant. (Fig. 134) Or, la formalisation des appropriations géographiques illégales comporte des processus juridiques, politiques et sociaux complexes ; ce qui implique un questionnement historique de l'évolution colonisatrice du pays, cause première à l'origine du conflit rural en Colombie.



Fig. 134 Lotissement pirate « *tierreros* » illégal

Source : [http://www.panoramio.com/photo\\_explorer#view=photo&position=0&with\\_photo\\_id=46010182&order=date\\_desc&user=5391381](http://www.panoramio.com/photo_explorer#view=photo&position=0&with_photo_id=46010182&order=date_desc&user=5391381)

Des emplacements géographiques comme Ciudad Bolívar, deviennent des centres stratégiques dans les grandes villes ; d'où s'établissent des points névralgiques de contrôle des aires conflictuelles de l'agglomération urbaine. C'est ainsi que cette reconfiguration urbaine de la capitale se transforme en lieu de confluences des divers secteurs sociétaux ; noyau de tensions socioéconomiques et spatiales de Bogotá. Conséquemment, cette zone marginalisée émerge comme génératrice de mouvements sociaux revendicateurs des droits de l'homme ; tandis qu'en temps, la dynamique de la violence de la campagne y est transférée. La confrontation armée rurale s'implante dans le contexte urbain et les acteurs violents utilisent cette spatialité comme pont logistique, de recrutement et de financement. Parallèlement, un processus de domination territoriale se déclenche, lequel s'achève par l'apparition de bandes criminelles qui instaurent leurs propres règles ; c'est la constitution d'une illégalité autoritaire. (González Posso 2004)<sup>369</sup> Ceci produit des nouveaux flux de

<sup>369</sup> González Posso, C. (2004). Propuesta de Reparación Integral de Colectivos de Víctimas o Víctimas Colectivas Invisibilizadas. *Foro Nacional de Víctimas para Propuestas en la Habana*. Cali.

déplacés forcés, cette fois-ci à la intérieure de la territorialité de la capitale colombienne. (Fig. 135)

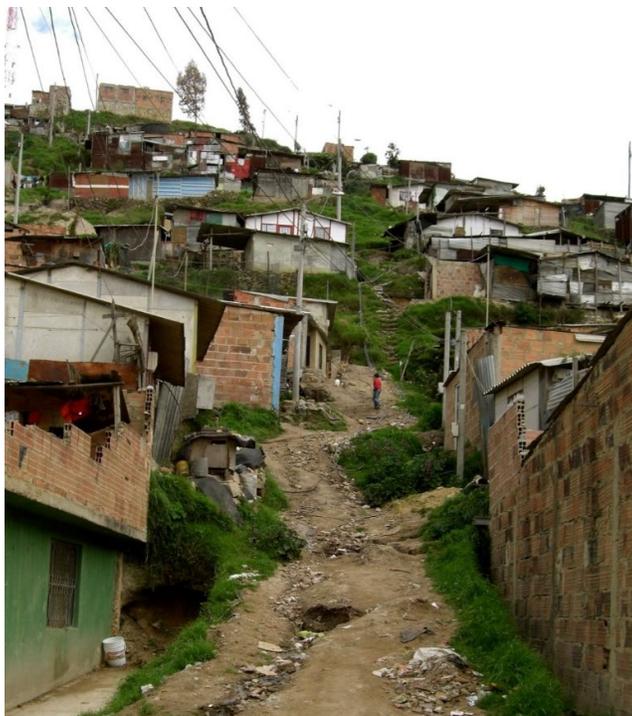


Fig. 135 Lotissement pirate « *tierreros* » légalisé

Source: [httpsupload.wikimedia.org/wikipedia/commons/7/7f/Bogota\\_Ciudad\\_Bolivar\\_01](httpsupload.wikimedia.org/wikipedia/commons/7/7f/Bogota_Ciudad_Bolivar_01)

D'autre part, cet arrondissement par son histoire démo-spatiale évolutive et les pressions géographiques et économiques, présente un cadre environnemental critique. L'émergence spontanée de cette réinstallation humaine, à cheval entre le tissu spatial et social de la ville et le milieu naturel de la ruralité, conduit à une reconfiguration écuménale fracturée, où la structure urbaine formelle s'effondre et l'écosystème environnant s'évanouit.

La frontière urbaine, point de contact avec la nature, devient « *l'autre ville* », « *l'autre Bogotá* », « *l'espace autre* », « *le non territoire* ». C'est la limite de l'intelligible, du maîtrisable ; lieu d'exclusions et de contestations démo-spatiales. Ceci dans l'inhérence de la notion évasive de cité unitaire imaginée avec un sens d'appartenance et d'avenir, car il y a une mémoire collective fragmentaire, et des identités prétérites démembrées. C'est le « *Nepantla urbain* », soit la condition « *d'être attrapé entre deux contextes spatio-anthropologiques excluants* ». (Fig. 136), (Fig. 137)



Fig. 136 Consolidation réinstallation informelle.

Source: Ciudad-Bolívar-la-historia-de-una-lucha-colectiva. (2014)

<http://centromemoria.gov.co/ciudad-bolivar-la-historia-de-una-lucha-colectiva/>

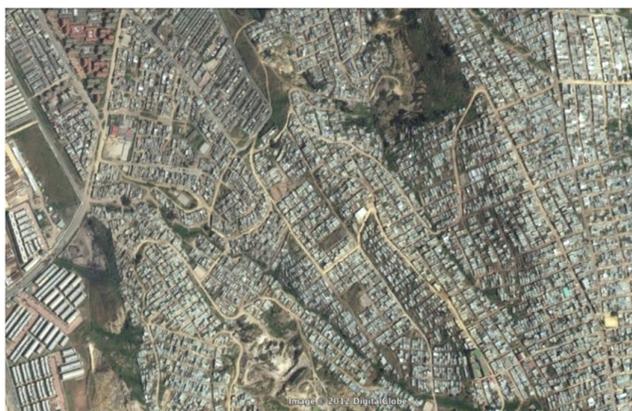


Fig. 137 Tissu urbain de Ciudad Bolívar (2012)

Source: <http://blogs.elespectador.com/ciudadmadeinchina20120618segregacion-espacial-en-ciudades-colombianas-vista-desde-google-earth>

## Le pays

L'exemple de Mocoa est l'expression locale d'une réalité nationale, laquelle, dans chaque géographie particulière, a des singularités spatiotemporelles inhérentes. Pourtant, l'hétérogénéité circonstancielle des territorialités est une question formelle ; car le contenu substantiel, qui est le dénominateur commun à l'ensemble des régions du pays, est la réinstallation humaine liée au phénomène des PDI, convertie en agent primaire des décompositions territoriales rurales et des reconfigurations territoriales urbaines. Celui-ci donc, est le générateur de l'expansion fragmentaire de la fabrique urbaine des villes, et parallèlement le fracturateur du tissu géo-social de la campagne. Ce processus est dynamisé par des facteurs de violence produits d'un héritage contradictoire, comportant la superposition de la culture hispanique sur celle aborigène ; à travers un centralisme « *gamonaliste* » et un endoctrinement religieux.

Le phénomène de PDI est organique, impliquant des étapes corrélats successives. La première phase spatiotemporelle est celle de l'exil rural forcé qui aboutit à un déplacement intra-urbain dans la recherche d'un abri temporaire. La deuxième étape, par contre, est réactionnelle au flux migratoire rural et comporte l'expulsion centrifuge des migrants paysans vers la périurbanité des villes, où ils cherchent une installation permanente.

Le mouvement démo-géographique entraîne des spatialités intrinsèques et des appropriations spatiales conséquentes. Dans la phase d'abri temporaire intra-urbain, la spatialité est exogène, et donc, la relation anthropologique est d'emprunt, sans une appropriation proprement dite. L'étape subséquente est celle de la colonisation des périphéries : la périurbaine d'un côté, et la péri-agraire de l'autre. C'est l'occupation des spatialités intermédiaires qui comporte une appropriation consciente avec un objectif sédentaire définitif ; ce qui devient la genèse instinctive de la propagation démo-géographique de noyaux d'émergence, qui éclatent la bordure de la trame urbaine établie. Ceci donne origine aux banlieues qui ont une continuité spatiale, fonctionnelle et caractérielle avec la ville.

Parallèlement, surgissent des groupements socio-spatiaux, dans la périphérie agraire, lesquels développent une relation satellitaire avec la ville ; ayant une connexité territoriale sans avoir une spatialité urbaine liante. Le caractère et les activités de ces villages sont agraires, même s'il existe un trait proto-urbain dans leur disposition organique. Ces réinstallations deviennent des véritables charnières entre le monde urbain et celui rural, qui déclenchent des reconfigurations territoriales rurales, sociétales et spatiales.

Le flux migratoire rural forcé transmute la structure écuménale, urbaine et rurale, existante. Sa dynamique spontanée, mais surtout hétérogène, est le métaboliseur démo-géographique du processus d'urbanisation du pays et de concentration foncière rurale. Étant la violence à la base du déplacement paysan, l'évolution de ce mouvement est toujours conflictuelle ; contenant des variables de diversité sociale, culturelle et régionale, lesquelles génèrent des tensions sociétales tangibles au niveau organisationnel et appropriatoire du territoire.

La croissance de villes en Colombie est donc, un processus confrontationnel persistant, dans des contextes spatio-temporels instables, produit des paradoxes sociétaux provenant d'ontologies et cosmovisions urbaines et rurales antipodes. L'aménagement urbain formel qui comporte une configuration spatiale citadine régulière, est débordé par les reconfigurations informelles spontanées des flux migratoires ruraux, générant des hybrides démo-géographiques. Cette double collision entre formalité et informalité, et entre planification et spontanéité, comporte des contradictions dynamiques, sociétales et spatiales. Parallèlement, une confrontation de moyens et d'agents sociaux se vérifie. D'une part les propriétaires fonciers et les développeurs urbains sont intéressés aux profits

spéculatifs ; de l'autre côté les organisations sociales, d'aides internationales et religieuses sont engagées avec la communauté et les droits humanitaires ; tandis que les politiciens sont centrés sur les promesses en échange de votes. Tous ces intermédiaires de ressources tracent leurs propres stratégies et buts, se niant réciproquement, mais surtout ignorant délibérément, les politiques locales d'aménagement territorial.

Le caractère d'urgence de ces réinstallations, est le facteur qui déclenche le scénario conflictuel dans les péri-urbanités des villes. Ceci est patent dans les approches opposées entre les entités gouvernementales et celles d'assistance internationale ; les premières préoccupées par la légalité des solutions spatiales, tandis que les secondes orientées vers des actions de secours immédiates d'abris. La superposition de ces activités aboutit à des « *investissements en lambeaux* », reflétés dans l'infrastructure de base et la spatialité territoriale, qui sont contraires. Ces interventions finissent par encourager davantage les implantations humaines spontanées dans de zones de risque, devenant ainsi part de la problématique des réinstallations des PDI.

Pourtant, la conséquence la plus néfaste des établissements périurbains, est leur stagnation économique dérivée de l'asymétrie entre l'expansion démo-spatiale et la croissance productive du centre urbain récepteur. Ceci se traduit en chômage endémique et en un état de misère constant ; une dynamique immobile dépendante de ressources extérieures ponctuelles dans un paradigme de transitorité initiale qui devient permanente. Cette situation est accentuée par le fait que les migrants paysans n'ont pas la formation nécessaire pour accéder au marché du travail du secteur secondaire citadin, raison pour laquelle on trouve une tendance à développer des activités agro-urbaines vers la périphérie étendue. La désintégration géo-sociétale associée à ce processus implique une ségrégation des personnes déplacées dans une spatialité aliénée.

La colonisation agro-urbaine des PDI des aires intermédiaires entre la ville et la campagne, constitue une tentative d'hybridation géo-sociale, d'assemblage des mécanismes de colonisation rurale traditionnelle avec ceux de la colonisation urbaine paysanne. Ces réinstallations humaines maintiennent le caractère spontané organique de l'appropriation périurbaine mais dans un contexte rural conflictuel. Les migrants ne prétendent pas une intégration physique à la trame urbaine, cependant, ils essaient de générer une connectivité économique avec la ville, en passant par un rapprochement imaginaire de la spatialité et la volumétrie citadine. Cette alternative de réimplantation démo-spatiale, à mi-chemin d'un retour post-migratoire, est plus conséquente avec la culture et savoir-faire des déplacés, car elle comporte une appropriation territoriale des alentours du noyau proto-urbain émergent, ce qui permet aux habitants une autosuffisance alimentaire et le développement d'activités du secteur primaire agricole. C'est un croisement intuitif, néanmoins conscient, entre l'urbanité et la ruralité ; une adaptation socio-spatiale, qui tente d'assembler les avantages de la ville tout en préservant les traditions de la campagne. (Fig. 138) (Fig. 139) (Fig. 140)

Dans le contexte du développement urbain en Amérique Latine, la Colombie est un cas particulier à cause de la prolifération de villes intermédiaires, raison pour laquelle est considérée la nation des villes du subcontinent. Cette situation est conséquente avec les flux migratoires régionaux, entrelacés à la fois avec la géographie fragmentaire et les territorialités autonomes, qui caractérisent la distribution et configuration anthropospatiales du pays dès ses origines. Cette croissance de l'urbanisation colombienne est toujours dynamisée par la violence rurale et le conflit foncier, en tant que agents gestants de leur parturition. (Aprile-Gnisset 2007)<sup>370</sup>



Fig. 138 Réinstallation agro-urbaine Quince de Mayo. Putumayo  
Source : Lina Sánchez. (2012) *La ciudad refugio* Pp. 177.

---

<sup>370</sup> Aprile-Gnisset, J. (2007). Del desplazamiento rural forzoso al emplazamiento urbano obligatorio. *Procesos urbanos informales*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.



**Fig. 139 Réinstallation agro-urbaine Quince de Mayo. Putumayo**  
 Source : Lina Sánchez. (2012) *La ciudad refugio* Pp. 178.



**Fig. 140 Réinstallation agro-urbaine Quince de Mayo. Putumayo**  
 Source : Lina Sánchez. (2012) *La ciudad refugio* Pp. 174.

## Le monde

La recherche en aménagement du territoire associée aux nouveaux villages est rare, celle associée aux villages territoriaux est très limitée, et celle associée aux villages territoriaux durables est pratiquement inexistante. Par contre, la recherche urbanistique est largement approchée d'un point de vue technologique et industriel dans le pays industrialisés; et celle d'urbanisme durable s'est concentrée sur l'efficacité, la productivité et le réaménagement des tissus urbains existants.

Dans les pays en développement, la recherche sur les villages est presque ignorée ou approchée dans une perspective de la campagne vers la ville. Cette approche se base sur la prémisse que les villages sont la conséquence du développement agricole d'une certaine région; ceci entraîne au goulot où la productivité rurale doit accroître sans avoir une infrastructure d'échange appropriée. Sous cette approche traditionnelle, les résultats sont souvent inefficients du point de vue social et écologique.

Dans les deux approches, l'industrielle urbain-centrique et l'agricole rural-excentrique, durabilité et villages sont déconnectés. Dans le cas de l'urbain-centrisme, le village est le produit d'une révolution et évolution industrielle. Ce village a sa propre dynamique socioéconomique, qui change à travers le temps dépendant des nouvelles technologies et besoins de la société. Cette approche est dirigée vers l'adaptation de la vieille fabrique urbaine aux nouvelles demandes, y comprises les écologiques. De l'autre côté, l'approche rural-excentrique, typique des pays en développement, visualise les villages comme des phénomènes spontanés, produits d'un long processus de croissance agricole. Ces types de villages devient le point d'échange qui dépend complètement de la campagne, mais sans développer un rapport symbiotique avec la région.

Les réinstallations urbaines spontanées, produit du phénomène massif des PDI, ne sont pas l'objet d'études approfondies; car elles sont souvent assimilées aux champs de réfugiés transnationaux, ou aux « *tugurios* » résultants de flux migratoires ruraux non forcés. La Colombie est un cas *sui generis*, à cause du volume en termes du nombre de personnes, et de la violence cyclique historique des déplacements humains internes. Dans le monde entier, il y a près de 27,5 millions de déplacés forcés internes, dont 4 millions colombiens; soit 15% des PDI de la planète, étant le pays à la première place à niveau global.

En dehors de la Colombie, les migrations forcées plus élevées sont dans les continents africain et asiatique; raison pour laquelle il n'existe pas de données précises, ni de recherches soigneuses, sur les processus de reconfiguration urbaine conséquente des flux migratoires forcés. Il y a pourtant, des études pertinentes qui analysent les « *campements urbains* »; c'est le cas de Philipp Misselwitz en Palestine, et de Michel Agier au Brésil et des villes africaines.

Bien que les travaux d'Agier et Misselwitz se centrent sur le phénomène de réinstallations humaines dans des urbanités centraliste préexistantes, ils partent des flux de réfugiés ou de migrants internes non forcés ; ce qui est dissimilaire de l'exemple colombien. Nonobstant les asymétries problémationnelles, un parallèle entre les deux processus est plausible, car les effets démo-spatiaux sont analogues au-delà des causalités diverses.

L'approche d'Agier part de deux concepts spatio-temporels inhérents aux flux migratoires, indépendamment de leur caractère volontaire ou contraignant ; d'un côté c'est l'hétérotopie<sup>371</sup> et de l'autre est celui de refuge. (Agier 2013)<sup>372</sup> La notion de hétérotopie est liée, dans ce contexte, à la définition géographique de Foucault : « *des sortes de lieux qui sont hors de tous les lieux, bien que pourtant ils soient effectivement localisables* » (Foucault 1994)<sup>373</sup> Cette vision comporte la coexistence de mondes parallèles simultanés, de spatialités « *autres* » synchroniques ; une altérité spatiale dans une temporalité unique. Ceci implique un décentrement géo-anthropologique de la fabrique urbaine et sociétale d'une réalité préalable, excentré par un imaginaire contraposant exogène d'une réalité « *autre* ». Cette optique rapporte à l'appréhension de frontière comme le « *non-lieu* », le « *non territoire* ». Le « *campement urbain* » est le point de jonction fracturale des conceptions de l'être et de l'univers, de deux mondes antinomiques niants.

Le deuxième concept proposé par Agier, en abordant la question des réinstallations humaines dans les villes, c'est le refuge. Cette notion a un caractère temporel, et plus concrètement temporaire ; car le but des personnes en mouvement est, initialement, l'abri de conditions hostiles, donc une situation transitoire. Pourtant, cette première intention, traduite en campements périurbains, devient permanente se transformant en établissement. Cette permanence provisoire, en train de se faire, évolue en campements clandestins et souvent, au fil du temps, en ghettos. C'est la logique urbaine des urgences humaines migrantes, de lieu en formation, de spatialités démographiques nouvelles. Ceux-ci émergent comme de néo-limites autocentrées, excentriques du réel urbain préétabli, et conséquemment extraterritorialisées.

La double connotation d'hétérotopie, « *exogénéité* », et de refuge, « *transitorité* », des réinstallations urbaines, génère un quotidien incertain, chargé de tensions sociétales ; car les occupants cohabitent avec le spectre de la violence, la destruction et l'expulsion, dans un contexte d'illégalité. Ces circonstances métamorphosent les territorialités émergentes qui en se protégeant, se renferment dans un processus d'intégration démo-spatial centrisme

---

<sup>371</sup> « *Présence d'éléments anatomiques, en eux-mêmes normaux, en des points de l'organisme où ils n'existent pas normalement.* » Définition Dictionnaire Larousse.  
<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/h%C3%A9t%C3%A9rotopie/39826>

<sup>372</sup> Agier, M. (2013). Le campement urbain comme hétérotopie et comme refuge. Vers un paysage mondial des espaces précaires. *Brésil(s)* 3, 11-28.

<sup>373</sup> Foucault, M. (1994). *Des espaces autres*. In *Dits et écrits 1954-1988, vol. 4 (1980-1988)*. Paris: Gallimard, p. 752-762.

inachevé ; c'est la notion foucaldienne des « *enfermés dehors* », synonyme du « *Nepantla* » mexicain.

Le phénomène des « *campements urbains* » se mondialise dans les dernières cinq décennies ; et cela est la conséquence de flux migratoires massifs, nationaux et internationaux, dénommés de réfugiés et de PDI. Le dénominateur commun de ces formes d'établissement est l'extraterritorialité et l'exclusion, deux facteurs de marginalisation démo-spatiale qui fracturent la société et la géographie du contexte spatiotemporel où ils sont présents ; aboutissent à une « *ghettoïsation* » urbaine globalisante. Des histoires calquées aux quatre coins de la planète, émergent comme une constante qui confirme l'échelle mondiale de nouvelles spatialités et réalités périurbaines. Les « *favelas* » brésiliennes, les « *tugurios* » latino-américains, les « *camps* » palestiniens, les « *ghettos* » américains, ou les « *shanty towns* » africaines et asiatiques, sont des exemples de reconfigurations spatiales et sociales qui sont en train de transformer l'écoumène global. (Wacquant 2006)<sup>374</sup>

Le déplacement humain massif, intrinsèque à une insoutenabilité développante planétaire, est un processus métamorphisant qui recompose les frontières, spatiales et sociétales, générant des hybrides démo-géographiques. Le cas le plus récent est la région du Moyen-Orient, où les flux migratoires internes ont créé une pression exacerbante sur l'espace et les habitants, résultant en une migration massive vers l'Europe. C'est la transmutation d'une problématique interne nationale vers une question externe internationale, avec des impacts socioéconomiques et environnementaux catastrophiques et une crise humanitaire dramatique.

La mondialisation des spatialités périurbaines excluantes, transforme la perception et l'usage des territoires locaux et régionaux, créant des « *non lieux* », des espaces frontaliers conflictuels peuplés de déplacés ruraux « *lumpénisés* ». <sup>375</sup> Pourtant, la globalisation de cette tendance est apparemment une stratégie conçue délibérément, ayant comme but la concentration de la production agricole, dans une période de déséquilibre démographique par rapport à la superficie et la productivité de la planète. Le « *land-grabbing* » ou « *spoliation foncière exogénique* », pratiqué par les pays industrialisés et émergents, semble une preuve irréfutable de cette hypothèse. Dans ce sens, Mike Davis affirme que les « *tugurios* » sont la résultante structurelle d'un processus globale d'expulsion des paysans

---

<sup>374</sup> Wacquant, L. (2006). *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*. Paris: La Découverte.

<sup>375</sup> Référant à : « *Le sous-prolétariat est un terme marxiste, désignant une population située socialement sous le prolétariat, du point de vue des conditions de travail et de vie, formée d'éléments déclassés misérables, non organisés du prolétariat urbain.* » Définition Wikipédia. 25 août 2015. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Sous-prol%C3%A9tariat>

de la campagne, à travers des conflits internes, pour le contrôle des terres productives par les pouvoirs économiques mondiaux. (Davis 2004)<sup>376</sup>

## Visions divergentes

Dans le contexte international il y a deux visions opposées sur l'approche au phénomène des déplacements humains forcés. D'une part, celle conjoncturelle réactive qui essaie de résoudre les urgences ponctuelles d'une situation spatiotemporelle extrême. Tel est le cas des agences internationales, comme le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés. Leurs solutions sont des campements temporaires, érigés pour satisfaire les besoins basiques de populations déplacées en moments critiques de survivance. C'est une vision immédiatiste dont la mission est d'assister des individus en détresse, sans proposer des projets d'établissement définitif et durable ; c'est le cas de Dadaab, Kenya, avec 350.000 réfugiés. (Fig. 141) Pourtant, quand ces programmes assistancielles sont implémentés dans des circonstances de PDI, les campements tendent à devenir le point de départ d'installations permanentes, et ainsi faire partie du problème au détriment d'une solution durable.

La seconde vision est celle intégrale proactive, qui propose des alternatives structurelles, à long terme, pour de situations spatiotemporelle endémiques. L'approche est donc prospectiviste, cherchant des solutions permanentes et durables, appuyées sur des programmes autogestionnaires holistiques. Ces propositions tentent de s'attaquer aux racines de la problématique migratoire rurale, ciblant les causes plutôt que les effets ; elles ont donc, un caractère curatif, en contraste avec celui palliatif des solutions d'assistance.

---

<sup>376</sup> Davis, M. (2004). *Planeta de ciudades-miseria. Involución urbana y proletariado informal*. London: New Left Review.



Fig. 141 Dadaab: Camp de réfugiés le plus grand a monde. Kenya, 14 April 2015  
Source : Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés  
<http://www.unhcr.org/552d12c49.html>

Un cas pertinent de la deuxième approche, est celui de Bishma Nanda Bajracharya. Natif du Népal, Bajracharya présente une étude remarquable sur la pertinence des petites villes dans le développement des zones rurales. La recherche est basée sur son pays natal, dont seulement 10% de sa population habitent dans les zones urbaines. (Bajracharya 1995)<sup>377</sup> Cette nation a une topographie très abrupte, condition analogue à la colombienne, qui fragmente le développement démo-spatial et l'économie en petits « grappes », ce qui rend difficile l'échange de produits, forçant l'agriculture à de faibles niveaux de subsistance. Souvent les études sur les petites villes déclarent que leur développement dépend de la croissance de l'agriculture de la région ; tandis que la nouvelle approche est que les petites villes augmentent la production agricole de la région. Or, les études traditionnelles sont normalement sur des territoires avec une production agricole au-delà de la subsistance, et ne se concentrent pas sur le corrélat entre le pôle urbain et de son territoire ; négligeant ainsi, la connexion entre les villages et les producteurs agricoles, en termes de services urbains, de commercialisation des produits agricoles et de la création d'emploi urbain.

Dans l'étude de cas de Banepa, au Népal, (Fig. 142) le développement urbain n'est pas la conséquence de la production agricole de son territoire, mais plutôt le résultat de sa localisation stratégique et de sa fonction de « porte » pour les produits agricoles de son territoire. Cette ville est le centre d'échange entre son territoire et les grandes zones urbaines, devenant le moteur de la croissance de l'agriculture territoriale, où l'infrastructure de transport est l'élément fondamental.

---

<sup>377</sup> Bajracharya, Bishma Nanda. 1995. *Promoting Small Towns for Rural Development: A View from Nepal*. Bangkok, Thailand: Asia-Pacific Population Journal of The United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific Vol. 10, No. 2, June 1995, pp. 27-50.



Fig. 142 Banepa, Nepal

Source : <http://www.mygola.com/banepa-d1011477/bank>

Cette approche envisage les petites villes comme de charnières entre l'urbain et le rural, dans lesquelles les paysans commercent et transportent leurs produits vers d'autres régions ; tout en se procurant d'intrants agricoles et de services venant des grands centres urbains. Cependant, l'une des fonctions les plus importantes des villages est de générer de la diversité dans les activités, en créant d'emplois urbains et des opportunités de marché, et fournissant de l'infrastructure urbaine et des services de base pour le territoire. Ces éléments sont la clé pour faire les petites villes attrayantes, devenant de filtres pour fixer à la campagne les potentiels migrants vers les grandes villes. Dans les économies non industrialisées, le développement de la campagne dépend de centres d'échange, qui est l'essence même de la ville et la raison historique de l'origine du phénomène urbain. (Annales Economies Sociétés Civilisations 1970)<sup>378</sup> Or, la création de nouvelles petites villes dans les pays en développement implique un processus de décentralisation: politique et économique; ce qui peut s'associer à l'idée grecque de « *ville-état* », fusionné à la notion européenne médiévale de « *sobborgo* », qui est toujours valable dans la plupart d'Europe. (Momford 1964)<sup>379</sup>

---

<sup>378</sup> Annales Economies Sociétés Civilisations. 1970. *Histoire et Urbanisation*. Paris: Armand Colin

<sup>379</sup> Momford, L. (1964). *La cité à travers l'histoire*. Paris: Ed. du Seuil.

## IV. Villages agroindustriels analogues

### Project Jari, Brésil

#### 1. Parcours historique

L'information du projet Jari, est basée sur la Thèse Doctorale : « *La Région du Jari, Un Laboratoire en Amazonie* », de Anna GREISSING. Géographie. IHEAL-CREDA Université Paris III Nouvelle Sorbonne. (2012)

Le projet Jari est une initiative du millionnaire américain D.K. Ludwig dans l'Amazonie brésilienne en 1967. L'américain, de talent visionnaire, avait l'idée de construire un pôle de développement agroindustriel de presque 1,7 million d'hectares dédié à la production de cellulose. Ce point de départ de gros investissements étrangers dans des zones de forêt ou savanes sud-américaines, coïncide, avec une échelle plus modeste, avec le projet *Cimarron* de 72.000 hectares du Prestige Group de la famille Siem de Norvège.

L'aire du bassin des fleuves Jari et Paru, au nord de l'Amazonie du Brésil, est ignoré par les colonisateurs portugais depuis leur arrivée dans le continent américain. Ceci est le résultat, d'une part, de l'énorme distance qui sépare cette région des centres économiques et politiques portugais, concentrée sur la côte Atlantique de la colonie. D'autre part, l'accessibilité à travers les fleuves est très compliquée dû aux gros problèmes de navigabilité. Ces facteurs découragent les dynamiques d'occupation spatiale des portugais dans la région, car ils ne la trouvent pas stratégique pour leurs intérêts. Cette situation est parallèle à celle du Vichada en Colombie, où les centres administratifs et économiques coloniaux des espagnols se situent dans la région andine et dans la côte des Caraïbes.

Pourtant, dans le territoire du Jari il y a des explorateurs européens, et en particulier des anglais et des hollandais, initialement, et postérieurement des français. Ces expéditions construisent quelque installation fortifiée mais elles sont transitoires. La région du nord des Plaines Orientales en Colombie, a aussi des explorations non espagnoles, principalement allemandes mais elles ne créent jamais des véritables installations humaines exogènes.

Dans la géographie du Jari, existent des groupes d'indigènes avant la conquête portugaise, lesquels ont une cosmologie et une ontologie moniste, d'unité de l'homme et la nature ; caractéristique partagée par les habitants natifs de l'Orénoque colombien. Dans les deux cas, l'arrivée des colonisateurs signifie leur déplacement vers des zones plus isolées, la malnutrition et la vulnérabilité aux nouvelles maladies importées d'Europe ; éléments qui déciment la population endogène et en certains circonstances, l'exterminent.

L'occupation des territoires amazoniens du Brésil est conduite principalement par des légions militaires qui ouvrent le chemin de la colonisation, mais ce sont les « *missions* » de l'église catholique portugaise qui sont chargées d'établir les premières installations au long des rivières de la région. De façon symétrique à l'église espagnole, les prêtres lusitaniens ont pour consigne de civiliser les « *indiens sauvages* », en partant de la catéchèse, pour après les organiser en communautés pour travailler ensemble, afin de produire richesse pour les couronnes. C'est une stratégie de soumission physique et culturelle, et d'obtention de main d'œuvre pour les colonisateurs.

Les aborigènes amazoniens, comme ceux de l'Orénoque, sont nomades avec permanences temporaires dans un endroit, dépendant des possibilités de commerce ou de conflits tribaux ; ce qui est lié à une notion d'espace ouvert et sans frontières. Dans le Jari, cette mobilité est dynamisée de manière significative par la colonisation et les flux européens ; affectant les relations de troc et les alliances intertribales. C'est ainsi que les conflits occasionnels entre groupes d'indiens coexistants, devient permanents, comportant une reconfiguration spatiale des territoires indigènes. Si bien les processus historiques de l'Amazonie et de l'Orénoque sont parallèles en méthodes et séquences, ils sont asynchroniques, ayant chacun ses propres temps et particularités.

Après des siècles d'inertie économique et sociale, vers la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, au Jari commence un flux migratoire et une occupation territoriale « *blanche* ». Celles-ci sont l'effet d'un boom du caoutchouc qui attire une population commerçante et opportuniste, et qui donne origine aux latifundiums et l'accaparement foncier. C'est le prélude des activités extractivistes de cette région qui la projette vers une économie globale, consolidée dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Dans le bassin de l'Orénoque colombien un boom de caoutchouc a lieu en même temps qu'au Jari, avec un succès plus éphémère, mais avec des impacts démo-géographiques négatifs permanents.

## **2. Les changements du XX<sup>ème</sup> siècle**

La région du Jari a une surface de presque 2 millions d'hectares, avec une population de 120.000 habitants, distribués en quatre centres urbains importants et plusieurs villages. Cette région est située dans une zone de frontière politique interne du Brésil et de frontière agraire. En comparaison, la municipalité de La Primavera a une superficie de 2,14 millions d'hectares et une démographie de 14.000 personnes ; ayant 3.000 habitants dans le principal pôle urbain et le reste en plusieurs hameaux, mais surtout dans les zones rurales. La Primavera est aussi localisée dans la frontière agraire du pays, et sur la frontière internationale avec le Venezuela. Si bien l'aire des deux régions est très similaire, et ont une connotation de limite, la densité démographique est complètement différente ; ce qui signifie que la problématique géo-anthropologique est encore plus aigüe dans les Plaines Orientales.

Le Jari est une région de forêt tropicale primaire riche en ressources naturelles, en particulier caoutchouc et noix du Brésil. Pendant la première partie du XX<sup>ème</sup> siècle, l'exploitation des produits de la forêt est le grand dynamiseur de l'économie locale et de la distribution et occupation démo-spatiale. Dans le cas de La Primavera, située dans un écosystème de savanes plates natifs, les activités primordiales sont l'agriculture d'autoconsommation et l'élevage extensif de basse intensité de bovins ; étant toutes les deux développées de façon traditionnelle.

Au début du dernier siècle, un homme change radicalement l'histoire de Jari. Le commerçant brésilien José Julio de Andrade arrive à la région, laquelle est très peuplée par des familles de paysans et quelques groupes indigènes, disséminés le long des rivières et dédiés à l'extraction artisanale. Très rapidement de Andrade monopolise la récolte de latex et noix de la région pour l'exportation, et grâce à son pouvoir politique locale et puissance économique, typiquement « *gamonaliste* », il parvient à concentrer sous son autorité à-peu-près 3 millions d'hectares devenant le plus grand latifundium du monde. (Lins 2001)<sup>380</sup> Il est clair que cette appropriation foncière, à la dure, comporte des actes illégaux, y compris des faux titres à travers de manipulations notariales, et de la violence ; qui aboutissent à un processus silencieux et graduel de dépouillement de terres des paysans, qui deviennent des péons de de Andrade, obligés à vendre la cueillette au seul acheteur du marché. (Filocreao 2002)<sup>381</sup> Cette stratégie de concentration de terres rurales est parallèle à celui utilisé aux Plaines Orientales depuis l'aube du XX<sup>ème</sup> siècle.

Ce paradigme d'exploitation paternaliste, se fonde sur un binôme d'héritage colonialiste : protection-autorité et dépendance-soumission, qui configure les systèmes démo-spatiaux de la campagne amazonienne et de l'Orénoque, présents toujours aujourd'hui. Ce modèle, pourtant, est insoutenable et en 1948 de Andrade laisse la région, ses terres et l'entreprise. Les nouveaux propriétaires sont des commerçants portugais connus comme « *le Portugais* », qui améliorent la productivité de l'exploitation et diversifient les activités avec de l'agriculture et l'élevage, dirigés vers le marché de la région. Ceci génère prospérité dans la région, ce qui crée une dynamique spatiale, avec de nouvelles installations le long des rivières, jusqu'à 52, qui impliquent la construction de communautés régionales importantes, lesquelles subsistent encore. (Fig. 143)

---

<sup>380</sup> Lins, Cristóvão. 2001. *Jari: 70 Anos de História*. Rio de Janeiro: Dataforma.

<sup>381</sup> Filocreao, Antonio Sergio. 2002. *Extractivismo e capitalismo na Amazonia: a manutenção, funcionamento e reprodução da economia extractivista do sul do Amapá*. Macapá: SEMA.



Fig. 143 Arumanduba, centre extractiviste de de Andrade(1920)

Source : Anna GREISSING, *La Région du Jari, Un Laboratoire en Amazonie*. Thèse Doctorale. (2012)

### 3. La révolution du projet Jari

À la fin des années 1960, l'un des plus riches américains acquiert les terrains « *de Portugais* » autrefois de de Andrade. Cet américain propriétaire d'un conglomérat d'entreprises présentes en 23 pays, a le rêve de transformer le Jari dans un laboratoire socioéconomique de sylviculture, élevage et exploitation minière. (Pinto 1986)<sup>382</sup> Daniel K. Ludwig, donc, commence le méga-développement appelé « *Projet Jari* », de plus de 2 millions d'hectares, centré sur l'industrie du bois et du papier ; superposant une production moderne sur l'ancienne activité extractiviste. (Droulers 2004)<sup>383</sup>

L'établissement du « *Projet Jari* » ce n'est pas un acte fortuit, car l'américain a besoin d'une surface énorme de terre pour implanter une monoculture à grande échelle, condition qui se concrétise avec l'arrivée au pouvoir d'un régime militaire. Ludwig et la junte partagent la même vision d'incorporer la région amazonienne à l'économie et à l'administration nationale ; le tout sous le principe de transformer un territoire « *vide et sauvage* » en un pôle de développement économique. Profitant de cette conjoncture, le projet reçoit des bénéfices financiers importants tels qu'exonérations tributaires aux importations et aux exportations, et des crédits à des taux d'intérêts très bas. Ce contexte économique et géopolitique, et l'approche culturelle de la région, sont très proches, à *grosso modo*, à ceux initiaux du projet *Cimarron* des norvégiens.

---

<sup>382</sup> Pinto, Lúcio Flávio. 1986. *Jari. Toda a verdade sobre o projeto Ludwig. As relações entre estado e multinacional na Amazônia*. São Paulo: Editora Marco Zero.

<sup>383</sup> Droulers, Martine. 2004. *L'Amazonie. Vers un développement durable*. Paris: Armand Colin.

Dans ces circonstances, le projet brésilien démarre avec diverses productions à l'échelle industrielle, en particulier celle de cellulose, supportée par des cultures extensives plantées à ce propos. Le plan de Ludwig est l'établissement de 220.000 hectares de monoculture, et en 1967, l'aire est déboisée par 2.000 travailleurs. Le bois résultant, est utilisé dans la construction des baraques des employés et l'exportation. La brousse restante est brûlée et successivement replantée 100.000 hectares de arbres pour l'industrie du papier. La seconde phase du « *projet Jari* » est sur une superficie de 120.000 hectares prévue pour la fin des années 1980. Le projet commence à produire cellulose en 1978 quand la plantation établie par l'américain est mûr. Parallèlement, une culture de riz est plantée dans les zones inondables, ainsi que des palmes à huile, la banane et la canne à sucre dans les aires sèches ; et de l'élevage pour la viande. Ludwig entreprend aussi l'exploitation minière de kaolin, ce qui dévoile le caractère prédateur de ressources de l'américain.

Le projet *Cimarron* diffère de celui de Ludwig en échelle, mais surtout de *modus operandi*, car à La Primavera l'écosystème est de savanes couvertes de pâturage, et donc, les plantations proposées n'affectent pas la forêt tropicale, comme est le cas de Jari. Dans le processus de culture au Vichada, il n'y a pas déforestation et les espèces choisies sont de production tardive, et la récolte des produits ne comporte pas l'exploitation de bois. Celle-ci est une différence radicale entre les deux projets, car *Cimarron* part des principes de durabilité environnementale et social, tandis que Jari se centre exclusivement sur la soutenabilité économique.

Au cours de l'exécution des projets de Jari, l'entrepreneur met en place de l'infrastructure urbaine et industrielle où il n'existe rien. Or, Ludwig construit des infrastructures et des installations urbaines uniquement pour les activités administratives et le personnel cadre de la compagnie ; instaurant le concept américain des « *company-towns* » exclusivistes et déconnectées du contexte démo-spatial du territoire, en ce cas-là l'installation de Monte Dourado. À quinze kilomètre de celle-ci, sur le fleuve Jari, se trouve le complexe industriel de cellulose et kaolin de Munguba avec une annexe d'habitations pour les employés ; tandis que les travailleurs des plantations sont logés en silvivilas et campements dans la forêt proche des exploitations. Les silvivilas sont des petites installations de la compagnie avec des infrastructures et des services de bases, situées au milieu de la sylviculture pour effectiviser cette opération ; celles-ci sont conçues comme des installations permanentes pour des travailleurs avec familles, contrairement aux campements qui sont plus précaires et avec une optique temporaire. Or, s'un employé veut habiter avec sa famille dans une silvivila doit payer un loyer, ce qui stratifie les employés, générant une segmentation discriminatoire.

La « *company-town* » de Monte Dourado est projetée comme une villette de la compagnie, ayant toute l'infrastructure et les services de base pour les fonctionnaires. Celle-ci inclut des maisons avec des petits jardins, une institution éducative, un hôpital, un supermarché, une

église, une banque, un bureau de poste, deux restaurants, des petits commerces, deux clubs de sport et de loisir et un hôtel. (Sautchuk 1979)<sup>384</sup> La mission de la « *company-town* » est celle de matérialiser un « *ordre économique* », en ségrégant les employés, basé sur les classes socioéconomiques présentes dans l'entreprise. La justification pour cette séparation est d'augmenter la productivité à travers une culture de relations interpersonnelles, et d'éviter des conflits sociaux interclassistes.

*Cimarron* part d'une réalité géopolitique similaire à celle de Ludwig, car à La Primavera comme au Jari, il n'y a aucune infrastructure ou services de base, et ils n'existent pas des installations humaines ou des activités industrielles dans le territoire. Dans les deux cas on part de zéro, pourtant, l'approche des norvégiens diffère fondamentalement de celui de l'américain ; même si le paradigme des enclaves régionales, « *company-town* », est parmi les alternatives étudiées par les nordiques. Le projet *Cimarron* s'incline vers une vision intégrante pour trouver une proposition équilibrée avec le contexte démo-spatial du Vichada. Conséquemment, ce développement se penche pour une solution unitaire qui contraste avec celle isolante des américains ; essayant de construire des ponts et des réseaux sociaux, économiques et environnementaux, qui conduisent à des synergies et symbioses territoriales. Cette prospective interconnectante est en claire opposition avec celle de muraille fermée du projet Jari. Pour *Cimarron*, ils n'existent pas des installations de la compagnie différenciées, mais plutôt une installation humaine de la communauté, y compris les fonctionnaires et les employés du développement.

Le projet Jari produit des véritables mutations géo-anthropologiques dans la région, car l'écosystème et les dynamiques économiques changent leur caractère naturel et traditionnel. La forêt tropicale native disparaît, remplacée par des sylvicultures, et avec elles, les activités extractives. Les habitants indigènes sont déplacés, générant deux flux migratoires opposés ; d'une part vers la périphérie des nouvelles plantations, où ils continuent avec leurs activités rurales ancestrales telles que : l'agriculture de subsistance, pêche et chasse. Le second flux se dirige vers des installations spontanées qui émergent, de l'autre côté de la rivière, comme des miroirs informels synchroniques des « *company-towns* ». Ces agglomérations sont les incubateurs des « *premiers bidonvilles de l'Amazonie* », qui commencent comme de baraques sur pilotis converties en creuset socioculturel, où les natifs se mêlent avec des migrants venus d'autres régions du Brésil, attirés par le mirage d'un boom économique. (Fig. 144)

---

Sautchuk, Jaime. 1979. *Projeto Jari, A Invasão Americana: as multinacionais estão saqueando a Amazônia*. São Paulo: Brasil Hoje.



Fig. 144 Beira de Laranja do Jari. 2009

Source : Anna GREISSING, La Région du Jari, Un Laboratoire en Amazonie. Thèse Doctorale. (2012)

Tandis que les « *company-towns* » Monte Dourado et Munguba, ont toutes les infrastructures et les services de base pour le bien-être des fonctionnaires de la compagnie, les bidonvilles sont un foyer de misère ; où le chômage, la criminalité, l'insécurité et la violence règnent. Celui-ci est le paradoxe d'un développement rural à grand échelle basé exclusivement sur le monopole et le profit économique privé, qui tranche un espace sociétale et un paysage rural et urbain, en deux réalités contradictoires. D'ailleurs, l'écart entre la croissance démo-spatiale des deux côtés du fleuve est pathétique, ayant les bidonvilles une densification débordée et une expansion chaotique, contrastée par une démographie modérée et une installation ordonnée de la « *compagnie-town* ». (Fig. 145) (Fig. 146)



Fig. 145 Monte Dourado Projet Jari décade des 80.

Source : Aurelio Santos Jr 2003 <http://www.panoramio.com/photo/5202006>



Fig. 146 Laranjal do Jari 37.000 habitants et Monte Dourado 8.000 habitants. Deux réalités.  
Sources : Anna GREISSING, La Région du Jari, Un Laboratoire en Amazonie. Thèse Doctorale. (2012)  
Google-Earth 2010

La fracture spatio-écologique, marquée par une déforestation systématique de la forêt native, comporte une fracture socioéconomique profonde du tissu sociétal qui résulte dans une expulsion démographique des familles aborigènes de la part du projet agroindustriel. Ceci génère un flux migratoire interrégional qui s'installe dans les bidonvilles périphériques du complexe industriel de Jari, dans des conditions de misère, et travaillant comme péons dans la sylviculture de l'entreprise américaine. Cette situation crée un rejet général au large du Brésil à la fin des années 1970, et une revendication nationaliste aux égards de la souveraineté du pays sur la forêt amazonienne. C'est un moment crucial de mobilisations sociales contre la Junte Militaire et de mauvais résultats de la production de cellulose, qui questionne la viabilité économique du projet.

L'échec de l'initiative de Ludwig dérive d'une série de facteurs environnementaux ; d'une part, l'usine importée du Japon pour la production de la cellulose est un investissement trop élevé, qui n'arrive pas à devenir rentable ; de l'autre côté, l'américain n'utilisent pas des espèces natives pour les plantations, mais plutôt la *Gmelina arborea*, un arbre originaire de l'Asie où il a une croissance très rapide, pourtant cette espèce n'est pas adaptée pour le climat et sol de l'Amazonie. Finalement, l'usine a besoin de beaucoup d'énergie pour son fonctionnement, et la seule alternative existante est l'utilisation de bois comme source énergétique, ce qui signifie sacrifier de la matière première du processus de la cellulose. Ceci devient un cercle vicieux irrésolu, nonobstant la bonne productivité du projet de kaolin,

qui oblige l'américain à abandonner son aventure amazonienne en 1982, après 15 ans de travail et un milliard de dollars investis. (Rosenburg 2007)<sup>385</sup> Le projet initial laisse, quand même, une infrastructure et une expérience importantes. (Fig. 147), (Fig. 148), (Fig. 149)

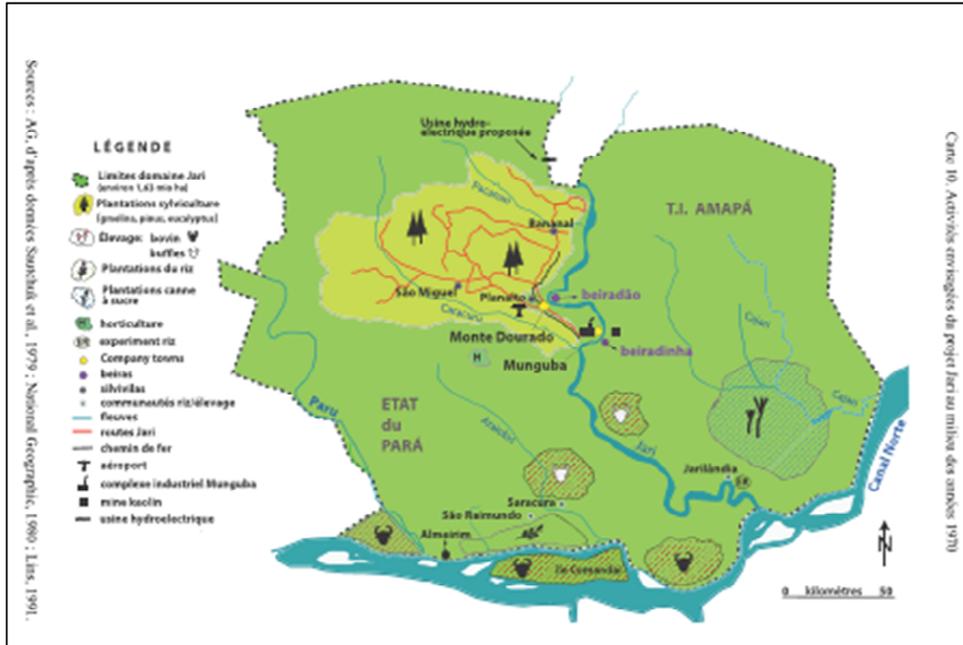


Fig. 147 Activités envisagées du projet Jari au milieu des années 1970

Sources : Anna GREISSING, La Région du Jari, Un Laboratoire en Amazonie. Thèse Doctorale. (2012) D'après données Sautchuk et al., 1979 ; National Geographic, 1980 ; Lins, 1991.



Fig. 148 Complexe industriel de Munguba, à droite la « company-town ». Fin des années 1970

Sources : Anna GREISSING, La Région du Jari, Un Laboratoire en Amazonie. Thèse Doctorale. (2012) Photo Loren Mc Intyre 1975

<sup>385</sup> Rosenberg, Cynthia. 2007. «O desafio de salvar o Jari.» *Epoca Negócios*, juin: 54-72.



Fig. 149 Rizicultures, années 1970

Sources : Anna GREISSING, *La Région du Jari, Un Laboratoire en Amazonie*. Thèse Doctorale. (2012) Photo Loren Mc Intyre, années 1970

Le projet *Cimarron*, dans ses débuts, a des échecs similaires à ceux du Jari liés au mauvais choix de cultures et à l'importation de machinerie très coûteuse et non nécessaire. Dû à l'échelle beaucoup plus réduite de projet norvégien, l'investissement est moins élevé et le temps de correction plus court. Ceci implique des relations difficiles avec la communauté de Nueva Antioquia, à cause de promesses non tenues de la part des nordiques. L'instabilité politique nationale et la présence de la guérilla et des paramilitaires dans la zone, génèrent des situations proches à celles du projet Jari.

#### 4. « Nationalisation » du projet Jari

En 1982, le groupe entrepreneur brésilien CAEMI, conformé par 22 grandes compagnies, prend control de la Jari Cellulose, devenant ainsi un projet national. La situation de la Jari à ce moment-là est assez compliquée car elle est très endettée, le management est inefficace, et la production de cellulose déficiente. Une restructuration générale a lieu comportant une réduction d'employés, l'utilisation d'espèces endogènes pour le projet de sylviculture, la diminution de l'élevage, l'abandon de la production de riz, l'intensification de la production de kaolin et l'exploitation d'une mine de bauxite.

Nonobstant les changements, les problèmes financiers semblent mettre en doute le succès du projet, et le support politique nationaliste de la région commence à disparaître. Le drapeau du nationalisme arboré contre « *l'enclave américaine* » de Ludwig perd force, substitué par des contestations sociales et foncières des communautés locales, qui rappellent l'origine conflictuel des terres du projet du Jari.

Cette situation se dégrade dans la décennie des 1990, et une reconfiguration territoriale de l'État s'effectue. Deux réserves, avec un totale de 1.284.000 hectares, sont désignées pour

la population locale et les indigènes afin de garantir leurs activités extractivistes. Les nouvelles territorialités, pourtant, ne sont pas respectées par les propriétés du projet Jari, qui les considèrent encore part de leurs terres. Ce scénario est aggravé par la dichotomie spatiale entre les zones de Munguba et Monte Dourado, où les installations de l'entreprise sont situées de l'autre côté de la rivière des aires des bidonvilles.

À part les problèmes périphériques du Jari, il y a une situation encore plus complexe qui est l'existence de plus d'une centaine de communautés à l'intérieur du projet. Ces populations sont expulsées récurrentement par la compagnie, en utilisant la force, mais elles s'organisent en deux groupes qui revendiquent leurs droits sur la terre. D'une part, on trouve les anciens habitants de la région qui l'occupent avant l'arrivée de Ludwig. De l'autre part, les nouveaux habitants venus d'autres régions pour s'incorporer comme main d'œuvre dans le projet du Jari, et qui après sont licenciés.

À la fin des années 1990, le projet privé n'arrive pas encore à être viable économiquement, et seulement la portion destinée au kaolin est rentable. Parallèlement, la situation géopolitique continue à s'éroder, ce qui porte au conglomérat brésilien à abandonner cette initiative.

## **5. Le projet Jari au XXIe siècle**

Le groupe Orsa, une holding brésilienne de l'industrie du papier et du carton d'emballage acquiert, en 2000, le projet Jari par un dollar ; mais cela implique prendre en charge une dette de 414 millions de dollars. Le groupe propose un plan de sauvetage de la Jari, partant des innovations techniques pour moderniser l'usine et la production de cellulose ; celles-ci basées sur un paradigme de gestion territoriale qui suive les principes du développement durable lancés dans le Sommet de Rio en 1992.

Le virage à 180 degrés pris par le groupe Orsa cherche deux objectifs : le premier est de rentabiliser la production de cellulose pour rendre économiquement durable le projet ; et le second est de regagner la confiance de la population locale et le soutien politique de l'État. Ce dernier objectif est dirigé à apaiser les revendications et résistance sociale qui peuvent affecter la viabilité du projet à long terme. La nouvelle stratégie d'Orsa est, donc, une réponse aux contradictions du projet agroindustriel des entrepreneurs précédents ; en tentant de résoudre le problème de gestion territoriale et de gouvernance dérivé d'une présence fragile de l'État, des conflits sociaux actifs et des entrepreneurs paternalistes et tout-puissants.

Pour légitimer le projet Jari, Orsa se centre sur trois vecteurs : du côté environnemental propose des investissements considérables dans les processus productifs pour les rendre plus écologiques ; dans l'aspect économique décide une mise en valeur de 450.000 hectares non utilisées, à travers une nouvelle compagnie dédiée à l'exploitation forestière ; et

finalement, le thème social est abordé avec la création d'une fondation social, la Fondation Orsa, laquelle est chargée de matérialiser la politique de responsabilité sociale proposée par le groupe.

Le groupe Orsa veut se présenter comme un pionnier du développement durable en Amazonie, et lance une stratégie de marketing basée sur l'image d'une compagnie « verte ». Des efforts financiers sont faits pour moderniser l'usine et réduire les impacts négatifs sur l'environnement, mais malgré ceux-ci, le complexe de Munguba reste obsolète et les effets collatéraux sur la santé de la population voisine sont alarmants, y compris augmentation des taux de cancer et des maladies respiratoires.

Afin d'établir une légitimité territoriale, le groupe crée la compagnie Orsa Florestal, laquelle met en place des opérations de sylviculture sur 545.000 hectares ; ce qui lui permet de justifier le contrôle et la gestion des 1.265.129 hectares sur lesquels le groupe revendique la propriété. Pour maintenir l'image d'entreprise « durable », l'exploitation forestière suit les linéaments de gestion du FSC, devenant la plus grande exploitation de bois tropical au monde avec une certification verte. Or, du point de vue de la rentabilité, ce projet génère des profits beaucoup plus modestes de celui de la cellulose, 70 millions dollars contre 312 millions dollars ; néanmoins, il consolide l'image écologique de la compagnie et sa responsabilité environnementale.

La création de la Fondation Orsa répond à la nécessité de matérialiser l'idée de responsabilité sociale proclamée, devenant une sorte de « bras social » de la compagnie. La Fondation est dotée d'un budget équivalent à 1% du chiffre d'affaire de l'entreprise, lequel est utilisé pour promouvoir de petits projets d'assistance sociale. Ce mouvement permet au groupe de démontrer son engagement avec le développement social durable de la région, en s'autoproclamant laboratoire social référent pour l'Amazonie.

Par rapport au projet du groupe Orsa, *Cimarron* partage les principes de développement durable, mais avec une dimension démo-spatiale intégrale, basée sur une approche proactive. Cela veut dire, que les éléments écologiques, sociaux et économiques interagissent binaires, de la communauté locale vers le projet agroindustriel, et vice-versa. *Cimarron* depuis le début planifie et prospecte ces éléments dans le cadre de l'Agenda 21, de cette façon, le projet environnemental est programmé avec un critère écologique basé sur les écosystèmes, la bio capacité et la biodiversité, comportant les activités agraires, industrielles, urbaines, communautaires et privées. De la même manière, le projet économique comporte une vision holistique qui intègre les processus productifs, communautaires et privés, à travers des symbioses et synergies ; fondés sur la productivité, la croissance et l'autosuffisance, qui ont rapport avec des notions de vocation, chaîne productive et bénéficiaire final. Or, le rôle de l'entreprise est de catalyseur productif associé, où le corrélat social est intrinsèque et participatif du développement économique,

sans lequel ceci n'est pas durable. Dans l'aspect social, *Cimarron* se détache du modèle paternaliste de la Fondation Orsa. Le projet norvégien s'incline pour une étroite collaboration avec des ONG sociales et écologiques, lesquelles sont chargées de construire la communauté avec une contextualisation démo-géographique régionale. Prestige Group appuie le développement social, mais sans interventionnisme interne, de manière que les habitants du territoire aient égalité d'opportunités, identité culturelle et autonomisation, traduites en autogestion et gouvernance. Entre Orsa et *Cimarron* existent des coïncidences formelles mais des divergences fondamentales dans l'application des principes de développement durable.

La démarche de la Fondation Orsa confirme les discordances avec *Cimarron*. Depuis son début, Orsa change persistamment ses stratégies d'action, en tentant que s'adapter à une réalité contextuelle négligée, et contraire à celle de Saõ Paulo, base du groupe. C'est ainsi qu'ils passent d'une approche d'assistanat communautaire à un appui institutionnel régional ; de petit projet sociaux à la formation professionnelle, la santé e l'éducation ; de l'aide aux habitants urbains à celle des paysans isolés et leurs activités agraires ; et dernièrement, se concentre en la consolidation de la gestion régionale, le renforcement des ONG, et l'appui au PME rurales.

La Fondation se métamorphose, d'initiative philanthropique à agence privée de développement. Ce nouveau rôle, dans une région sans présence de l'État, comporte des contradictions dangereuses ; car elle assume les fonctions de l'Etat, ce qui est interprété comme une prise du pouvoir politique régional par le groupe. Cette situation génère des conflits d'intérêts complexes, compte tenu de l'énorme superficie contrôlée et le monopole qui exerce dans le territoire où ils existent 110 communautés bien établies.

Dans le cas des petits projets productifs ruraux dirigés aux paysans, la Fondation dénote une grande ignorance, et irresponsabilité sociale et environnementale. Un projet phare est celui des plantations d'eucalyptus, arbre exogène originaire de l'Australie, qui consomme beaucoup d'eau sans la retenir, en l'évaporant par les feuilles ; en plus est une espèce envahisseur qui ne laisse pas grandir d'autres espèces. Conclusion, est un arbre qui dessertisse et qui attaque la biodiversité, deux axes du développement durable. D'autre part, l'Orsa garanti l'achat du bois, fournit les crédits pour les plantations, les plants et les engrais. La vente du bois peut devenir une source de revenu intéressante pour les paysans, le problème consiste que cette plantation a un temps de maturité de sept ans et qui exige beaucoup de travail et de main d'œuvre. Avec ces conditions, il est impossible pour un paysan d'avoir de l'eucalyptus et des cultures de consommation au même temps ; car ce type de plantations a besoin des gros capitaux, terres et activités alternes. Or, le projet est impulsé par la Fondation, mais c'est la compagnie Jari qui s'occupe de tout ; ce qui jette une ombre de doute sur la bonne foi de l'initiative.

La Fondation devient un point très controversé du groupe Orsa, considérée pour une grande portion de la population de la région comme une « farce » pour vendre une image sociale de la compagnie. Il est très souvent que les communautés accusent la Fondation de privilégier les projets d'eucalyptus en détriment des autres activités rurales telles que : la pisciculture et élevage. D'ailleurs, la Fondation décourage l'élevage, signalé comme non durable car stimule la déforestation, pourtant le projet Jari possède près de 100.000 animaux dans leurs terres, destinés à la production de viande. Ces paradoxes provoquent des tensions sociales, qui sont accentuées par l'inégalité d'opportunités d'exploitation forestière, car Orsa Florestal en 2008 rapporte 140.000 m<sup>3</sup> de bois tropical, tandis que les habitants locaux ont besoin d'une autorisation spéciale de l'agence de gestion environnementale pour couper un arbre. La Fondation semble une façade socio-écologique pour blanchir les opérations du projet Jari, car la plupart des communautés de la région continuent à manquer de l'infrastructure et des services de base.

L'histoire du projet du Jari, est celle de la métamorphose caméléonesque du plus grand latifundium au monde qui traverse des étapes de crise, et qui réussit à survivre nonobstant les mutations démo-spatiales et les défis environnementaux. Celui-ci, par son contexte démo culturel et éco-géographique proche au Vichada, est sans doute un point de référence pour le projet *Cimarron*, en particulier en ce qui concerne les erreurs, dont on doit tirer la leçon.

## Installations agroindustrielles colombiennes

Aujourd'hui, le rôle social des entreprises colombiennes dans leurs activités est en train d'évoluer, ceci comme conséquence de la situation socio-politique du pays. Il y a des exemples de développement agricole privé dans des zones rurales de haut conflit social, où les entrepreneurs ont commencé à travailler avec une certaine responsabilité sociale, afin de maintenir les processus productifs nonobstant les problèmes générés par les groupes armés.

Il y a deux initiatives de développement rural alternatif privé et de la société civile, qui méritent d'être considérées. La première comporte un projet agroindustriel qui inclut les travailleurs dans les processus productifs, en générant des synergies entre les employés et la compagnie. Celle-ci est *Indupalma*.<sup>386</sup> La deuxième initiative est celle de *Gaviotas*,<sup>387</sup> un projet de développement durable au Vichada entrepris par le philanthrope Paolo Lugari et des institutions éducatives et écologiques. Ces expériences, ayant des approches et des intérêts très différents, servent comme référents d'apprentissage pour futures tentatives.

---

<sup>386</sup> Industrie Agricole de la Palme

<sup>387</sup> Centro de Recherche

## 1. Indupalma

Indupalma est une compagnie du secteur palmiculteur en Colombie, laquelle est située dans le Magdalena Medio, une zone où la guérilla et les groupes paramilitaires ont un fort pouvoir local. Le pétrole et la cocaïne sont les produits stratégiques qui soutiennent ces groupes armés dans un combat continu pour le territoire.

Indupalma travaille dans la région pendant plus de vingt années, générant des revenus pour les habitants de la zone, en les encourageant à travailler dans la production de palme africaine comme moyen de développement, en tant qu'antidote contre les groupes armés. Dans le processus d'intégration des paysans à leur projet agroindustriel, ils établissent l'éducation comme l'axe basique développant.

Dans un premier temps, l'éducation est centrée sur les principes et les valeurs pour la construction de la personnalité et l'estime de soi des paysans, avant de démarrer le processus de formation sur des nouvelles technologies et l'administration agraire. Ce parcours pédagogique prétend donner aux agriculteurs une certaine autonomie pour prendre des décisions en matière économique, à travers la création des Unités Économiques Autonomes. Celles-ci interagissent avec d'autres entreprises de production, comme c'est le cas d'Indupalma, créant ainsi des résultats positifs dans un processus de création de richesse qui doit être durable et démontrable.

Ce paradigme cherche de favoriser un nouveau concept de bien-être et de richesse, permettant la participation des tous les facteurs impliqués dans le processus de production, et pas seulement à la croissance du capitale. Ce modèle part de la prémisse que si le développement économique est durable dans le temps avec des résultats croissants, l'aspect social est aussi durable.

Indupalma propose des alliances pour lancer un projet productif avec la participation du gouvernement, le secteur privé et financier et les associations d'agriculteurs. La proposition est de faire une réforme agraire à partir du secteur privé, à travers les membres des coopératives d'agriculteurs, de façon qu'ils deviennent propriétaires de la terre et les cultures, pour améliorer leur mode de vie. Cette initiative affirme que seulement de cette manière, les facteurs qui engendrent la violence peuvent disparaître.

Aujourd'hui, plus de 300 agriculteurs, qui possèdent leurs propriétés, plantent des cultures de palmiers africains avec le soutien du secteur financier national. Les bénéficiaires du projet proviennent de différentes parties du pays. Il est important de noter que la principale activité économique dans la région est associée à la culture de palme, suivie par le bétail, le commerce, l'exploitation minière et la pêche.

Les dernières statistiques établies par le gouvernement local, montrent une augmentation de l'indice du PNB et du capital social. Dans le processus, le rôle joué par les coopératives est fondamentale ; tandis que la compagnie crée une manière différente de résoudre une crise financière profonde et du travail, générant de nouvelles opportunités pour les habitants de la zone, qui dans le futur peuvent être acteurs principaux de l'expansion de la palme africaine et des propriétaires de la terre et les cultures.

La deuxième phase du projet se concentre sur la capitalisation des coopératives pour l'acquisition machinerie, précédemment propriété de la compagnie, à travers un mécanisme de financement à moyen terme, à payer avec les revenus de la relation contractuelle. Il y aura aussi une aide à la formation permanente en matière agricole et d'administration, pour les coopératives. La dernière phase implique l'achat des terres par les membres des coopératives.

Le projet promu par Indupalma, « *L'expansion de la frontière des palmiers* », est le résultat du travail d'équipe où les objectifs suivent le rêve de construire une nouvelle région, un nouveau pays et une nouvelle culture encadrée dans un développement coopératif économique et social. La compagnie, qui réalise l'étude de faisabilité avec les projections du marché national et international, se propose comme intermédiaire, apportant soutien technique et toute l'expérience de 40 années dans l'entreprise de l'huile de palme. En échange, elle commercialise les produits en assurant l'achat de la récolte, supervise le déroulement du projet et maintient la formation des membres. (Indupalma S.A. 2015)<sup>388</sup>

Ce projet, qui est plein de bonnes intentions, part de deux prémisses fausses : l'une est d'assumer que l'économie durable implique automatiquement durabilité sociale ; l'autre est d'imposer une vision centraliste d'expansion de la frontière agraire qui favorise une colonisation économique exogène interrégionale, en niant le contexte humain et culturel local. Le projet donc, est une alternative de développement économique durable, avec des solutions de forme pour gérer la production de palmier africain, mais absente de propositions de fond au niveau social.

Il y a deux éléments préoccupants dans la proposition d'Indupalma qui sont antinomique aux principes du développement durable intégral. D'une part, la compagnie monopolise la commercialisation de la production des coopératives, cela veut dire qu'ils atomisent les risques de la production entre les agriculteurs, mais ils conservent l'exclusivité d'achat et vente des produits. Ceci signifie que la partie la plus risquée des affaires est socialisée, tandis que celle la plus sûre et économiquement avantageux est privatisée ; avec l'aggravant qu'Indupalma contrôle les prix d'achat et vente des produits. D'autre part, après vingt ans de projet en exécution, seulement les étapes liées à la capacitation des agriculteurs et la

---

<sup>388</sup> Indupalma S.A. (2015, mars 5). *Responsabilidad Social Corporativa*. Récupéré sur Indupalma.com: <http://www.indupalma.com/rse>

création des coopératives sont mises en place, laissant la phase finale du projet, le transfert de la propriété de la terre aux paysans, inachevée.

Finalement, le projet de palmier africain suit le paradigme d'enclave, ce qui implique une économie et une spatialité dissociées du contexte géo anthropologique de la région. Du point de vue environnemental, l'exploitation agricole extensive et mono culturelle d'une espèce exogène, en rupture avec l'écosystème endémique et la biodiversité, représentent un péril réel pour la durabilité écologique du territoire et une menace pour la sécurité alimentaires des habitants. Du côté social, le projet a une approche paternaliste qui offre des services de base et infrastructure, plus au moins subsidiés aux employés, mais ne construit pas une communauté démo-spatiale. Il n'y a une appropriation spatiale des individus, et par conséquent, il n'existe pas un sens d'appartenance et identitaire. Ceci comporte une négation à l'autonomisation, l'empouvoirement, et la collectivisation, composantes essentielles du développement humain durable. (Fig. 150), (Fig. 151)



**Fig. 150 Indupalma. Photo aérienne. 2013**

**Source : Rapport de Durabilité, Pag. 6-7. 2013. INDUPALMA**



Fig. 151 Indupalma. Photo aérienne. 2014  
Source : <http://www.indupalma.com/nuestro-negocio>

## 2. Centre Las Gaviotas

Gaviotas<sup>389</sup> est un village d'environ 200 personnes dans le département du Vichada en Colombie. Pendant quatre décennies, les « *Gaviotiens* » - paysans, scientifiques, artistes, et des anciens enfants de la rue - luttent pour construire une oasis de durabilité dans les lointaines savanes arides de l'est de la Colombie, une zone ravagée par le conflit interne. Les villageois ont planté des millions d'arbres, régénérant ainsi une forêt tropicale native, en utilisant des pratiques agricoles biologiques et des sources d'énergie éoliques et solaires. Dans ce programme, chaque famille bénéficie d'un logement gratuit, des repas communautaires, et la scolarisation ; d'autre part, il n'y a pas d'armes, ni de police, et non plus de prison, ni de maire. Gaviotas est nommé par l'ONU comme un modèle de développement durable et Gabriel Garcia Marquez appelle son promoteur, Paolo Lugari, « *l'inventeur du monde* ». (Weisman 1998)<sup>390</sup> D'autre part ce centre de recherche environnementale, fournit l'une des applications les plus avancées de l'initiative émission zéro, *Zeri*.<sup>391</sup> (Pauli 2015)<sup>392</sup>

Certaines des innovations qui révèlent l'esprit des « *Gaviotiens* » sont :

- i. Forêts Tropicales Durables
  - a) Plantation d'une forêt durable polyvalente de 8.000.000 de Pins tropicaux de l'espèce *Caribaea*, variété *hondurensis*, avec des technologies non conventionnelles en utilisant les mycorhizes, avec des graines de la forêt tropicale de la Mosquitia (Honduras et Nicaragua). Ceci aboutit à la restauration spontanée

<sup>389</sup> Les Mouettes en français.

<sup>390</sup> Weisman, A. (1998). *Gaviotas: A Village to Reinvent the World*. Vermont: Chelsea Green Publications.

<sup>391</sup> Zero Emissions Research and Initiatives (ZERI) est une initiative établie par Gunter Pauli en 1994 à l'Université des Nations Unies (UNU).

<sup>392</sup> Pauli, G. (2015, mars 9). *Reforestation: Las Gaviotas, Colombia*. Récupéré sur [Zeri.org](http://www.zeri.org/ZERI/Reforestation.html): <http://www.zeri.org/ZERI/Reforestation.html>

de plus de 250 espèces natives du tropique humide, en augmentant sensiblement la biodiversité et les volumes de biomasse.

- b) Mise en place d'une bio-fabrique, sans utiliser aucun produit chimique, pour la transformation de la résine récoltée des pins tropicaux, produisant de la colophane et la térébenthine. L'extraction de la résine se fait avec des technologies douces qui n'ont pas un impact négatif sur la forêt.
- c) Conception, fabrication, installation et exploitation d'une usine de biocarburants en utilisant comme matière première l'oléorésine des pins Caraïbes.
- d) Usine pilote d'extraction d'huile de palm Seje ; espèce native très répandue dans les forêts galeries du bassin de l'Orénoque.

## ii. Energies Renouvelables

- a) Chauffe-eau solaire tropicalisé (100% solaire) sans pièces mobiles, basé sur le thermosiphon.
- b) Bouilloire solaire compacte individuelle qui permet de fournir de l'eau potable, à source 100% solaire, avec une capacité quotidienne de 8 gallons.
- c) Conception et installation de chauffage écologique à l'énergie solaire pour les maisons et bureaux.
- d) La conception et la construction d'un cuiseur solaire à huile thermique, en utilisant l'huile de coton fluide, qui est chauffée par des capteurs de haute performance.
- e) La conception et la construction d'un module solaire interactif pour un musée de Bogotá.
- f) Moulin à vent tropical à double effet, pour l'extraction de l'eau, qui n'a pas besoin de girouette.
- g) Pompes manuelles pour extraire de l'eau de puits profonds, jusqu'à 40 mètres.
- h) Micro-turbines hydrauliques axiales de 2 et 30 kW de capacité installée, pour fournir de l'électricité aux maisons isolées dans les tropiques.
- i) Centrale électrique à biomasse avec une capacité installée de 150 kW, qui utilise comme combustible solide pour la production de vapeur, la biomasse provenant de l'élagage des plantations tropicales de Gaviotas.

## iii. Éducation

Dans ce domaine, l'ensemble du projet Gaviotas est considéré comme un espace éducatif non conventionnel, où les différentes activités sont étudiées comme partie d'un tout. L'éducation donc, s'oppose à la fragmentation traditionnelle de la connaissance et la sectorisation de la créativité des habitants. Dans ce contexte, plus de 300 élèves de niveau primaire et secondaire, sont orienté pédagogiquement.

#### iv. Santé

Développement et application de soins primaires de santé, composés de petits modules bon marché, simples et faciles à maintenir, appropriés aux circonstances sociales des technologies de tropiques humides. D'autre part, il est construit et géré, pendant 20 ans, un hôpital autosuffisant de 16 lits de niveau primaire.

#### v. Ruralité

Conception et développement d'une installation humaine rurale dans une région tropicale chaude (Gaviotas) ; en tenant compte des conditions environnementales et ses corrélations économiques et sociaux.

#### vi. Architecture Durable Tropical

Conception et construction de logement bioclimatique et d'autres installations communautaires ; y compris l'hôpital énergiquement autosuffisant. (Centro Las Gaviotas 2015)<sup>393</sup>

« *Gaviotas* » est une proposition de développement alternatif à échelle réduite en partant du local, appuyée sur des bases technologiques visant le développement propre. L'axe de ce projet est éminemment écologique et comme telle, est un petit laboratoire écosystémique. Ceci est mis en évidence dans ses résultats les plus importants, qui sont les innovations techniques lesquelles cherchent une autosuffisance et durabilité dans le domaine énergétique. Leur contribution au développement durable est donc, scientifique ponctuelle, qui serve de référent épistémologique à des initiatives émissions zéro.

Compte tenu du caractère introverti du village, sa valeur heuristique dans les domaines économique, et surtout sociale, est tangentielle. Ceci est dérivé du personnalisme du créateur, Lugari, qui est son inspirateur univoque. Le projet est, par conséquent, une cellule technologique isolée du contexte régional et amorphe socialement ; qui n'a pas construit une communauté autonome et empouvoirée, ni une dynamique économique interagissante territoriale, et par suite l'absence d'une spatialité écoumènale structurante. Gaviotas se présente comme un centre de recherche de technologies propres sans une vision, ni une solution holistique à la question du développement durable.

Cette situation correspond à la posture paternaliste, presque « *messianique* » de type monastique « *d'inventeur du monde* »,<sup>394</sup> du promoteur. C'est le missionnaire blanc qui arrive avec un halo de sagesse, à illuminer les indigènes et métis sauvages. Ce « *bon pasteur* », est l'identité et le propulseur du projet, sans lequel Gaviotas se dissipe ; car la

---

<sup>393</sup> Centro Las Gaviotas. (2015, mars 9). *Realizaciones*. Récupéré sur Las Gaviotas.org: <http://www.centrolasgaviotas.org/Realizaciones.html>

<sup>394</sup> Surnom donné par Gabriel García Márquez à Paolo Lugari.

carence d'une unité identitaire géo-anthropologique groupale comporte l'anéantissement d'une transcendance sociétale et spatiale. Ceci est mis en évidence par le fait que cette expérimentation, initiée en 1971, contient une population très limitée d'environ 300 personnes, et son effet de répliquabilité est inexistant. Le laboratoire Gaviotas n'a pas généré un tissu synergique territorial comportant la création d'autres installations humaines interactives.

L'expérience de Lugari est très utile du point de vue technologique, et certaines de ses inventions sont exportables à d'autres projets. Pourtant, le grand vide de Gaviotas, est le manque d'un projet de développement humain structurant ; ce qui implique une vision fragmentaire du développement durable, qu'après 45 années n'a pas consolidé un paradigme de développement reproductible. (Fig. 152), (Fig. 153), (Fig. 154)



**Fig. 152 Gaviotas. Photo aérienne. 2014**

Source: <http://www.revistavirtualpro.com/revista/energias-renovables-a-pequena-escala/43>



**Fig. 153 Gaviotas, usine de colophane. 2014**

Source : <http://www.revistavirtualpro.com/revista/energias-renovables-a-pequena-escala/43>



**Fig. 154 Gaviotas, Centre de Santé. 2014**

Source : <http://www.ecohabitar.org/proyecto-de-autosuficiencia-las-gaviotas/>

### 3. Los Morichales

Or, il y a déjà des entrepreneurs de développements agroindustriels dans les Plaines Orientales, qui font une lecture attentive de ce phénomène, en le réinterprétant pour leur propre profit pécuniaire. Ceci est le cas d'Indupalma qui est en train de rédiger son projet de palme africaine dans le Vichada. Dans le développement Los Morichales, dans l'aire de El Aceitico, cette grosse compagnie agroindustrielle commence un projet de réinstallation humaine, donc les directrices sont nettement paternalistes. C'est une reproduction du modèle traditionnel de colonisation exogène de la frontière agraire des Plaines Orientales, ayant tous les éléments propres d'un enclave isolé du contexte démo-géographique réel. Si bien ils utilisent les termes relatifs au développement rural durable, sa matérialisation n'est qu'un simulacre ; c'est donc, un changement de forme, en maintenant le fond invariable. (Fig. 155)



**Fig. 155 Projet Los Morichales, El Aceitico, Vichada. 2013**

Source: Informe de gestión sostenible 2013, Indupalma

Ce type de projets, de façade sociale et environnementale durable, sont des actions caméléonesques des acteurs habituels de l'incorporation de la frontière agricole à l'économie formelle centraliste du pays. Dans ces projets-là, ils n'existent pas des innovations développantes au niveau de construction de communautés, de durabilité écologique et de synergies territoriales. Le but prioritaire est la soutenabilité économique du projet agroindustriel, créant des emplois de péons ; mais préservant la propriété de la terre, des habitations, des activités et des initiatives. Si le projet privé échoue, le groupement humain attaché succombe avec.

La suivante est la transcription de la description du projet trouvée dans le rapport annuel de 2013 d'Indupalma, dans laquelle est manifeste la superficialité des propositions démographiques et environnementales.

*« Les premières 44 maisons et 3 locaux commerciaux sont livrés en Septembre 2012. Chacun d'entre eux a 60 m<sup>2</sup> sur un terrain de 450 m<sup>2</sup>, de sorte que les gens peuvent avoir 390m<sup>2</sup> minimum pour la production d'aliments ou élevage d'animaux. Le complexe dispose d'un approvisionnement en eau potable à travers le forage de deux puits profonds avec les pipelines et les réseaux d'aqueduc. Ils ont également de l'électricité avec le câblage souterrain. Parmi ces 44 habitations, 12 sont propriété d'Indupalma et les autres sont disponibles pour être loués par des personnes qui se joignent au projet. »*

*« Le projet comprend la construction de 1000 maisons pour l'achat et des aires destinées au commerce, les entités municipales, l'éducation, la police, l'église, la santé et des services publiques ; organisées de façon harmonieuse dans un projet de développement. A cet effet, l'entreprise de construction a décidé de donner les superficies suivantes: 38.000 m<sup>2</sup> pour l'école, 4.100 m<sup>2</sup> pour l'église (Vicariat Apostolique de Puerto Carreño), 3000 m<sup>2</sup> à 5000 m<sup>2</sup> administration municipale et la police. Le Ministère de l'éducation, a approuvé la construction d'une école qui profitera à la population de la région et toutes les familles qui rejoignent le projet maintenant et dans l'avenir. La construction a commencé en 2013. » (Indupalma 2014 )<sup>395</sup>*

Dans les Plaines Orientales, un projet agroindustrielle contextuellement cohérent, doit tenter une approche sociale incluante, qui implique une hybridation spatiale avec des alternatives innovantes d'incorporation géo-anthropologique. Ceci dans un processus de légalisation et formalisation territoriale, partant d'une contextualisation socio-temporelle locale. Dans ce sens, le retour de personnes déplacées forcées de la région serait souhaitable, générant un flux migratoire inverse pour construire des communautés avec leur propre spatialité et structure socio-économique autonome. Cela, à contre-courant du modèle traditionnel paternaliste de journalier et enclave. Le but serait de créer une

---

<sup>395</sup> Indupalma. 2014. *Informe de gestión sostenible 2013*. Ecomómico, Bogotá: Indupalma.

appropriation spatiale et une identité communautaire, dans des conditions de vie dignes, qui fixent les habitants à l'installation urbaine et au territoire connexe, et non à un projet spécifique.

## **Cimarron, l'agro-villette norvégienne**

Dans cet ordre d'idées, *Cimarron* propose un écoumène hybride qui émerge de la géographie imprégnée de l'organicité perméable de frontière. C'est une compénétration spatiale, fonctionnelle et caractérielle, de la spatialité naturelle endogène, et de celle écouménale anthropique exogène. Ceci comporte une interdépendance et une interaction symbiotique entre homme, environnement et urbanicité, dans un scénario de périphérie frontalière.

Le projet norvégien, donc, tente d'introduire un paradigme d'installation humaine alternative inhérente à la territorialité, répondant aux variables contextuelles de la région, qui transforme le modèle excluant d'expansion de la frontière existante. Ceci, en cherchant de générer une restructuration de la distribution démographique et du système productif et foncier du territoire, qui comporte un processus de démocratisation de la propriété de la terre ; l'attraction d'un flux de PDI urbain vers la campagne ; et la construction d'infrastructures et services sociétales. Le résultat envisagé est une rationalisation du rapport géo-démographique, territoire-région, pour combler l'écart entre espace et population.

### **1. Cimarron en développement**

L'ensemble du projet *Cimarron* est de 72.000 hectares de savanes dans les Plaines Orientales, dont le développement est envisagé en 5 étapes, jalonné par le composant productif du projet agroindustriel privé. 39%, soit 28.000 hectares, des terres des norvégiens sont dédiées à l'élevage de bétail, de race brangus, pour la production de viande destinée à l'exportation. 13,9%, soit 10.000 hectares, de l'agro-industrie est consacrée à la culture de palm africaine, 13,9% au caoutchouc et 13,9% au pin caraïbe. Cela veut dire que 80,6%, 58.000 hectares, du terrain est occupé par des activités des promoteurs privés et 19,4%, 14.000 hectares, est destiné pour l'installation humaine et la zone de production agraire communautaire.

La projection d'hectares productives dans la première étape est de 11.600, tandis que les emplois directs créés sont 300 ; dans la deuxième étape sont 11,600 hectares nouvelles plus 300 emplois créés pour un accumulé de 23.200 hectares et 600 emplois ; la troisième étape sont 34,800 hectares et 900 emplois ; la quatrième étape somme 46,400 hectares et 1,200 emplois ; et finalement dans la cinquième étape on complète 58.000 hectares développées et 1.500 emplois directs créés.

Parallèlement, le projet de construction communautaire a la projection suivante : une installation humaine de 200 familles par étape pour arriver à 1.000 familles à la fin de la cinquième étape. Le système d'autoconstruction proposé pour les logements, est géré par la communauté avec la participation active de ses membres. Le terrain pour l'installation est donné par les entrepreneurs, ainsi que la matière première, argile, pour les briques des maisons. Dans le processus de développement communautaire, elle est estimée une évolution dans l'emploi permettant aux habitants de passer d'être employé à entrepreneur, ayant accès à la propriété de la terre, diversité de métiers et amélioration des infrastructures sociales.

Chaque étape du développement prospecté à *Cimarron* a un but et une caractéristique spécifique, qu'on peut cataloguer et décrire de la façon suivante : (Fig. 156)

Développement prospecté Cimarron							
Activités	Phase d'exploration (déjà exécutée)	Phase d'implantation	Phase de recollection	Phase de production	Phase consolidation	Phase durabilité	Total
Investissement initial	USD 10.000.000						USD 10.000.000
Acquisition terrain (hectares)	72.000						
Terres préparées (hectares)	10.000						
Chemins internes (kms)	30						
Piste d'atterrage (ml)	2.800						
Logement temporaire travailleurs (m2)	1.024						
Entrepôt (m2)	6.000						
Station de benzine							
Agriculture (hectares)		6.000	6.000	6.000	6.000	6.000	30.000
Élevage (Brangus)		5.600	5.600	5.600	5.600	5.600	28.000
		7.750	7.750	7.750	7.750	7.750	38.750
Investissement agraire		USD 19.576.291	USD 29.502.634	USD 32.788.771	USD 38.976.504	USD 55.818.972	USD 176.663.172
Emplois							
1er quart (temporaires)		50	50	50	50	50	
2ème quart (temporaires)		50	50	50	50	50	
4ème quart (permanents)		300	300	300	300	300	1500
Installation humaine (familles/4 quart)		200	200	200	200	200	1000
Investissement communauté		USD 7.751.292	USD 4.323.860	USD 4.323.860	USD 4.323.860	USD 4.323.860	USD 25.046.732
Logements (4 quart)		200	200	200	200	200	1000
Écoles primaire et secondaire		1	2	3	4	5	
Centre de santé		1	1	2	3	4	
Centre Communautaire		1	1	1	1	1	
Commerce basique							
Centre basique de transformation		1	2	3	4	6	
Fermiers (familles/4 quart)			600	600	600	600	2.400
Terres (hectares)			12.000	12.000	12.000	12.000	48.000

Fig. 156 Programme de développement *Cimarron*

Sources : Prestige Group

Graphique élaborée par l'auteur. Juillet 2015

Du côté de l'implantation humaine, il y a une projection de 1000 familles dans le centre urbain avec l'infrastructure et les services de base correspondants. Or, attaché à la vision bio régionale du projet, il est établi un programme d'activités et de services qui couvrent les besoins des habitants de la territorialité, calculée en 20.000 personnes. (Fig. 157) (Fig. 158) (Fig. 159) (Fig. 160)

Inventaire Population								
# Familles	Personnes/Famille	Total Personnes	Personne Product./Famille	Total Personnes Productives	Agraire	Pêche	Tourisme	Industrie
1.000	4,6	4.600	2	2.000	1.000	200	600	200

Fig. 157 Inventaire population Cimarron- prospection

Sources : DBC & Asoc. Ltda.

Graphique élaborée par l'auteur. Juillet 2015

Aires Résidentielle										
# Familles	Person./ Famille	Const/ Logem. m2	Terre/ Logem. m2	Potager/ Logem. m2	Total Logem.	Total Construc. m2	Total Terre/Logem.	Total Terre/Potager	Total Terre Logem.-Potager	Piétonnier/ Logem. m2
1.000	4,6	45	25	60	1.000	45.000	25.000	60.000	85.000	40

Fig. 158 Aires résidentielles de Cimarron

Sources : DBC & Asoc. Ltda.

Graphique élaborée par l'auteur. Juillet 2015

Aires Agraire						
# Familles	Personnes/Famille	Total Personnes	Agraire /Famille	Terre/hects Person. Agraire	Total Person. Agraire	Total/ Hects. Agraire Terre
1.000	4,6	4.600	1	3	1.000	3.000

Fig. 159 Aires agraires de Cimarron

Sources : DBC & Asoc. Ltda. Graphique élaborée par l'auteur. Juillet 2015

Aires Communes										
Services Pôle Urbain	# Familles	# Services/ Famille	Total # Services	Capacité Service/Famille (Personnes)	Total Capacité Service (Personnes)	Area Service/ Famille (m2)	Total Service Area m2	Espace Ouvert/ Famille (m2)	Total m2 Espace Ouvert	Total Area Service
Ecole Primaire & Alphabétisation	1.000	0,0033	3	0,88	875	3,50	3.500	13,33	13.333	16.833
Infirmierie	1.000	0,0083	8	0,24	242	1,25	1.250	0,67	667	1.917
Mini-market	1.000	0,0033	3			0,50	500			500
Boucherie	1.000	0,0033	3			0,33	333			333
Boulangerie	1.000	0,0033	3			0,33	333			333
Crèmerie	1.000	0,0033	3			0,13	133			133
Pharmacie	1.000	0,0033	3			0,13	133			133
Cordonniers	1.000	0,0033	3			0,13	133			133
Miscellanées	1.000	0,0033	3			0,13	133			133
Administration	1.000	0,0017	2			0,05	50			50
Epicerie	1.000	0,0167	17			0,50	500			500
Magasin équipement collectif	1.000	0,0167	17			0,90	900			900
<b>Subtotal</b>							<b>7.900</b>		<b>14.000</b>	<b>21.900</b>
<b>Services Régional de Influence</b>										
Ecole secondaire	4.000	0,00042	2	0,19	750	1,88	7.500	3,33	13.333	20.833
Cimenterie	4.000	0,00042	2			0,275	1.100			1.100
Bureaux professionnels	4.000	0,0083	33			0,5	2.000			2.000
Médecins	4.000	0,0042	17			0,12	480			480
Avocats	4.000	0,0017	7			0,06	240			240
Dentistes	4.000	0,0033	13			0,09	360			360
Marché couvert	4.000	0,00042	2			0,34	1.350	0,17	675	2.025
Charpentier	4.000	0,00083	3			0,02	60		0	60
Mécanicien	4.000	0,00083	3			0,03	120		0	120
Gorges	4.000	0,00083	3			0,03	120		0	120
Cinéma	4.000	0,00083	3	0,25	1.000	0,25	1.000	0,25	1.000	2.000
Station pompiers	4.000	0,00042	2	0,01	25	0,03	100	0,03	100	200
Station police	4.000	0,00042	2			0,04	167		0	167
Bibliothèque	4.000	0,00042	2	0,02	83	0,13	500	0,06	250	750
Poste	4.000	0,00042	2			0,01	30		0	30
Nettoyage public	4.000	0,00042	2			0,13	500	0,92	3.667	4.167
Abattoir	4.000	0,00042	2			0,08	333	0,08	333	667
Pressing	4.000	0,00125	5			0,02	60		0	60
Horlogerie	4.000	0,00042	2			0,01	30		0	30
Coiffeurs	4.000	0,00125	5			0,02	60		0	60
Boutique informatique	4.000	0,00042	2			0,02	60		0	60
Restaurants	4.000	0,0025	10	0,03	133	0,07	267	0,07	267	533
Cordonneries	4.000	0,00125	5			0,03	133		0	133
Bijouterie	4.000	0,00125	5			0,02	60		0	60
Magasin d'alimentation	4.000	0,00125	5			0,10	400		0	400
Photographe	4.000	0,00042	2			0,01	50		0	50
Tailleurs	4.000	0,00125	5			0,03	120		0	120
Banques	4.000	0,00125	5			0,03	120		0	120
Caisse d'épargne	4.000	0,00042	2			0,02	60		0	60
Diverses	4.000	0,0042	17			0,13	533		0	533
Place centrale	4.000	0,00042	2			4,17	0	3,75	15.000	15.000
Centre administratif	4.000	0,00042	2			0,13	533		0	533
Temple	4.000	0,00042	2			0,13	533	0,13	533	1.067
Centre d'éducation technique	4.000	0,00042	2			0,25	1.000	0,25	1.000	2.000
Foire d'exposition agraire	4.000	0,00042	2			0,13	533	0,50	2.000	2.533
Complexe sportif	4.000	0,00042	2			0,13	533	11	43.333	43.867
Centre culturel	4.000	0,00042	2			0,13	533		0	533
Centre industriel agricole et d'emmagasinage										
a. Viande	4.000	0,00042	2			0,13	533		0	533
b. Cuir	4.000	0,00042	2			0,13	533		0	533
c. Laitier	4.000	0,00042	2			0,13	533		0	533
d. Légumes	4.000	0,00042	2			0,13	533		0	533
e. Poisson	4.000	0,00042	2			0,13	533		0	533
Centre artisanal										
a. Textiles	4.000	0,00042	2			0,13	533		0	533
b. Céramique	4.000	0,00042	2			0,13	533		0	533
c. Maroquinerie	4.000	0,00042	2			0,13	533		0	533
d. Tabac	4.000	0,00042	2			0,13	533		0	533
Magasin de vêtements	4.000	0,00042	2			0,20	800		0	800
Gallerie commerciale	4.000	0,00042	2			0,83	3.333		0	3.333
<b>Subtotal</b>							<b>30.513</b>		<b>81.492</b>	<b>112.005</b>
<b>Total</b>							<b>38.413</b>		<b>95.492</b>	<b>133.905</b>
Circulation Piétonnière 10%										13.391
<b>Grand Total Services</b>							<b>38.413</b>		<b>95.492</b>	<b>147.296</b>
<b>GRAND TOTAL</b>							<b>63.413</b>		<b>155.492</b>	<b>232.296</b>

Fig. 160 Aires communales de Cimarron

Sources : DBC & Asoc. Ltda. Graphique élaborée par l'auteur. Juillet 2015

## 2. Le premier pas

*Cimarron* propose un projet pilote de développement rural durable, basé sur l'axiome de développement intégral et intégré, entrelaçant société, environnement et économie. Un concept nouveau d'installation humaine basé sur :

- a) Une vision Intégrale du tissu social
- b) L'équilibre entre société, économie y écologie

Cette approche est définie par cette équation mathématique :

Développement durable à l'infini:    +Environnement durable à l'infini  
  +Société durable à l'infini  
  +Économie durable à l'infini  
  = 1 ou plus

### 2.1 Projet social

La composante sociale dans cette proposition, est celle sur laquelle la durabilité de l'entier développement dépend ; car l'aspect environnemental est directement lié au comportement et éducation des habitants, tandis que l'élément économique est soutenable uniquement s'il y a un équilibre sociétal.

Le projet donc, promeut le développement d'un Pôle Humain Autonome qui comporte les suivantes propriétés :

- a) Une société avec égalité d'opportunités.
- b) Une communauté pédagogique.
- c) Auto-détermination politique.
- d) Diversité sociale équilibrée.

Ces éléments sont encadrés dans l'équation mathématique décrite ci-dessous :

Société durable à l'infini :            Égalité d'opportunité  
  x Diversité  
  x Friction sociale (Cohésion)  
  x Temps à l'infini  
  = 1 ou plus

Le premier pas projeté pour le développement social est un programme pour les premières familles s'installant à *Cimarron*, qui contient les éléments suivants :

**Facteur humain:**                            +/- 50 travailleurs (familles)  
**Coordinateurs:**                            Prestige Group – Investisseurs privés  
  Corporación Minuto de Dios – NGO social

**Support institutionnelle :** Prosperidad Social-Agence Social Présidence de la République, Sena-Agence de capacitation gouvernementale

**Tâches :**  
Sélection des individus  
Formation de leaders  
Capacitation agraire  
Éducation des infants  
Brigades de santé  
Conseil communautaire

## 2.2 Projet Environnemental

Le projet écologique de *Cimarron* est le scénario physique sur lequel reposent toutes les activités du développement agroindustriel et de celui communautaire. De sa vocation, bio capacité et gestion dépend la viabilité à long terme de l'ensemble du projet.

Le projet donc, préconise le développement de un Pôle Urbain Soutenable qui comportant les caractéristiques suivantes :

- a) Une nouvelle relation entre ville et campagne
- b) Une nouvelle densité démographique
- c) Un nouvel aménagement de l'usage du sol
- d) Une éco habitation

Ces éléments sont encadrés dans l'équation mathématique décrite ci-dessous :

Environnement durable à l'infini :      Bio capacité limitée du territoire  
÷ Empreinte humaine  
÷ Population  
x Temps à l'infini  
= 1 ou plus

Le premier pas projeté pour le développement environnemental est un programme pour les premières familles s'installant à *Cimarron*, qui contient les éléments suivants :

**Facteur humain:** +/- 50 travailleurs (familles)  
**Coordinateurs:** Prestige Group – Investisseurs privés  
DBC & Asocs. – Aménagement urbain et territorial  
Fundación Río Urbano – Aménagement environnemental  
Corporación Minuto de Dios – NGO social

**Support institutionnelle :** Prosperidad Social-Agence Social Présidence de la République, Sena-Agence de capacitation gouvernementale  
Ministère d’Ambiente y Desarrollo Sostenible – Ministère de l’environnement, Sena – Agence de capacitation gouvernementale

**Tâches :** Délinéations de coexistence environnementale  
Capacitation environnementale  
Pratiques basiques environnementales  
Logement écologique expérimental  
Technologies écologiques expérimentales  
Comité vert

**Aires de travail:**

**Sources alternatives d’énergie:** Énergie solaire  
Énergie éolique  
Biogaz

**Gestion de ‘eau:** Sources  
Ramassage  
Stockage  
Conduite  
Catégorisation  
Utilisation efficace  
Séparation  
Traitement  
Recyclage

**Gestion des déchets:** Séparation: Source  
Bio: compost  
Recyclage: verre, papier, plastique

**Matériaux :** Local (culturel et transport)  
Renouvelable ou durable  
Recyclable

**Bioclimat :** Orientation: faible rayonnement  
Ouvertures: courants d'air  
Végétation: ombre

## 2.3 Projet économique

Le projet économique de *Cimarron* est l'élément qui permet l'autosuffisance et la durabilité des développements social et environnemental. La soutenabilité économique garantit l'indépendance et qualité de vie de la communauté.

Le projet donc, prospecte le développement de un Pôle de Développement Rural, Associatif e Intégré qui contient les caractéristiques suivantes :

- a) Un nouveau système de production
- b) Un nouveau concept de propriété
- c) Environnement durable
- d) Économie auto-suffisante

Ces éléments sont encadrés dans l'équation mathématique décrite ci-dessous :

$$\begin{aligned} \text{Économie durable à l'infini :} & \quad \text{Efficacité productive} \\ & \quad \times \text{Efficacité énergétique} \\ & \quad \times \text{Pouvoir d'achat} \\ & \quad \times \text{temps à l'infini} \\ & \quad = 1 \text{ ou plus} \end{aligned}$$

Le premier pas projeté pour le développement économique de *Cimarron*, est un programme pour les premières familles s'installant à *Cimarron*, qui implique les éléments suivants :

<b>Facteur humain:</b>	+/- 50 travailleurs (familles)
Coordinateurs:	Prestige Group – Investisseurs privés Fundación Río Urbano – Aménagement environnemental Corporación Minuto de Dios – NGO social
<b>Support institutionnelle :</b>	Prosperidad Social-Agence Social Présidence de la République, Sena-Agence de capacitation gouvernementale Ministère d'Ambiente y Desarrollo Sostenible – Ministère de l'environnement, Sena – Agence de capacitation gouvernementale
<b>Tâches :</b>	Utilisation des terres Efficace: production mixte, synergies Vocation : Caractérisation des sols, cultures expérimentales Biodiversité: corridors écologiques

## Aires de travail :

<b>Production:</b>	Agriculture biologique: compost, produits naturels Autosuffisance alimentaire: les jardins communautaires Forêt productive: inter production
<b>Transformation:</b>	Produits de base: lait Sous-produits: fromage, beurre, yaourts, etc. Déchets : nourriture animaux
<b>Synergies:</b>	Déchets: petit lait Alimentation: porcs Déchets: biogaz

### 3. Cimarron dans la région

Dans le cas particulier de *Cimarron*, le concept de réinstallation agro-urbaine part d'une approche bio régionaliste, qui implique une vision régionale intégrale, comprenant la notion de développement durable. De ce point vue, une région conformée par plusieurs territoires, requiert la création d'un réseau de pôles territoriaux de développement, et leurs interactions complémentaires doivent assurer l'autosuffisance et la durabilité de l'ensemble de la région. Les réimplantations humaines sont, donc, attachées au concept de territoire, conçu comme son unité spatiale géographique basique, qui inclut les communautés démographiques et écosystémiques inhérentes.

D'autre part, l'architecture, l'urbanisme et l'aménagement territorial projetés, ont une approche anthropologique basée sur l'échelle humaine ; qui est l'unité de mesure des spatialités et fonctionnes, privilégiant la villette piétonnière, l'inter production agraire, et le minifundium. Cette approche est en opposition à l'encadrement « *machiniste* », d'échelle horizontale véhiculaire et d'échelle verticale d'ascenseur, qui est à l'origine des méga-villes et de la production monoculture extensive.

Ce projet propose que la dimension humaine soit la mesure horizontale et verticale de la ville, ce qui a comme effet principal la piétonisation de l'installation dans ces deux plans, limitant l'extension périmétrique et la hauteur des bâtiments. Ceci permet la rupture de l'axialité du tissu routier, et l'introduction d'un modèle organique qui intègre le concept d'agro-villette hybridante. L'absence de transport mécanique au sein de l'implantation implique la diminution des émissions polluantes et de la consommation énergétique ; tandis que l'échelle humaine proportionne une densité et une population plus modérées, qui fomentent le sentiment d'identité, d'appartenance et de solidarité.

La réinstallation humaine projetée, émerge du paysage dans un tissu mixte de verdure et de fabrique urbaine; tandis que la campagne, spatialement et fonctionnellement, s'entrelace à l'écoumène. Ceci crée une séquence organique de vergers productifs, interconnectant les activités urbaines. Est donc, une « *villette-verger* » entourée par un territoire agraire productif, qui fonctionne comme promoteur social ; proactivateur environnemental; et transformateur économique. Celle-ci est une réinterprétation planifiée des hybrides de campagne « *urbanifiée* », du retour à moitié des déplacés ruraux forcés.

Compte tenu de la large spatialité des Plaines, de leur horizontalité et de l'absence d'éléments topographiques et biotiques déterminants, qui définissent une structuration spatiale et fonctionnelle du noyau urbain ; ce projet particulier, se raccroche a une métaphore climatique comme source d'inspiration. Celle-ci fait référence au climat et son effet sur le sol des savanes, exprimée dans la texture de l'empreinte de l'eau sur le terrain en périodes de pluies. L'abstraction de ce phénomène est proposée comme le patron du tissage urbain spécifique, dans une tentative de bio mimétisme contextuel.

La « *villette-verger* » projetée, part d'une approche holistique de la nature, où le biotope se propose comme un facteur culturel, environnemental et économique. Celui-ci contient des valeurs spécifiques, des symbolismes, des formes et des imaginaires considérés pertinents dans le but de créer un sentiment d'appartenance et d'identité ; tandis que leurs fonctions sont bioclimatiques et de délimitation spatiale urbaine. D'autre part, il a une fonction écologique, comme stabilisateur éco-systématique, qui consolide la biodiversité. Enfin, sur le plan économique, la nature est le grand fournisseur de ressources pour les activités humaines et la survie; et son renouvellement et recyclabilité sont fondamentaux pour augmenter sa bio capacité.

La fonction principale de la réinstallation est, donc, symbiotique, ce qui signifie le support pour les interactions bénéfiques mutuelles entre divers organismes coexistants. Elle est proposée comme un réseau de supraconducteurs connectant, avec le minimum de résistance, toutes les activités de l'ensemble ; dans un processus d'alimentation interchangeable pour optimiser les opérations. La structure de la villette se base sur l'efficacité et l'échange, visant à réduire la consommation énergétique, la perte de l'énergie et la production de déchets; tout en utilisant les déchets dans d'autres activités.

Suivant ce fil conducteur, la « *villette-verger* » et la campagne entourante interagissent entre eux, se complétant et se soutenant l'une à l'autre, créant ainsi une communauté autonome. L'installation humaine est, donc, un organisme en évolution, qui dispose de systèmes structurels flexibles et de circulation ; des processus de respiration, de nutrition, d'énergie et de déchets efficaces; tous dirigés pour atteindre haut niveaux d'échange à bas coûts d'opération.

Le paradigme alternatif proposé, conduit à une nouvelle densité avec une redistribution démographique équilibrée dans le territoire ; qui comporte des solutions alternatives d'usage de la terre, transport, infrastructure, construction et services. Cette approche aboutit, idéalement, à un aménagement du territoire et une architecture bioniques, ancrés sur des principes proactifs.

Dans ce contexte, le territoire est l'aire environnante de l'installation humaine sur laquelle sa durabilité dépend ; tandis que l'addition de plusieurs territoires constitue une région. Socialement, le territoire est l'unité politique définie par la capacité humaine et la gouvernance de la communauté. Écologiquement, le territoire est l'habitat où toutes les activités de la communauté se développent, qui est déterminé par la bio capacité de l'écosystème et de l'empreinte écologique de la communauté. Économiquement, est l'entité efficace dérivée de la relation entre la communauté et l'environnement, qui est déterminée par la vocation des sols et de la chaîne de production.

La bio région, d'autre part, est le complexe démo-géographique de l'une unité écosystémique homogène, composée par plusieurs territoires avec leurs implantations humaines connexes. Or, le développement durable de la bio région dépend des synergies et symbioses entre les spatialités sociétales et économiques inhérentes à chaque installation humaine.

Les deux approches traditionnelles, la centrique urbaine industrielle et l'agraire rurale excentrique, sont unidirectionnelles ; et ignorent les interconnexions entre l'urbain et le monde agraire. Pourtant, la durabilité rurale, d'un point de vue holistique, ce n'est pas un état isolé résultant d'un processus agraire économique intrinsèque. La campagne durable est, plutôt, le complexe d'interrelations économiques, sociétales et environnementales du monde rural qui le rend viable, dans tous ses aspects, à travers le temps.

Dans ce contexte régional, *Cimarron* se propose comme une réinstallation pilot, qui cherche d'initier un processus synergique avec le village de Nueva Antioquia et le centre urbain du commune, La Primavera. Le projet veut aussi, devenir un catalyser de développement régional, à travers un modèle économique mixte agro-industrie-communauté, le transfert technologique et la construction d'infrastructure de transport, services et commerce, qui sont de bénéfice mutuelle pour la région et les entrepreneurs norvégiens.

Cette vision exogène nordique, envisage un développement durabilité rurale par le biais de réseaux de petites installations territoriales intégrées. Ceci dans une perspective bio régionale, utilisant une analogie du réseau neuronal du cerveau humain. Cela signifie que l'emplacement, l'échelle, le caractère et la fonction des villettes dépend de la vocation, la bio capacité et le potentiel de leur territoire environnant ; et que une cohésion territoriale, interne et externe, est établie dès le début du processus de planification, ce qui active la

symbiose et la synergie nécessaire pour atteindre le climax communautaire, fondé sur la diversité, entrelaçant société, environnement et économie.

## Conclusions

### **Les plaines orientales, l'épicentre gordien de la spatialité colombienne :**

Nous avons montré combien la vaste région des plaines orientales constitue le lieu emblématique des confrontations spatiales et sociales récurrentes de la Colombie. Ce territoire exemplifie le cercle vicieux des flux migratoires paysans vers les villes d'un côté, et les colonisations andines de l'Orénoque de l'autre.

Ces plaines constituent les unités écologiques productives les plus vastes du pays et recèlent un énorme potentiel de développement.

Pourtant, l'on constate à l'observation qu'il existe en son sein une dispersion des centres urbains et un peuplement particulièrement affaibli, conséquences toutes deux de son éloignement, du départ de nombreux PDI<sup>396</sup> et de l'abandon institutionnel dont elle fait l'objet.

Nous avons identifié la région du Vichada comme la dernière zone et frontière de conquête agricole du pays, où convergent des constituants tels que : latifundia, grand capitaux nationaux et internationaux, promoteurs locaux et étrangers, productions extensives, faiblesse de populations natives, carence de main-d'œuvre, inexistence d'infrastructures, très bas indice de développement humain, tout ceci dans des milieux écologiquement fragiles.

Historiquement, dans les pays latino-américains les projets agroindustriels sont générateurs de nouveaux et d'importants déplacements de population et s'accompagnent de contreréformes agraires et d'expulsions violentes. Ce constitue ainsi le cadre prototypique d'une colonisation exogène des terres agricoles menée par d'importants investisseurs locaux comme étrangers suivant la pratique du *land grabbing*<sup>397</sup>.

L'arrivée des narcotrafiquants dans les plaines orientales, il y a trois décades, a généré des vagues successives de colonisations hors-la-loi qui ont eu recours à de nouvelles démarcations spatiales, à la prédation foncière et aux persécutions de paysans.

Par l'étude de cette période nous avons pu mettre en évidence des phénomènes de déconstruction de l'espace territorial et une décomposition des bases sociales préexistantes suivies d'une reconfiguration territoriale et d'une recomposition sociétale incertaines.

---

<sup>396</sup> Personnes Déplacées.

<sup>397</sup> Accaparement des terres.

Ce passage du statut de relégation périphérique à la pseudo légalité d'un nouveau pouvoir par le moyen de l'incorporation forcée des confins agricoles aboutit à un flou politico-juridique essentiellement structuré par la loi du plus fort.

Cette nouvelle forme de monopolisation territoriale génère deux effets. D'une part la disparition des tenures de petites dimensions antérieures<sup>398</sup> et de l'autre une augmentation asymptotique des prix de la terre. Ce processus se traduit également en insécurité territoriale, alimentaire et physique, et en une volatilité démographique produisant les ingrédients explosifs d'un collapsus sociétal à retardement.

Dans notre étude chronologique nous avons montré que le dépeuplement subséquent de cette région est directement producteur des phénomènes d'expansion urbaine aux périphéries des grandes villes du pays, l'afflux massif de déplacés étant le constituant central et le moteur principal de l'expansion rapide et massive des zones urbaines sous intégrées nommées bidonvilles.

En effet, localement comme à l'échelle mondiale, ce sont les déplacés internes qui approvisionnent directement les flux migratoires nationaux comme internationaux. Ce sont ainsi les premiers qui sont à l'origine et le foyer princeps du phénomène des PDI.

### **La réversibilité de phénomène des personnes déplacées :**

L'hypothèse centrale de notre travail est que nous assistons depuis quelques années à un timide renversement des flux migratoires colombiens, et qu'il est possible dès à présent d'identifier et d'en mesurer, sur des terrains remarquables comme le nôtre, les premiers effets spatiaux.

Nous avons donc ainsi traqué les amorces de retours et de réinstallations collectives des PDI vers des zones spécifiques telles qu'en Orénoque et en Amazonie.

Ce mouvement, inédit, des zones périurbaines dites informelles vers les zones rurales déclinantes sont, selon nous, les marqueurs avant-coureurs d'une amorce de circularité et se constitue en vecteurs d'urbanisation réciproque des campagnes. Ceci apparaît comme le résultat d'une profonde, quoique encore souterraine, évolution culturelle des déplacés présents dans les zones urbaines ayant à la fois vécu les ravages d'une migration contrainte et forcée suivie d'une contextualisation urbaine certes aliénante mais aussi puissamment transformatrice de leurs savoirs et de leurs pratiques spatiales.

Ainsi, le mouvement pour des retour à la terre dans les pays du Sud, un demi-siècle après les pays du Nord, nous semble s'amorcer dans notre site d'étude et devoir concerner plus particulièrement les anciens paysans déplacés.

---

<sup>398</sup> Minifundia.

Cette volonté de revenir au terroir des origines constitue, selon nous, une originale forme de pont et de communication au sein des évolutions paysannes colombiennes et représente à la fois la partie émergée d'un iceberg culturel et l'amorce d'un rééquilibrage de plus en plus souvent revendiqué au profit des espaces ruraux et des cultures agraires.

Nous pensons même que ces retours à la terre sont symptomatiques d'une tentative d'unification opératoire, particulièrement inventive, actualisée et originale des cultures populaires pour constituer un creuset symbiotique et unificateur alternativement rural et urbain.

Si cette tendance devait se confirmer, nous devrions assister à un changement drastique de modèle sociétal non plus linéaire et univoque mais bien dialectique et circulaire, propice à la résorption progressive des fractures territoriales et civilisationnelles majeures nées de la révolution industrielle puis exacerbées par la globalisation entre campagnes vidées condamnées au dépérissement et métropoles saturées, irrémédiablement internationalisées aux mutations paroxystiques permanentes.

Le caractère rurbain des nouvelles implantations humaines du Vichada par nous étudiées, ouvre ainsi sur une chaîne de correspondances à la fois mentales et matérielles, scalaires et fonctionnelles, associant ou tentant d'associer les avantages de l'urbanité tout en actualisant et revivifiant à son contact les racines rurales dans un creuset fusionnel associant les œcoumènes contemporains aux biotopes géographiques et géologiques.

Ce que nous pouvons percevoir de cette résultante est l'invention et la création d'un alliage métissé intégrateur entre les métropoles-centres et les périphéries rurales favorisant l'a régénération des territoires d'appartenance originels et promouvant l'émergence d'une culture syncrétique se nourrissant enfin de la totalité du territoire national.

Ce processus est encore fragile puisque qu'il nécessite des accords à la fois individuels et communautaires, mais également l'acceptation, par la société dans son ensemble, d'un rééquilibrage et d'une mise en équivalence et en égalité de sphères territoriales et culturelles considérées comme antinomiques et opposées.

Ce que montrent en définitive nos analyses est qu'émerge, lentement mais sûrement, des reconfigurations rurbaines nouvelles et inédites, productions hybrides d'une double culture et d'une double pratique spatiale et ceci dans des lieux charnières articulant par le truchement des transferts de population de nouvelles spatialités agrourbaines pouvant constituer à terme un chemin viable d'établissements pérennes pour les millions de

déplacés tout comme un nouveau paradigme d'intégration spatiale pour les couches populaires les plus marginalisées des sociétés des pays du Sud.

## Table des matières

Résumés .....	1
<b>PREAMBULE.....</b>	<b>7</b>
Introduction .....	8
<b>PRELUDE.....</b>	<b>8</b>
<b>DOMAINE DE RECHERCHE .....</b>	<b>9</b>
<b>UNE FRACTURE SPATIALE ANTHROPIQUE.....</b>	<b>10</b>
<b>TERRAIN D'OBSERVATION.....</b>	<b>12</b>
<b>APPROCHE.....</b>	<b>12</b>
<b>OBJECTIFS.....</b>	<b>14</b>
Contenu de la recherche.....	15
<b>CONTEXTE SOCIO-SPATIAL .....</b>	<b>15</b>
1. UNE NOUVELLE COLONISATION.....	15
2. UNE QUESTION ENGLOBANTE.....	16
<b>PHENOMENE DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES. ....</b>	<b>17</b>
1. VISION GLOBALE .....	17
2. REPRESENTATIONS LOCALES.....	18
<b>REVERSIBILITE DU PHENOMENE PDI EN COLOMBIE .....</b>	<b>19</b>
1. HYPOTHESE PREMIERE.....	19
2. HYPOTHESES SECONDAIRES.....	20
<b>REINSTALLATIONS HUMAINES RURALES DURABLES.....</b>	<b>21</b>
<b>CORPUS.....</b>	<b>22</b>
1. LE CONTEXTE GENERAL .....	22
2. LE CŒUR DE LA RECHERCHE .....	24
<b>METHODOLOGIE.....</b>	<b>26</b>
1. DEMARCHE.....	26
2. METHODE .....	27
3. CADRE CONCEPTUEL .....	27
4. PLAN DE LA RECHERCHE .....	28
5. NIVEAUX DE RECHERCHE .....	30
6. INTERACTIONS .....	30
7. COMPOSANTS .....	31
8. OUTILS DE RECHERCHE .....	32
9. VALEUR HEURISTIQUE.....	32
10. STRUCTURE .....	33
I. Les déplacés, une question socio-spatiale vitale.....	34
<b>VICHADA : UN NOUVEAU « ELDORADO » .....</b>	<b>34</b>

1.	LE FACTEUR DEMO-TEMPOREL : COLONISATION.....	34
2.	LE FACTEUR SPATIO-TEMPOREL : FRONTIERE.....	44
<b>LES PLAINES ORIENTALES : LA SPATIALITE OUVERTE .....</b>		<b>48</b>
1.	UNITE SPATIO-IDENTITAIRE.....	48
2.	DEMOGRAPHIE : CYCLIQUE INTERMITTENTE.....	50
<b>LA COLOMBIE : LE SUMMUM DU PARADOXE.....</b>		<b>56</b>
1.	DEMOGRAPHIE DISPERSIVE .....	56
2.	GENESE GEO ANTHROPOLOGIQUE .....	57
3.	SUPERPOSITION SPATIO-CULTURELLE EXOGENE.....	61
4.	FRAGMENTATION ANTHROPO-SPATIALE INTRINSEQUE.....	63
5.	DYNAMIQUE MIGRATOIRE INTERNE .....	66
6.	ÉCHELLE SPATIALE .....	72
7.	LE CORRELAT ANTHROPOLOGIQUE.....	73
8.	FRACTURE SOCIETALE .....	76
9.	BIODIVERSITE VULNERABILISEE .....	78
<b>PERSPECTIVE MONDIALE.....</b>		<b>80</b>
1.	LES MIGRATIONS FORCEES .....	80
2.	FACTEURS.....	84
2.1	<i>Géographie</i> .....	85
2.2	<i>Temporalité</i> .....	85
2.3	<i>Causalité</i> .....	86
3.	DYNAMIQUE .....	87
3.1	<i>Circonstancialité</i> .....	87
3.2	<i>Réactivité</i> .....	90
II.	Prospection des plaines orientales.....	92
<b>CONTEXTE GLOBAL .....</b>		<b>92</b>
<b>LE PAYS, UNE SITUATION SPECIFIQUE.....</b>		<b>93</b>
1.	PARAMETRES GEO-CLIMATIQUES .....	93
2.	REALITE ANTHROPOLOGIQUE .....	98
2.1	<i>Précolombienne</i> .....	98
2.2	<i>Conquête et colonie</i> .....	99
2.3	<i>Indépendance</i> .....	100
3.	CADRE ECONOMIQUE.....	102
3.1	<i>L'héritité espagnole</i> .....	102
3.2	<i>Les trois dernières décennies</i> .....	103
<b>LE VICHADA : LA DERNIERE FRONTIERE .....</b>		<b>104</b>
1.	HISTOIRE DU DEPARTEMENT .....	105
2.	GEO-ANTHROPOLOGIE .....	108
2.1	<i>Géographie</i> .....	108
2.2	<i>Démographie</i> .....	110
2.3	<i>Environnement</i> .....	113
2.3.1	<i>Écosystèmes</i> .....	113

2.3.2	Biodiversité assiégée .....	117
2.3.3	Climat .....	117
3.	ÉCONOMIE .....	118
3.1	<i>L'agriculture</i> .....	118
3.2	<i>L'élevage</i> .....	118
3.3	<i>Forêts</i> .....	119
3.4	<i>Pêcherie</i> .....	119
3.5	<i>Action institutionnelle</i> .....	119
3.6	<i>Tourisme</i> .....	120
3.7	<i>Commerce</i> .....	120
4.	INFRASTRUCTURE .....	121
4.1	<i>Transports</i> .....	121
4.1.1	Infrastructure routière.....	121
4.1.2	Routes principales .....	123
4.1.3	Routes secondaires.....	123
4.1.4	Routes tertiaires .....	126
4.1.5	Réseau fluvial .....	126
4.1.6	Infrastructure Aérienne .....	128
4.2	<i>Services publics</i> .....	128
4.2.1	Eau potable .....	128
4.2.2	Système d'égouts et de systèmes non conventionnels .....	129
4.2.3	Gestion des déchets .....	129
4.2.4	Abattoir municipal.....	130
4.2.5	Télécommunications .....	130
4.2.6	Energie électrique .....	130
5.	SERVICES SOCIAUX .....	130
5.1	<i>Secteur Santé</i> .....	130
5.1.1	Organisation.....	130
5.1.2	Profil épidémiologique .....	131
5.1.3	Mortalité .....	132
5.1.4	Couverture .....	133
5.2	<i>Secteur éducation</i> .....	133
5.2.1	Organisation.....	133
5.2.2	Infrastructure .....	134
5.2.3	Principaux indicateurs .....	134
	<b>LA PRIMAVERA : LE NOYAU</b> .....	<b>137</b>
1.	GEO-ANTHROPOLOGIE .....	137
1.1	<i>Géographie et démographie</i> .....	137
1.2	<i>Logement</i> .....	138
1.3	<i>Environnement</i> .....	138

2.	ÉCONOMIE .....	139
2.1	Élevage .....	139
2.2	Tourisme .....	139
3.	NUEVA ANTIOQUIA .....	143
<b>DEVELOPPEMENT DE LA REGION .....</b>		<b>146</b>
<b>L'ANTINOMIE DE LA CAPITALE .....</b>		<b>148</b>
1.	UN SYMPTOME LOCAL, UN PROBLEME REGIONAL .....	148
2.	ANALYSE HISTORIQUE .....	150
<b>PANORAMA NATIONAL .....</b>		<b>154</b>
1.	MODELE INSTITUTIONNEL .....	154
2.	MODELE ALTERNATIF LOCAL .....	155
2.1	<i>Développement économique alternatif</i> .....	156
2.2	<i>Développement humain alternatif</i> .....	159
<b>PARADIGMES MONDIAUX .....</b>		<b>167</b>
1.	LE « TECHNO-MONDIALISME » .....	167
2.	LE « BIO-REGIONALISME » .....	169
<b>LA QUESTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>		<b>171</b>
1.	DEFINITION .....	171
2.	ÉVOLUTION .....	172
2.1	<i>« Substances arithmétique, démographie géométrique »</i> .....	172
2.2	<i>« Nous vivons dans un monde fini »</i> .....	172
2.3	<i>« Notre avenir à tous »</i> .....	173
3.	STRUCTURE .....	174
3.1	<i>Composantes</i> .....	174
3.2	<i>Principes</i> .....	174
3.3	<i>Paramètres</i> .....	176
3.4	<i>Propriétés</i> .....	176
III.	Cimarron, l'étude de cas .....	178
<b>LE PROJET CONCRET .....</b>		<b>178</b>
1.	SITUATION DE DEPART .....	178
2.	COMPOSANTE ECONOMIQUE .....	179
3.	COMPOSANTE ECO-ANTHROPOLOGIQUE .....	180
<b>LE DEPARTEMENT .....</b>		<b>186</b>
<b>LA REGION .....</b>		<b>193</b>
<b>LA METROPOLE .....</b>		<b>204</b>
<b>LE GRAND « TUGURIO » .....</b>		<b>213</b>
<b>LE PAYS .....</b>		<b>219</b>
<b>LE MONDE .....</b>		<b>224</b>
<b>VISIONS DIVERGENTES .....</b>		<b>227</b>

IV. Villages agroindustriels analogues.....	230
<b>PROJECT JARI, BRESIL.....</b>	<b>230</b>
1. PARCOURS HISTORIQUE .....	230
2. LES CHANGEMENTS DU XXEME SIECLE .....	231
3. LA REVOLUTION DU PROJET JARI .....	233
4. « NATIONALISATION » DU PROJET JARI .....	239
5. LE PROJET JARI AU XXIe SIECLE .....	240
<b>INSTALLATIONS AGROINDUSTRIELLES COLOMBIENNES .....</b>	<b>243</b>
1. INDUPALMA .....	244
2. CENTRE LAS GAVIOTAS.....	247
3. LOS MORICHALES.....	251
<b>CIMARRON, L'AGRO-VILLETTE NORVEGIENNE .....</b>	<b>253</b>
1. CIMARRON EN DEVELOPPEMENT .....	253
2. LE PREMIER PAS .....	257
2.1 <i>Projet social</i> .....	257
2.2 <i>Projet Environnemental</i> .....	258
2.3 <i>Projet économique</i> .....	260
3. CIMARRON DANS LA REGION .....	261
Conclusions .....	265
<b>LES PLAINES ORIENTALES, L'EPICENTRE GORDIEN DE LA SPATIALITE COLOMBIENNE :</b>	<b>265</b>
<b>LA REVERSIBILITE DE PHENOMENE DES PERSONNES DEPLACEES :</b>	<b>266</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>274</b>

## Bibliographie

- Alcaldía de Bogotá. 2009. *Conociendo la localidad de Ciudad Bolívar: Diagnóstico de los aspectos físicos, demográficos y socioeconómicos*. Bogotá: Secretaría Distrital de Planeación.
- Acción Social- PPTD. 2010. *Unidades Agrícolas Familiares, tenencia y abandono de tierras en Colombia*. Bogotá: INDEPAZ Ediciones.
- ACNUR. 2007. *Diagnóstico Departamental Vichada*. Bogota: Oficina en Colombia del Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo.
- Acot, Pascal. 2006. *Catastrophes climatiques désastres sociaux*. Paris: Presses Universitaires de France.
- . 2006. *Catastrophes climatiques désastres sociaux*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Actividades Economicas. 2012. *Actividades económicas de Colombia*. Accès le mai 22, 2013. <http://www.actividadeseconomicas.org/2012/03/principales-actividades-economicas-de.html>.
- Agence des Nations Unies pour les Réfugiés. 2014. *Profil d'opérations 2014 - Colombie*. Accès le mai 21, 2014. <http://www.unhcr.fr/pages/4aae621e24.html>.
- Agier, Michel. 2013. «Le campement urbain comme hétérotopie et comme refuge. Vers un paysage mondial des espaces précaires.» *Brésil(s)* 3 11-28.
- Alcaldía de La Primavera. 2012. *Nuestro municipio*. 30 mai. Accès le avril 10, 2015. <http://laprimavera-vichada.gov.co/territorios.shtml?apc=bbxx--2865558&x=2865558>.
- Alcaldía de Puerto Carreño. 2015. *Presentación*. 14 avril. <http://puertocarreno-vichada.gov.co/presentacion.shtml>.
- Alcaldía Santa Rosalía. 2015. *Alcaldía Santa Rosalía*. 15 de avril. [http://santarosalia-vichada.gov.co/documentos\\_municipio.shtml](http://santarosalia-vichada.gov.co/documentos_municipio.shtml).
- Álvarez, Mónica. 2015. «Ciudad Bolívar: la historia de una lucha colectiva.» *Centro de Memoria, Paz y Reconciliación*. 25 Août. <http://centromemoria.gov.co/ciudad-bolivar-la-historia-de-una-lucha-colectiva/>.
- Alzate, María Cristina. 2006. *La estratificación socioeconómica para el cobro de los servicios públicos domiciliarios en Colombia*. Bogotá: United Nations Cepal.
- Annales Economies Sociétés Civilisations. 1970. *Histoire et Urbanisation*. Paris: Armand Colin.
- Anzaldúa, Gloria. 2007. *Borderlands/La Frontera; The New Mestiza*. San Francisco: Aunt Lutebooks.

- Aprile-Gnisset, Jacques. 2007. «Del desplazamiento rural forzoso al emplazamiento urbano obligatorio.» *Procesos urbanos informales*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.
- . 1992. *La ciudad colombiana. Siglo XIX y siglo XX*. Bogotá: Biblioteca Banco Popular.
- . 1992. *La ciudad colombiana. Siglo XIX y siglo XX*. Bogotá: Biblioteca Banco Popular.
- . 1992. *La ciudad colombiana. Siglo XIX y siglo XX*. Bogotá: Biblioteca Banco Popular.
- Bähr, J. y Mertins, G. 1997. *Die lateinamerikanische Gross-Stadt. Verstädterungsprozesse und Stadtstrukturen*: Darmstadt.
- Bajracharya, Bhishma Nanda. 1995. *Promoting Small Towns for Rural Development: A View from Nepal*. Bangkok, Thailand: Asia-Pacific Population Journal of The United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific Vol. 10, No. 2, June 1995, pp. 27-50.
- Baron, Catherine. 2007. «Le transfert du concept d'Economie Solidaire en Afrique Francophone : Paradoxes et atouts.» *Revue Tiers Monde*, n°190 p. 325-342.
- Becerra, Faany. 2009. «Desarrollo de la frontera agrícola colombiana en los llanos de la Orinoquia: una experiencia asociativa.» *Conferencia Científica Internacional Medio Ambiente Siglo XXI*. Santa Clara, Cuba: Universidad Central Las Villas.
- Bejarano, Jesús Antonio. 1997. *Colombia: inseguridad, violencia y desempeño económico en las áreas rurales*. Bogotá: Fonade y Universidad Externado de Colombia.
- Berg, Peter. 2002. *Bioregionalism*. Consulté le 3 Novembre 2009 sur, [http://www.diggers.org/freecitynews/\\_disc1/00000017.htm](http://www.diggers.org/freecitynews/_disc1/00000017.htm).
- . 1978. *Reinhabiting A Separate Country: A Bioregional Anthology of Northern California*. San Francisco: Planet Drum.
- Berger et Neuhaus, Peter et Richard. 1993. «Potenciar al ciudadano. El rol de las estructuras intermedias en las políticas públicas.» *Revista de Estudios Públicos* 49 175-226.
- Bermúdez Liévano, Andrés. 2013. «Otra sospechosa compra de tierras en La Primavera. La silla vacía.» Accès le août 21, 2013. <http://www.lasillavacia.com/historia/los-baldios-comprados-por-paraisos-fiscales-un-nuevo-chicharron-para-minagricultura-45101>.
- Berque, Augustin. 2000. *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*. Paris: Belin collection Mappemonde.
- Berry, Albert. 2002. *Colombia encontró por fin una reforma agraria que funcione?* Bogotá: Universidad Externado de Colombia.

- Best Foot Forward Limited. 2011. *Best Foot Forward Limited*. Accès le juin 21, 2012. <http://www.ecologicalfootprint.com/>.
- . 2011. «The Future Centre.» Accès le Juin 21 , 2012 . <http://www.ecologicalfootprint.com/>.
- Blydenstein, John. 1964. «Tropical savanna vegetation of the Llanos of Colombia.» *Ecology* 48 (Ecology 48: 1-15) 1-15.
- Bonilla, Víctor Daniel. 1969. *Siervos de Dios y amos de indios. El estado y la Misión Capuchina en el Putumayo*. Bogotá: L'Auteur.
- Botero, Giovanni. 1589. *Della ragion di Stato : cause della grandezza e della magnificenza delle città*. Venezia.
- Brundtland, G. H. 1987. *Our Common Future*. Oxford: Oxford University Press: United Nations World Commission on Environment and Development.
- Brundtland, Gro Harlem. 1987. *Our Common Future*. Oxford: Oxford University Press: United Nations World Commission on Environment and Development.
- Bustamante Salazar, P. Pablo. 2007. *La evangelización en el Vichada en un contexto conflicto armado*. Santiago de Chile: Facultad de ciencias sociales. Departamento de ciencia política y relaciones internacionales. Universidad Alberto Hurtado.
- Butalia, Urvashi. 2002. *Les Voix de la partition : Inde-Pakistan*. Paris: Actes Sud.
- Camagni, Roberto. 2005. «Territorial Cohesion and the European Model of Society.» *International Seminar*. Vienna, : Lincoln Institute of Land Policy. 9.
- Cardona, Aldo. 1974. *Formas de Cooperación en Comunidades Indígenas de Colombia*. Bogotá: Universidad Santo Tomás, Instituto de Educación e Investigación Cooperativa.
- Cardona, Ramiro. 1976. *Colombia: Distribución espacial de la población*. Bogotá: Corporación Centro Regional de la Población.
- . 1969. *Las invasiones de terrenos urbanos. Elementos para diagnóstico*. Bogotá: División de estudios de población, Asociación Colombiana de Facultades de Medicina.
- . 1968. *Migración, urbanización y marginalidad*. Bogotá: División de Estudios de Población, Asociación Colombiana de Facultades de Medicina.
- Centro Las Gaviotas. 2015. *Realizaciones*. 9 mars. <http://www.centrolasgaviotas.org/Realizaciones.html>.

- CICR, Comité Internacional de la Cruz Roja. 2012. «El desplazamiento subió un 52 por ciento en el 2011: CICR.» 19 avril. Accès le avril 19, 2012. [eltiempo.com/.../el-desplazamiento-en-colombia-subio-un-52-por-ciento-en-el-2011-cicr\\_11603061-4](http://eltiempo.com/.../el-desplazamiento-en-colombia-subio-un-52-por-ciento-en-el-2011-cicr_11603061-4).
- Cinep. 2002. *Componentes del desarrollo humano*. Oslo: Estudio de factibilidad Colombia 2020, Norwegian International Cooperation Agency.
- Cofan, Pueblo. 2015. «Plan de Salvaguarda del Pueblo Cofan.» *Observatorio Étnico*. 23 février. [http://observatorioetnicocecoin.org.co/cecoin/files/P\\_S%20Kof%C3%A1n.pdf](http://observatorioetnicocecoin.org.co/cecoin/files/P_S%20Kof%C3%A1n.pdf).
- Coica. 2011. *Mandato de Manaus: Acción indígena por la Vida, Primera Cumbre Regional Amazónica Saberes Ancestrales, Pueblos y Vida Plena en Armonía con los Bosques*. Manaus: Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica.
- Comisión Andina de Juristas. 1993. *Putumayo. Informe regional de derechos humanos*. Bogotá: Comisión Andina de Juristas Seccional Colombiana.
- Comisión de estudios sobre la Violencia. 1987. *Colombia: violencia y democracia*. Bogotá: Universidad Nacional.
- Comisión de Seguimiento de las Políticas Públicas sobre el Desplazamiento Forzado. 2009. *Proceso Nacional de Verificación*. Bogotá: CID Universidad Nacional.
- Conseil Norvégien pour les Réfugiés. 2014. «El 12 % de la población colombiana vive desplazada, afirma la ONU.» *El Tiempo*, 11 juin: Temas del día.
- Consultoría para los derechos humanos y el desplazamiento . 2008. *Municipios de Llegada 1999-2005*. Bogota: Sistema de Información Sisdhes.
- Consultoría para los derechos humanos y el desplazamiento. 2008. *Municipios de Llegada 1999-2005*. Bogotá: Sistema de Información Sisdhes.
- CONVENIO MADR-CORPOICA-CIAT. 2012. *El futuro de la Orinoquia: Desarrollo Tecnológico de la Atillanura* . Cali: Corpoica.
- Corujo, Yolanda Vallejo. 2006. *La formación del hombre nuevo. Un problema de todos los tiempos*. 27 octubre. <http://ojs.uo.edu.cu/index.php/stgo/article/viewFile/14506201/47>.
- Cubides, Fernando, Ana Cecilia Ortiz, Carlos Miguel Ortiz. 1998. *La violencia y el municipio colombiano, 1980-1997*. Bogotá: Universidad Nacional.
- Cubides, Fernando, Myriam Jimeno. 1998. *Las violencias: inclusión creciente*. Bogotá: Universidad Nacional.

- Cuervo, Luís Mauricio. 1999. «Expansión metropolitana y globalización en Bogotá.» *Ponencia presentada al V Encuentro de la Red Iberoamericana de Investigadores sobre Globalización y Territorio*. Toluca. 22.
- Cunil Grau, Nuria. 1997. *Repensando lo público a través de la sociedad. Nuevas formas de gestión pública y representación social*. Caracas: Nueva Sociedad.
- Curt McNamara, P.E. 2008. «Biomimicry Nature's Design Principles.» *Sustainable Building*. Salt Lake City : ASHRAE Conference.
- DANE . 2008. *Encuesta de calidad de vida*. Bogota: Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas.
- DANE. 2005. *Boletín Censo General 2005 - Bogota*. Bogotá: Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas.
- DANE. 2005. *Boletín Censo General 2005 - Cundinamarca*. Bogota: Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas.
- DANE. 2009. *Censo 2.005, Sistema 59* . Bogotá: Econometría S.A.
- DANE. 2005. *Censo General 2005 - Vichada*. Bogotá: Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas.
- . 2015. *Censo general 2005*. 16 abril. Censo DANE (2008) Censo general 2005. [www.dane.gov.co/files/Censo2005/regiones/vichada.pdf](http://www.dane.gov.co/files/Censo2005/regiones/vichada.pdf).
- DANE. 2005. *Censo General 2005*. Bogotá: Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas.
- DANE. 2005. *Censo General 2005: Educación de la población*. Bogotá: Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas.
- DANE. 2012. *Cuentas Nacionales*. Bogota: Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas.
- Darwin, Charles. 1876. *L'Origine des espèces*. Paris: Guillaumin et Cie, Libraires-Éditeurs.
- Davis, Mike. 2004. *Planeta de ciudades-miseria. Involución urbana y proletariado informal*. London: New Left Review.
- De La Cadena, Marisol. 2004. *Indígenas y mestizos. Raza y cultura en el Cusco*. Lima: IEP.
- De Roux, Francisco. 2004. «Desafíos prácticos y presupuestos teóricos para construir economía en el Magdalena Medio.» *Documento Ocasional*. Magdalena Medio: Observatorio de Paz Integral. 36.

- Deleuze, Gille et Felix Guattari. 1977. «Rizoma (Introducción).» Dans *Mil mesetas. Capitalismo y esquizofrenia*, de Gille et Felix Guatta Deleuze, 61. Valencia: Pre-textos.
- Departamento Administrativo de Estadísticas. 2011. *Mercado Laboral*. Bogotá, Colombia: DANE Bogotá.
- Departamento Administrativo de Planeación Distrital. 2005. *La estratificación socioeconómica en Bogota*. Bogotá: Alcaldía de Bogotá.
- Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas. 2008. *Encuesta de calidad de vida* . Bogota: DANE Bogota.
- Departamento Nacional de Planeación . 1998. *La Paz: el desafío para el desarrollo*. Bogotá: Tercer Mundo Editores.
- Département du Vichada. 2013. *La Primavera*. Accès le juin 11, 2013. <http://laprimavera-vichada.gov.co/nuestromunicipio.shtml?apc=mmxx-1-&m=d>.
- Descola, Philippe. 2005. *Par-delà nature et culture*. Paris: Éditions Gallimard.
- Dictionnaire de la langue française Le Littré. 2014. *Frontière*. 22 octobre. <http://www.littre.org/definition/fronti%C3%A8re>.
- Dictionnaire Larousse. 2014. *Frontière*. 22 octobre. <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/fronti%C3%A8re/35408?q=fronti%C3%A8re#35379>.
- Domenach, Hervé. 1995. *Les migrations*. Paris: Presses Universitaires de France.
- . 1995. *Les migrations*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Domenach, Picouet. 1995. *Les migrations*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Domínguez, Camilo A. 1985. *Amazonía Colombiana*. Bogotá: Biblioteca Banco Popular.
- Droulers, Martine. 2004. *L'Amazonie. Vers un développement durable*. Paris: Armand Colin.
- Early, John. 2000. *The Xilixana Yanomami of the Amazon: History, Social Structure, and Population Dynamics*. Gainesville: University Press of Florida.
- Echanove, Matias. 2008. «Bogota at the Edge : Ciudad Bolivar.» *Urbanology*. 5 mai. [www.urbanology.org/Bogota](http://www.urbanology.org/Bogota).
- El cuerno de fuego. 2011. *Significado de la Maloca*. 27 février. Accès le Septembre 5, 2013. <http://cuernodefuego.blogspot.no/2011/02/significado-de-la-maloca.html>.

- Encuesta Longitudinal Colombiana de la Universidad de los Andes. 2014. «Propiedad de tierra de campesinos en Colombia.» 14 mai. Accès le mai 15, 2014. <http://www.eltiempo.com/economia/indicadores/propiedad-de-tierra-de-campesinos-en-colombia/13989960>.
- Encyclopædia Universalis. 2013. *Halte à la Croissance ? Club de Rome*. Accès le Avril 4 , 2013. <http://www.universalis.fr/encyclopedie/halte-a-la-croissance/>.
- . 2013. *Migrations animales*. Accès le Novembre 27, 2013. <http://www.universalis.fr/encyclopedie/migrations-animales/>.
- Encyclopédie Larousse. 2012. *Instinct de conservation*. Paris: Editions Larousse.
- . 2012. *Préservation*. Paris: Editions Larousse.
- ETC Group. 2008. «À qui appartient la nature?» Accès le août 26, 2013. <http://www.etcgroup.org/fr/content/%C3%A0-qui-appartient-la-nature>.
- Fajardo Montaña, Darío. 1993. *Espacio y sociedad. La formación del régimen agrario en Colombia*. Bogotá: Corporación Araracuara.
- . 1986. *Haciendas, campesinos y políticas agrarias en Colombia, 1920-1980*. Bogotá: Centro de Investigaciones para el Desarrollo.
- Fajardo Montaña, Darío. 2001. «La tierra, la agricultura y el poder político en Colombia.» *Suma Cutural* No. 4.
- Fals-Borda, Orando. 1962. *Peasant Society in the Colombian Andes: A Sociological Study of Saucio*. Gainesville, FL: University of Florida Press.
- Federación de Asociaciones de Desplazados del Putumayo . 2002. «Primer Encuentro de Desplazados del Putumayo.» *Transcripción de Lina Sánchez*. Mocoa.
- Filocreao, Antonio Sergio. 2002. *Extractivismo e capitalismo na Amazonia: a manutenção, funcionamento e reprodução da economia extractivista do sul do Amapá*. Macapá: SEMA.
- Foucault, Michel. 1994. *Des espaces autres. In Dits et écrits 1954-1988, vol. 4 (1980-1988)* . Paris: Gallimard, p. 752-762.
- . 2008. *Hay que defender la sociedad*. Madrid: Akal.
- Frank, André Gunder. 1970. *Le développement du sous-développement, l'Amérique latine*. Paris: Maspéro.

- Furtado, Celso. 1976. *Théorie du développement économique*. Paris: Presses Universitaires de France.
- García Gutiérrez, Emilio. 1999. *Colonización y medio ambiente*. Bogotá: Corpoica-Plante.
- García Gutiérrez, Emilio. 2010. *Demografía , educacion y salud de la orinoquia*. Villavicencio: Slideshare.net.
- García, Antonio. 1981. *Desarrollo agrario y la América Latina*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Georgetown, Institut pour l'étude des migrations internationales de l'Université de. 2007. «Guiding principles on internal displacement.» Accès le février 27, 2014. [http://www.law.georgetown.edu/idp/french/id\\_faq.html](http://www.law.georgetown.edu/idp/french/id_faq.html).
- Geospatial Ltda. 2000. *Formulación para los Lineamientos del Ordenamiento Territorial del Departamento del Vichada*. Bogotá: Gobernación del Vichada.
- Geospatial Ltda. 2000. *Formulación para los Lineamientos del Ordenamiento Territorial del Departamento del Vichada*. Puerto Carreño: Gobernación del Vichada.
- Giraldo, Yeimy, interviewer par Centro de Memoria, Paz y Reconciliación. Bogotá Mónica Álvarez. 2014. *Ciudad Bolívar, una historia de lucha* (8 août).
- Global Footprint Network. 2012. «Global hectare.» Accès le juin 20, 2012. Accès le 20 Juin 2012 <http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/glossary/#biocapacity>.
- Global Footprint Network. 2010. *National ecological footprint and biocapacity for 2007*. Oakland, USA: Foot print network org.
- Global Footprint Network. 2008. *Glossary*. Accès le juin 20, 2012. <http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/glossary/#biocapacity>.
- Glosbe. 2014. *Établissement humain*. 14 Novembre. <https://fr.glosbe.com/fr/fr/%C3%A9tablissement%20humain>.
- Gobernación del Vichada. 2014. *Dinámica del desplazamiento*. 20 novembre. [http://www.vichada.gov.co/index.php?option=com\\_content&view=article&id=110&Itemid=335](http://www.vichada.gov.co/index.php?option=com_content&view=article&id=110&Itemid=335).
- . 2014. *Nuestro-departamento*. 2 janvier. Accès le janvier 2, 2014. <http://www.vichada.gov.co/index.php/nuestro-departamento>.
- Gobernación del Vichada. 1997. *Plan de Transporte e Infraestructura departamento del Vichada*. Puerto Carreño: Gobernación del Vichada.

- Gómez, Angela Karina. 2008. «Universidad de Nariño - Periódico.» octubre. Accès le juin 23, 2014. <http://es.scribd.com/doc/19194007/UDENAR-Periodico-5>.
- Gómez, Augusto. 1986. *Colonización y Conflictos Sociales en los Llanos Orientales*. Bogotá: Instituto Colombiano de Antropología.
- . 2005. *Putumayo, Indios, Misión, Colonos y Conflicto, 1845-1970*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.
- González Posso, Camilo. 2004. «Propuesta de Reparación Integral de Colectivos de Víctimas o Víctimas Colectivas Invisibilizadas.» *Foro Nacional de Víctimas para Propuestas en la Habana*. Cali.
- González Prada, Manuel. 1908. *Horas de lucha*. Lima: El progreso literario.
- González, Fernán Ingrid Bolívar, Teófilo Vázquez. 2002. *Violencia política en Colombia: De la nación fragmentada a la construcción del Estado*. Bogotá: Cinep.
- González, Fernán. 1997. *Poblamiento y conflicto social en la historia de Colombia*. Bogotá: CINEP.
- González, Fernán. 2012. «Prólogo.» Dans *Entre la frontera del desarrollo y el desarrollo de la frontera*, de Efrén Piña Rivera, 14-15. Bogotá: Colección Territorio, Poder y Conflicto.
- González, Fernán. 2002. *Violencia política en Colombia: De la nación fragmentada a la construcción del Estado*. Bogotá: Cinep.
- Google . 2015. *Vichada*. 21 de avril. <https://www.google.no/maps/dir/6.0667221,-68.6091746/@6.1173891,-68.7172044,15886m/data=!3m1!1e3!4m2!4m1!3e0>.
- Grueso, Libia R. 2011. «CRECIMIENTO ECONOMICO, CONFLICTO Y DERECHOS COLECTIVOS EN EL SECTOR RURAL COLOMBIANO.» *Naciones Unidas - Derechos Humanos - Colombia*. Accès le juillet 2014, 8. <http://www.hchr.org.co/afrodescendientes/index.php/columnista-invitado/crecimiento-economico-conflicto-y-derechos-colectivos-en-el-sector-rural-colombiano.html>.
- Gumilla, José. 1731. *L'Orénoque illustré et défendu*. Madrid: Manuel Fernández.
- Guterres, Antonio. 2007. *2007 Global Trends*. Geneve, Switzerland: The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR).
- Habitat, The United Nations Centre for Human Settlements UNCHS. 1996. *100 Million Homeless in World Most Are Women and Dependent Children*. Accès le Novembre 23, 2009. <http://www.un.org/Conferences/habitat/unchs/press/women.htm>.

- Havens, A Eugene. 1970. *Internal colonialism and structural change in Colombia*. New York: Praeger Publishers.
- Haya de la Torre, Víctor Raul. 1976. *Teoría y táctica del aprismo*. Lima: Editorial Juan Mejía Baca.
- Hennessy, Alistair. 1978. *The Frontier in Latin American History*. Albuquerque: Histories of the American Frontier Series. Ray Allen Billington and Howard R. Lamar.
- Hernández de Alba, Guillermo. 1948. *Tribes of the North Colombian lowlands. Handbook of South American Indians*. Washington: J.H. Steward ed.
- Hypergeo. 2004. *Développement définition*. Accès le mai 3, 2013. [http://www.hypergeo.eu/spip.php?page=imprimersans&id\\_article=511&nom\\_site=Hypergeo&url\\_site=](http://www.hypergeo.eu/spip.php?page=imprimersans&id_article=511&nom_site=Hypergeo&url_site=).
- Indupalma. 2014. *Informe de gestión sostenible 2013*. Ecomómico, Bogotá: Indupalma.
- Indupalma S.A. 2015. *Responsabilidad Social Corporativa*. 5 mars. <http://www.indupalma.com/rse>.
- Instituto de estudios urbanos. 2013. *Desarrollo Urbano de Bogotá*. Accès le mai 23, 2013. [http://institutedeestudiosurbanos.info/dmdocuments/cendocieu/coleccion\\_digital/Cartografia/Mapa\\_Historico\\_Bogota/116\\_117\\_Desarrollo\\_Urbano\\_Bogota\\_1538\\_1938\\_1953.jpg](http://institutedeestudiosurbanos.info/dmdocuments/cendocieu/coleccion_digital/Cartografia/Mapa_Historico_Bogota/116_117_Desarrollo_Urbano_Bogota_1538_1938_1953.jpg).
- Jansasoy, José Sebastián y Ángela Luisa Pérez Vera. 2005. *Plan de vida. Propuesta para la supervivencia cultural, territorial y ambiental de los pueblos indígenas*. Washington D.C.: Fundación Zio-A'i, The Word Bank Environment Department, Biodiversity Series.
- Kalmanovitz, Salomón. 1998. *Economía y nación. Una breve historia de Colombia*. Bogotá: Tercer Mundo S.A.
- . 2015. *El Desarrollo Histórico del Campo Colombiano*. 6 janvier. <http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/historia/colhoy/colo9.htm>.
- l'Observatoire des inégalités. 2011. *Global Wealth Databook*. Accès le Mai 11, 2012. <http://www.inegalites.fr/spip.php?article1393>.
- La Recherche. 2009. «La recherche.» Accès le septembre 09, 2013. <http://www.larecherche.fr/idees/back-to-basic/supernovae-01-03-2009-87783>.
- L'agence des Nations Unies pour les réfugiés. 2014. «Personnes déplacées internes.» Accès le Mars 26, 2014. <http://www.unhcr.fr/pages/4aae621d3b0.html>.
- Latour, Bruno. 1997. *Nous n'avons jamais été modernes*. Paris: Éditions La Découverte.

- Le Centre d'Information sur l'eau. 2013. *Les ressources dans le monde*. 22 avril. Accès le mai 10, 2013. <http://www.cieau.com/les-ressources-en-eau/dans-le-monde/ressources-en-eau-monde>.
- Lins, Cristóvão. 2001. *Jarí: 70 Anos de História*. Rio de Janeiro: Dataforma.
- Loingsigh, Gearóid Ó. 2005. *Laboratorios de Paz de la Unión Europea. ¿El Plan Colombia de Europa?* <http://www.revistapueblos.org/IMG/pdf/laboratorios.pdf> 9 mai 2010.
- Loriaux, Florence. 2012. *Halte à la croissance ! Carhop*.
- Malthus, Thomas Robert. 1798. *An Essay on the Principle of Population*. Londres: J. Johnson.
- Martínez Alier, Joan. 1992. *De la economía ecológica al ecologismo popular*. Barcelona: Icaria.
- Martínez Tocancipá, Sergio. 2007. *Síntesis de la problemática de las áreas desarrolladas informalmente*. Bogotá: Secretaría Distrital de Planeación, Alcaldía de Bogotá.
- Martins, José de Souza. 1996. «O tempo da fronteira. Retorno à controvérsia sobre o tempo histórico da frente de expansão e da frente pioneira.» *Tempo Social*, mai: v.8, n.1 p.25-70.
- McGinnis, Michael V. 1999. *Bioregionalism*. London: Routledge.
- Meadows, Dennis. 1973. *Halte à la croissance ?* Paris: Editions Fayard.
- Mertins, Günter. 2001. «Las ciudades medianas en Colombia.» *Cuadernos de geografía X*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia. 59-76.
- Ministerio de Agricultura de Colombia. 2004. *El renacimiento de la Orinoquia Alta de Colombia: un megaproyecto para el mundo*. Bogotá: Papel y Plástico Impresores Ltda-.
- Ministerio de Comercio, Industria y Turismo. 2012. *TLC.gov.com*. Accès le août 26, 2013. <http://www.tlc.gov.co/publicaciones.php?id=727>.
- Misiones católicas del Putumayo. 1913. *Documentos oficiales relativos a esta comisaría*. Bogotá: Imprenta Nacional.
- Momford, Lewis. 1964. *La cité à travers l'histoire*. Paris: Ed. du Seuil.
- Mora, Julio Mesías. 1997. *Mocoa: su historia y desarrollo*. Bogotá: Imprenta Nacional de Colombia.
- Moreno Reyes, Héctor. 1997. *Plan de acción del Plante 1995-1998*. Bogotá : Universidad de los Andes.
- Morey, Nancy. 1975. *Ethnohistory of the Colombian and Venezuelan llanos*. Ph.D, diss. Salt Lake City: University of Utah, Department of Anthropology.

- Nagel, E. 1961. *The Structure of Science. Problems in the Logic of Science Explanation*. New York: Harcourt, Brace & World.
- Naranjo, Gloria. 2004. «Ciudades y desplazamientos forzados en Colombia.» Dans *Desplazamiento forzado: dinámicas de guerra, exclusión y desarraigo*, de Martha Nubia Bello, 279-310. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.
- Nations unies. 1992. «Déclaration de Rio.» *Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement*. Rio de Janeiro: Nations unies.
- OECD. 2014. «Human Settlements.» *stats.oecd.org/*. 14 November. <http://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=1266>.
- Office of Research in Economics and Science. 1965. *International Boundary Study: Jordan-Saudi Arabia*. Washington: The Geographer.
- Oquendo, Catalina. 2014. «Qhapaq Ñan, el camino vivo de Suramérica.» *El Tiempo*, 22 juin.
- Organisation Internationale pour les migrations. 2011. «Faits et Chiffres.» Accès le Janvier 4 , 2011. [www.iom.ch/jahia/Jahia/about-migration/facts-and-figures/lang/fr](http://www.iom.ch/jahia/Jahia/about-migration/facts-and-figures/lang/fr).
- Organización Internacional para las Migraciones. 2013. *Perfil Migratorio de Colombia 2012*. Bogotá: OIM.
- Ortiz, César. 2003. «Agricultura, cultivos ilícitos y medio ambiente.» Dans *Guerra, sociedad y medio ambiente*, de Cárdenas Martha y Manuel Rodríguez, 297-344. Bogotá: Foro Nacional Ambiental, Fundación Alejandro Ángel Escobar, Ecofondo, Fescol.
- Oxfam America. 2014. *The politics of poverty*. 14 novembre. <http://politicsofpoverty.oxfamamerica.org/2013/10/cargill-misses-the-point-on-land-acquisitions-in-colombia/>.
- Pauli, Gunter. 2015. *Reforestation: Las Gaviotas, Colombia*. 9 mars. <http://www.zeri.org/ZERI/Reforestation.html>.
- Pécaut, Daniel. 1996. *Presente, pasado y futuro de la violencia en Colombia*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.
- Picouet, Hervé Domenach et Michel. 1995. *Les migrations*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Picouet, Hervé Domenach et Michel. 1995. *Les migrations*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Pierdat, Catherine. 2015. <http://www.dictionnaire dessymboles.fr/article-le-symbolisme-de-l-ouroboros-117703494.html>. 14 août. <http://www.dictionnaire dessymboles.fr/>.

- Pineda Camacho, Roberto. 1985. *Historia Oral y Proceso Esclavista en el Caquetá*. Bogotá: Fundación de Investigaciones Arqueológicas Nacionales. Banco de la República.
- Pineda, Roberto. 2003. «La Casa Arana en el Putumayo: El Caucho y el Proceso Esclavista.» *Revista Credencial Historia* 160.
- Pinto, Lúcio Flávio. 1986. *Jari. Toda a verdade sobre o projeto Ludwig. As relações entre estado e multinacional na Amazônia*. São Paulo: Editora Marco Zero.
- Piña Rivera, Efrén. 1997. *Campesinos, región y desarrollo. Una mirada a la provincia boyacense de Márquez*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.
- Piña Rivera, Efrén. 2012. *Entre la frontera del desarrollo y el desarrollo de la frontera*. Bogotá: Odecof-Cinep.
- Piña Rivera, Efrén. 2012. «Entre lo alternativo, lo humano y lo sostenible.» Dans *Entre la frontera del desarrollo y el desarrollo de la frontera*, de Efrén Piña Rivera, 115. Bogotá: Odecofi-Cinep.
- PNUD. 2011. «Rapport sur le développement humain.» Accès le janvier 13, 2012. <http://hdr.undp.org/fr/statistiques/acceder/mobilite/deplacement/>.
- Policy Innovations. 2012. *The Practice of Bioregionalism*. Accès le Novembre 13, 2013. <http://www.policyinnovations.org/ideas/briefings/data/000242>.
- Proexport. 2013. *Géographie*. 10 mai. Accès le mai 10, 2013. <http://www.colombia.travel/fr/touriste/colombie/geographie>.
- Quintero Marín, Rodrigo. 2004. *Desarrollo integral local. Una propuesta para superar la exclusión*. Bogotá: Serie DIL 1 Fundación Social.
- Ramírez, María Clemencia. 2005. *Evolución de la política de desarrollo alternativo en Colombia*. Bogotá: Icanh-Cinep.
- Raush, Jane. 1987. *Región olvidada: los llanos en la historia de Colombia*. Bogotá: Revista de la Academia de Historia del Meta.
- Reboratti, Carlos. 1991. *Fronteras agrarias en América Latina. GeoCrítica 87*. Barcelona: Departamento de Geografía Humana de la Universidad de Barcelona.
- Registraduría Nacional del Estado Civil. 2013. *Registraduría La Primavera*. 13 mars. Accès le avril 9, 2015. [http://www.registraduria.gov.co/?page=auxiliares\\_delegaciones&delegacion=vichada&id\\_rubrique=603&seccion=96&auxiliar=1678](http://www.registraduria.gov.co/?page=auxiliares_delegaciones&delegacion=vichada&id_rubrique=603&seccion=96&auxiliar=1678).

- Reichel-Dolmatoff, Gerardo. 1944. *La cultura material de los indios Guahíbo*. Bogotá: Revista del Instituto Etnológico Nacional, vol. I.
- Reynaud, Alain. 1981. *Société, espace et justice*. Paris: PUF, coll. espace et Liberté.
- Ríos, Maricela y José Luis Solís. 2009. «Etnodesarrollo: reivindicación del 'indio mexicano' entre el discurso del Estado y el discurso desarrollista.» *Cuadernos Interculturales (7)*, 13 180-205.
- Rivera Piña, Efrén. 2012. *Entre la frontera del desarrollo y el desarrollo de la frontera*. Bogotá: Ediciones Antropos Ltda.
- Rosenburg, Cynthia. 2007. «O desafío de salvar o Jari.» *Epoca Negócios*, juin: 54-72.
- Ruiz, Nubia Yaneth. 2006. «Desplazamiento forzado en Colombia 2000-2004. Aportes teóricos, análisis demográfico y territorial.» *Cuadernos del CIDS, Serie 3, No. 6*. Bogotá: Universidad Externado de Colombia. 9-55.
- Rulfo, Juan. 1953. «Nos han dado tierra.» Dans *El llano en llamas*, de Juan Rulfo, 40. Mexico D.F.: Fondo de Cultura Económica.
- Sabogal Urrego, Ricardo. 2013. *La verdad de la tierra, territorios y conflictos*. Diplomado derecho a la verdad, democracia y agendas de paz: Bogotá.
- Sánchez et Cochrane, Luis Fernando y Thomas T. 1985. *Paisajes Suelos y Clima de los Llanos Orientales de Colombia. Sistemas de Producción Pecuaria Extensiva. Brasil, Colombia Venezuela*. Cali: CIAT (Centro Internacional de Agricultura Tropical).
- Sánchez Steiner, Lina María. 2012. *La ciudad refugio*. Bogotá: Editorial Universidad del Norte.
- Sánchez Steiner, Lina Maria. 2012. *La ciudad-refugio: migración forzada y reconfiguración territorial urbana en Colombia*. Barranquilla: Editorial Universidad del Norte.
- Santos, Boaventura de Sousa. 2010. *Refundación del Estado en América Latina. Perspectivas desde una epistemología del sur*. Bogotá: Siglo del Hombre Editores, Universidad de los Andes, Siglo XXI Editores.
- Santos, Milton. 2000. *La naturaleza del espacio: técnica y tiempo: razón y emoción*. Barcelona: Ariel.
- Sautchuk, Jaime. 1979. *Projeto Jari, A Invasão Americana: as multinacionais estão saqueando a Amazônia*. São Paulo: Brasil Hoje.
- Schwartz, David M. & Victor Englebert. 1995. *Vanishing Peoples Yanomami People of The Amazon*. New York: Lothrop, Lee & Shepard Books.

- Semana. 2012. «Semana.com.» *Los puntos de la agenda*. Accès le août 21, 2013. <http://www.semana.com/nacion/articulo/los-puntos-agenda/263987-3>.
- Sen, Amartya. 2000. *Un nouveau modèle économique, Développement, Justice, Liberté*. Paris: O. Jacob.
- Silva, Eliseo. 1898. *Informe de Eliseo Silva enviado al Ministro de Gobierno*. Bogotá: A.N.C. Sec. República F. Mingobierno.
- Simmel, Georg. 1986. «Puente y puerta.» Dans *El individuo y la libertad: ensayos de crítica de la cultura*, de Georg Simmel, 29-34. Barcelona: Península.
- Sistema de información sobre Biodiversidad de Colombia. 2014. *Biodiversidad en Colombia*. 20 août. Accès le août 21, 2014. <http://www.sibcolombia.net/web/sib/cifras>.
- Smith, Thomas Lynn. 1967. *Colombia Social Structure and the Process of Development*. Gainesville: Univ Press of Florida .
- Smuts, Jan. 1926. *Holism and Evolution*. Londres: Macmillan & Co Ltd.
- Snoy, Thérèse. 2002. «De la pertinence et de la légitimité du principe de participation.» *Reflets et perspectives de la vie économique, tome XVI* p. 101-108.
- Sociedad Geográfica de Colombia. 2011. *Geografía de Colombia - Vichada*. Accès le janvier 2, 2014. <http://www.sogeocol.edu.co/vichada.htm>.
- . 2006. «Proceso histórico del estado colombiano.» *Ministerio de Educación Nacional*. Accès le juin 11, 2014. [http://www.sogeocol.edu.co/Ova/fronteras\\_evolucion/proceso/proceso.html](http://www.sogeocol.edu.co/Ova/fronteras_evolucion/proceso/proceso.html).
2013. *Ley 9.70*. Réalisé par Victoria Solano.
- Soto Aparicio, Fernando. 1974. *La rebelión de las ratas*. Bogotá, Colombie: Bedout, S.A.
- Statistiques-mondiales. 2015. «Bidonvilles.» *Statistiques Mondiales.com*. 19 août. <http://www.statistiques-mondiales.com/bidonvilles.htm>.
- Stoufer, S. A. 1940. «Intervening opportunities: a theory relating mobility and distances.» *American Sociological Review* 845-867.
- Suárez, Andrés. 1999. *Tesis de grado: Configuraciones y dinámicas de la violencia organizada en Colombia*. Bogotá: Universidad Nacional, Departamento de Sociología.
- Survival International Charitable Trust. 2014. *Yanomami*. Accès le janvier 30, 2014. <http://www.survivalfrance.org/peuples/yanomami>.

- Tellenne, Cédric. 2006. «Les migrations internationales de population, un enjeu de la mondialisation.» *Référence*, Octobre: No. 41.
- The Department of Economic and Social Affairs of the United Nations. 2007. *World Urbanization Prospects*. New York: United Nations publication.
- The Department of Economic and Social Affairs of the United Nations. 2007. *World Urbanization Prospects*. New York: United Nations publication.
- The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees . 2010. *Population Levels and Trends*. New York: UNHCR Statistical Yearbook 2010.
- The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees . 2012. *Population Levels and Trends*. New York: UNHCR Statistical Yearbook 2012.
- Tienda de Cuervo, Bartolomé. 1734. *Los motivos de creación del cargo de Virrey en el Nuevo Reino de Granada y sus causas para su posterior abolición*. San Idelfonso: D.G.S.N. Archivo Cancillería Ecuador. Col. Vacas Galindo.
- Tincq, Henri. 2007. «La monstrueuse vivisection de l'Inde.» *Le Monde*, 05 août.
- Tokyo Metropolitan Government. 2012. «Overview of Tokyo.» Accès le Novembre 14 , 2012. <http://www.metro.tokyo.jp/ENGLISH/PROFILE/overview03.htm>.
- UNDP. 2009. *Biodiversity and Ecosystems: Why these are Important for Sustained* . Bogota: United Nations Development Program.
- . 2013. *Latin America and the Caribbean: A Biodiversity Superpower*. Accès le juin 3, 2013. [http://web.undp.org/latinamerica/biodiversity-superpower/English\\_Colombia.htm](http://web.undp.org/latinamerica/biodiversity-superpower/English_Colombia.htm).
- UNEP/UNESCO. 2009. «Homeless.» Accès le November 25 , 2009 . [http://www.youthxchange.net/main/b236\\_homeless-q.asp](http://www.youthxchange.net/main/b236_homeless-q.asp).
- . 2009. *Homeless*. Accès le Novembre 25, 2009. [http://www.youthxchange.net/main/b236\\_homeless-q.asp](http://www.youthxchange.net/main/b236_homeless-q.asp).
- UN-Habitat, United Nations Human Settlements Programme. 2003. *The challenge of slums*. London: Earthscan Publications Ltd.
- United Nations Centre for Human Settlements. 1996. *100 Million Homeless in World Most Are Women and Dependent Children*. Accès le Novembre 23, 2009. <http://www.un.org/Conferences/habitat/unchs/press/women.htm>.
- United Nations Committee on Economic, Social and Cultural Rights. 1995. «Conference on Human Settlements (HABITAT II).»

- United Nations Committee on Economic, Social and Cultural Rights. 1995. *Conference on Human Settlements (HABITAT II)*. New York: UN Publications.
- United Nations Refugee Agency. 2009. «Statistics.» Accès le décembre 15, 2009. [www.unhcr.org/statistics.html](http://www.unhcr.org/statistics.html).
- UNODC. 2013. *Colombia: Monitoreo de Cultivos de Coca 2012*. Bogotá: Oficina de las Naciones Unidas contra la droga y el delito.
- Uribe, María Teresa. 2001. *Nación, ciudadano y soberano*. Medellín: Corporación regional.
- Valenzuela, Jaime. 1973. «El papel de la vivienda popular en una situación de crecimiento urbano acelerado e industrialización retardada: (El Caso de Colombia).» Dans *La migraciones internas*, de Ramiro Carmona, 329-357. Bogotá: División de estudios de población, Asociación Colombiana de Facultades de Medicina.
- Vásquez, Teófilo. 2001. *Evolución reciente de los actores de la guerra en Colombia, cambios en la naturaleza del conflicto armado y sus implicaciones para el Estado*. Bogotá: Cinep.
- Vásquez, Teófilo. 1999. «Un ensayo interpretativo sobre la violencia de los actores armados en Colombia.» *Controversia No. 175*, Cinep 100.
- Vernez, Georges. 1976. «Traslados residenciales de los inmigrantes de bajos ingresos: El caso de Bogotá, Colombia.» Dans *Colombia: Distribución espacial de la población.*, de Ramiro Cardona, 167. Bogotá: Corporación Centro Regional de la Población.
- Vernez, Georges. 1976. «Traslados residenciales de los inmigrantes de bajos ingresos: El caso de Bogotá, Colombia.» Dans *Colombia: Distribución espacial de la población*, de Ramiro Cardona, 148. Bogotá: Corporación Centro Regional de la Población.
- Wacquant, Loïc. 2006. *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*. Paris: La Découverte.
- Weisman, Alan. 1998. *Gaviotas: A Village to Reinvent the World*. Vermont: Chelsea Green Publications.
- Wikipédia. 2013. *Altermondialisme*. Accès le mai 7, 2013. <http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Altermondialisme&oldid=92518960>.
- Wikipedia. 2014. *Établissement humain*. 14 Novembre. [http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89tablissement\\_humain](http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89tablissement_humain).
- . 2013. *Maloca*. 26 février. Accès le janvier 29, 2014. <http://en.wikipedia.org/wiki/Maloca>.
- Wiktionary.org. 2014. *Fontière*. 22 octobre. <http://fr.wiktionary.org/wiki/fronti%C3%A8re>.

World Bank. 2009. «Colombia Data.» *Worldbank.org*. 22 novembre. [www.web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/LACEXT/COLOMBIAEXTN/0,,menuPK:324985~pagePK:141132~piPK:141109~theSitePK:324946,00.html](http://www.web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/LACEXT/COLOMBIAEXTN/0,,menuPK:324985~pagePK:141132~piPK:141109~theSitePK:324946,00.html).

—. 2009. «Colombia Data.» *Worldbank.org*. 10 octobre. [www.web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/LACEXT/COLOMBIAEXTN/0,,menuPK:324985~pagePK:141132~piPK:141109~theSitePK:324946,00.html](http://www.web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/LACEXT/COLOMBIAEXTN/0,,menuPK:324985~pagePK:141132~piPK:141109~theSitePK:324946,00.html).

Worldmeters. 2012. «Worldometers.info.» Accès le Juin 21, 2012. <http://www.worldometers.info/fr/>.

—. 2012. *Worldometers.info*. Accès le juin 21, 2012. <http://www.worldometers.info/fr/>.

Zorro, Carlos. 2011. «Políticas de desarrollo alternativo en Colombia (1982-2009).» Dans *Política antidroga en Colombia: éxitos, fracasos y extravíos*, de A. Gaviria & D. Mejía, 92. Bogotá: Universidad de los Andes.